«Sans Visa»: les ombres d'Angkor

CINQUANTIÈME ANNÉE - N- 14993 - 7 F -

SAMEDI 10 AVRIL 1993

BOURSE FONDATEUR : HUBERT BELIVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUENE

L'approbation du programme gouvernemental par l'Assemblée nationale

### Europe : une mystérieuse initiative

75 29 ann

or to the entrange

1 - 1974 ES.

6 6 36 56 EEE

tine te emik

2.91 23 12

in increase

"e?5 les ala:

. . . K. 29.01

" Greening

· . ≥. 256 . €.

26 50 fe 8

\* + 133 #E

- 3 °23 k±

to the arms

of the property.

1071 37

0.8466

Sugar Sep

17,440 24

- .. th . tank to

1.11.17

. Kr. 775

120 d 120 d 121 d

E discours de politique géné-rale devant l'Assemblée n'est sans doute pas la genre qui se prête le mieux à l'exposé d'une politique étrangère, surtout en période de cohabitation. Le paesage que M. Ballacker a consi jeucii, aux affaires internation n'en tranche pas moins de façon frappante avec le reste de son intervention. La «style Balladur», explicite, méthodique sur tous les autres sujets y compris les ques-tions communautaires, soudein se brouille; on entre dans une zone un peu floue, ponctuée par la répéti-tion du terme d'aéquilibre » dont on ne sait pas très bien ce qu'il désigne, et agrémentée d'une proposition apperemment ambitiouse - la réunion d'une « conférence internationale ayant pour objectif de stabiliser la situation en Europe et d'y instituer l'équilibres - mais pour le moins mystérieuse.

le premier ministre est d'une clarté définitive, de nature à décourager tout combat d'arrière-garde enti-Maastricht : sette Europe des Douze, M. Balladur le nomme déjà Chion européennes, comme pour montrer que, dans son esprit, le traité est déjà en vigueur,

IL va même plus loin : « Le ses signataires, dont la France: Maintenant, il faut avancer, » Autrement dit, la Communauté ne doit pas se faisser paralyser plus longtemps par deux pays membres instants — le Denemark et le Grande-Bratanne

On ne saurait mieux témoigne On ne sauran nuova d'un engagement européen qui elleurs non seules'exprime par ailleurs non see ment par la réaffirmation des par la souhait de « revivifier les politiques communes» qui veut reconnaissance du rôle de la Comreconnessance du role de la Com-mission de Bruxelles. Même si tout cela est pondéré par quelques mises en garde contre les excès bureaucratiques de Bruxelles ou contre les adérapages» du budget communautaire, c'est blen d'un appel à un nouvel élan qu'il s'agit.

Le message est moins bien Léchiffrable lorsqu'on sort de l'Europe des Douze. L'intention l'Europe des Douze. L'intention vague d'aider les pays de l'Est adans leur transition tallement difficile », ainsi que l'Afrique, a'articule à première vue assez mal avec les propos tenus le veille par M. Balladur (a la situation de la France ne permet pas beaucoup de largesses en debors de nos frontières »). Surtout la transidie veutières »). Surtout, la tragédie you-goslave n'est mentionnée qu'une fois en passant, sans l'ombre d'un commentaire qui aurait pu eu moins faire état d'une sonsibilité particulière à ce drame.

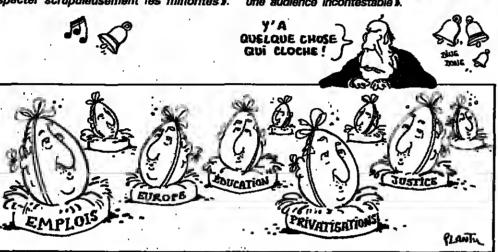
Elle se fond dans l'évocation abstraite des « déséquilibres » qui affectent le continent tout entier et auxquels, donc, une conférence internationale devrait chercher remède. Le premier ministre, sans s'expliquer sur l'apparente redondance, suggère que cette confé-rance soumette ses conclusions à la CSCE, qui, comme son nom l'inla CSCE, qui, comme son non l'indique (Conférence sur la sécurité
et la copération en Europe), a la
même mission. Enfin, après avoir
indiqué qu'il lui paraissait sage de
ne pas toucher aux frontières en
Europe, il fait curieusement référence, à l'appui de sa proposition,
à plusieurs grandes conférences
latamationales de l'Histoire où les
grandes puissances décrétèrent
certains mariages en Europe dont certains partages en Europe dont les consequences furent pourtant dramstiques. Une sinitiative » sans ute un peu trop rapide de



# Le premier ministre se donne cinq ans pour faire de la France «un exemple»

Les députés ont approuvé, jeudi 8 avril, par M. Balladur, qui e inscrit son action dans une 457 voix contre 81 et 2 abstentions, la déclaration de politique générale faite au nom du gouvernement par Edouard Balladur. Le RPR e précisé que son soutien serait essorti d'une « vigilance ective et parfois même critique », tandis que l'UDF e invité le premier ministre à « raspecter scrupuleusement les minorités ».

durée de cinq ans pour «faire à nouveau de la France un exemple », e eppelé les Français à «un grand effort de redressement, de rassemblement et de tolérance», Il se propose de recevoir dans les prochains jours les dirigeants des forces politiques «ayant dans notre pays une audience incontestable ».



#### Le texte intégral de la déclaration de politique générale du gouverne-

- rendre son temps
- per THIERRY BREHER Dans les couloirs de l'Assemblée

per FRÉDÉRIC BOBIN et GILLES PARIS

- effort et la réforme per MICHEL NOBLECOURT
- Réformer la réforme du code de procédure

par ANNE CHEMIN pages 3 à 9 et 28

### Le modèle Balladur

par Jean-Marie Colombani

Le «nouvel exemple français», qu'il s'agit de bâtir « en rupture avec la gestion précédente», mar-quera-t-il autant que la « nouvelle société»? Le modèle Balladur per-mettra-t-il au pays d'affronter les aunées 90 avec l'allant et l'élan que lui donna Jacques Chaban-Delmas pour surmonter les défis des années 70? Si telle était l'ambition du nouveau premier ministre, il n'est pas sûr qu'il se soit donné tous les moyens d'y parvenir.

Il est vrai que le discours sur la «nouvelle société» était adressé à une France en croissance forte, facteur qui porte généralement à l'op-

timisme. Edouard Balladur doit affronter aujourd'hui la récession et l'anxiété. Les règles du jen mon-diales, aussi bien Est-Ouest qu'internes au monde occidental, étaient sans doute injustes, mais stables (l'abandon des normes de change (rabandon des normes de change fixées à Bretton-Woods ne devait intervenir, à l'initiative de Richard Nixon, qu'en 1973), tandis qu'elles sont eujourd'hui potentiellement plus justes, mais indéterminées et déstabilisatrices.

Ces deux différences essentielles disent suffisamment que la tâche d'Edouard Balladur n'est pas com-parable, par sa difficulté, à celle de Jacques Chaban-Delmas.

Lire in suite page 9

Un arrêt du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe

# Des Allemands participeront au contrôle aérien en Bosnie

Le Tribunel constitutionnel de Karlsruhe e estimé, jeudi 8 avril, que les équipages allemands des appareils AWACS de l'OTAN pourront participer, à compter de lundi prochain, eux opérations de contrôle de l'interdiction de survol de la 8osnie-Herzégovine, comme le chancelier Kohl l'avait décidé, en dépir de l'opposition des libéraux et des sociaux-démocrates. A Sarajevo, les forces serbes ont découvert, lors d'un contrôle, des munitions dissimulées à bord d'un camion de l'ONU.

### Une décision historique

de notre correspondant

Par cinq voix contre trois, les uges du tribunal constitutionnel de Karlsruhe nnt donné aux hommes politiques de leur pays une leçon de pragmatisme. Sans rejeter la demande des plaignants, ils ont estimé qu'un retrait des équipages allemands tant que la situation constitutionnelle ne serait pas clarifiée eurait pour l'Alle-magne plus d'inconvénients que d'evantages. Ils ont fait valoir qu'il aurait pour conséquence de gêner de manière notable les opérations de contrôle de l'espace aérien bos-niaque par ses alliés de l'OTAN. Ce retrait constituerait donc une atteinte en prestige international de l'Allemagne, dont il leur a sem-blé difficile de prendre la responsabilité aujourd'hui dans la pers-pective d'un jugement positif sur le fond qui pourrait intervenir

ultérieurement. Ils ont également estimé que les risques courus par les eviateurs allemands n'étaient pas tels qu'un jugement négatif ultérieur constitue pour eux un déni de justice.

Cette décisinn des juges suprêmes a évité au Parti libéral (FDP), qui avait porté plainte contre le gonvernement auquel il appartient, de se poser la question de son éventuel retrait de la coali-tion gouvernementale. Le minidrame politique de cette semaine est donc enterré. Les libéraux, qui déclaraient d'eccord, sur le fond, avec une participation de l'Allemagne aux missions AWACS, estimaient cependant que cette participation ne pouvait pas avoir lieu sans accord du tribunal constitutionnel en raison du flou de la Loi fondamentale sur ce point,

HENRI DE BRESSON

### ESPACE EUROPÉEN

### L'aide aux pays de l'Est

- \* PHARE \*, le programme de soutien de la Communauté européenne eux réformes
- a Les embûches de la réforme polonaise
- par PHILIPPE LEMAITRE Premiers pas vers l'adhésion per JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE
  - par FRANÇOISE LAZARE

pages 14 à 16

# Au temps des « musiques dégénérées »

Le disque ranime des œuvres bannies par le IIIº Reich

Dans « le Monde des débats » d'avril

Alternance: la fin des illusions

dans la vie d'une démocratie et qui ne modifiera pas la situation du pays. Les français n'ont plus d'illusions. Le rêve écologique n'a pu s'inscrire dans la réalité, et des questions essentielles, comme l'emploi ou l'immigration, demeurent sans réponses assurées.

pertir des expériences de la France et de l'Italie; comment combattre la propagation du sida sans mettre à mai les libertés indivi-

duelles; pour ou contre les reality-shows.

➤ En vente dans lea kiosques. Le numéro, 30 F.

L'alternance n'est pas la révolution. C'est un épisode normal

Egalement dans ce numéro : la réforme du mode de scrutin à

par Anne Rev

tales, sur fond rouge vermillon: ENTARTETE MUSIK (« musique désénérée»). Les disques Decca y sont alles fort en imprimant l'infamant bandcau sur la collection qu'ils ont décidé de consacrer aux exclus du III Reich, à ces musiciens interdits parce que la propagande nazie les juges trop moder-nistes, trop ensmnpnlites, coupables d'idées politiques avan-cées ou parce qu'ils étaient juifs. Dans les pays de langue germani-que, cette nouvelle collection sur disques compacts e fait, comme à

Paris, l'objet d'une opération de

Quatorze lettres noires, en capi-

promntion sans précédent, avec projection aux jnurnalistes d'un film composé de documents historiques et explications circonstan-ciées des musicologues qui ont pris part à l'opération.

Mais certains ont dû sursanter en voyant réapparaître en toutes lettres l'abominable terminologie qui, stigmatisant l'art, la littérature et la musique pour cause d'une prétendue « déchéance » d'ordre génétique, justifia après 1933 les autodafés de millions de livres et de partitions, força à l'exil des cen-taines et des centaines d'artistes et vida pour l'essentiel de leur force créatrice l'Allemagne et l'Autriche.

Annie Ernaux

JOURNAL **DU DEHORS** 

#### «Bayures»: M. Pasqua choisit la fermeté

Le ministre de l'intérieur e choisi le fermeté après les « bevuree » policièree de Pane, Chambéry et Wettreins. Affirmant que « tnut menquement grave sere sévèrement senctionné », M. Pasque e suspendu lee policiers en cause einsi que le commissaire responsable du commissariet perieien où e été tué un jeune Zaīrois.

page 17 Sida: polémique sur l'AZT

reepnnsables de la firme pharmaceutique Wellcome, qui commercialise l'AZT, et les responsables français et britanniques de la recherche sur le sida. La pnlémique parte l'interprétation qu'il canvient de donner eux résultats de l'essai Concorde sur l'efficacité de l'AZT inrs-

qu'il est administré précocément eux séropositifs.

L'ayenir de Hongkong

Un entretien evec le gouverneur britannique.

A L'ÉTRANGER : Algéria, 4,50 DA; Mercc. 2 DH; Turista, 850 m; Allemagna, 2,50 DM; Autricha, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Caracta, 2,25 \$ CAN; Antitias-Réunion, 9 F; Côta-Checira, 465 F CFA; Denement, 14 KRD; Espagna, 190 FTA; G.B., B5 p.; Grèca, 250 DR; Intenda, 1,20 £; India, 2 400 L; Lozembourg, 45 FL; Norvège, 14 KRN; Paya-Bea, 3 FL; Portugel, 190 esc; Sánágal, 450 F CFA; Suèsea, 1,50 FS; Suèsea, 1,50 FS; USA (NY), 2 S; USA

#### **NOMINATIONS**

### Aux abris, citòyens!

TEL ministre à la Cour des comptes, tel futur ancien député ou tel(le) protégé(e) du président au Conseil d'Etat, trois ou quatre membres de inets ministériels dans le corps préfectoral : les éminences de gauche se sont canness ministeries dans le corps pretectoral : les emmences de gauche se sont recasées; l'opposition e crié au scandale... comme si c'était pour elle une découverte... Est-il choquant de remercier ainsi, tant qu'il en est temps, quelques fidèles compagnors, tout en permettant à la nation de profiter encore de leurs compétences? Sans doute les quelque trois millions de chômeurs dépourvus, enx, de siège éjectable sont-ils mieux placés que les éminences de droite pour répondre à cette question.

Mais ces nominations pourraient éveiller d'autres questions dans l'esprit de nombreux fonctionnaires attachés à la vertu par la modestie de leur rang. Car, si elles ont lieu, c'est qu'elles sont rendues possibles par une certaine organisation de l'administration française en castes stratifiées, nids de privilèges tentateurs et d'archaïsmes consensuellement perpétués.

Est-il normal et juste qu'existent, pour les grands corps de l'Etat, des modes de recrutement exceptionnels, échappant aux containtes des concours ou de l'expérience idoine, mais étroitement liés à la faveur du prince? Et ces voies d'accès parallèles ne sont-elles pas d'autant plus choquanties que les corps en question sont, notamment, chargés de juger les actes ou les comptes du prince et des sous-princes? Mais trouverait-on autant d'amateurs de ces voies parallèles s'il ne s'agissait de voies royales bien plus que de voies de garage?

Est-il normal et juste que les membres de ces corps, qu'ils y soient entrés par faveur à cinquante ans ou même par leur seul mérite à vingt-cinq, y jonissent jusqu'à la retraite non seulement de la sécurité de l'emploi propre à toute la fonction publique (particulièrement appréciable par les temps qui courent), mais encore d'avantages exorbitants du droit commun? Au choix, et parfois ensemble : logements et voitures de fonction uvec personnel assorti, échelomement indiciaire et rémunérations accessoires particulièrement confortables, avancement automatique, quasi-monopole des détachements dans les plus hauts emplois de l'État ou des établissements publicis avec retour assurté dans le cocon en cas de «pépin», liberté d'organiser son temps et même d'en consacrer le plus clair à autre chose que ce pourquoi on est payé, absence de sanction de l'incompétence... On oublie même de se demander si tous ces privilèges trouvent bien leur justification dans les prestations dont ils sont censés être la contrepar-

Qui osera remettre en cause de si nobles institutions, si en douze années de gauche égalitaire nul u'y a songé? La uuit du 4-Août serant-elle encore à faire? Noble perspective pour la nouvelle ex-opposition....!

FLORENCE HUGODOT-ZELLER Saverne (Bas-Rhin)

### **FEMMES**

#### Dans chaque ministère

PLUS de secrétariat d'Etat eux droits des femmes, Après tout, une même personne peut-elle être ebargée de remédier à toutes les inégalités qui existent encore. même Inrsque les lois luterdisent les discriminations envers les

La solution ne serait-elle pas d'adjoindre à chaque ministre une personne – et pourquoi pas une femque :-- chargée de veiller à la juste application des lois, afin que les droits des femmes soient défendus dans tous les domaines?

Ce serait peut-être aiusi une manière de compenser la proportiou infime de femmes à l'Assem-blée nationale et au gouvernement.

En fait, il ne s'agit pas unique-ment de droits, mais d'entendre la voix des femmes, de connaître leur point de vue, ce qui leur permettrait de participer aux décisions prises au sein du gouvernement.

On pourrait concevoir également un poste permauent dans bnn unmbre de ministères où l'écologie scrait pleinement prise en compte. CATHERINE VALABRÈGUE

### SOCIALISME

#### De simples militants

QUIL y ait dans un parti des hommes d'Etat et de gouvernement de talent, cela est heureux, car l'exercice du pouvoir est bien la finalité normale de la réflexion politique. Mais la vie du parti ne doit pas être aux mains et aux calcuis tactiques de ceux qui ont l'ambitiou - légitime - du pouvoir : cela doit rester aux mains des mili-

Eu elair, le Parti socialiste devrait être conduit par des mili-tants qui s'engageraient solennelle-ment à ne briguer aucune fonction leutielle, gouvernementale ou législative, pour une durée qu'il feudrait déterminer, mais qui devrait être assez longue. Il faut établir une incompatibilité totale eutre les foactions de responsable dn parti et celles de gouvernant ou d'aspirant à une quelconque res-ponsabilité dans l'Etat. Les candi-dats eux différentes élections seraient alors choisis parmi les militants. A la fiu de leur mandat, ils redeviendraient de simples mili-

Jadis dévoués et enthousiastes militants-colleurs d'affiches d'ua mintants-colleurs d'arriches d'us François Mitterrand qui nous faisse très perplexes, nous u'entendons pas n'être que les militants-soldats d'un étéphant-présidentiable. S'ils persévèrent dans la voie chnisie, nos étéphants pourront bientôt réu-uir tous les militants du Partisocialiste dans la salle de la mairie de Conflans-Sainte-Honoriae, il y

JEAN-LOUIS RAMANZIN

# SNCF

### Oul, les tarifs ont changé

DANS le Monde du 2 avril, M. Jacques Fournier, prési-dent de la SNCF, est pris en flagrant délit de désinfirmatinn quand il affirme qu'avec SOCRATE, nuvean système de réservation, « les règles tarifaires n'ant pas changé ». En effet, cette assertion n'est pas conforme avec ce que nous observons sur la ligne de la Côte bleue entre Miramas et Marscille.

Le hillet de train Martigues Mar-seille acheté au guichet à l'aide de SOCRATE est plus cher que le même billet acheté au distributeur ADDAMS (qui ne rend pas la monnaie) ou acquitté dans le train. Exemple: Martigues-Marseille

avec réduction «familles num-breuses» de 30 % coûte 26 francs à l'ADDAMS ou dans le train, mais 27 francs avec SOCRATE. Il y a eu une augmentation subreptice de 1 franc, soit 4 %:

De nombreuses critiques concer-nant SOCRATE sont vérifiées : règles tarifaires à géométrie variable dans le temps et dans l'espace, inconnues du publie et des associatinus; réservations obligatoires avec échange compliqué; refus de vente et perte de temps (quatre à cinq minutes pour obtenir nn billet simple). Tout cela ue représente aucun progrès pour l'usager, com-paré aux ancieus systèmes.

PIERRE QUILLET La Mêde (Bouchés-du-Rhône)

#### HEURE D'ÉTÉ Respectons la nature

IL y a peut-être des gens qui apprécient l'heure d'été, mais il faut savoir qu'il y en a des milliers qui la réprouvent et sont gênés par ce changement imposé par quel-ques-uns à beaucoup d'autres.

A l'usage, on s'aperçoit d'ailleurs qu'elle ue correspond pas en but recherché initialement. Les économies d'énergie sont presque nulles et ue justifient pas les unisances entraînées. La polintion due aux heures de pointe est néfaste pour les végétaux : la production laitière est diminuée, surtout chez les ovins (nour lesquels rela est massi ovins (pour lesquels cela est quasi irréversible). Les troubles chez les enfants sont

largement abservés par les ensei-gnants et les parents. Et que dire de la difficulté à faire coucher les de la difficulté à faire coucher les plus petits à une heure où le soleil est encore si haut dans le ciel? Que dire aussi de la fatique des adultes qui, «jouissant» tellement bien de ces fameuses veillées prolongées, perdent en fait une ou deux heures de repos par jour? Et des agriculteurs qui se voient obligés de travailler en plein milieu du jnur quand la chaleur est à son comble en été et ue voient plus la fin d'interminables journées de travail? Pense-t-on aux hôpitaux ou aux maisons de retraite où le repas du

maisons de retraite où le repas du soir, servi déjà bien tôt, se retrouve à l'heure du thé, suivi d'une soirée qui u'en finit pas?

Fait-on assez attention an fait que l'humain, comme tous les autres vivants (plantes ou aui-maux), a une harloge interne dante de la nature qui l'envi-

#### TRAIT LIBRE



Srebrenica jumelée avec Guernica (The Independent, 8 avril).

d'antan, reconuues par la commu-nauté juternationale, deviennent

une véritable passoire. Plus de deux millions de colons vietna-

miens ont franchi ces frontières et s'implantent au Cambodge en pays

couquis sans que la moiudre

aussi menacées. Les frautières | bodgieus resteut très sceptiques d'antan, reconuues par la commu-

Peuvent-ils encore compter sur

l'APRONUC pour créer cet envi-ronnement neutre à quelques

ehiffre de la population du Cam-bodge à plus de 12 millinns pour le rendre coucordant au nombre des

inscrits, uombre annoncé avec brio à plus de 4,7 millions? Pensent-ils

vraiment pouvnir vnter en leur

âme et conscience comme le pré-conise l'accord? Rien u'est moins

sâr, d'autant plus que les Khmers kroms et les Cambodgieus de la diaspora se trouvent d'ores et déjà

en situatinu de contestataires potentiels puisque la loi électorale elle-même limite injustement leurs

possibilités et les exclut par consé-

secrétaire général du Comité cambodgien de vigilance (CCV), chargé de suivre l'application de

oins instable

E 20 mars, vntre jnurnal a

public une lettre de M= Anna

Zimbris à propos de la demande

de renseignements à notre consulat général de Pningne à Lyou pour connaître les conditions d'adoption

Conformément à la pratique,

d'un enfant polonais.

adoption : : : : :

**Enfants** 

l'accord de Paris sur le Cambodge.

-RITHOURN OM

quent, du processus électoral.

ronne (même en ville), et que l'on ue dérègle pas impunément cette horloge? Les voyages inintaius, avec leurs décalages horaires importants, sont une énorme agressinu envers l'équilibre bnemnual, qui demande de unmbreuses semaines à se stabiliser. De plus, un décalage huraire sans déplace meut dans l'espace est bien plus pénible à supporter.

Ne jouous pas trop au plus malin avec la nature. Il y a parfois des économies qui se transforment en dépenses sournoises, et la joie de vivre a pour condition première une bonne santé physique et men-tale qui se trouve rarement dans la recherche du plaisir à tout prix.

Espérons que le législateur sera assez intelligent pour recouuaître que cette décision, prise il y a quel-ques années, n'a plus de raison

ANNIE et PIERRE MEUNIER

#### CAMBODGE Des élections

mal engagées;

OUICONQUE ayant Suivi de près les étapes de mise eu œuvre de l'accord de Paris ne peut éviter de se poser des questions tant la démission de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies an Cambodge) est évidente

face aux problèmes relevant deses Un an après la prise de fonction effective de l'APRONUC, l'iudépendance, la souveraineté et l'inté-grité territoriales n'unt jamais été

mesure soit prise pour contenir cette invasion. Le pays lui-même se transforme actuellement en un vaste centre de spéculations nà opportunistes et trafiquants en tout genre explnitent ignnblement la misère des Cambodgiens, bafouant leurs us et coutumes. L'environnement politique neutre, conditions sine qua non pour préparer des élections générales justes et équitables, prévues pour mai prochaiu, n'existe plus que dans le domaine des rèves de cer-

tains. Les mesures de pression, d'intimidation et de violences sont perpétrées en toute impunité. Les liquidations physiques deviennent une pratique courante pour faire taire à jamais les opposants politi-Les cas de vinlations des priu-

cipes de droits de l'homme ne se comptent plus. L'APRONUC se contente tout simplement de dres-ser dans chaque cas des rapports circonstanciés, pour les classer...

Dans un tel climat d'insécurité, elle persiste obstinément à préparer des élections. Les nombreuses mises en garde des dirigeants des partis politiques khmers sur le risque grave de désnrdres, d'instabi-lité et même de guerre, ue sem-blent guère attirer l'attentinn des responsables de l'APRONUC.

Devant cet état de fait, les Cam-

vues par la loi polonaise : - la liste des documents à four-→ les adresses des organismes habilités en Pologne à instruire la

- les conditions d'adoption pré-

Pour cette consultation, M= Zimbris u du régler au préala-hle, selon l'article 51, p. 1, de la couveutinn consulaire franco-polo-naise du 20 février 1976, la somme de 120 francs.

M= Zimbris a visiblement été décue que notre législation donne priorité aux Polonais pour adopter l'enfant issu de leur propre pays, selon les prescriptinns de la enuveution des droits de l'enfant de l'ONU. Elle n'a pas en revanche retenu que les étrangers peuveut également présenter les démandes - le consulat de Lyon a ainsi enregistré 191 dossiers dont la majurité ont déjà abouti.

Le terme employé de « racket » relève de l'outrage que même une émntion mai maîtrisée n'autorise

> SLAWOMIR CZARLEWSKI consul général de Pologne à Lyon

'ARTICLE de M. de Barriu

#### **Prisonniers** et victimes

MAROC

semaiues de la date fatidique? Croient-ils siucèrement à sou équité quand ils la voient gonfier le L'consaeré au Maroc dans le Mnnde du 28 mars insiste une fois de plus, et à juste titre, sur le caractère inacceptable des coudi-tions faites aux détenus de Tazmamart; mais votre collaborateur oublie de dire que les détenus de Tazmamart, eux, savaient pourquoi ils se trouvaient là; en revanche, ce que personne ue rappelle c'est que les cent uue persouues abattues sauvagement à Skhirat le 10 juillet 1971, les dizaines de cadets d'Aherznumou toés dans les combats pour la reprise de la radio à Rabat le même jour, les dizaines de morts du 16 août 1972 mitraillés dans l'avion du roi et sur l'aéro-drome de Rabat-Salé u'out jamais su, eux, pourquoi ils avaient été massacrés. Ne pourrait-on pas, une fois n'est pas coutume, avnir une pensée pour les victimes et pas toujours et uniquement pour leurs bourreauxifo Most 5218 oublie pas ceux qui sont morts pour rien et notamment Abderrahman Benab-denbis directeur de 4 Boole marocaine d'administration, père de cinq enfants dont la dernière avait trois ans à l'époque, ni mon étudiaut Abmed Maaznuzi, qui u'avait pas trente ans et dout l'avenir s'est arrêté ce jour-là.

MICHEL ROUSSET ancien professeur à la faculté de droit de Rabat, ancien directeur des études de l'Ecole marocaine . d'administration

### RÉSISTANCE

### Quelques vérités sur Trepper

GILLES PERRAULT s'épuise à défendre la mémoire posthume de Leopold Trepper, agent soviétique qui u œuvré, en France, de 1938 à 1942, comme il vient encore de le faire dans le Monde du 1<sup>er</sup> avril en a 1942, comme il vient encore de le taire dans le Monde du 1st avril en mettant en cause mes trois années d'enquêtes sur le réseau Robinson, le plus vaste que la France ait jamais connu. Ce plaidoyer est à son honneur puisqu'îl doit à Trepper sa notoriété d'écrivain, les souvenirs de célui-ci syant fourni la matière première à son premier succès de librairie : l'Orchestre rouge. Sculement, et là réside l'embarras de M. Perrault, le vrai Leopold Trepper, qui fut menteur, tricheur et affabulateur, ne correspond pas à l'image qu'il a forgée.

Par un retour que l'Histoire affectionne (faillite totale et chute du communisme à l'Est), Gilles Perrault se tronve done aujourd'hui confronté à des vérités désagréables sur son «héros», l'obligeant à soutenir à bout de bras cette statue de Commandeur qu'il a élevée sur la foi des seuls dires de Trepper, ce qui est pour le moins léger. L'ouverture de certaines archives, à l'Est comme à l'Ouest, plus quelques témoins qui acceptent enfin de parler, permet unjourd'hui d'y voir plus clair.

Leopold Trepper nous u été préseuté comme la chef d'un vaste «orchestre rouge». C'est ridicule puisqu'une telle organisation u'a jamais existé (ce sont les Allemands qui ont inventé le nom). Trepper était le responsable d'un réseau d'espions soviétiques infiltrés en France avant guerre, comme il en a existé d'autres en Belgique, en Allemagne, en Suisse notamment. Ayant survécu à nombre de ses camarades, Trepper u même en le culot de s'attribuer certains de leurs faits d'armes sachant qu'ils ne viendraient pas le démentir post mortes. viendraient pes le démentir post mortem.

Leopold Trepper nous u ensuite été décrit comme uu super-espion, à la fois grand cerveau et géniai stratègie. Quelle n'a pas été ma surprise de découvrir à Moscon les insuffisances du personnage! Peu cultivé, ignorant les langues étrangères, il ne connaissait même pas le B.A.-BA de son métier (codage-décodage des messages, utilisation de la radio).

Venons-en à l'essentiel : l'attitude de Leopold Trepper evec la Gestapo après son arrestation en novembre 1942, la version de Gilles Pernant, et celle de l'intéressé dans ses Mémoires (le Grand Jeu), a consisté à rankt, et celle de l'intéressé dans ses Mémoires (le Grand Jeu), a consisté à faire croire qu'il uvait sauvé l'essentiel pour continuer le combat même prisonnier. Ce qui aurait donné le «grand jeu»: intoxication radin de Moscou sous le contrôle de la Gestapo, tout en ayant everti ses chefs. C'est le seul point vrai, qui permettra d'ailleurs à Trepper de garder la vie sauve après la guerre lorsqu'il devra rendre des comptes au KGB sur toutes ses trahisous. Car, pour sauver sa têtre et, suntout, éviter la torture, Trepper s'est mis de suite au service des nazis, livrant l'essentiel de son réseau (ce qui coûtera la vie à certains de ses camarades). Sur ce point, les archives allemandes et soviétiques sont affligeantes.

La trahison de Trepper a valu à Henri Rohinson, arrêté le 21 décembre 1942, d'être horriblement torturé avant d'être exécuté. D'après ce que l'on sait, il u'aurait, lui, jamais rien dit à ses bourreaux. Il est pour le moins curieux que Gilles Perrault, qui se prétend toujours militant antifasciste, ait choisi comme figure de proue un homme qui fit preuve d'une telle duplicité avec les nazis.

#### nous lui avons fait parvenir: UN LIVRE

### Un homme, une femme L'AMOUR DÉBOUSSOLÉ

de Hubert Aupetit et Catherine Topin Edit. François Bourin 268 p., 129 F.

C'EST l'histalre de deux charcheurs qui s'étaient donné ua programme de travall très précis : « Chercher où, dans quel lieo, l'amour se vivait encore, et se vivait bien. » Deux chercheurs directement intéressés per le résultat de leurs tra-vaux : « Il nous fallait trouver des amants heureux, obtenir la recette de leur bonheur et nous l'appliquer. »

Catherina Topin est ethnologue de formation. Hubert Aupe-tit est normalien, agrágá de mathémathiques. On les soupconne de beaucoup ressembler aux deux narrateurs, la Renarde et Graindarge, edaleaceata en mai 68, entrés sur la scène amoureuse au moment où les mosurs se sont libérées, pour le meilleur et pour le pire : familles éclatées, couples à l'essai, reproductioa médicalisée.

Cette éducation sentimentale d'un couple d'amants contem-porains échappe à toutee les classifications : mi-enquête mipamphlet, mi-essal mi-roman, c'est un livre complexe, touffu, mais piein de soutires et parfois désopilant. Hubert Aupetit et Catharine Tupia abordent toue les sujets — de le bioéthique à la psychanalyse, en passant per le néoféminisme, le side et l'avornecentification, le side et l'avor-tement, — en joueat sur plu-sieurs cordes. Ils affirmant as citer que des faits réela. Ils ont cependant choisi beaucoup de

ij

cas-limitee, en forcant le trait. pour eouligner les absurditée d'une société déboussolée qui prétend faire table rase de pluelaure millénaires de culture amoureuse.

il n'est pes facile aujourd'hui ds souhaiter un changement des comportements sexuels ou amoureux sans se faire aussitôt suspecter d'Intégrisme. Mais ce couple est trop moderne, dans sa menière de penser, de s'exprimer et de se comporter, pour avoir le moindre complexe en la matière. Graiadorge et la Renarde ironisent avec une totale liberté sur des thèses boiteuses qui conduisent à valoriser l'amour homoaexuel; sur «l'engrenage contraceptif» qui fait de l'enfant enon plus le rásultat haeardaux d'une conception mais d'une contrecontraception »; ou aur «les amants devenus partenaires, comme dans les affaires», dont le premier souci semble être de ese protéger de l'autre, de ses microbes, de ses gamètes »...

Cette longua quête d'une morale amoureuse as termine finalement sur une vérité simple, vieille comme le monde : le seul secret d'un couple réussi. c'est... l'amour, la rencontre de l'autre, redécouvert chaque jour, dane un climat de confiance, et ana la coninaction de deux énotsmes. Cela peut paraître parfaitement banal, d'une totale platitude, mais pourquol cela samble-t-il ei difficile aujourd'hui?

ROBERT SOLÉ

l'est la volunte d nous permettra d

4.2 EV-

25.722.75

TEXTS OF STATES

witer to

#<u>\*</u>2 \*\* .

T. . . .

12

100

, the .-.

-

THIERRY WOLTON iournaliste, vient de publier «le Grand Recrutement.» (Grasset) minutes, - le premier ministre n'a cessé, sans crainte des allitérations, de scander des mots qu'il avait sans doute eu tout le loisir de repérer en travaillant, l'an dernier, à son Dictionnaire de la réforme : « Rassemblement, redressement, rénover, reconstruire, radémarrage, raffermissement, retour à la confiance, reprendre la politique de participation, recréer un exemple français de société». Mais l'ancien ministre d'Etat du gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac a su aussi trouver le mot de «tolérance», qu'à quatre reprises au moins il a employé. «Renouveau, tolérance, rassemblement, tels sont les principes de l'action du gouvernement», e affirmé M. Balladur,

D'un côté, un homme soudain devenu seul, du fait de ses nouvelles fonctions, un homme impeccable, cheveux fisses et costume blau horizon - de la couleur de l'Assemblée, qui allait lui accorder largement sa confiance, - un homme qui, à la tribune, tiant le plus souvent à deux mains les

dans ses tout premiers propos.

S. All Park Day

∵ავეე

or isonniers

# Bleu horizon

feuillets de son discours et auquel personne, sans doute, n'ira jemais demander la couleur de ses chaussettes. En face, la marée, au point qu'à l'occasion d'une suspension de séance le nouveau président de l'Assemblée nationale. Philippe Séguin, recommandera à ses collègues de ne pas hésiter à chahuter la tradition et à entrer aussi par la porte de gauche, afin d'éviter les bousculades et de gagner un peu de temps. Quelque quatre cent quatre-vingts députés de la nouvelle majorité, qui, pour la première fois, marquent ostensiblement leur territoire dans l'hémicycle.

Toujours assez haut perché dans l'enceinte du Palnis-Bourbon, Raymond Barre a été déporté de neuf range vers la gauche, et se retrouve parfaitement au centre. Assis juste derrière le banc des ministres, Valéry Giscard d'Estaing se retrouve au centre-gauche de l'hémicycle. Quant à l'encien premier secrétaire du Parti socialiste, Laurent Fabius, il côtoie, sur le même banc, tout à fait à l'extrême gauche, les communistes Georges Hage et Maxime Gremetz. « Quand ils se sont tous

ils vont nous écraser», racontera plus tard le président du groupe socialiste, Martin Malvy.

La nouvelle majorité e du tonus, in effet. Elle n'a pas ménagé ses applaudissements, tout au long de l'après-midi, eu chef du gouvemement. Les plus nourris ont accompagné l'annonce, par le premier ministre, de la suspension de « toute suppression de services publics en zone rurale». Le e problème maieur » des banlieues a laissé, en revanche, l'Assemblée plus indifférente. On a aussi beaucoup epplaudi sur les bancs de la droite le projet de reconnaître comme pupilles de la nation les enfants de magistrats, policiers, gendannes et fonctionnaires de l'administration pénitentiaire qui seraient tués dans l'accomplissement de leur devoir, ainsi que le renoncement eux nominations à caractère politique dans l'administration. A cet instant, le président de l'UDF, M. Giscard d'Estaing, sourit, en songeant peut-être que c'an est fini du cauchemar de naguère, celui de «l'Etat-RPR». L'encien président de l'Assemblée natio-

nale, Hanri Emmanuelli, lui-même, est le premier à applaudir lorsque le premier ministre « demande à tous les magistrats de se garder de s'immiscer dans les débats politiques a.

Sans effet de style, sobrement mais non succinctement, Edouard Balladur a ainsi exposé un lourd programme d'ection pour la législature à venir, quitte à inventer, pour la circonstance, cette curieuse notion juridique que serait la cloi quinquennale», Mais peut-être n'était-ce là, chez cet homme aussi minutieux, qu'une façon, courtoise, de dire que le balancier est durablement revenu à droite. «Ce sera difficile? a'est finalement interrogé le premier ministre. A coup sûr. Périlleux? Peut-être. Indispensable? Evidemment. » Sana jamais citer le nom de son prédécesseur, ni celui du président de la République, M. Balladur n'avait pris pour référence, tout eu long de son discours, que le général de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, sans oubliar cette eutre figure de ls V. République, André Malraux, qui proposait de « donner à chacun les clés du trésor».

JEAN-LOUIS SAUX

# « C'est la volonté de créer un nouvel exemple français qui nous permettra de rénover notre société tout entière »

affirme Édouard Balladur

Voici le texte întégral de la déclaration de politique générale prononcée jeudi 8 avril par

Les Français l'ont décidé, voici que commeoce one oouvelle période de ootre histoire. Inotile de rappeler les événements de ces dernières années. C'est justement parce qu'ils les evaient présents à l'esprit que les Français ont voulu changer de cap. Vous voilà dooc, Mesdames et Messieurs, investis d'une très large confiance et d'un très large soutien populaire. Vous voilà en mesure de donoer; en étroite assegiation avec le gouver-oemeot, un élao oouveau à notrenation; d'apporter à cotre société les réformes qui lui assureront à la fois le progrès, l'équilibre et la jus-

Telle est la mission qui nous est impartie : orienter la France vers le renouveau. Mais ce o'est pas tout et notre conception de la Républiie nous imposé des devoits : celui de pratiquer la tolérance et le respect d'autrui : celul de rester ouverts aux autres, attentifs aux propositions, d'où qu'elles vienoent : celui eo somme de rassembler tous les Français.

Renouveau, tolérance, rassemblement, tels soot les priocipes de l'action du gouvernement.

Votre force et votre unité, vous les evez déjà marquées en élisant le président de l'Assemblée nationale. C'est evec une très grande joie que je salue eu nom du gouvernement l'élection de M. Philippe Séguin, dont je connais depuis longtemps les grandes qualités intellectuelles et morales et pour lequel j'éprouve estime et emitié.

Le gouvernement est placé face à une situation difficile... Ce n'est pas une raison pour se résigner mais, au contraire, pour agir plus vite et davantage: l'imagination, la volonté, la cohésion, sont mdispen-sables eu redressement du pays. Ce redressement est orgent, il ne peut ettendre comme ne peuvent plus attendre les Français, hélas de plus en plus oombreux à être frappés par le chômage et à avoir le sentiment que leur sécurité o'est plus suffisamment assurée. Notre nation s'interroge sur elle-même, les Fran-

C'est au pays tout entier qu'il feut donner des raisons d'espèrer, c'est pour l'ensemble des Français que nous entendons gouverner et assumer notre responsabilité. Pour cette raison, j'ei voulu constituer un gouvernement équilibré, un geuvernement restreint, un gouvernement rassemble autour d'uoe même et unique volonté : celle de relaire de noire pays, comme cela fut le cas jadis, un exemple.

La France fut à pinsieurs reprises dans son histoire un exemple pour le monde. Au temps de la de la monarchie administrative. puis iors de la Révolution, quand a première, elle créa uoe société de liberté et fonda la République sur des principes toujours vivants. Plus près de nous, au vingtième siècle, elle a ioventé uo modèle de protectioo sociele et de justice, tout en devenant une nation forte, ambitieuse et prestigieuse, grâce eu général de Gaulle, dont sujourd'hui tous les Français se reconnaissent

En ce moode où tout change, alors que notre situation intérieure est elle-même incertaioe, à notre tour eojourd'hni de faire à oouvean de la France un exemple. Il y faudra de nombrenses 20nées. Nous entendoos commencer sans tarder. D'eotres ensuite prendront

La France doit s'adapter à un monde plus instable et donc plus dangereux

Nous le savoos tous, la France doit s'edapter à uo monde nou-veau, moios figé, plus libre pour chaque nation, mais aussi plus ins-table et donc plus dangereux.

En quelques années, cous evons vécu la fin d'un certain ordre mondial. L'effondrement du socialisme, l'échec du modèle soviétique nous ont tous réjouis. Nous y evons vu victoire de nos idéaux et de la liberté, la promesse d'uo evenir Pour autent, si l'ancien équili-

bre, malsain sans doute, parce que foodé sur la cootraiote, s été détruit, sueun autre o'e été rétabli enjourd'hui: Les rivalités natio-

Voici les principales propo-

sitions ennoncées par Edouard

Conseil supérieur de la magistra-

ture dang sa enmposition, neg

règles de fonctionnement et sa

ponsables den corps pour lan

nominations au tour extérieur;

refus de toute nomination equi

ne perait pas indispensable à l'intérêt du aarvice » denn len

troin mois précédant des élec-

tions législatives ou présiden-

- Sécurité. - Attribution de la

qualité de pupilles de la nation

aux enfants des magistrats, poli-ciers, gendsrmus et fonction-

tieire tués dans l'eccomplissement de leur

devoir; poursuite des infractions

--- Immigration, - Renforce-

ment des contrôles aux frontières

et sur le territoire national; défini-

tion plus stricte des conditions

d'entréa et de séjour des étran-

gera : révision du code de la

nationalité afin que ceux qui veu-

lant être françaia en faesent

- Institutions. - Réforme da

lment le choix.

la composition et du fonctionne-

aujourd'hui non sanctionnées.

naires de l'administration pénite

- Justice. - Réforme du



Les principales propositions du premier ministre

nales, les risques de prolifération oocléaire, le crime organisé, les affrootements ethniques gagnent dans le monde. Ces bouleversements ont des conséqu nces graves sur l'ensemble de la vie internatio-

ture; élargiamement du champ

d'application et des modalités du

la Banque de France; collectif

budgétaire comportant des éco-

- Economie. - Autonomie de

référendum.

La guerre du Golfe et, aujourd'hui, la violence dans l'ancience Yougoslevie l'oot mootré, L'Europe de l'Ouest o'e pas su se mobiliser ni pour contribuer efficace-meot au développement de l'Europe de l'Est oi pour assumer ses responsabilités en matière de sécurité du conticent. En contrepartie la puissance sméricaine, désormais solitaire, conduit parfois notre grand allié de deux siècles à des attitudes qui nous préoccupent, qu'il s'agisse du dossier agricole ou des négociations commerciales.

Uoe fois résorbées les conséquences des deux chocs pétroliers, les années 80 ont vu le développement de mécanismes financiers qui perturbent gravement le système monétaire international et les perspectives d'une croissance saioc et durable. Les déficit budgétaire américain comme les modalités thoisies pour fioancer la réunification de l'Allemagne-troubleet les marchés financiers et pescrit fourde-ment sur les taux d'intérêt.

Cette situatioo internationale est d'autant plus préoccupante que la rance ne s'est pas organisée pour affronter ce monde ocoveau et mieux y assurer sa position. Notre appareil militaire, sollicité par des missions multiples, e du mal à répondre à tout ce que l'on attend de lui. Il faot déterminer comment doit évoluer notre politique de défense, dans quelle réflexion politique et stratégique elle doit s'ins-crire, quelle consistance précise il feut donner eu coocept d'union curopéenne sur le plan militaire.

Enfin, qui oe sait que l'équilibre et la solidité des pays africains en

eources entre collectivités pau-vres et collectivités riches; sus-

pension, jusqu'à nouvel ordre, de

toute euppression de services

publics en zone rurale; priorité au

développement économique et

social des DOM-TOM; modemi-

Mise en œuvre d'une politique

européenne e réaliste »; contrôle

plus strict du Parlement français

sur les textes communautaires;

modification éventuelle du mode

de scrutin pour les élections

européennes afin de rapprocher

les citoyene des élue; renforce

ment du syetàme monéteirs

suropéen; appel à une cohésion militaire et politique plus forte.

d'un Livre blene unelysent le

situation nouvelle et les moyens

d'assurer l'indépendance de le

France; élaboration d'uns loi de

programmation militaire votée eu

printemps 1994; garantie de le

pérennité de la capacité nucléaire

de la France et de sa modernisa-

- Défense. - Etablissement

voie de développement, avec lesquels la France entretieot une rela-tion de coopératioo privilégiée,

> Une chance historique de réformer la société française a été manquée

Sur le plan intérieur, la France dont faire face à vue situation économique et sociale plus grave qu'aucuoe de celles qu'elle a coonnest depuis me quarantaire d'anoées, lorsqu'elle ent surmonté les conséquences de la guerre. C'est toute ootre société qui s'interroge ou, trop souvent, doute : l'aggrava-tion de l'insécurité, comme celle du chômage, jette le trouble dans l'esprit des Français et l'impuissance des gouvernements précéaccru leurs inquiétudes; la crise des banlieues et des villes est sérieuse, les incertitudes des jeunes Toot ceci cooduit à une crise morale.

Aux erreurs graves du début des années 80, et dont nous supportons eocore les conséquences marquées par la volonté d'assure donner une base économique réelle, s'est ejoutée une entre erreur dans les années 1988-1990. Alors une chance historique de réforme société française dans one période de croissance n été manquée. En outre, notre pays connaît une crise de l'Etat. Celui-ci ne joue plus de façon satisfaisante son rôle ses responsabilités régalieones essentielles dans les domaines de la

Voilà brièvement décrite la situation que le peuple français Encore tout o'est-il pas connu. Pour egir, il oous faut en savoir plus, notamment sur l'ampleur réelle des déficits publics, sur la situation financière exacte des régimes sociaux, sur l'aptitude de notre système d'éducation à donner à notre jeunesse les clés de son avenir, sur les conditions permetsa plus juste place dans notre éco-

Qu'on ne s'y méprenoe pas : il ne s'agit pas, comme d'sutres l'ont fait en d'eutres temps, de trouver constatations la couvelle politique

Cette nouvelle politique, e'est en pleine crise économique et sociale que nous devrons la mener. Nous le savons, cons l'acceptons. Inspi-

Lire la suite page 4

eampétence; obligation pour le sation de l'habitat et développeparquet de n'appliquer que des instructions écrites de la chancelde francs; plan d'urgence pour - Education. - Autonomie ment du logement social dans les permettre un redémarrage rapide benlleues grace à l'affectation accrue des établissements; mainlerie; révision du code de procédu merché immobilisr at de la tien des attributions de l'Etat en construction : allègement des madare de recrutement, de for-- Administration. -- Publicacharges qui pesent sur l'emploi - Politiqua européanne. tion des avis motivés dee res-

nomies d'au moins 20 milliards des personnes rémunérées eu niveau du SMIC ou légèrement eu-dessus; prâte bonifiés eux PME et PMI; allagement des droits de mutation sur les ventes d'entreprises individuelles : loi d'orientation quinquannale en faveur de l'emploi; loi quinquennele pour maîtriser les déficits cs; privatiention d'entreprises du secteur concurrentiel; réforme de la Caisse des dépôts et consignations.

Social. - Conférence à l'hôtel Mationon evec les représentants des organisations syndicales et profeszionnslies pour dresser la liste des problèmes sociaux à résoudre : mise à l'étude de la création d'un fonds destiné à rétablir l'équilibre des régimes sociaux et elimenté par une augmentation de le fiscalité indirecte : loi guinguennale permettant de parvenir à un équilibre durable des régimes de maladie, de viaillesse et d'asaurance

chômsge; eugmentation du

sslaire direct grâce su transfert progressif de la charge des coti-

le maintien des movens de finencement de le politique de le famille; meeures en faveur des personnes âgées dépendantes, des hendicapés, den sans-abri; renforcement de le lutte contre le

vers l'Etat; loi-cadre garentissant

enseignents; doublement du nombre de ieunes en formation en entreprise; développement des enseignements artistiques. - Culture. - Meilleure répartition des activités culturelles sur tout le territoire de la France : mesures demandées aux respon-

ables des chaînes de radio et de télévision publiques afin que celles-ci remplissent compl ment leur mission de service Agriculture. – Refus d'une application « tatilionne et com-

plexe » de le politique agricole commune, réaffirmation de la préférence communauteire et demenda de «compensations légitimas et nécessaires » pour nos agriculteure; mesures d'ordre fiscal, social et finencier en faveur de l'agriculture; réunion des représentants des orgenisations professionnelles à Matignon début mai ; possibilité d'une loi quinquennele sur l'evanir de l'agriculture et de l'espace rurel. - Aménagement du terri-

- Diplomatia. - Soliderité avec l'Afrique; réunion d'une conférence internationale « ayant pour objectif de stabiliser la situation de l'Europe et d'y instituer l'équilibre», préparée dans le cadre de l'Union européenne puis dans celui de la CSCÈ.

de garant de l'ordre social et de la solidarité. Il e du mal à assumer justice et de la sécurité.

Aussi ai-je demandé à une commission composée de personnalités indépendantes, à laquelle je souveuillent bien prêter leur concours, d'établir un bilan de la situation de notre pays dans tous les domaines de la vie publique. Cette commission sera présidée par M. Jeao Raynaud, procureur général près la Cour des comptes.

dans ce bilan des arguments de polémique, mais d'asseoir sur ses que le pays appelle de ses vœux.

ment de la Haute Cour de justice;

Ų.

 $\varphi := \{\alpha_k \in \mathcal{T}_k^{\mathrm{orb}}\}$ 

7.74 305

gori.

we made

277.0

-15

Section of the Section Section

Section Section

z=u=m

and the second

Company Services

# LA DÉCLARATION DE POLITIQUE

### Réformer la réforme du code de procédure pénale

sa déciaration de politique géné-rale, Edouard Balladur souhaitait manifester son attachement à un secteur que bien des hommes politiques dieent eujourd'hui «sinistré». Soucieux d'apaiser les tensions apparues ces dernières années avec les affaires, la premier ministre a insisté sur la «confiance» qu'il accorde eux magistrats tout en leur demandant «de se garder de s'immis dans les débats politiques». Outre l'engagement d'améliorer le statut matériel de la magistrature – les autres acteurs du monde judiciaire n'ont pas été mentionnés - le monde judiciaire retiendra d'abord un ton, la modération. M. Balladur, qui est resté eussi vaque ses propos eur la sécurité qu'il s'est montré précis sur la justice, a tenu des propos plus mesurés et moins musciée que ne le laissaient présager certaines envolées électorales de ses amis politiques.

Le premier ministre e fait deux promessee : la réforme du Consell supérieur de la magistra-ture (CSM) et celle du nouveau code de procédure pénale. Au regard de la Constitution de la V- République, l'indépendance de le magistrature est garantie par le chef de l'Etat, qui est «assisté» dans cette tâche par le CSM. Composé du président de la République, du garde des sceeux et de neuf membres nommés par le chef de l'Etat, le Conseil est à la fois l'organe disciplinaire des medistrats du sièce et la clé de voûte de l'institution judiciaire. Les conseillers de la Cour de cassation et les premiers présidents des cours d'appel sont nommée sur sa proposition et le CSM donne son avis sur les nominations de tous les magistrats du

#### Une táche « urgente »

La désignation, par le président de la République, des membres d'une institution chargés de garantir l'indépendance de magistrature nourit depuis des années une suspicion qui n'e é de se développer. Longtemps promise, jamais engagée, la réforme du Conseil est cependant difficile à mettre en œuvre puisque sa composition et ses pouvoirs sont inscrits dane la Constitution de 1958, ce qui oblige les gouvernements à avoir recours nour toute réforme d'ampieur au fourd arsenal de la révi-

En 1881, la réforme du CSM figurait parmi les « cent dix propositions » du candidat Mitterrand mais le président de la République y avait renoncé en 1989 en invoquant les dengers du corpora-tisme. Saus la pression des affaires et de le révolte d'une partie de la megistrature, le chef de l'Etat avait toutefois fini per changer d'avis : en novembre 1992, il annoncait une réforme des institutions comprenent une extension des pouvoirs du CSM et l'introduction, au sein de cette institution, de magistrats élus par leurs pairs et de personnalités choisies par le chef de l'Etat et les présidents du Sénat, de l'Assemblée le, du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat.

Dans su déclaration de politique générale, Edouard Balladur, fidèle aux engagement de l'ectuelle majorité, e confirmé que le gouvemement proposerait prochainement une réforme de «la compositinn, des règles de fonctionnement, et de la compétences du CSM en ajoutant qu'il s'eglseeit là d'une tâche «urgente». La chancellerie rédigera donc dens les mois qui viennent un texte dont in contenu n'est pas encore connu, mais qui reprendra peut-être en partie les

VOYAGER PLUS VRAI

ne lui sera toutefois pes facile de le faire dens des déleis trèe rapides puisque le ministère de la justice doit également rédiger un projet de réforme du nouveau code de procédure pénale et un

Le code de procédure pénale est le second gros dossier qui attend le nouveau garde des sceaux, Pierre Méhaignerie. Crit-qué par une grande partie de la magistrature, apprécié par le plupart des avocats, ce texte entré en vigueur le 1" mars ne peut être suspendu puisque l'ancien code e déjà été abrogé. Le gouvernement e donc décidé de remettre totale ment l'ouvrage sur le métier. Là aussi, il lui faut agir vite afin de répondre à l'attente pressente de la magistrature. Un groupe d'experts réunissant des praticiens de «terrain» sera chergé dans les semaines oui viennent de dresser le bilen des nouvelles dispositions, et un projet de loi sera rédigé dans la mesure du possible dans un délai d'environ un mols.

Dans son discours, le premier ministre propose sans plue de précisions de distinguer les «dispositions qui méritent d'être maintenues parce qu'elles correspondent à un progrèe de notre droits de celles «qui doivent être modifiées». Certains des nouveaux articles suscitent en effet peu de problèmes : c'est le cas de l'abolition des privilèges de juridiction ou de l'introduction des dispositions destinées à renforcer la présomption d'innocence. Plus conflictuel sera sans doute le débat sur la présence de l'avocat en garde à vue : lors des discussions au Parlement à l'automne. l'actuelle majorité n'y était guère favorable mais il paraît difficile de revenir aujourd'hui sur une disposition qui accroît incontestablement les droits de la défense. Les organisations d'avocats ont d'ailleurs prévenu qu'elles e'opposereient vigoureusement à toute,

### a détention

Finalement, le débat se cristallisera sans doute sur le problème de la détention provisoire. Pour la première fois depuie le XIX siècle, le nouveau code de procédure pénale ôte en effet au juge d'instruction le pouvoir d'in-carcérer, qui est confié depuis le 1" mars au président du tribunei ou à un juge délégué par lui. Le gouvernement e done la choix entre trois solutions : maintenir le système ectuel du juge « délé-gué», redonner la détention au juge d'instruction, ou adopter le système qui devait entrer en vigueur le 1ª janvier 1994 - une détention confiée au président du tribunal assisté de deux assesseurs non-madistrata. La mise en examen qui a remplacé la défunte inculpation sera sane doute elle aussi revue, mais la chancellerin affirme attendre les conclusions du groupe d'experts pour trancher ment ces questions.

Au sujet du ministère public, M. Balladur e'est montré plus précis : à l'obligation d'écrire les ins-tructions adressées aux perquets énéraux par la chancellerie introduite dans le nouveeu code de procédure pénale, le premier ministre souhaite ajouter l'obliga-tion de verser ces instructions au dossier. La promesse mérite d'être soulignée : si elle est vraiment tenue, notamment dans les affaires «sensibles», si réclement le perquet n'est obligé à l'avenir d'appliquer « que des instructions écrites versées au dossier », il e'agira d'un changement impor-tant des mœurs judiciaires.

ANNE CHEMIN

TOKYO: Le Monde LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES **MARS 93** 42 86 16 16

rous-nous de la maxime de Marc-Aurèle : « L'obstacle est matière à

C'est cele le choix du nouvean gouvernement et son appel à la nouvelle majnrité : le choix du courage. C'est parce que la situatinn est grave que nnus avons décidé, maigré les risques que cela pent comporter, d'assumer la charge du pouvoir. Mais c'est aussi parce que nous evons la conviction qu'autre chose est possible, qu'une antre politique est possible, qui redonne aux Français confiance en eux-mêmes et en la France. C'est pour cela que je vous appelle à l'affort et à la cohésion.

l'inviterai à me rencontrer : toutes les forces politiques avant une audience incontestable

Comment la France inquiête pent-elle devenir une France confiante et rassemblée dans l'effart? Scule une politique de réforme le lui permettra. Seule cette politique fera à nouvean de notre pays un exemple : celui d'une France plus farte, et eussi plus juste, d'une France diverse, dans le respect des principes de la décen-tralisation, mais aussi plus dynamique et plus cohérente, d'uee France moteur de la construction européenne, et aussi déterminée à ter elle-même, d'une France plus solidaire des autres nations da monde.

C'est la volonté de créer un nouvel exemple français qui nous permettra de rénnver nntre société tout entière, qu'il s'agisse de l'en-seignement, de la protection sociale, du statut des salariés, du dynamisme des entreprises, de la reaffirmation du rôle de l'Etat. Ces réformes, il faut les commencer sans tarder, notre pays, répétous-le, ne peut pas attendre. Nous ne résoudrons pas les problèmes de nntre netinn sans de profonds changements dans nos structures, dans nos habitudes, dans nos men-talités. Tous nos concitoyens en sont bien conscients, et, vous qui les représentez, vous le savez. Les Français y sont prêts.

... Une politique de réfurme à mener en deux années, avant une grande échéance nationale, sera ntant plus, difficile à mettre, en œuvre, nul-ne l'ignore et moi moins que tout autre. Mais il faut amorcer le mouvement des mainte-

nant, même si cinq années, au mnins, snnt nécessaires pour redresser notre pays; e'est cinq années que vous svez devant vous pour vous y consacrer. Les mesures que nous vous proposerons devront s'inscrire dans une perspective quinquennale qui vous permettra de décider clairement où vous voulez aller et selon quelles étapes.

Il faut le faire en restant large-ment ouverts, à l'écoute de tous nos concitoyens quels qu'ils soient, à quelque nrganisation qu'ils appartiennent, dans un esprit de tolérance et de respect mutuel. Nul ne peut être assuré de posséder à jamais les meilleures solutions. C'est pourquoi je me propose, dans les jours qui viennent, d'inviter à me rencontrer tautes les forces politiques ayant dans notre pays une audience incontestable, même quand elles ne sont pas représentées au Parlement.

La mise en œuvre d'un ambitieux programme de réformes requiert l'efficacité et la cohésion des ponvoirs publics, efficacité et cohésion qui reposent sur un fonc-tionnement des institutions scrupuleusement conforme à leur lettre et à leur esprit. C'est dire que l'action du gouvernement, reposant sur votre confiance, doit pouvoir se développer normalement. Le goumes propos et de mes actes depuis huit jours. Mais pour autant j'en-tends exercer dans leur plénitude les attributions que me confère la Constitution.

Il n'est pas dans mes intentions de décrire devant vous dans le détail tous les aspects de cette politione nanvelle faedée sur la reforme et le construction d'un nouvel exemple français, mais d'en dessiner les traits essentiels. L'ob-jectif, s'il est ambitieux, s'enonce clairement : affermir l'Etat républicain, assainir notre économie pour développer l'emploi, garantir les solidarités essentielles à natre société, mieux assurer la place de la France en Europe et dans le monde. Ces quatre principes guideront notre action.

Je demande à tons les magistrats de se garder de s'immiscer dans les débats politiques

Première orientation : affermir l'Etat républicain et reconstruire une démocratie équilibrée où les règles de la morale et les principes

### Six partis invités à Matignon

«Nul ne peut être assuré de posséder à jamais les meilleures solutions. C'est pourquoi je me propose, daris les jours qui viennent, d'inviter à me rencontrer toutes les forces politiques ayant Edouard Balladur souhaite-t-il dans notre pays une audience incontestable, même quand elles ne sont pas représentées au Parlement. » C'est en ces termes que le premier ministre e annoncé, jeudi 8 avril à l'Assemblée natio-

vernement, oux termes de la Constitution, « détermine et conduit la politique de la nation», et il le fait sous votre contrôle. La période difficile que nous traversous suppose que les efforts de tous soient tendus vers le même but. Nous avons besoin que notre pays vive dans le calme et le travail les mnis qui viennent et que notre efficacité, la vôtre comme la nôtre, soit assurée. Pour ma part, je ne prendral aucune initiative qui trou-blerait cette sérénité. La France traverse une crise Economique sociale, morale et nationale qui est

nale, qu'il allait inviter prochainement à l'hôtel Matignon les représentants des partis politiques qui ont obtenu un résultat significatif aux dernières élections. Ainsi recevoir successivement, dans l'ordre d'importance des effectifs à l'Assemblée, le RPR, l'UDF, le PS et le PC. Puis, par ordre alphabétique, l'Entente des écologistes et le Front national.

de tolérance et d'impartialité soient mieux respectés. Trop souvent, les citoyens ont le sentiment que l'Etat est possédé et nan pas servi par ceux qui gouvernent, qu'il n'est pas au service de tous.

En premier lieu, le travail parlementaire doit être facilité et les rapports du Parlement evec le gouvernement améliorés. Le gouvern ment, soucioux d'exercer pleine-ment ses préringatives constitutionnelles, veillers cepen-dant au respect de l'initiative par-

crise politique. Tel est le sens de mes propos et de mes actes depuis huit jours. Mais pour autant j'ensentées par les présidents de sentees par les presidents de groupe et de commissinn. Il conviendra qu'à cette fin le calen-drier des travaux ménage le temps disponible à l'exercice d'un droit que les élus considèrent, à juste titre, comme fondamental.

L'amélioratinn du fanctinnnement de la justice est, dans un régime républicain, un objectif prioritaire. Pour mieux assurer l'indépendance de la justice, une réforme du Conseil sapérieur de la magistrature vous sera proposée. Sa compositinn, les règles de son fonctinnnement, sa compétence seront modifiées afin de mettre la seront modifies ann de metre la carrière des magistrats à l'abri des pressions politiques, d'où qu'elles viennent. C'est une tâche urgeste. Par ailleurs, il sera demandé au parquet de ne plus appliquer, éma-nant de la chancellerie, que des instructions écrites versées eu dos-sier. Il fent dissiper la lourde impression de malaise qui pèse sur notre vie publique.

La toute récente réforme de la procédure pénale doit être revue : si la loi était appliquée dans son intégralité, le fonctionnement de la justice risquerait d'être totalement bloqué. M. le ministre d'Etet, garde des sceaux, ministre de le justice, proposera une adaptatinn de ce texte, en distinguant les dispositions qui méritent d'être maintenees, parce qu'elles correspon-dent à un progrès de notre droit, de celles qui doivent être modi-

l'ai confiance dans cotre magistrature, dans sa conceptinn du devoir, dans son sens de la res-ponsabilité vis-à-vis de le nation. Je demande à tous les magistrats de se garder de s'immiscer dans les débats politiques et d'assurer, en toute circonstance, l'indépendance, la sérénité de la justice, ainsi que le respect des droits de la défense. l'ajoute que leur statut matériel feta l'objet des mesures indispensa-bles afin de leur redonner dans la société la place éminente qui doit être la leur,

**双身人** 

्रामा व

2:00.

71

En troisième lieu, comment ignorer que l'administration fran-çaise, si longtemps abjet pour le reste du mande d'une edmiration légitime, en raison de sa qualité et de son impartialité, traverse une crise? Elle est méconnue, critiquée et gravement menacée par la politi-satinn, Mor telle situation est contraire à la traditinn républi-caine. Cette traditinn doit être retrouvée. Il. y. ya. du, respect de l'Etat. et de l'adhésion des citoyens à la démocratie. Dépolitiser les lementaire. Il favorisera, chaque , l'Etat et de l'adhésion des citoyens fois que cela sera possible dans le damaine concerné, l'inscription à la démocratie. Dépolitiser les nominations et les évancements

# Prendre son temps

par Thierry Bréhier

ROMPRE avec la période précédente est l'ambition clairement affichée d'Edouard Balladur. Dans les mots tout au moins, car. si seul l'averir permettra de juger les actes, les propositions, elles, ne paraissent guère en rupture avec les demières années de la gestion socialiste, al ca n'est. paradoxalement, en matière institutionnelle. Sur bien des sujets, au contraire, le nouveeu premier ministre paraît même, et quoi qu'il en dise, partager l'analyse de son ur. Le plus surprenant, en effet, dans la déclaration de politique générale d'un homme qui se préparait depuis si longtemps à diriger un gouvernement d'elternance est le faible nombre de propositions concrètes et d'application immédiate qu'il e formulées. La plupart des dossiers chauds - que ce soit le chômage, la crise des banileues ou l'adaptation des ermées à la nouvelle situation mondiale - devront faire l'objet d'études avant toute décision,

Le tempérament d'Edouard Balladur ne risque pas de donner de lui l'image d'un homme pressé. Son discours à l'Assemblée natio-nale n'e fait que ranforcer cette impression. Il a tenté de faire croire que l'obsession présiden-tielle n'était pas le sienne. En fait, il perait surtout conscient que sur bien des sujets qui inquiètent le plus les électeurs - et qui ne sont pes pour rien dens l'échec des socialistes sux législatives - il na dives - i ne pourra pas faire très vite beaucoup mieux que le gouvernement précédent. D'où se préférence pour un simple — mais important, il est vrai – changement de climat, et pour l'indication, aussi précise que possible, de la nouvelle direction qui sera dorénavant suivie, en érant que cela suffira à redonner conflance aux Français, et donc inciters les électeurs à confirmer, lors de la prochaine présidentielle, qu'ils préfèrent confier le pouvoir à la droite.

Cette stratégie explique l'invention de «lois quinquennales» qui seront une curiosité juridique dans

le système institutionnel mie en place en 1958. M. Balladur en e déjà annoncé pour l'emploi, pour la réduction du déficit budgétaire, contrôlé que par elle. eociaux, pour la défense et peut-Plue curieusement il n'e cité le être pour l'agriculture. Aux yeux du premier ministre, elles euront valeur de progremme, d'engagement, de garantie accordée à leurs bénéficieiree, elors qu'une ini - puisque lois elles seront - peut

#### Les leçons du passé

toujours être modifiée par le Parle-

Etre l'héritier de Georges Pompi-dou ne conduit pas forcément à se comporter de la même façon que le fils spirituel de l'ancien président de la République. En 1986, Jacques Chirac svait voulu faire vite, et donc avait légiféré par ordon-nance pour appliquer les points iels de son programme. En 1993. Edouard Balladur veut prendre son temps et ne fera traduire nombre de ses idées en formes législatives que per une série de inis-programmes dont la vote rviendra tout au long de l'année à venir. Il y a sept ans, il fallait démontrer ce que la droite pouvait faire. Aujourd'hul, plua prudem-ment, il s'agit de clarifier son programme de changement pour le ong terme. Les leçons du passé ont servi.

Le seconde cohebitation sera danc bien différente de la première. Dans les rapports avec le chef de l'Etat aussi. Le première lature de droite d'un septen net mitterrandien avait commencé per un échange entre le président de la République et le premier ministre - via un message au Par-lement de l'un et le discours-programme de l'autre - définissant clairement les règles devant régir leurs rapports. Ni M. Mitterrand ni M. Balladur n'ant jugé utile d'en faire autent cette fois. La conduite de ce demier depuis une semeine témoigne, il est vrai, du respect evec lequel il traitere la fonction présidentielle. Aussi son propos

devant sa mejorité paraissait-il plus dur que ses actes. Il e nettement souligné qu'il ne tenait son pouvoir que d'elle, et qu'il ne pouvait être

président de la République que pour dire qu'il lui demanderait da réunir in Parlement en sessian extraordinaire, y ajoutant juste une allusion lorsqu'il e dit que « toutes les autorités de l'Etat » sereient associées à la réflexion sur la politique de défense. C'est le moins que l'on pouveit attendre vis-à-vis de celui qui est, de per la Constitution, chaf das ermées. Mais rien n'est dit sur le rôle du président de la République en matière diplo-matique. C'est insolite de la part d'un chef de gouvernement qui affirme vouloir respecter non seulement «la lettre» mais ausel «l'esprit» de nos institutions, car c'est peu conforme à in mnnière dont elles ont été constamment eppliquéee depuie plus de trente

Des conflits pourraient donc sur-venir entre les deux têtes de l'exé-cutif, même si M. Balladur e fermement demandé à M. Mitterrand de ne pas ee conduire en surveillant scrupuleux de l'action gouverne-mentale, comme il l'avait fait tout au long de le première cohabita-tion. Le président de la République ne pourra certes pas critiquer la lonté du chef du gouvernement de dépolitiser in haute fonction publique, il e trop lui-même contesté « l'Etat RPR » pour pouvoir défendre tous ses proches qu'il n placés aux postes-clefs.

#### La réforme des institutions

En tout état de cause, la décision du premier ministre de rendre publics les avis du «corps» avant le nomination de personne tour extérieur permettra de clarifier

Les rapports entre M. Mitterrand et M. Balladur pourraient être plus délicats sur la réforme des institutions. Même si le premier ministre ne a avance qu'avec prudence sur

ce chemin, il aure besoln, pour mener à bien les deux révisions constitutionnelles qu'il e souhaité vnir voter repidement (la Haute Cour de justice et le Conseil supérieur de la magistrature), de l'appui du président de la République, à qui la Constitution eccorde en la matière un rôle déterminent. Le chef de l'Etat pourra alors faire valoir son regret que soit renvoyé à plus tard le « rééquilibrage » des institutions, qu'il e proposé et que le premier ministre juge tout autant souhaitable que non prioritaire.

Lee perlementaires pourront. peut-être, aussi regretter que leurs droits ne soient pas eccrus. Car, même si M. Balladur a eu des mots aimables pour eux, il leur e clairement indiqué qu'il comptait bien user de toutes les prérogatives que lui accorde la Constitution ectuelle. Il pourrait y avoir d'autres points de frictinn. Si le premier ministre s'est montré fort ropéen, malgré les campagnes de MM. Séguin et Pasqua, ma comma le souhaitait Veléry Giscard d'Estaing, Il e été beaucoup plus jacobin que décentralisateur, contrairement eu programme de l'UDF (par exemple un matière éducative). La décentralisation ne sere que maintenue et non pas approfondie, alors même que l'ancien présidant de le République l'avait rangée parmi les deux priori-tés qu'il fixait au nouveau gouvernement, et dont il e déjà prévenu qu'il en seralt en gardien sourcilleux. De même, elors que lui réclame une «indépendance» de la Banque de France, le premier ministre ne veut lui accorder qu'une « autonomie » : la différence des mots peut recouvrir une divergence d'idées.

M. Balladur n certes proclamé son «amitié» avec Jacques Chirac meis eon compartement et son discours sont plus pompidoliens que chiraquieris; or être pompidolien, l'Histoire l'a montré, c'est être bien peu giscardien. La majore, elle, est à dominante chiraquo-giscardienne.

L'administration doit agir sous l'autorité du ponvoir politique, c'est la règle républicaine. Elle applique naturellement les décisions de gouvernement au l'en-semble du territoire, ce qui marque l'unité de la République. Celle-ci n'est pas contradictoire avec le juste épanonissement de chacun, dans le métropole, qui comprend la Corse, et dans les départements et territoires d'outre-mer.

» Elle doit être en mesure d'assumer ses missions dans la clarté et la transparence. On a trop vu dans un certain combre d'affaires – celle de la transfusion sanguine a été la plus dramatique – les interférences et les confusions qui rendaient peu lisible le sens de l'action et délicate la détermination des res-ponsabilités.

J'ai demandé aux ministres d'observer des règles très strictes dans le composition de leurs cabinets, qui devront être réduits an minimum. Ils travaillerent ainsi étroitement avec leurs administrations, ce qui implique que celles-ci accom-plissent leur mission avec pour seul souci l'intérêt général.

and Motor Ba

eri en en en

mar.

1000 1000 2000

20 mg

1000

र र े अर्थ अ**रा**द्ध

7777127

77.77.77

A . . . . . 192

1.5

1,87

-

and the second

The second second

Mary 20, El

4:4

A 1/2 (1/4)

يا. داه ب

دو در ده اونو اونو

. .

• ...

A . \* 405.

· 1: 25 mmg

1,500

an as my

Sec. 25. 25

#### Il faut mener une politique de l'immigration courageuse et respectueuse des droits de l'homme

L'Etat républicain, c'est oussi uoe meilleure sécurité pour tous. L'eugmentation de la délinquance et de la criminalité est uns préceeupation grandissante de nos concitoyens. Il est vrai qu'sile frappe d'abord les plus vulnérables d'entre nous. Je suis déterminé à mettre tout en en ver ever l'appui de M. le ministre d'Etat, ministre De l'intérieur et de l'aménagement du territoire, pour stopper et inver-ser cette dégradation, douloureuse pour ceux qui sont menacés, et qui, de surcroît, met en cause l'eutorité de l'Etat.

Nul o'ignore combien le tâchs des forces de l'ordre est difficile. Toutes les dispositions seront prises pour que leur travail au ser-vice de l'Etat de droit soit facilité, dans le respect de oos principes juridiques et des droits légitimes des citoyens. De ce point de vue, j'approuve pleinement M. le ministre d'Etat qui vient, à la suite de tragiques affeires, d'appeler les forces de l'ordre à faire preuve de disciplios et de maîtrise de soi dans l'exercice de leur mission.

Les magistrats, policiers, gso-darmes et fonctionnaires de l'admioistratioo pénitentiaire exsreent leur tâche, dans des conditions dif-ficiles, parois très difficiles, evec courage et dévouement. Il faut que la natioo leur exprime sa recon-oaissance. J'ai décidé que les enfants de ceux d'entre eux qoi seraient tués dans l'accomplissement de leur devoir seraient désormais considérés comme pupilles de la nation. Les mesures législatives oécessaires vous seront proposées sans tarder.

Le dispositif juridique dans lequel s'inscrit leur action doit être améliore pour lui donner une plus grande efficacité. Je pense notamment aux contrôles d'identité et à la lutte contre les bandes organi-sées. Il faudra mieux combattre la petite et la moyenne délinquance; grace à une meilleure organisation de notre systèms judiciaire, les infractions aujourd bui non sanc-tionnées devront être poursulvies c'est au juge de proximité que je pense. Une réaffirmation de l'au-torité de l'Etat devra s'étendre aussi aux quartiers sensibles où les lois de la République, comme l'esprit de solidarité, doivent préva-loir.

Il faudra enfin intensifier la lutte contre la toxicomanin, pèril pour notre jeunesse, facteur de désagré-gation sociale et de délinquence. Pour cela, au-delà du renforcement des structures d'accueil, qui per-mettent d'aider les toxicomanes à surmonter leur mal, il conviendra de renforcer l'action menée contre la criminalité organisée.

L'Etat républicain, e'est une nation assurée d'elle-même, de sa cohésion, de son identité, de son avenir. C'est une nation qui sait être accueillante, mais qui entend conserver son identité. C'est dire go'il faut mener une politique de l'immigration claire, courageuse et, en même temps, respectueuse des droits de l'homme. Une politique de l'immigration colérente exige, tout d'abord, qu'il soit mis fin aux situations irrégulières; elle suppose aussi que les décisions d'expulsion et de reconduite à la frontière soient exécutées sans faiblesse. Les contrôles aux frontières et sur le territoire natio-nal seront renforcés, et le travail clandestin vigoureusement réprimé.

Mais appliquer la loi ne suffit pas; il faut la changer quand elle n'est pas adaptée aux besoins. Les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France doivent être définies de manière plus stricte. La France est une vieille nation qui entend rester ello-même. Elle doit aussi être respectineuse de cemz qui sont animés du désir sincère d'y séjourner paisiblement et régulièrement, dans le respect de nos lois et de nos principes.

de nos principes.

Ceux qui venient être français devront en faire expressément le choix. Aussi le code de la nationalité sera-t-il révisé comme le préconisait la commission orésidée par M. Marcean Long en 1987 et dont les propositions ont déjà été cadontées par le Sénat. adoptées par le Sénat.

Enfia, l'Etat républicain, ce sont des institutions adaptées à notre temps. Celles de la V République sont bonnes dans leurs principes et leurs modalités essentielles. Il fant les préserver. Cependant, certains ajustements sont nécessaires, j'co suis moi-même conscient depuis plusieurs années. Aussi essentielle que soit la préoccupation d'un meilleur équilibre institutionnel, elle ne revêt pas, dans la période que nous vivons, un caractère prioritaire. Il est sans doute trop ambide la situation monétaire et de la conjoncture économique, l'avenir de l'Europe. Chacun de nos deux pays doit apporter sa pierre à l'édifice, co menant une politique budgétaire, monétaire et fiscale qui évite des divergences dans l'évolution des économies et qui rende naturels, stables et durables les rapports entre les monnaies.

Ce retour à la confiance, garantie d'une baisse durable des taux d'intérêt, suppose que soit claire-ment affirmée et définie l'autono-mie de la Banque de France. Une loi sera déposée dans les prochaioes semaines pour mettre en œuvre cette réforme, qui permettra à notre institut d'émission d'entaa notre institut d'emission d'enta-mer svec les entres banques cen-trales, et ootamment la Bundes-bank, un dialogue constructif fondé sur la coopération et la prise en compte réciproque des intérêts communs. Les grandes périodes de l'histoire de la France ont toujours été les révisées en en propriés été les périodes où sa monnein était solide. La stabilité du franç garantie par l'autonomie de l'insti-tut d'émission, est uo objectif en soi, nn objectif oational, rendu d'autant plus nécessaire par le flot-tement général des monnaies dans le monde.

La confiance rétablie dans notre monnaie, le redressement de notre économie nécessite de dégager immédiatement les moyens nécessaires à la mise eo œuvre des mesures prioritaires.

J'ai demandé à M. le ministre du budget de préparer une loi portant collectif budgétaire. Etabli sur la base de prévisions siocères, il devra prendre la mesure du défici-



tienx de prétendre modifier notre Constitution sur des dizaines de points. En revanche, il ms paraît évident que deux réformes doivent faire l'objet de o immédiates : tout d'abord la com-position et le fonctionnement de la Hante Cour, et, dans un deuxième temps, le statut de la magistrature. Il faudra également s'interroger sur l'élargissement du champ d'appli-cation et des modalités du référendum que, pour ma part, j'ai tou-jours trouvé souhaitable.

Nous serons obligés de demander à tous des sacrifices pour assurer le redressement

Deuxième orientation : assainir notre économie, su service de l'emploi. Recréer un exemple français ds société, cela implique que oous redressions l'économie de notre pays, durement atteinte par la crise et par les manvais résultats sociaux, financiers et budgétaires de la gestion précédente.

Natre volonté est de dégager, sans tarder, des marges de manœuvre permettant une croissance éco-nomique plus forte et donc une amélinration de la situatinn de l'emploi. C'est pour nous une prio-rité absolne. Il faut impérativement sortir de la stagnation qui s'est ins-tallée dans notre écocomie et qui menace notre avenir.

Pour assainir notre économie, la première condition est bien naturellement la solidité et la stabilité de notre monnaie. Je tiens à réaffirmer mon attachement à l'actuelle parité eatre le franc et le deutschmark. C'est le fondemcot dn système monétaire européen; c'est la coodition d'une baiss durable des taux d'intérêt déjà amorcée et qui contribuera à redonner dynamisme à l'investissement comme à la consommation. C'est à mes yeux un objectif natio-

Je compte y parvenir en engageant, sans tarder, le dialogue evec l'ensemble de nos partenaires, et en premier lieu evec l'Allemagne, car c'est de la solidité du couple franco-allemand que dépend, eu-dela

réel du budget de l'Etat, compte tenu des dépenses eogagées et du niveau prévisible des recettes.

Il devra comporter des écocomics d'au moins 20 milliards de francs. D'ores et déjà, j'en préviens l'opinioo publique, nous serons obligés de demander à tous des sacrifices pour assurer le redresse-meot. Bien soteodu, je ferai en sorte que les Français les plus démanis, ceux qui sont déjà dans le besoin, soient épargnés par cet indispensable effort.

Ja rappelle que des économies ont été demandées sur le train de ont ete demandes sur le train de vie de l'Etat, et notamment les dépenses des cabinets ministériels, les frais de réception et les frais de déplacement. J'ai décidé nne rédoction de 30 % du nombre d'heures de vol do GLAM; les fonds spéciaux à la disposition do gouvernement seroot diminués de 10 %.

Les 20 milliards de francs d'économies nous permettrent de consacrer des moyens nouveaux à des objectifs prioritaires ou à des secteurs qui souffrent tout particuliè-rement de la crise.

Ils sont au nombre de trois : le logement, le bâtiment et les travaux publics; l'allégement des charges sociales; le soutien des petites et moyennes entreprises.

Le combre de logements construits en 1992 est le plus bas constaté en France depuis 1954. Une telle situation n'est tolerable ui sur le plan économique ni sur le plan social et humain.

Il nous faut mettre en œuvre un plao d'urgence afio de permettre un redémarrage rapide du marché immobilier et de ls construction. Des allégements fiscaux encourage-ront l'accession à la propriété, ainsi que la relancé de l'investissement locarif. Des locatif. Des aides financières, nntamment sous forme de prêts bonifiés, favoriseront le logement social. Bien des mesures ont déjà été étudiées, il appartiendra à M. le ministre du logement d'en faire la synthèse et de les proposer dans les prochains jours au gouver-

Pour les travaux publics, les pro-grammes en cours font actuellement l'objet d'un recensement et leur exécution sera sensiblement

Deuxième priorité : l'allégement des charges qui pèsent sur l'emploi. L'alourdissement réguller du coût do travail s été uoe cause essentielle du développement du chômage. Aussi ai-je demandé à

M= le ministre d'Etat, mioistre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la forma-tinn professionnelle de formuler très rapidement des propositions sur ce point.

L'objectif est de réduire très sensiblement les charges pesant sur l'emploi des personnes rémunérées an niveau do SMIC ou légèrement

Il en résultera un allégement permanent du coût du travail. Troisième priorité: les petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales et artisanales. Elles forment le tissu de notre vie écocomique et sont celles sur les-quelles on peut le plus compter pour créer des emplois. Elles béné-ficieront comme toutes les entreprises de la baisse des taux d'intérêt et de la réduction des charges. De plus, j'ai demandé au ministre du budget d'étudier les conditioos dans lesquelles sne solution définitive pourra être apportée à la question du décalage d'un mois du paiement de la TVA. Cette mesure, que je compte ins-crire dans le collectif, aura des effets heureux sur la trésorerie de toutes les entreprises.

Ms is les petites et moyeooes entreprises ont également besoin d'une aide spécifique substantielle et rapide. Elles pourront bénéficier, par des enveloppes de prêts CODEVI ou toute autre technique, de prêts bonifiés à des conditions particulières.

La transmissioo des entreprises ne doit plus être oo risque pour leur survie. Des mesures fiscales seront prises pour alléger les droits de mutation sur les ventes d'entre-prises individuelles et rendre plus fecile leur transmission aux héri-tiers, à la condition qu'ils s'enga-gent à poursuivre l'activité et donc l'emploi.

Les petites et moyenoes entre-prises ne disposent pas comms les grandes des moyens qui laur per-mettent de supporter la multiplica-tion des formalités et obligations administratives de quelque nature qu'elles soient, La lourdsur des procédures, le combre et la com-plexité des déclarations que les chefs d'entreprise ont à remplir les transforment en euxiliaires de l'administration, alors que leur métier est de produire et de vendre. J'ei décidé la création d'un

ministère des entreprises et du développement économique chargé notamment des petites et moyennes entreprises. Il appartien-dra notamment au ministre responsable, que le souhaite associer étroitement à mon action, de sou-mettre très rapidement des propo-sitions de simplification de ces for-

A tous les chefs d'es de participer à la lutte contre le chômage

Au-delà de ces mesures immédiates, nous devoos meoer une actioo économique et socials à moyen et long terme, qui forme le programme de la législature qui

Trois principes devroot la gui-der : la diminution du chômage, la maîtrise des finances publiques, la modernisation de nos structures Aconomiques.

Priorité ebsolus, l'emploi. Certes, il n'est pas possible en la metière de s'assigner des objectifs chiffrés. Mais nous devons faire eussi bien, voire mieux, que nos principaux partenaires. Si aujourd'hin notre taux de chômage était au oiveas de celui de la partie ouest de l'Allemagne, ootre pays compterait un million de chômeurs de moins.

Une loi d'orientation quinquen nale - j'y reviendrai, - loi élaborée en coocertation avec les organisa-tions syndicales, devra définir les principes de l'action à long terme en faveur de l'emploi.

Paratlèlement, une commission composée de personnalités natio-nales et internationales sera constituée. Elle étodiera toutes les mesures permettant d'éliminer les obstacles structurels à la création d'emplois au sein de notre société. Ses conclusions vous seront présen-tées lors de la session de printemps tées lors de la session de printemps de 1994; elles permettront nan seulemont de complèter, si besoin était, la loi quinquennale pour l'emploi qui vous sera, je l'espère, soumise à l'antomne, mais égale-ment d'inspirer une réflexion plus générale sur l'organisation du tra-vail dans la société française. Cette commission pourra utilement s'ancommission pourra utilement a'appuyer sur les études déjà réalisées par le commissariat général da

Plan. Mais, indépendamment de ces travaux, il incombe à tous les chefs d'entreprise de participer à la lutte nationale contre le chômage. Une économie moderne st bumainn doit se fixer comme

Lire la suite page 6

### Les pupilles de la nation

orphelins de la nation date du 27 juillet 1917. Elle organisait la prise en charge morale et financière des enfants d'hommes et de femmes tués ou handicapés pendant la guerre de 1914. Cette loi a été élargie, en octo-bre 1922, aux enfants des victimes de la guerre en général. L'article premier stipule que « la France adopte les orphelins dont le père ou le soutien de famille a été tué à l'ennemi, ou dont le père, la mère, ou le soutien de famille est mort de blessures ou de maladies contractées ou aggravées du fait de la guerre». Sont également assimilée eux orphelins, les enfants dont la père, la mère ou le soutien de familie an trouvent, en reison des blessures reçues ou dee maladies contractées ou aggravées par un fait de guerre, dans l'incapacité de pourvoir à leurs obligations et à leurs charges de chef de famille, ainsi que ceux dont le pare ou le soutien de familie cont disparu à l'ennemi, lorsque lea circonstances da cette disparition et l'époque à laquelle elle remonte permettent

de conclure que ce militaire est

en réalité mort pour la France ».

La loi instituant les pupilles et Ces pupilles sont placés sous la responsabilité d'un Office national qui gère, entre sutres, les subventions de l'Etat ou le pro-duit des fondations, dons ou leas out lui sont feits.

Etre pupille de la nation ouvre droit à des aidss financières (bourses spéciales d'études, prêts de première installation. d'installetion professionnelle, secours d'urgence aux chômeurs en fin de droita, etc.) st à diverses facilités (maison de retraite, accueil dans les écoles de rééducation professionnelle, majoration - jusqu'à vingt et un ans - d'un dixième de point lors des concours pour des emplois dans les administrations et éta-blissements publics).

En 1991. nn racensait 343 pupilles de la nation âgés ds moins de vingt et un sns : 317 orphelins, 15 enfants de pensionnés, 11 enfants de mutilés. La loi du 23 janvier 1990 (article 26) assimile les victimes d'actes de terrorisme à des victimes civiles de la guerre, ce qui a pour effet de permettre aux orphelins mineurs de bénéficier de la qualité de pupilles da la

### Contrôler plus sévèrement les flux d'immigration

flux d'immigration étrangère, modifier les règles d'ecquisition de la nationalité française : les deux axes du projet de l'Union pour le Frence se retrouvent directement dans le programme de M. Belladur. Les modifications législatives annoncées par le premier ministre visent, d'une pert, une probable abrogation de la loi Joxe de 1989 sur les reconduites à la frontière et les expulsions et, d'autre part, la réforme très annoncée d'une des dispositione du code de la nationalité jamais modifié depuis\_1973. . ...

Soucieux de définir « de façon plus strictes les conditions d'en-trée et de séjour des étrangers, le gouvernement pourrait proposer un retour aux dispositions de le loi Pasqua de 1986. Celle ci avait remis en cause les conditions de délivrance et de renouvellement de la carta de résident de dix ans, supprimé le contrôle des juges sur les reconduites à la frontière en cas de sejour irrégulier) pour les soumettre aux seuls préfets et accru les catégories d'étrangers expulsables (en cas de menace à l'ordre public). Ainsi, la possibilité pour un étranger reconduit à le suspensif pourrait-elle être suppri-

Ce changement législatif pourrait être accompagné d'une res-triction, par voie réglementaire ou législative, du droit au regroupe-

Contrôler plus sévèrement les ment familial, qui exclurait elors les familles polygames et serait soumis à l'epprobation des maires, au risque de bousquier les principes de la Convention européenne des droits de l'homme. L'exécution «sans faiblesse» des décisions d'éloignement du territoire promise par M, Belladur constitue le leitmotiv des discours gouvernementaux, de gauche comme de droite depuis quelques ennées. Le nombre de reconduites à la frontière exécutées (les plus fréquentes) est resté stable depuis la première cohabitation, soul le volume d'expulsions chutant après le retour de la gauche en 1988.

Quant à la réforme du code de la nationalité justifiée par M. Bal-ladur per la nécessité de maintenir l'«identité» de la nation, elle supprimerait la possibilité pour les parents étrangers de souscrire une simple déclaration de nationalité française pour leurs enfants mineurs nés en France. Elle vise formelle de volonté de la part des 23 500 jeunes, enfants nés en France de parents étrangers, nés eux-mêmea à l'étranger, qui acquièrent aujourd'hui la nationa-lité française à dix-huit ans sans formalité. En revanche, n'est pas remise en question l'ecquisition de la nationalité française à la naissance pour les enfants nés en France, dont l'un des parents

### Education nationale: la décentralisation gommée

premier ministre e tourné deux pages : celle de la priorité bud-gétaire accordée depuis cinq ans à l'éducation nationale et celle d'une décentralisation renforcée.

En second lieu, nombreux étainnt cnux, à droite, qui croyaient avoir trouvé, avec la décentralisation, la solution miracle aux problèmes dont souffre la système d'enseignement français. Il y e peu encore, la premier ministre aemblait de ceux-là. Dans aon Dictionnaire de la réforme (octobre 1992), il réaffirmait, certes, la compétence générale de l'Etat sur «les enseignements, leur contenu. les exemens, les diplômes, le statut des personnels enseignants, celui des établissements», mais il soutenait qua, sous réserve du respect de ces principes généraux, « les collectivités locales doivent être les gestionnaires de droit commun du service public de la formation »

Dans son discours à l'Assemblée nationale. M. Balladur n'a retenu que la première partie de la proposition, défendant avec vigueur les raspansabilités da l'Etat républicain, et gomment camplètement le rôle éventuel des collectivités locales, si ce n'est pour suggérer qu'elles soient miaux représentées dans les conssila d'établissement. Plutôt qu'une décentralisation

Au chapitre de l'éducation, la plus vigoureuse, c'est désormels une autonomie plus grande des établissements eux-mêmes que préconise M. Balladur. C'est, également, la position ancienne de son ministre de l'éducation nationale.

> Enfin, la premier ministre est d'une grande discrétion sur les dossiers plus précis, confirmant l'impression que l'éducation n'est pas au premier rang de ses priorités. S'il se prononce en faveur d'une cévalution progressive» et d'une « grande action de modernisation» de notre système d'enseignement, il n'entend pes «tout bouleverser » et se garde de se prononcer sur la sort à réserver eux réformes les plus merquantes de ces demières années fréforme du lycée, des diplômes universitaires et de la formation des maîtres). Toutefois, malgré son exhortation à la «tolérance», il aura sans doute quelque mal à résister aux appels pressants des milleux enseignants proches de la majorité pour remettre en cause ces réformes. Le congrès du SNALC (Syndicat national autonome des lycées et collèges) qui vient de se dérouler à Toulouse, tout comme la Fédération des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, ont exprimé, à cet égard, de très nettes mises

**GÉRARD COURTOIS** 

المرابع والمستقيل والمنافع والمستقيل والمنافع والمستقيل والمستقيل والمستقيل والمستقيل والمستقيل والمستقيل

### Plaidoyer pour la stabilité des changes

la peine aux spéculateurs sur les marchés des changes, qui vivent des remous des monnaies. Non enntent de réaffirmer «l'objectif national » du maintien de l'actuelle parité franc-merk, il e'est prononcé pour l'élimination den turbulencen manéteires en Europe et, si possible... dans le système monétaire international tout entier

C'est là un thème cher au premier ministre qui, lorsqu'il était sux commandes de l'économia en 1986, plaidait devant ses collègues du groupe des aspt principaux pays industriels en faveur d'une remise en ordre des marchés des changes, Depuis l'abandon du eystàme de taux de changes fixes de Bretton-Wnods - entre 1945 et 1971, un dollar valait une quantité fixe d'or - la plupart des pays, notamment les Etats-Unis, se satisfont d'une situation de fait oui permet aux devises de fluctuer librement. Or. selon M. Balladur, « depuis vingt ens, le destruction du système monétaire international e perturbé les échanges, déclenché l'inflation, puis, aujourd'hui, une sorte de récession, creusé les déficits financiers, augmenté les taux d'Intérêt, accru le chômage...». Le premier ministre promet donc de nouvelles propositions à ses partenaires. Ceux-ci s'étaient à l'époque montrés très peu réceptifs à ses idées.

Le système monétaire euro-

péen constitue, à l'échelle de la Communauté, le premiàre tentative de remise en nrdre dea cours de changes. Déjà, au cours des années 80, M. Balladur s'était prononcé pour une accélération de l'union des manneies européennes. Les turbulences de l'automne ont entamé la crédibilité du système, et le premier ministre e'est de nouveau prononcé jeudi en faveur de son renforcement. Car d'affaiblissement de ce système ouvrirait la voie au flottement généralisé des monnaies européennes et assombrirait toutes les perspectives de croissance et d'emploi».

### Remboursement de TVA : la surprise

Si Edouard Balladur n'a pas été trèe loin dans le détail des mesures budgétaires et fiscales de la prochaine loi de finances rectificative, il a été précis sur le remboursement de TVA aux entreprises dont il samble avoir accepté le principe. Cette décision est une surprise de taille.

Le CNPF demande infassablement depuis des mois au gouvernement de supprimer la règle dite du décalage d'un mois, qui veut que les entreprises - contrairement à ce qui se passe à l'étran-ger -- ne puissent déduire la TVA payée sur leurs achats qu'avec un retard d'un mois. Ainsi, pour un produit acheté le 15 mai par un commercant, la TVA ayant grevé ca produit ne aera déductible qu'au titre du mois de juin et por-tée sur la déclaration déposée en inilet. Ce décalage correspond à une créance d'une centaine de sur le Trésor. Le ministère des finances a toujours été assez hostile à une mesure de remboursement qui avantagera surtout le commerce et la grande distribution, pour lesquels lee echats représentent une part très importante du chiffre d'affaires. Or, bien plus que les grandes surfaces peu créatrices d'emplais, ce sont plutôt les PME que le gauvernement envisageeit de favoriser fiscalement.

#### Contre l'avis général

On peut donc imaginer - mais les dispositions ne nont pas arrêtées – que, dans leur décla-ration du 20 juillet, les entreprises, au lieu de déduire la TVA du seul mois de mai (règle actuelle), pourront déduire la TVA des mois de mai et juin. S'il en

plàtement supprimé, ce qui coûterait beaucoup trop cher à l'Etat, incepable de financer aussi rapidement une telle mesure. Du total de TVA déductible pour les mois de mai et juin cumulés, les entreprises pourraient donc avoir à soustraire le valeur moyenne d'un mois de TVA calculé sur une année entière. Cela pour la partie déductible. Le solde restant dû par le Trésor pourrait prendre la forme de bons remboursables à échéance et portant un faible taux d'Intérêt. Rien ne permet de dire que cette technique - proposée grosso modo par le CNPF - sera retenue par le ministère du budget. Si elle étale dans le temps le remboursement, elle n'en a pas moins comme résultat, d'accroître immédiatement d'une centaine de miliards de francs le stock de la dette publique et dooc de gonfler la charge annuelle des intérêts de

L'acceptation per M. Ballada de la demande du CNPF n causé une réelle eurprise, dene la mesure où le premier ministre est allé contre l'avis général. On peut penser que, le projet de l'UPF prévayent expressément des aides aux entreprises et le CNPF revendiquent cette mesure, M. Balladur a choisi d'accorder ce qui était demandé plutôt que de prendre une mesure con réclamée. De fait, da nombreuses firmes unt actuellement des besoins pressants de trésorerie et la mesure qui e été annoncée allégera les problèmes de certaines, if n'en reste pas moins que le gouvernement va dépenser un argent rare pour des résultats douteux. Un argent qui aurait pu être utilisé plus efficacement.

### Droits de mutation : réductions annoncées

Las droits de mutation à titre onéreux, qui sont généralement jugés très excessifs, sur lea ventes de fonde de commerce seront réduits. Percus pour l'essentiel par l'Etat mais bénéficiant aussi un peu aux collectivités locales, ils sont de 0 % jusqu'à 100 000 F. de 7 % entre 100 000 F et 500 000 F, de

14,20 % au-delà de 500 000 F. Les droits de succession à titre gratuit seront, quant à eux, modifiés pour faciliter les transmissions d'entreprises, sans qu'an sache si des abettements seront consentis sur l'assiette imposable, comme c'est le can dans certains pays étrangers.

### Plafonner la publicité à France-Télévision?

La déciaration du premier ministre selon lequelle il convient « de veiller à ce que les cheînes de radio et de télévision publiques remplissent complètement leurs ions de service publica renvoie notamment à ce qu'Edouard Balladur dissit su mois de février sur France-Inter, lorsqu'il affirmait que le service public devait, dans damaine da l'audiovisuel, «s'évader de la tyrannie de l'au diences et «du souci exclusif de le part de marchés.

M. Balladur souhaitzit alors que soit «plaformé l'appel à la publicité, actuellement trop important sur les chaînes publiques », et il proposait d'envisager une com-pensation par « des dotations

mentation de la radavance». Par la même occasion, M. Belladur avait déciaré, à propos de la préaidence commune de France-Télévision (France 2-France 3), que l'idée de «coordonner» le service public ne le «choquait» pas «à condition que les faits répondent à l'intention ». Il avait toutefois regretté ne pas «apercevoir aujourd'hui très nettement en quoi France 2 est tellement plus service public que TF1». Enfin, fi avait estimé que, «centains soirs, ARTE peut correspondre assez bien à ce qu'on peut souhaiter public».

Suite de la page 5 ·

objectif d'éviter la recherche systématique et en toute circonstance d'une productivité financière étroi tement ennçue. La plupart des chefs d'entreprise le savent déjà. Tous comprendront – et je suis sûr que mon appel sera entendu – que les réductions d'emplois ne sont que la dernière formule à laquelle ils ne doivent se résigner qu'après que tentre les autres contétés ent été. que toutes les autres voies ont été explorées. Il faut, au préalable, utiliser tous les moyens qu'offrent l'assouplissement des firmes du travail et le développement du tra-vail à temps partiel. Les entreprises dnivent s'engager avec les salariés dans de nnuvelles firmes de contrat de progrès, qui leur per-mettent à la fois de retrouver des résultats suffisants pour financer l'emploi au plus grand nombre.

Deuxième priorité: maîtriser les déficits publics. Le déficit budgé-taire de l'Etat est passé de 93 mil-liards de francs en 1990 à 226 milliards de francs en 1992. Il dépassera 330 milliards de francs en 1993, soit plus de 4 % du pro-dult intérieur brut. Cette dérive dangereuse duit être impérativement stappée. D'ici à 1997, il devra revenir, grâce à une meil-leure maîtrise des dépenses, à un niveau inférieur à 2,5 % du PIB. Là encore, une loi quinquennale vnus sera sonmise. Ella prévoira des objectifs en matière de baisse des dépenses et des prélèvements, de déficit budgétaire et d'endettement. Il s'agit d'éviter à notre pays ce piège murtel de la detin dans lequel les économies de nombre de nos partenaires sont ea train

Le budget pour 1994 verra son enntenn précisé aussitôt que sera publié, à la fin du mois de mai, le bilan que nous avons demandé à la commission présidée par le procureur général de la Cour des comptes. Il constituera unn première étape dans ce retour à unn meilleure discipline budgétaire. Tous les services votés de tous les ministères seront examinés afin que soient proscrits les doubles emplois, les dépenses inutiles et somptuaires, en privilégiant les dépenses qui unt pour objet de fevuriser le développement de l'économie, de la solidanté sociale, de la sécurité et de la justice.

Troisième priorité; la moderniques, pour redonner à l'économie française sa vitalité, Moderniser, c'est amplifier l'effort de recherche Il n'est pas dans mon propos de disserter sur les mérites respectifs La recherche publique dnit être soutenue. La recherche privée doit être encouragée.

Enfin, an nouveau modèle de tenin, an nouveau modele de développement économique doit tenir compte, bien plus que par le passé, de la préoccupatinn de défense de l'environnement. Elle exprime un souci légitime, celui de nn pas voir l'homme détruire la nature et par là même menacer l'avenir. Les efforts de taus ceux qui se

préoccupent de la qualité de notre environnement doivent être coordonnés grâce à une large consultation des collectivités locales dans le cadre de la décentralisation des entreprises, notamment des grands services publics et des associations. La modernisation passe égale-

ment par un grand programme de privatisations. Seules les entre-prises du secteur concurrentiel seront concernées. Leur gestinn sera ainsi plus souple et plus moderne. L'épargne n'investira dans les emplois les plus utiles. Les privatisations accompagneront éga-lement la nécessaire maîtrise des finances publiques. Le projet de loi s'inspirera des principes de celle de 1986, avec les ndaptations néces-

Les privatisations seront l'occasion de reprendre la politique de participatina, d'intéressement et d'actionnariat populaire à laquelle, inspiré par le message du général de Gaulin et de Georges Pumpidou, je suis, vous le savez, tout particulièrement attaché.

La réforme de la Caisse des dépôts et consignations, qui sera déposée evant la fin de la présente session, permettra de mieux distin-guer les différentes fonctions de cet établissement et d'adapter sa ges-tion à leur diversité. Elle sera sur-tout l'occasion de réaffirmer sa mission de financer le logement social, l'ai demandé à M. le ministre de l'économie de préparer rapi-dament ces deux projets de loi, comme celui relatif à la Banque de

B est évalement indispensable de prendre toutes les mesures permettant de développer l'épargne. Ne nous y trompons pas, si les taux d'intérêt sont trop élevés dans notre pays, ce n'est pas seulement en raison de la politique de nos partenaires, c'est eussi parce que l'Etat pèse trop sur les marchés financiers, en raison d'un endettement excessif, et parce qu'il opère des prélèvements trop lourds sur l'économie. C'est également parce que les Français n'investissent pas

secteurs productifs. Tout doit être mis en œuvre pour que l'épargne s'oriente vers les emplnis les plus

Garantir les solidarités essentielles à notre société

Après le raffermissement de l'Etat républicain, sprès l'assainissement de notre économie au service de l'emploi, la troisième grande orientation de notre action, mesdames et messieurs les députés, sera de garantir les solidarités essentielles à notre société.

Ces solidarités essentielles, il faut les entendre nu sens large: elles doivent s'appliquer à la pro-tection sociale, mais aussi au sys-tème éducatif et à la culture. Elles concernent également l'aménage-ment du territoire, le maintien de 'équilibre entre toutes les activités économiques, entre les réginns, entre les villes et leurs banlieues.

Dans le domaine social aussi, nous voulons instaurer un nouvel exemple français, L'ancien fut inngtemps remarquable par la continuité dans le progrès, par la solidarité assurée, par la promotion garantie à tous; il est aujourd'hui menacé par trop d'injustice, d'iné-galité, de précarité, de marginalité. Ces maux ébranlent la société francaise, en troublent l'équilibre, en compromnttent l'evenir. Il nnus ·fent, à la fois, préserver les solida-rités essentielles et en inventer les formes nouvelles que la situation de l'emploi rend indispensables. Il nous faut trouver les solutions

aux maux qui menacent de déchi-rer le tissu social de la nation. L'objectif ne peut être, pour un nouveau gouvernement, de définir n priori toutes les solutions permet-tant de surmonter toutes les difficultés. Là, comme ailleurs, il faut consulter, il fent discuter, il faut confronter les points de vue, il faut

A la fin du muis d'avril, les représentants des nrganisations syndicales et professinnnelles seront invités à participer à une conférence que je tiendrai avec les ministres responsables à l'hôtel Matignon. Cette conférence aura pour objet de dresser la liste des" problèmes sociaux que notre pays doit résondre à court et à moyen terme, d'établir le calendrier des études permettant de dégager les de ces études feront l'objet d'une nouvalle ennférence à la fin de l'été.

La société française ne sera pas réfirmée pnur préparer l'nvenir sans l'adhésion, la consultation, la coopération de tous. Quatre questions paraissent prio-

La première, la plus importante, celle qui conditionne aussi bien le progrès de notre économie que la justice, c'est la lutte contre le

Notre objectif, je crois indispen-sable d'y revenir, est d'établir, en liaison evec les nrganisations syndicales et professionnelles et, il faut le souhaiter, avec leur accord, les bases d'une ini quinquennale de iutte pour l'emploi dont le but sera de rechercher tous les mnyens de développer l'emploi, notamment en abaissant le coût du travail, en assouplissant les coatraintes pesant sur l'emploi, en développant la formetinn et l'apprentissage des jeunes, qui constituent à mes yeux une impérieuse prinrité. Cette réflexion duit aussi porter sur les moyens de rendre in traitement social du chômage plus efficace, afin que les chômeurs puissent être réinsérés plus rapidement dans le société active.

On entend souvent affirmer qui tout aurait été dit sur ce sujet essentiel, le plus grave de ceux aux-quels nous soyons confrontés; que toutes les méthodes ont été analysées, tous les systèmes proposés ; que personne ne détient la vraie et la complète réponse. Il ne s'agit pas de trouver une solution défini-tiva à un problème avec lequel nous devrons vivre sans donte de longues années encore. Il s'agit de faire en sorte que le chômage qui, ainsi que jn l'ai déjà dit, progres-sera inéluctablement cette année, soit stabilisé à la fin de 1993 et qu'une décrue puisse être, ensuite, amorcée. Si nous y parvenions, ce serait déjà un résultat appréciable. Notre ambition est de rompre evec ce cycle infernal nu le chômage entraîne l'alnurdissement des charges destinées à en soulager les effets, et où cet alnurdissement entraîne à son tour l'aggravation

Le deuxième objectif est de sauver nos régimes sociaux de la crise financière dans laquelle ils s'enfou-cent en raison de l'inaction des précédents gouvernements. Ma le évaluation exacte de l'ampleur des déficits socianx qui nnus e été cáchée ta commis ion ides comptes de la Sécurité sociale n'eyant pas

# L'effort et la réforme

par Michel Noblecourt

N se référant à une maxime de EN se référant à une maunt de Marc Aurèle - «l'obstacle est matière à actions, - Edouard B dur a bien défini le cadre difficile ns lequel il va devoir conduire sa politique économique et sociale : une crise économique, sociale et morale sur laquelle il s'est longuement appesanti; une cohabitation forcen délicate avec François Mitterrand; unn élection présidentielle déjà proche; une majorité puissante mais qui risque da sa montrer impatiente et qui recèle en son sein un nombre non négligeable d'adversaires de Meastricht. Malgré cet environnement à hauts risques, le premier re e affiché une détermination à châtir le nouvel exemple français» aussi celmement exposée que fermement orientée.

Distinguant l'action de redressement, jugée «urgente», des changements à mettre en œuvre sur la moyen et le long terme, Edouard Balladur a souligné que d'ici à la fin 1994, au vu des premiers résultats, les Français devaient avoir le senti-ment que l'économie se trouverait mieux orientés, la spirale du déclir enrayée. Mais c'est avant tout dans une perspective quinquennule qu'il s engagé sa politique, cinq années, «au moins», étant nécessaires pour redresser le pays. Une politique éco-nomique et sociale qui peut se résumer par deux mots : effort et

Sur l'effort - un mot qui revient continuellement, - les Français sont prévenus : il faudre du temps, de la patience, du travail et même des es ». Cette tonalité quas churchillienne a est appuyée sur une description très sombre de la situation économique - « plus grave qu'aucune de celles que [la France] a connues depuis une quarentaine d'années», – sans la moindre allusion à la bonne tenue des cfonde mentaux a finflation, commerce exté-Pierre Bérégovoy. L'état des lieux sera fait sans polémiques, mais les erreurs, l'impuissance, l'inaction ou les mauveis résultats de la «gestion rieure» ont étá sévèrement incriminés. La priorité absolue est donc bien de sonir de la «stagnation», de

rétablir la confiance et surtout de lutter contre le chômege. Là dessus, pas de chiffres, pas de solutions définitives mais un objectif aussi clair que difficile, avec la récession qui pointe, de stabiliser le chômege à la fin 1993 et d'amorcer ensuite une « décrue ».

L'effort, c'est aussi la confirmation d'un certain nombre de mesures déjà annoncées, avec un collectif budgétaire permettant d'économiser «au moins 20 milliards» pour les consecrer à des mesures prioritaires : un plan d'urgence pour faire redémarrer l'immobilier, un allégement des charges sur l'emploi des nersonnes rémunérées au SMIC, des aides eux perites et moyennes entre-prises. Parallèlement, le maintien de a parité entre le franc et le Deutschemerk et le renforcement du couple franco-ellemand sont présentées comme les conditions d'une balsse durable des taux d'intérêt. La Banque de France va accéder à l'autonomie, et les privatisations - den seules entreprises du secteur concurrentiel - seront engagées.

Un appel à l'effort qui n'est dénué à l'exception peut-être des plus démunis - ni de mise en garde aux chefs d'entreprise. Une augmenta-tion de la fiscalité indirecte (sans autre précision) alimentera un fonds pour rééquilibrer des régimes socieux largement déficitaires. Et les patrona sont invités à ne plus céde à la recherche d'une «productivité financière étroitement conçue», les réductions d'emplois devant être la dernière solution après que toutes les autres auront été explorées. Un peu comme l'aveit fait Jacques Chi-rac, le patronat a été placé devant ses responsabilités sociales.

A travers ce discours, c'est la volonté de réforme de l'auteur du Dictionnaire de la réforme qui domine. Edouard Balladur a esquissé ainsi les traits d'un capitalisme tranquille et populaire, d'un libéralisme prudent et social, se fixant l'ambition de redresser l'économie pour donne un socie solide au progrès sociel, à fait en 1981. Le chef du gouverne-ment n ainsi une prédiection pour

lee loie quinquennales : sur les finances publiques pour réduire le déficit budgétaire à un niveau infé-neur à 2,5 % du produit intérieur but d'ici à 1997, sur le lutte contre le chômage ou encore sur l'équilibre den régimes sociaux. L'effort de réforme devra être mené sur la durée, ce qui promet déjà à l'hôte de Matignon, qui n'aura pas comme Michel Rocard trois ans de croissance sans élections, une route pleine d'obstacles.

Gaulliste et pompidolien, Edouard Balladur a surtout innové dans sa volonté de bătir un nouveau modèle social. Il s ainsi trouvé des accents dignes de la «nouvelle société» de Jacques Chaban-Deimas en préconi-sent entre les entreprises et les saleriés «de nouvelles formes de contrat de progrès», qui, là aussi, restent à déterminer. Plus encore, dans le but d'améliorer le statut des saloriés, il a relancé fortement la participation, pour accompagner les privatisations, en plaident même pour une «particiion à la gestion des entrepris leur capital et à leurs profits». Une réforme qui risque d'être accueillie avec beaucoup da réserve, pour le moins, per le patronat.

Pour un Grenelle

à froid Le capitalisme populaire d'Edouard Balladur apparaît ainsi plus affirmé que dans le projet de l'Union pour la France (UPF). L'essentiel de ses propos se retrouve dens cette pisteforme, si chère à Valéry Giscard d'Estaing, mais toute la plate-forme ne se retrouve pes dans son discours. On n'y trouve plus de trace, per exemple, du «pacte pour l'em-ploi» avec les entreprises et les régions, ou des « nouvelles formes d'amplois à charges sociales et à contraintes allégées», très prisées par Alain Madelin. De même, Edouard Balladur e bien parié d'une loi sur l'autonomie de la Banque de France et non sur son indépendance. formule pourtant utilisée dans le pro-jet de l'UPF. Il »'est bien gardé aussi d'ennoncer une profonde réforme de la fiscalité française, afin d'atténuer nntamment la progressivité de

l'impôt sur le revenu. Autant de sujets sur lesquels les débats nisquent d'être animés au sein de la nouvelle mejorité...

Edouard Balladur est sinsi apparu camme un premier ministre doublé d'un super-ministre de l'économie et des affaires sociales. Sur le redressement économique camme sur la réforme sociale, il entend bien tenir les rênes et aller à son rythme. La méthode choisie lui vaudra peut-être de rencontrer quelques obstacles au sein de sa majorité, mais elle devrait être bien recue par lee partenaires sociaux. Les syndicalistes ne peuvent que se réjouir, en attendant le sage à l'acte, d'entendre un chef de gouvernement souligner qu' « il faut consulter, il faut discuter, il faut confronter les points de vue, il faut négocier». L'ancien participant des négociations de Grenelle de mal 1968 a ainsi convoqué, fin avril, une conférence à Matignon – un Grenelle à froid - pour dresser avec les syndicats et le patronat la liste des problèmes sociaux. Cette réhabilitation de la concer-

(Files

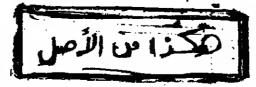
FREE LEVE

The state of

Marie Control

tation arrive d'autant mieux que nombre d'assurances sont données. La priorité est bel et bien à la lutte cantre la chômage. Les acquis socieux ne sont pas menacés dans leur ensemble, Edouard Balladur se montrant même désireux d'assurer une «cohésion sociale» si chère au président de la République. Enfin, et ce n'est pas une moindre innovation par rapport aux partisans de l'Etat minimum de la première cohabitation, l'Etat est reconnu dans son rôle de régulation sociale, « garant de l'ordre social et de la solidarité ». Déjà, au titre de ses missions, il affecters une partie du produit des privatisations – comme le souhai-teient Charles Pesqua et Philippe Séguin – à l'aménagement des banfieues et au développement du loge-ment social. Reste à savoir comment Il pourra exercer ce rôle dans une société souffrant de dislocation sociale et qui, à tout moment, si le crise et le chômage perdurent, peut être confrontée à une dangereuse explosion des comoratismes. Rudes obstacles en perspective.





rétablir l'équilibre. Pour cela, j'ai demandé que soit étudiée la créa-tion d'un fonds destiné à solder les comptes de la gestion précédente. Ce fonds serait alimenté par des recettes provenant d'une augmenta-tion de la fiscalité indirecte.

La conférence à lequelle je me propose de convier les organisapropose de convier les organisa-tions syndicales aura pour objectif d'étudier toutes les mesures per-mettant de parvenir à un équilibre durable des régimes de maladie, de vieillesse, d'assurance-chômage. Là aussi, notre but est d'établir une loi quinquennale, en accord avec les parteneires sociaux. A mes yeux les principes en sont clairs, mais il les principes en sont clairs, mais il fant vérifier qu'ils peuvent recevoir une large epprobation: séparation de le gestion de chaque risque, consolidation financière de chaque risque, grâce aux mesures qui viennent d'être évoquées, gestion de chaque risque par une plus grande participation des partenaires sociaux selon les principes du paritarisme vers lequel il faut tendre, la tutelle de l'Etat étant allégée.

Néanmoins, l'Etat doit ennserver une responsabilité essentielle, veiller à ce que, par une politique de facilité, on ne s'engage dans nn cycle de croissance enntinue des dépenses nécessitant une croissance continue des entisations. Votre assemblée, lors de l'examen de la lei cui surguessance continue des entisations. loi quinquennale, sura l'occasion de décider s'il y e lieu pour le Parlement de se prononcer à échéance régulière sur les conditions dans fesquelles cette nécessaire discipline est respectée.

Le troisième objectif de la réforme sociale, c'est l'amélioration du statut des salariés. Il s'agit de développer davantage la participa-tion à la gestion des entreprises, à leur capital et à leurs profits ; il s'agit de supprimer les entraves eu développement de l'intéressement instituées lors de le précédente législature ; il s'agit de tendre à l'sugmentation du salaire direct grâce en transfert progressif de la ebarge des cotisations familiales des entreprises vers l'Etat, ce qui permettrait également de dévelop-per les retraites complémentaires.

Les familles, sur la solidité des-quelles repose l'avenir de la nation, ont rien à redouter de la réforme du financement des cotisations familiales. Son objectif n'est nullement de fragiliser la politique familiale, mais au enntraire de la conforter. Une loi-cadre garantira de façon incontestable le maintien des moyens de financement de la politique de la famille. Cent-ci ne pourront: passion être setirés. contrairement à ce qui-s'est déjà produit dans le passé.

Le quatrième objet de la réforme sociale sera de résondre les situations nouvelles de précarité et de dépendance que font apparaître l'évolution de la société et l'allougement de la durée de la vie. Je oux perso âgées dépendantes. Les moyens de leur assurer une vieillesse digue doivent être trouvés. Js pense aux handicapés. Je pense aux sans-abri. Je pense eussi aux victimes des grandes épidémies modernes, en tout premier lieu le sida, contre lequel il faut lutter par une politique de prévention menée sans relache. Je compte demander à une personnalité scientifique de haut niveau de faire le point sur l'état de la recherche et les moyens de l'améliorer.

> . Donner une vie nouvelle à notre système d'éducation

Créer un nouvel exemple francais de société, c'est aussi donner une vie nouvelle à notre système d'éducation, à l'image de ce que fut l'œuvre de Jules Ferry il y n nn siècle, et travailler à une démocratisation véritable de l'accès à la

France républicaine, fondée sur l'égalité, la gratuité des études, le mérite. Or l'évolution démographique, le perfectionnement des techniques, les excès de l'unifor-mité et de la centralisation, la crisc économique, les difficultés de l'in-tégration l'ont mis à mal.

Je tiens à rendrs hommage en corps enseignant, à son dévoue-ment, à la façon dont il se consacre à la tâche éminente qui est la sienne. Il s'agit de l'associer à la grande action de modernisation qui est indispensable et qu'il eppelle lui-même de ses vœux.

Cette action, quels en seraient les principes ? Il ne s'agit pas de tout bouleverser. Il s'agit de faire évoluer progressivement notre sys-tème d'enseignement pour le ren-dre plus juste, plus efficace, plus démocratique.

Les établissements pourraient être rendus plus autonomes et les pouvoirs dévolus à leurs conseils pour l'organisation des études pourraient être renforcés.

Ces conseils d'établissement devraient faire nne place plus grande eux représentants des enl-lectivités territoriales, des entreprises et des associations.

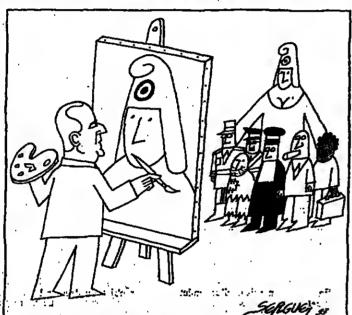
Soyons clairs. L'Etat doit conserver la responsabilité de l'enseigne-ment, qui est l'une de ses missions essentielles. L'Etat doit coordonner notre système d'enseignement, en

destinée y aient vraiment accès. Ce que nous voulons, pour reprendre une phrase d'André Malraux, c'est e donner à chacun les clès du trèsor... » Je souhaite, en particulier, que les enseignements artistiques, promus par le gouvernement de M. Jacques Chirac et à la demande expresse de celui-ci, soient dévelop-pés, que la promotion du livre soit assurce, que la politique de défense du patrimoine soit réaffirmée et que les activités culturelles soient mieux réparties sur tont le territoire de la France. C'est ainsi que pourra être soutenu de facon plus efficace le rayonnement culturel de notre pays à l'étranger.

> Nous ne saurions nous résigner à une agriculture française affaiblie

M. le ministre de la culture et de la francophonie s'y emploiera en lisison evec M. le ministre de ls eommunication, nuquel je demande de veiller à ce que les chaînes de radio et de télévision publiques remplissent complète-ment leurs missions de service

Les responsables des choînes publiques seront invités à proposer des mesures à cet effet.



fixer les principes, en définir les programmes, en vérifier les diplômes. Il doit surtout veiller à ce que la solidarité entre les collectivités empêche la naissance d'un enseignement à deux vitesses, l'un dans les régions les moins pourvues, l'autre dans les régions qui le sont le plus. Il doit également garder ses attributions en matière de recrutement, de formation et de rémnnération des maîtres et des enseignants.

Ouant au développement de la formation professionnelle, de la formation en alternance et de l'apprentissage, j'ai déjà indiqué que e'était l'un des moyens essentiels de lutter contre le ebômsge, notamment contre le chômage des jeunes. Notre objectif sera de doubler rapidement le nombre des jeunes en formation dans l'entreprisc, grace à un crédit d'impôt eccorde eux entreprises beauconn plus targement qu'il ne l'est eujour-

Il faut sppeler celles-ci à prendre davantage conscience que l'un de lcurs devoirs essentiels, afin d'assurer le progrès et l'emploi, est de participer plus activement à la formation des jennes, et en particulier de ceux qui ont quirté l'enseigne-

ment et sont sans emploi. Dans le domeine de la culture, l'accès du plus grand nombre aux choses de l'esprit et à la connaissance doit être fevorisé. La fréquentation des cinémas einsi que quentation des cinemas einsi que le temps consacré à la lecture n'ont cessé de diminuer depuis une dizaine d'années. Il feut certes aider la création, mais il faut également que ceux auxquels elle est

Créer nu nouvel exemple francais de société, c'est garantir un développement équilibre de toutes les scrivités économiques, en évitant de multiplier les exclusions. Cela vent dire garantir une place éminente à notre agriculture, comme à l'aménsgement de l'es-pace dans notre pays. La France souffre des conditions dans lesquelles a été menée la négociation sur la réforme de la politique agricole commune. Elle redoute que ses dispositions ne soient enenre aggravées par les discussions actuelles sur le GATT. Il me paralt essentiel d'assurer, dans des conditions équitables, solides, durables, l'svenir de l'agriculture française, pour des raisons qui sont à la fois morales, netionales, culturelles, économiques et politiques. Il n'y e pas tellement de domaines dans lesquels la France soit le deuxième exportateur du monde. Elle l'est exportateur du monde. Elle l'est dans le domaine agricole, elle doit le demeurer. Nous ne sanrions nous résigner à une agriculture française effaiblie, ehacan doit bien le comprendre. Nous ne saurions accepter l'inacceptable, et nons entendons pourvoir compter sur la solidarité de nos partenaires.

Pour ce qui est de le politique agricole emmune, nous devrons ebsolument obtenir d'eux qu'elle ne fasse pas l'objet d'une applica-tion tetillonne et complexe. Nous devous faire en sorte que la préfé rence enmmunautaire soit reaffirmée. Nous devons demander pour nos agriculteurs les compensations égitimes et nécessaires.

Soyons-en conscients, on ne per ependent tout ettendre de Bruxelles. Il est nécessaire que des mesures nationales soient prises pour que l'entreprise agrienle dis-pose des moyens indispensables à assurer sa rentabilité. Il faudra en tirer les conséquences sur les plans fiscal, social et financier.

En ce qui concerne les négocia-tions du GATT, je confirme que nous demandons une discussion non seulement sur l'agriculture, mais aussi sur les autres dossiers non réglés. Nous n'acceptons pas un système de négociation étape après étape, qui conduit les pays européens à offit un front dispersé et ne permet pas d'invoir une vue d'ensemble sur ce qui se passe dans le monde. Notre agriculture n'est pas seule en cause mais, de fscon plus générale, e'est notre sctivité économique tout entiere

qui est concernée. Nos entreprises industricles et commerciales, comme nos parte-naires, doivent en être conscientes. L'avenir de l'économie européenne, et donc de l'emploi, est en jeu. Les

intérêts de tous sont liés, tous doi-vent définir et proposer an reste du monde des règles de concurrence internationale qui ne fassent pas la part trop belle aux pays les moins soucieux de justice sociale.

Pour assurer l'avenir de l'agriculture, l'ensemble des organisations professionnelles - je les ei déjà reques nuant bler - seront invitées à l'hôtel Matignon des le début du mois de mai, afin de débattre des mesures à prendre et des positions à défendre. Nous verrons avec elles s'il y a lieu de préparer une loi quinquennale sur l'avenir de l'agri-culture et de l'espace rural.

l'ai également reçu des représen-tants du mande de la pêche, dont nul n'ignore qu'il connaît de graves difficultés dues à l'appauvrissement des ressources naturelles, à la concurrence et à des engagements pris imprudemment dans le passé. M. le ministre de l'agriculture et de la pêche est chargé d'étudier toutes les mesures de nature à amélinrer la situation de cette profession.

Une politique vigoureuse et volontaire d'aménagement du ter-ritoire est indispensable. C'est une préoccupation commune à M. le ministre d'Etat et à moi-même, c'est celle de tout le gouvernement. Elle est la garantie d'une plus grande justice. Elle est nécessaire à le colinate de la colonie de l la solidarité nationale. Elle consti-tue une responsabilité éminente de

Naus devons parvenir à un meil-leur partage des ressources entre collectivités pauvres et collectivités riches, grâce à l'affirmation du rôle de l'Etat comme organisateur de la solidarité nationale et répartiteur des moyens financiers, dans le res-pect des principes de la décentralisation, qu'il nous appartient de faire mieux vivre. Partout où c'est nécessaire, notre territoire devra être doté d'équipements et d'infras-tructures indispensables, su profit de toutes les régions, celles-ci devant être plus étroitement associées à la préparetion des déci-

A cet effet, j'ai décidé, sur la proposition de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, et de M. le ministre de l'agriculture et de la peche, que serait suspendue, jusqu'à nouvel ordre, toute suppres-sion de services publics en zonc administrations de l'Etal que les entreprises publiques.

entreprises publiques.

Le rôle de l'Etat dans le maintien de la cobésión de la nation
tout entière a également d'autres
aspects. Je veux évoquer ici la
situation de nos départements et
territoires d'outre-mer, qui tiennent une place particulière dans notre nation et qui lui donnent une dimension et un rayonnement mondial. Cet ettachement renou-velé à la France d'outre-mer doit se manifester, dans le respect de l'ordre public et de l'État de droit, par la priorité donnée au développement économique et social. Les problèmes de la ville et des

banlicues constituent dans notre psys, comme dans toutes les nations qui connaissent une forte progression de leur urbanisation, un problème majeur. De brusques poussées de violence témoignent d'une crise aux causes multiples où tout se mêle et s'additionne de façon explosive : la surpopulation, un habitat inadapté et dégradé, la eoexistence de communautés aux traditions différentes, l'échec scolaire, le chômage, l'insécurité. Cer-teins quertiers en France sont devenus des zones de non-droit. Les problèmes étant eussi divers, les solutions ne peuvent être que multiples. Elles rendent indispensable une enordination interministérielle active. Il faut aménager des banlieues trop souvent inbumaines, en modernisant l'bubitat et en développant le logement social, grace notamment à l'affectation d'une partie des ressources de la privatisation. Il faut rétablir le securité. Il faut mener une politique sénéreuse et visoureuse d'intégration. La société doit mieux accueillir une jeunesse en désarroi, en lui offrant un avenir par une formation adaptée. Il faut réintégrer les banliques déshéritées dans la emmunauté nationale afin que chacun puisse donner un seus à sa vie et croire en l'avenir.

M= le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, en liaison evec tous les autres départements ministériels concernés, et notamment avec M. la ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, prendra en charge ce dossier difficile. Ici comme ailleurs, il n'appartient ni à l'Etat seul, ni aux collectivités locales seules, ni à l'initiative privée seule, d'atteindre ces objectifs. Les efforts de tous doivent être concertés, sous l'égide de l'Etat.

Lire la suite page 8

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements: 46-62-74-43

### Plan d'urgence pour le bâtiment

Comme promis, la premier ministra a placé la relance du bâtiment an têta dea priorités de son programme. Il e tracé les grandes lignes d'un eplan d'urgence pour le redémarraga rapide du marché immobilier ». faisant uppel à trois leviars : Des allégements fiscaux pour l'accession à la propriété», « une relance da l'investissement locatifs, « des prêts bonifiés pour le logement social».

«Une partie» des ressources des privatisations sera consa-crée à emte relance, e encore précisé Edouard Balladur. Dernier point concernant le logement, notamment les HLM : la

réforme promisa de la Caisse des dépôts donners « l'occasion de résffirmer sa mission da financer le logement social ».

On retrouve done bien les grandas lignas des pistes étudiées pour le bâtiment (le Monds du 9 avril), notammant un accroissement du nombre de prêts aidés à la propriété (dont la coût unitaire est da 50 000 france at non 5 000 comme nous l'evons indiqué par erreur), sinni qu'un coup de pouce fiscal pour les accedante et des masuree pour lee bail-

### Cinq ans pour rétablir les finances publiques

Comme il l'avait fait en 1987 lorsqu'il était ministre de l'économie et des finances, Edouard Balladur vient d'annoncer que le gouvernement présenterait prochainement un plan de rétablissament prograssif des équilibres budgétaires et eociaux. Il prendra la forme d'un projet de loi d'orientation sur les finances publiquee fixant les objectifs à arteindre eur eing ens, en matière de dépenses, de prélèvsments, da déficit budgétaire at d'endettement. Etalé sur cinq ans (su lieu de trois ans quand M. Balladur était rue de Rivoli), ce plan devra ramenar d'ici à 1997 à moins de 2,5 % du proda l'ansemble des administrations publiques.

Les mnnexes du 1rni1é de Maastricht prévoient que pour participer à l'UEM (Union économique et monétaire) en 1997, le déficit annuel des administrations publiques ne davra pae dépasser 3 %. En 1993, ca déficit risque d'atteindre 4,5 % ou 5 %.

Un calandrier de réduction des déficits budgétaires annuels sera probeblemant fixé, calendrier qui comportera également des chiffres da progression ennuelle maximale de la dépense publique einsi qu'un échéancier de réduction da la duit intérieur brut (PIB) le déficit pression fiscale.

### Services publics: on ne ferme plus!

En décidant la suspension jusqu'à nouvel ordre de toute fermeture de services publics en zone rurale, le chef du gouver-nement prend una mesure qui présente deux avantages immé-diats : elle n'a quasiment aucun coût budgétaire et elle revit les élus locsux, notamment les 32 000 meires da communes da moins de 2 000 habitanta. Ce faisant, Edouard Balladur n'innova pas. Il cheusse les bottes d'un autre premier ministre... Edith Cresson gul, la 28 novembre 1991, avait pris exactement les mêmes dispositions, valebles sept mole, la temps pour las préfats da 25 départements (y empris ceux de Corse et d'outre-mer) considérés comma les plue a fragiles » d'éleborer avec les

élus locaux des schémas dépar-

tementaux d'organisation des services publics. Le moratoire ennoncé par M. Balladur concerne aussi bien les buraeux de poete, les écoles, les perceptions, que les agences de France Télécom ou les lignen SNCF. Depuie plusieurs années, les responsables de ces administrations ou organismes publics om engagé une politique de rastructuration, redéploiement ou regroupement, au nom da la modernité et d'une meilleura efficacité à moindre coût, qui se traduit en fait per den fermetures de batiments et guichets. On ssit bien que la suppreselon d'una classe primaire, d'un centre des impôts ou d'une figne d'autocar dans une petite ville provoque d'autres fermetures en chaîne et accélère la spirals de la désertification des campagnes.

Le programme lencé pur M= Cresson e connu des fortunes diverses, car, si certaines administrations ont joué le jeu, d'eutres (l'éducation nationale) svaient demandé des dérogations. Mais dans la Haute-Loire, les Alpes de Haute-Provence ou la Haute-Seône notamment, les schémes départementaux ont donné des résultats eppréciables. Parmi les exemples significatife on citera eussi : l'ection d'EDF-GOF dens le Cantal, le « guichet unique social » de Guillestre (Hautes-Alpes), le Posta au servica des personnes âgées en Aveyron.

L'obsession da vouloir maintanir à tout prix dans tous les villages les mêmes services que dana des zones urbsines de forte densité est aussi absurde qua les décisions technocrati-

ques de regroupement ou de fueion des bureaux dès que le seuil démographique est franchi. Ce qui compte, à l'heure des déplacements automobilas plus faciles, c'est bien davantaga la recherche de la qualité opéradonnelle du réseau des services (publics ou privés) à la population, l'efficacité de l'orgenisation aur la tarrain et le polyvalence des administrations

Edousrd Belledur a eussi placé, evec reison, l'eménagede la solidarité entra enllectivi tée locales richea et régions pauvres. Mele, là encore, le gouvernement n'arrive pae en terrain vierge. Depuis deux ans, plusieurs lois ont été votées malgré la réticence voire l'oppoeition de perlementeires das régions dites favorisées comme l'Ile-de-Frence..., fortement représentée dans l'équipa ministérielle actuelle - qui vont dans

La loi du 13 mai 1991 permet de prélever sur la dotation glohele da fonctionnament (DGF varsée per l'Etat à quistorze départements riches une enveloppe (280 millions) redistribués à vingt-cinq départements pau-vras. Ce même texta crée le dotation de solidarité urbaina (1 millierd) pour les villes de plue de 10 000 habitants aux prises avec des problèmes dans leurs bantieues. Un fonds de soliderité, eu sein de la région parisienne, permat aussi des péréquations entre communes francitiennes (500 millione). Enfin. en vartu da le loi du 6 février 1992 sur l'organisation territoriale de la République, un fonds de correction des déséquilibres régionaux, allmenté par des contributions de troie régione riches (lla-de-France Rhone-Alpes at Alsace) bénéficie à une dizaine de régione défavorisées. Dernier dispositif ds redistribution: le dotation départementale rurale, pour les petits chefs-lieux de centon et les groupements de communes, alimentée par le Fonds national de compensation de la taxe pro-

L'Etat e verné, en 1992, 245,24 milliards da francs eux collectivités locales. Le gouvernemant et le Parlement disposent d'una grande latitude pour modifier, s'ils le veulent, lea critères et las modas de répartition de ceste importanta

FRANÇOIS GROSRICHARD

Control of the contro

1. 3. Ma E

2 12

1000

10 to 10 to 10 to

The Special Property of the

The second section of the sect

. . TW 5.

1. 10-735

. The second second second

. . . . .

- 10 American -

 $p = (\mathbf{x}_1 - \mathbf{x}_2 + \mathbf{x}^{\mathbf{x}_1})$ 

Le modèle français d'éducation fut un grand modèle. Il n bâti la PROFESSEUR DES ECOLES l'école primaire recrute 2380 enseignants dans les Académies de Criteil et Versailles

Renseignez-vous!

INSCRIPTIONS AU CONCOURS JUSQU'AU 30.04.93

Académie de Créteil

Tel: 43 39 39 18

Academie de Versailles Tel: 30 83 47 77

### **Prudence** sur le chômage

propositions pour lutter contre e chômage, Edouard Balladur a fait preuve de prudence. S'il est toujoura question d'elléger les charges sociales pour diminuer le coût du travail, la mesure anviesgéa sa limitarait à un abaissement «permanent» pour les satariés au niveau du SMIC, ou eun peu dessus». Sens que le premier ministre ne l'eit dit formellement, il aat pussibla que la disposition technique soit pracha de ce qua Bamard Brunhen préconisait dana son rapport pour la préparation du XI Plan. A sevoir, une franchise sur les premiere 1 000 F qui devrait favoriser l'embauche des moins qualifiés. Cette suggestion, déjà ancienne, avait fini par requeillir l'assentiment d'à peu près toutes les parties pendant le campagna élactorale, laa divergences portant seule sur les modalités.

En égrenant le liste da ses

Tel qu'il a été ennoncé, la projet paraît prendre sea disncea avec le plate-forma da l'UPF qui laissait supposer un ellègement de portée plus générale. Il e'éloigne en tout état de ceuae da l'Idéa, un mament caresséa, y compris par des proches de M, Balledur, qui consistait en une exonération totale de charges pour tout nouveau recrutemant, et ce, pen-

dant troiu ans. Critiquée par l'UDF notamment, et vigoureusement contestée, tant par Philippe Séguin que par Martina Aubry, toua deux anciens ministres du travall, cette formule présentait l'inconvénient d'être dispendieuse. Mécaniquement, elle omensit aussi à financar, sans discernoment, les moin dres mouvements de personne au sein d'une entreprise.

Plus eleirement encore, M. Balladur e tourné le dos à ces vieilles lunes que sont la remise en cause du SMIC, l'instauration d'un SMIC-jeunes et la baisse du coût du travail global, souvent revendiquées dans certains milieux politiques ou patronaux. En mettant l'accent sur le poids des charges socialee, et en dénonçant leur « cycle infernal», il e choisi son camp. Pour autant, la tâche ne nara paa aisée et, le premier ministre l'a reconnu, les améliorations du marché de l'emploi ne peuvent pas dunner lieu à un cobjectif chiffré». Compte tenu de le situation, promettre le stabilité du chômage pour la fin de l'ennéa, pule la « décrue » pour 1994, relève déjà du pari audacieux. Même ei le croissanca, souhaitée et attendua, revient.

ALAIN LEBAUBE

### Apurement progressif des déficits sociaux

Compte tenu de leur ampleur, l'apurement des déficits sociaux (sécurité sociale et essurancechômaga) sera progressif et prendra sppui sur le fiscalité indirecte plutôt que sur une hausse des cotisations ou de la contribution sociala généralisée (CSG). Pour bien marquer que la et du régima général de le «Sécu» est la conséquence de «l'inaction des précédents gouvernement », Edouard Balladur va constituer un a fonds destiné à solder, pour partie au moins, les comptes». Fin 1992, le déficit cumulé de la Sécurité sociale atteignait 40 milliards de francs alors que celui de l'UNEDIC était estimé à 15 milliorde. Or, depuis le début de l'ennée, le ation a'est encore dégradée et il faudre trouver rapidement dee mayans conséquents permettant d'empêcher la cessation da palement de l'essurance-chômage - en mai-juin si rien n'ast fait - et noulagar la trésorerie du régime général dont la découvert a, certains

joura, plnngé à 50 milliards

en mers. Pour y parvenir, le premier ministre aura le choix entre un relèvement de la TVA (un point supplémentaire rapporte-rait 30 milliards de francs), une hausse de la taxe intérieure aur les prix pétroliers ou un relèvement des tarifs du tabac ou de

l'alcool. Catte première étape franchie, M. Belladur compte se pencher sur une réforme des régimes sociaux. Mais il a'avence très prudemment : les deux conférences prévues sur ce thème avec les portenaires sociaux (fin evril et à la fin de l'été) risquent d'aboutir à une réédition des « états généraux » da 1987. Enfin, le premier ministre a confirmé son intention de fisceliaar prograaaivament las prestations familialaa, ca gul parmettrait de développer des « retraites complémentaires ». Celles-ci devraient fonctionner sur la modèla des fonda de pension. Mais M. Balladur a soigneusement omis de prononcer le terme de « capitalisation ».

**JEAN-MICHEL NORMAND** 

### Les essais nucléaires en question

Edouard Balladur n'a pas seulemant promis de présenter au Parlament, l'année prochaina, une nouvelle programmating sire qui sera explicitéa, au besoin, per un Livre blanc sur la défense, dont le dernier en date remonte à plus de vingt ans. Le premier ministre a surtout évoqué, sans pluu da détails, la volonté da son gouvemement de tout faire pour garantir le modemisation da la capacité reucidaira française.

Le propos est d'importance. Car, pour les militaires comme pour les technicians de la dissussion, il ne peut y evoir da modernisation sans reprise da ses assaia nucléairen par la France et. surtout, sans expérimentation dnna un premlar temps - pour en évaluer et en valider le concept - de la têta qui doit équiper les futurs mis-niles M-45 destinés aux sousmarins stratégiques. Ce missile, qui aera ermé de têtas qui aera erine de tetas nucléaires TN-75 plus légères, plus furtives, st capables d'une portée accrua par rapport aux têtes TN-71 actuelles, doit être prêt en 1995 et être embarqué sur les sous-marins du type le Triomphant.

Or, pour l'instant, la France, à l'instar des États-Unia et de la Russie, observe un moratoire de ses essais, décrété par François Mitterrand, chef des armées, jusqu'an juillet au moinu. Au-delà, la situation internationale pourrait ne pes favoriser las ambitions de M. Balladur, mais aller plutôt dens le nens d'une limitation dan axpériences nuclésires dans le monde, voire laur interdiction totale après 1996. D'une part, des bruits parsistants font état d'un accord de principe -- et secret --sur cette perspective, entre Bill Clinton et Boris Eltaine, à Vancouver. D'autre part, on n'attend, lora de le renégociation, en 1995, du traité de non-prolifération qu'une large majorité des cent cinquante pays signataires réclament, en échange d'un angagement à rennace eux armes nucléaires, un arrêt définitif de leurs essais per les

JACQUES ISNARD

Suite de la page 7

l'en viens, mesdames et messieurs les Députés, à la quatrième orientation de notre action : mieux assurer la place de la France er Europe et dans le monde.

La France n'est pas seule, elle ne dait pas être seule. Elle n'y a ni vocatina ni intérêt. Depuis un demi-siècle, elle s'est donné une mission: participer pleinement aux progrès de la construction euro-

Thut l'équilibre du continent a été bouleversé par l'effondrement soviétique et l'unification de l'Allemagne. Le grand marché est entré en vigueur le le janvier 1993. Le traité de l'Union européenne a été ratifié par dix de ses signataires, dont la France. Maintenant, il faut

Par une singulière ironie de l'bis-toire, aussitôt les difficultés se sont abattues sur l'Europe. Sa cohésion semble menacée comme si les Douze, après s'être fixé à euxmêmes une grande ambitinn, étaient repris par leurs vieilles habitudes de division et d'antago-

Il eppartient à la France de lutter contre cette évolutinn destruc-trice. C'est à elle de proclamer une volonté de coopération européenne efficace et active ; il faut à la fois maintenir la capacité d'action et la puissance de notre nation, et faire en sorte que l'Europe s'affirme face an mnnde afin qu'ella paraisse pour tous non pas un risque, mais un moyen supplémentaire de crois-sance et de force économique, une garantie supplémentaire d'influence et de solidité.

Cette politique européenne réa-liste, inspirée de l'idée qu'il n'y a pas d'antagonisme entre les intérêts de la nation et les intérêts d'une construction européenne respectueuse de la natinn, sera mise en œuvre en liaison avec vous. Il sera donné vie aux dispositions qui ont été votées par le Parlement français au printemps de 1992 et qui prévnient que les textes émanant de la Communauté sont soumis à un contrôle plus strict du législeteor français. Des propositions vous seroot faites afio que les Assemblées soient en mesure d'assurer ce contrôle régulier et lodis-

J'y veilleral personnellement. Vous tieodrez sans donte également à vous interroger sur le mode de scrutin pour l'élection en Parlement européen, afin de rapprocher

davantage les citoyens des élus. Les objectifs de la politique dir le dialogue avec tous nos parte-naires curopéens, au premier rang desquels l'Allemagne et la Grande-Bretagne; revivifier les politiques communes actuellement en déshérence, notamment dans le domaine industriel : limiter les dérapages budgétaires et soumettre l'activité trop bureaucratique de la Commis-sion à un contrôle plus strict afin que la Communauté participe, elle i, au grand effort de restauration des équilibres financiers engagé par tous les pays européens. Un dernier abjectif, mais non le moindre, est de renfarcer le système monétaire curopéen, dû à l'initiative du président Giscard d'Estaing et qui est fondé sur l'idée que le dévelopement harmonieux des échanges est lié à lu stabilité

L'affaiblissement de ce système ouvrirait la vnie eu flottement généralisé des mnnnaies euro-péennes et assombrirait toutes les perspectives de croissance et d'emperspectives de crossance et d'em-plni. On ne peut vnuloir que se constitue un grand espace européen et ne pas prendre toutes les mesures nécessaires ponr que les échanges n'y soient pas perturbés par des variations monétaires erra-

Dans le même temps, nnns devnns, sans relache, uppeler nos partenaires à nne cohésion militaire et politique plus forte, qoi permette à l'Europe d'exister face au reste du monde.

Nous devous rendre conscients tous nos partenaires européens de l'enjen vital que constituent pour tous la stabilité politique et le pro-grès économique des pays d'Europe centrale et orientale, et tout spécia-lement de la Russie.

Il nous incombe de préparer l'acmeil des pays d'Europe centrale et nrientale nu sein de la Commu-nauté. Ils doivent, pour commen-cer, y être associés politiquement en attendant que leur réforme leur permette un jour d'y être associés

De façon plus générale, nous ne pouvans pas nous accommoder égoïstement des déséquilibres qui existent dans de numbreus régions éprouvées par des conflits ethniques, religieux ou nationaux, et qui remettent en cause des fron-tières pulitiques. Sur untre vieux continent, unus savans qu'une frontière n'est jamais totalement naturelle nu sens des géographes. La sagesse élémentaires unus conseille de n'y point toucher. Lorsque la stabilité de la moitié

de continent est en canse, c'est

également la nôtre qui est mena-

Il nous faut étudier sans tarder les mesures propres à rétablir. l'équilibre et à aider ces pays, dans leur transition tellement difficile vers la liberté économique et la

Finalement, il s'agit pour l'Europe des Douze de se ressaisir, de donner moins de place aux divi-sions et aux désaccords, de prendre une conscience plus claire de ce qui nnus rapproche et de nos intérêts communs.

L'ordre des décennies passées est mort, ne le regrettons pas. Mais le monde, pas plus que l'Europe, n'a encore trouvé un nouvel équilibre. Les déchirements de l'Europe centrale et orientale, notamment en Ynugoslavie, en sont la cruelle manifestation.

Quelle meilleure justification trouver à une politique visant à renforcer la France, à la doter de moyens économiques plus grands et de moyens militaires mieux adaptés, à développer la coopération européenne?

L'affirmation de notre politique de défense reste donc primordiale. La valonté de la France doit se fauder sur l'analyse des nouvelles données de la situation. Quels sont les dangers auxquels nous devons faire face? Avec quels alliés et dans quelles eirconstances? An sein de quelles organisations, et sein de queles organisarines, et avec quels moyens classiques or nucléaires? Grâce à quelle coopéra-tion militaire, technique et indus-trielle avec nos partenaires?

Certes, nous vaulans dans ce domaine que le France, avec un outil militaire rénové, soit le force vive d'une véritable entité euro-péenne de défense, établie en liai-son étroite avec nos amis et alliés américains. Mais à partir de là, il reste beaucoup de questinns aux-quelles il nnus faut apporter des réponses l.Ce sera la tâche de l'an-née qui vient,

Réunir une conférence internationale pour stabiliser la situation de l'Europe

Afin d'y parvenir sera organisée, en liaison evec toutes les autorités de l'Etat, une réflexion sur ces questinns doot les résultats vous seront soumis eu printemps pro-chain. Notre objectif, a M. le mioistre d'Etat, ministre de la défense, et à moi-même, est d'éta-blir un Livre blane analysant'la situatioo oouvelle-dans laquelle nons cous trouvons, les menace potentielles et les moyens pour ootre pays d'assurer soo indépendance et sa survie en toute circonstance. Nous ne devons pas prendre le risque de nous trouver à l'avenir dans des situations où nos armées oe disposeraient pas de tous les moyens oécessaires pour assurer les missions que le pouvoir politique leur assigne partnut où c'est utile dans le moode. C'est sur la base des conclusions de ce Livre blanc que M. le ministre d'Etat élaborera une loi de programmation militaire qoi sera votée ou printemps de 1994. J'indique d'ores et déjà, que quelles que soient les difficultés nous ferons tout pour garantir la pérennité de notre capacité nucléaire et de sa moderoisatina. Notre statut de membre permanent dn Conseil de sécurité des Nations unies nous y aidera.

Mais la politique étrangère de la France ne se réduit ni à sa politique européeane oi à sa politique de défense. Elle doit avoir une nutre ampleur, une visinn mondiale. Nous devons réaffirmer no responsabilités particulières vis-àvis de l'Afrique, dans le domaine tant culturel qu'écocomique, eu mnment où ce continent traverse une crise très profonde et souffre de ces plaies terribles que sont le épidémies, les guerres et les femines. Notre solidarité doit être sans faille, mais exigeante. Li comme ailleurs, nous appelons de tous nos yœux un développement au service de l'homme et de sa

Il n'y nura pas de paix assurée dans le monde uussi longtemps que les déséquilibres économiques, monétaires et fiooociers subsiste ront. Ce sont eux qui empêchent toute cohérence dans le développe-ment des nutions les plus an nvance. Ce sont eux qui menacent la stabilité et le progrès. Ce sont eux, surtout, qui appauvrissent tou-jours duvantage les peuples pau-

La France doit, en la matière, s'assigner una missinn : œnvrei pour développer un système mon-dial de commerce et d'échanges finndé sur l'égalité des responsabilités, l'égalité des droits, le respect de tous les intérêts légitimes.

Par ailleurs, qui ne voit, et je années, que depuis vinet ans lu destruction du système me international a perturbé les échanges, déclenché l'inflatinn,

puis, anjourd'aui, une sorte de récession, creusé les déficits finan-ciers, augmenté les taux d'intérêt et accru le chômage dans des proportions om deviennent insupporta-bles. Aneun développement nrdonné du monde n'est possible sans une nrganisatinn monétaire stable et permettant la croissance. Afin d'y parvenir, le Gouvernement fera des propositions à nos partenaires. Mais il est bien évident que ces propositions seront aurons su préalablement remettre de l'ordre dans le système moné-

taire européen. Tout au cours de l'histoire qui a vu si fréquemment les peuples de l'Europe s'affronter les uns aux eutres, de grandes conférences internationales ont eu pour objectif de ramener la paix, l'ardre et l'équilibre. Ce fut le cas en 1815, après les guerres napoléoniennes lors du Congrès de Vienne, en 1919-1920 après la première guerre mondiale par les traités de Versailles, de Trianon et de Sèvres, ce fut le cas en 1945 lors de ln conférence de Yalta.

il me semblerait souhaitable, comme l'idée en a été émise, que se réunisse une conférence internationale ayant pour objectif de stabiliser le situxtinn de l'Europe et d'y instituer l'équilibre. Cette Conférence pourrait être préparée dans le cadre da l'union eurnpéenne, et ses conclusious ensuite soumises à la cooférence pour la sécurité et la coopération en Europe. En Europe en effet, la paix et le prospérité doivent incomber premier lieu à le Communauté; la France doit jouer un rôle essen-tiel dans la préparation de cet équilibre oonyeau dont bénéficierait tout notre continent.

Celui-ci s'inscrit naturellement dans une société internationale où, conformément à nos vœux, le rôle des Nations unies s'est considérablement accru ces dernières années. Il revient à la France, qui o'e pas ménagé soo sontien à l'ONU, de veiller scrupuleusement à préserver le crédit de cette organisation et son autorité, garants de son effica-

Ainsi s'ouvre pour la France une période oouvelle, de travail, d'ef-fact, d'imagination et de volonté.

Le programme que je viens de vous décrire et dont je vous demande d'approuver les principes est suffisamment important pour amené à demander à Monsieur le Président de la République de faire en sorte que vous puissiez l'exami-ner à loisir.

Il marque une rupture avec la précédente gestion, et c'est bien la valonté du peuple français. Il a pour ambition de mieux préparer la France à son avenir.

Mesdames et messieors les Députés, nnus ne devons cultiver aucun pessimisme, aucun esprit de renoncement. Dans un grand nombre de damaines, les résultats de notre actioo peuvent apparaître rapidement, la sécurité être améliorée, l'apprentissage développé, la justice rendue plus indépendante, le chômage arrêté dans sa progression, la spirale de l'endettement et des déficits stoppée, la baisse des taux d'intérêt rendue effective, la confiance revenir. Ces résultats notre pays les eppréciera, je l'espère, d'ici nn an.

Certaioes mesures auront des effets plus progressifs, mais je suis sûr qu'ils commenceront à se faire sentir des l'année prochaine.

Pour l'ensemble de ces réformes, nos concitoyens doivent avoir le sentiment que, même si tous les résultats ne sont pas encore obte-nus d'ici à la fin de l'année 1994, notre pays est engagé sur la bonne vnie, que le renouveau est en marche, que l'horizon s'éclaire. Les Français savent bien que tout n'est pas possible à la finis, que tnut n'est pas possible tout de suite. Ils sont prêts à l'effort, au travail et à le patience, dès lors que le chemin est tracé clairement, dès lors qu'ils peuvent constater que notre pays progresse. Le moment venu, ils nnus confirmeront leur confiance, j'en suis convaincu.

A ces nombreuses réformes, il fant associer toutes les femmes et tous les bommes, à quelque parti, à quelque tendance qu'ils appartiennent. Il ne s'agit pas de gouverner pour une catégorie sociale contre une autre, pour certaines réginns contre d'autres, pour certains intérêts contre d'autres. Il s'agit de rassembler, e'est l'exemple et le message que nous a laissés le général de Gaulle, le plus grand nombre possible de Français au service de l'actinn de redressement, sans esprit partisan, avec tolérance et compréhension. Je demeurerai toujours ouvert à toutes les consulta-tions indispensables. Le rassemblement de tous les Français est notre béritage commun, que nous ne devons ni déchirer ni menacer.

C'est à un grand effort de redressemeot, de rassemblement et de tolérance que le gouvernement vons convie. En application de l'article 49, premier alinéa, de la Constitution, j'engage la responsabilité de mon gouvernement sur la présente déclaration de politique générale, que je demande à l'Assemblée nationale de bien vouloir

Vous me permettrez, mesdames et messieurs les Députés, de terminer par une oote plus person-

Durant la plus grande partie de ma vie, j'ai servi l'Etat, notamment aux côtés du présiden! Georges Pompidou, ce grand Français dont je tiens à saluer la mémoire et dont je m'honore d'avoir été le collaborateur. Ce fut pour mni une période féconde et benreuse, à laquelle le destin assigna un terme trop brutal. Bieo des années après j'entral dans la vie publique, sous les auspices et à la demande de Jacques Chirac, auquel m'attachent depuis si longtemps les liens d'une indéfectible amitié; grâce à sa compétence et à son courage, soo gouvernement ent, entre 1986 et Frace; graca à son soutien constant, je pus moi-même m'acquitter de la mission qu'il m'avait confiée.

vous, responsable cette fois du gouvernement, sollicitant votre confiance et votre appui pour une actinn de redressement et de réforme qui coocerne le plupart des domaines de la vie nationale.

Mon engagement dans eette action est total. Seul son succès m'importe. Je m'y dévonerai exclusivement. Je sais que vous ne mesurerez pas votre soutieo au gouvernement, qui a besoin de votre confiance pour accomplir sa lourde tâche.

Z Z

. .

1.2

Ce sera difficile? A coup sûr. Périlleux ? Peut-être. Indispensa-

Ayons conscience de nntre respoosabilité devant la France. devant les Français, tous les Francais, quelles que soient leurs oninions. Convainquons-les que nous saurons comprendre leurs attentes, que nous voulons les rassembler dans le respect de leurs différentes convictions. C'est l'ensemble du peuple français que unus devnus servir, dans sa diversité, mais dans son amour commun poor la patrie.

Mesdames, messieurs les Députés, une page de la longue histoire de notre pays est tnurnée. Una nntre est ouverte ; elle est encore blanche, c'est à nous d'y écrire les premiers mnts. N'ayons pas peur da risque. Ensemble, anus alions bâtir le nouvel exemple français.

### GATT: urgent d'attendre

La France n'entend pan se laisser imposer une politique du c saucissonnage > nu seln du GATT. Pas question de négocier des accordn uéparés sur l'agriculture, les services..., Car ce serait risquer de na voir imposer par les 'Américains autent de défaites successives. Telle était grosso modo la position du gouvernement de Pierre Bérégovoy. C'ast égalamant lle adoptée per Edouard Balledur. La France, a-t-il rappelé devant les députés, demande una discussion non seulement sur l'agriculture male aussi sur les autres dossiers non régiéu. «Nous n'acceptons pas un sys-tème de négociations étape par

étape qui conduit les pays euro-

péens à offrir un ordre dispersé at ne permat pas d'avoir une vue d'ensemble sur ce qui se passe dans le monde », a ajouté le premier ministre.

Continuité donc sur fond de bianveillence communautaire : au enurs du conseil européer qui u'est tenu en début da semaine à Luxembourg, le gouvernement français a obtenu un délai pour « remettre à plat » la dossier du GATT. Du côté européen comme du côté américain. le conclusion des négociations na constituait plus la prinrité des printitéu. En dépit du contentieux, le commerce mon-dial continue d'ailleurs à se



# GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Les interventions des porte-parole des groupes

# Le RPR assortira son soutien d'« une vigilance active et parfois même critique »

Après la déclaration de M. Balladnr, les présidents des quatre groupes de l'Assemblée uationale sont intervenus. Bernard Pons, au nom du RPR, a expliqué que son groape accardait toute sa « confiunce» au gouvernemeat. « En huit jours, a-t-il souligné, vous avez donné à l'action gouvernementale l'impalsion que la France attendait et en huit jours les Fran-çais éprouvent déjà le sentiment que la France est enfin gouvernée. » e La France, a ajouté M. Pons, las-tée des heurs discourse des la secondaire. e La France, a ajouté M. Pons, las-sée des beaux discours, angoissée et impatiente, elle attend des résultats. La France du chômage, la France des exclus, la France qui souffre attend beaucoup de vous (...). Elle attend que vous preniez les déci-sions les plus difficiles et que vous engagiez les réformes nécessaires pour restaurer l'autorité de l'Etat, nour restaurer hu neutralité de pour restaurer lu neutralité de l'Etat, pour restaurer l'efficacité de l'Etat.»

88 p.

1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1

1

 $\sigma_{i}: \mathcal{M}^{\bullet} \cong \mathfrak{g}_{i}$ 

- 1 - 1874

\* : . . . . . . . . . . . .

A 40 74 7

... An ... 10 Det ...

100

A ... \* 5 \*

. . .

--

. . . .

500

4712

Tu is

M. Pons a précisé que e cette majorité impressionnante ne sera pas inerte», ajoutant : e Notre soutien ne vous fera jumuis défaut, mais il ne sera jamais aveugle (...) Souffrez donc que notre soutien loyal soit assorti d'une vigilance cette de parties et de la sera partie de la ser active et parfois même critique. (...) Si je m'emplole à définir ainsi les rapports du gouvernement et de sa majorité, c'est sans doute parce que nous nous trouvors dans une situa-tion inédite, L'opposition existe et elle vura tout le loisir de s'expri-mer. Muis lu majorité, par son ampleur, devra aussi constituer en permanence une force de réflexion, une force de propositions, un relais d'opinion dont le gouvernement ne pourra que profiter. Vous n'aurez à redouter de notre part ni surenchère ni démagogie. Nous demandons que soit mis en œuvre le projet sur la base duquel nous avons été élus, et pour l'exécution de ce contrat nous voulons être un aiguillon: »

. Charles Milloe (UDFC) :

Charles Millon, au uom de l'UDFC. Mais rarement aussi, a-t-il ajouté, e la France u traversé une ajouté, e la France u traverse une crise d'une telle ampleur». Le président du groupe UDFC n'en à pas moins jugé que « la situation du gouvernement est exceptionnelle ». « Vous avez une légitimité démocratique incontestable, car vous avez ane majorité introuvable au Sénat, dans les régions, les départements », a affirmé M. Millon.

Pour autaat, e une mojorité introavable crée des droits et des devoirs », notamment ceux de e res pecter scrupuleusement les minori-tés» et de c faire preuve de mesure et de tolérance». M. Millon a pouret de tolérance ». M. Millon a pour-suivi : e Notre soutien sera d'autant plus exigeant qu'il ne s'agit pas seu-lement de redressement économique et social du pays mais (...) de notre conception de la démocratie (...), de notre conception de l'Etat républi-cain (...), de notre conception de la nation une et Indivisible (...), et de notre conception de l'Europe, une Europe communuutaire, une Europe généreuse, ouverte au monde vers les pays de l'Est et l'Afrique, une Europe forte de nos valeurs et copable de les fuire rayonner», a-t-il souligné.

« Notre soutien sero d'autant phis exigeant, u ajouté le député de l'Ain, que, si nous échouons, ce sera la désespérance, la porte ouverte à toutes aventures, à tous les extrémismes ». «Lu jeunesse de lu France a froid du chômage et des affaires, a-t-il conclu, elle attend de vous, de nous, des raisons d'espèrer. Vous pouvez les lui offrir.»

• Martin Malvy (PS) : e une opposition responsable ». - Troisième orateur inscrit, Martin Malvy, président du groupe socialiste, a affirmé : « Notre représentation dans cette Assemblée et votre majorité écrasante ne reflètent pas exactement la réalité politique du « soutien exigent »). « La période exactement la réalité politique du que nous vivons-est cruciale, Rare pays, Il vous faudre en tentr

in and management obsides

majorité n'a eue depuis des décen-nies (...). Muts si certains cher-chaient à utiliser ce déséquilibre au sein de la représentation nationale pour tenir un monologue domina-teur, pour nier les vertus du débat et de la transparence, pour chercher à étouffer notre voix, ce débat s'ef-facerait et pourrait ressurgir all-leurs, dans l'affrontement désas-treux des intérêt catégoriels.»

« De notre côté, nous serons une

opposition responsable. Nous nous opposition responsable. Nous nous apposerons aux projets qui nous paraîtront néfastes pour le pays. Nous ne pratiquerons pas l'obstruction systématique, les attaques persannelles qui ont tant abimé l'image du Parlement », a-t-il poursuivi. Parmi les priorités sur lesquelles les socialistes exerceront leur evigilance », M. Malvy e cité al'auyre accomplie en faveur d'un «l'auvre accomplie en faveur d'un Etat moderne et déconcentré » et remplissant e son rôle d'impulsion industrielle dans des domaines stratégiques », la e cohésion du terri-toire national et les solidarités entre les territoires », la e réconciliation entre police et sociélé » sachant se mettre à l'abri d'aun mauvais penchant sécuritaire», la maîtrise de e l'immigration irrégulière pour favoriser l'intégration de nos hôtes en situatation régulière», dans le e strict respect des droits de l'homme », une Europe qui serait un «espace de coopération » et non e une zone supplémentaire de libreėchange».

Evoquant enfin la future politique économique et sociale du gou-vernement, M. Malvy a précisé que les socialistes e*s opposeroni* » à toutes les mesures qui eiront à l'encontre de lu cohésion sociale.»

 Alain Bocquet (PC) : lea
 volontés du CNPF». – Dernier orateur inscrit, le nouvean prési-dent du groupe communiste, Alam Bocqaet (Nord), est vivement applaudi par les députés de la droite lorsqu'il affirme, à l'adresse

majorité détient une représentation hégémonique, elle le doit moins à un soutien des électeurs à votre projet politique qu'à un rejet de la poli-tique du gouvernement précédent.» «Ce n'est pas une palitique de gauche que les Français ont rejetée, l'échec vient au contraire de lui avoir taurné le das», précise M. Boeqaet. L'existeace d'un groupe communiste empêche le nouveau gouvernement de croire que taut lui est permis, explique encore le député du Nord. Toutefois, celui-ci se dit « Inquiet », car le programme de l'UPF « répond aux volontés du CNPF et de lu haute finance [et] s'inscrit pleine-ment dans l'objectif d'intégration européenne définie par le traité de

Maastricht ». Comme gage de bonne valoaté, Alain Bocquet rappelle cependant que equand la droite était au pouvoir, elle avait foit deux bonnes lois, celle de 1970 contre le racisme, celle de 1973 sur la motionalité», et que e les communistes les avaient votées». Mais devant la perspective d'une réforme du code de la nationalité, qui ue pourrait qu' e uiguiser » la divisioa, le député communiste lance cet appel solennel ou premier ministre : e Ne donnez pas de gages uux inor-chands de haine.»

Dans une brève réponse oux différents intervenants, M. Balladur u uotamment indiqué à l'attention des deux présidents des groupes UDFC et RPR : e Je n'ai jamais demandé l'inconditionnolité à qui que ce soit. Je souhaite donc que vous n'hésitiez pas à le dire si certaines choses ne vous sutisfont pas». «Aujourd'hui commence une nériode de travail intense, a conclu le premier ministre après evoir pris connaissance des résultats du scrutia. Nous allons nous mettre au tra-vail et il y en a beaucoup.

tendre vers el Etat impartial » dexpression forgée par Raymond Barre), bref la restauration d'une idéologie du service public ne peu-vent que susciter l'adhésion. Mais aussi la métiance, car Edonard Balladur appartient à une famille politique qui sera certainement tentée de recoont nettement pris le pas sur les déci- loniser un Etat dont elle e tant

#### Une continuité française

contraire, sinon dans une exemplarité, du moins dans une continuité française, forgée en effet à la Libération, relancée par de Gaulle, préservée et à certains égards modernisée par la droite giscardienne comme par la gauche et que le terme d'économie sociale de marché recouvre finalement assez bien. Avant mesuré la réalité des menaces qui pèsent en France sur le lien social, i entend manifestement consacres avec Simone Veil, l'essentiel de son effort à tenter de le renouer. En cela, sa démarche mérite d'être accompa

de protection sociale, le devenir des villes), donner l'impression que l'on agit, engager de vastes consultations, mais sans perturber le corps social, donc en renvoyant à plus tard les

société qui ne manque pas d'attrait.

De même, Edouard Balladur devra-t-il déployer toute son habileté dont oa a vu qu'il a'était pas dépourvu - pour préserver une vision de la société qui u'est pas, comme il a cru devoir le dire, en erupture» evec celle de ses prédécesseurs, mais qui se situe au

Il est désormais convenu de situer Edouard Balladur dans le droit-fil de son père politique, Georges Pompi-dou. Mais le modèle Balladur a'est pas la restauration du pompidolisme; pour une simple raison : Georges Pompidou assumant le conservatisme. Celui des siens comme celui de la société elle-même, au point d'ailleurs de briser l'expérience de la «nouvelle société». Edouard Balladur esquive, contourne le conservatisme foncier de sa famille politique.

Celui-ci trouve certes sa part dans le durcissement annoncé des condi-tions d'accès à la nationalité francaise, dans l'accent mis sur la sécu-rité, comme dans le fait que l'intégration ne soit abordée qu'à travers ses difficultés, et non présentée comme un objectif national. Mais, à la tête d'un gouvernement qui met en avant ceux qui auraient du être au premier rang de l'e ouverture » ratée du printemps 1988, et qui affiche ses priorités sociales, dans un contexte où la gauche est impuissante parce que défaillante, Edouard Belladur a toute chance d'être, s'il se garde de ses amis, l'homme capable de perpétuer en France la démarché d'un progrès raisonnable.

JEAN-MARIE COLOMBANI

#### L'analyse du scrutin

L'Assemblée a adopté par 457 voix contre 81 et 2 abstentions la déclaration de politique générale du premier ministre Edouard Balladur. La majorité requise était de 270 - voix.

Ont voté pour :

- 244 RPR sur 258. - 200 UDF sur 215.

- 13 non-inscrits sur 24 : Thérèse Aillaud (Bouches-du-Rhône), Jean-Louis Borleo (Nord), Alain Ferry (Bas-Rhin), Pierre Gascher Ferry (Bas-Rhin), Pierre Gascher (Sarthe), Jacques Le Nay (Morbi-han), Jean-Cleude Lenoir (Orne), Aleia Madalle (Aade), Philippe Martiu (Marne), Miehel Noir (Rhône), Jeau Royer (ladre-et-Loire), Frantz Taittinger (Hauts-de-Scine), Christiane Taubira-Delannou (Guyane), Audré Thica Ah Koon (Réunion).

Out voté coutre :

- 54 PS sur 57. - 23 PC sur 23 4 aon-inscrits sur 24: Gilbert Baumet (Gard), Bernard Charles (Lot), Gérard Saumade (Hérault) et Emile Zuccarelli (Haute-Corse). Se sout abstenus:

- 2 non-inscrits sur 24 : Alfred Muller (Bas-Rhin) et Aloyse Warhouver (Moselle).

N'ont pas participé au scrutin : - 14 RPR sur 244 : les 12 ministres con encore remplacés (Edouard Balladur, Michèle Alliot-Marie, Michel Barnier, Alaia Carignon, Fraccois Fillon, Miehel Giraud, Alaiu Juppe, Lneette Michaux-Chevry, Dominique Per-ben, Michel Roussin, Nicolas Sarkozy, Jacques Toubon), Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, et Jean Juventin (Poly-nésie française).

- 15 UDF sur 215: 13 ministres noa eneore remplacés (Edmaad Alphandéry, François Bayrou, Bernard Bosson, Hervé de Charette, Pascal Clément, Philippe Douste-Blazy, Alain Lamassoure, François Léotard, Gérard Longuet, Alain Madelin, Pierre Méhaignerie, Philippe Mestre, Audré Rossinot), Jean-Pierre Pierre-Bloch (Paris) et Ladislas Poniatowski (Eure).

- 5 non-inscrits sur 24 : Régis Fauchoit (Nord), Jean-Pierre Sors-son (Yonue), Beruard Tapie (Bouches-du-Rhône), Jean Urbeniak (Pas-de-Calais) et Paul Verges (Réunion).

- 3 PS sur 54 : Gilbert Annette (Réunion), Michel Berson (Essonne), Didier Mathus (Saoneet-Loire).

#### Dans les couloirs de l'Assemblée

### «Il fédère vraiment toute la majorité»

La houle u soulevé les corps, englouti les trevées et balayé les ultimes rétieunces. L'eupace d'un vivat, on e cru que l'hémicycle tout entier vacillait d'ivresse, mais l'onde e'est brisée tout eu fond, à l'extrême gauche, sur un roc de rescapés ombrageux. Cee laissés-pourcompte de l'euphorie majori-taire som restéu rivée à leure bancs, raidis dans leur quant-à-soi. Edouard Balladur venait da rassembler les feuillets de ses notes et de quitter la tribune.

Cette rentrée parlementaire, c'est d'abord un effet de musse, un choe physique devant les rangs compacts de l'ermada mejoritaire, c.Je me suis senti petit gurçon en eulottes courtes devant les rouleaux de Lacenau-Plage », confesse le socieliste Jean-Pierre Chevènement (PS, Terri-toire-de-Belfort). e Quand ils se sont levés, j'ei vraiment eu l'impression d'une déferiente», renchérit son camarada de courent Georges Sarre (PS, Parie) malgré e l'entrelhement » minonitaire des séances du Conseil

A droite, eaule les grande anciene, ceux qui connurent la grende marée de juin 1968, ont gardé souvenance de telles Chambres Introuveblee. Lee plus jeunes, eux, se sont plutôt aguerris dans une culture d'opposition, e A mes débuts, eu conseil municipal de Marseille, nous étions six élus RPR es UDF sur quatre-vingts, assure Jean-Frençois Mettéi (UDFC, Bouchee-du-Rhône). Awourd'hui, la vision de ce dernier carré socialiste à l'Assemblée est vraiment impressionnante.» Le epectacle de Laurent Fabius (PS, Seine-Me*n*time) et Henri Emmanuelli (PS, Landes), chas-sés de leur capiton préféré par l'UDF et condamnés à se tassar aux confine de l'enclave communiste, tele de meuvais élèves envoyée eu piquet, laisse en effet pentois. Certains députés de le mejorité s'en réjouissent bruyemment, tel Alain Mersaud (RPR, Heute-Vienne), qui ne voit là que «la volonté extraordinaire de changement imposée par le peuple eies. D'eutres sont plus eneline à la compassion. « Quand on les voit confinés dans leur coin, concède Patrick Devedien (RPR. Heuts-de-Seine), on se dit qu'il faut veiller à ce qu'ils aient le possibllité de s'exprimer. C'est un devoir. > Cheriteblee intentions...

#### «La loi d'airain de la gestion»

Ce tour du propriétaire e done parmie à la majorité de sentir, toucher, humer evec gourmandise sa toute fraîche fortune électorele, mais pourquoi nier que le tout nouveau locataire de l'hôtel Matignon u ajouté à son bonheur? Les clauses du contrat, qu'il e égrenées, l'ont revie. Avec son mélange d'assurance professorale et de courtoisie bourgeoise, Edouard Beliedur e eu en dire eesez, maie pae trop, afin de contenter les durs sans inquiéter les modérés, e Jusqu'à présent, les discours de politique générale relevaient plutôt du catalogue gêné, mais, evec Balladur, on u eu un discours magletrel », estime Xavier Deniau (RPR, Loiret), qui regrette, toutefois, que le pre-mier ministre n'elt pas évoqué... le salaire maternel. Ceux qui t'étalent egacés de la tona-lité centro-européenne du gou-vernement y trouve*n*t même leur compte. e Balladur u tou-ché toutes les sensibilités de la majorité», se félleite Alein Griotterey (UDFC, Vel-de-

Lee centristes na cont pas moins sensibles à cet œcuménisme. ell fédère vraiment toute la majorité, se réjoult

Bemerd Boeson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme. On pouvait penser qu'avec les fruetrationa causées per la distribution des postes, certains seraient tentés de jouer à la marge et que le vote de confiance ne serait pas aussi large. ». cRien nu m'e choque, renchérit Jean-Jacquea Hyest (UDFC, Seine-et-Marne), même aur les aujers où je crains toujours qu'il y nit une dérive à droita.»

Pierre Gascher, député non inscrit, qui s'était mis en congé du RPR en 1985 parca qu'il désapprouvait les déclerations va-t-en guerra de l'état-major chiraquien sur le dossier calé donien, ne cache pas sa satisfection : e C'est un discours de rassemblement, dans la droite ligne du geultisme tel que je l'aime. » Patrick Devedjien se frotte, lui nusni, les meins. e C'ent un discours de centre droit, plus modéré que ne l'est l'Assemblée », estime-t-il, Pour un peu, quelques électrons libreu de la Chambre suecomberaient au charme balladurien, Ainei Petrick Devedjien repporte-t-il avec délectation les évolutions de Jean-Pierre Soisson (non inecrit, Yonne). «En commission des finances, il e siégé avec la droite et il e voté ostensiblement pour Jucques Barrot, effirme-t-il. Les socialistes en étaient outrés. »

#### Des « éléments de continuité»

L'ancien ministre de Plerra Bérégovoy se défend de jouer les transfuges. «J'appartiens à l'opposition l'» clame-t-il, mais il ejoute, aussitôt, que dans le diecours d'Edouard Balladur, « les élements de continuité sont plus nombreux que les éléments de rupture ». Il en tice la conclusion que ela gerde doscendente ne doit pas gêner la garde montante». Sans eller, évidemment, jusqu'à une telle indulgence, les socialietes ne trouvent pas, dans le long discours du premier ministre, de quoi e'offuequer et prendre l'opinion à témoin,

Deux-Sèvres) juge cette intervention « senu joie et sens espérance». Bien sûr, Jeen-Pierre Chevènement, éternelle Caseendre, souligne que le gouvernement est e prisonnier de la logique de Maastricht». Renvoyant dos à dos Edouard Balladur et Pierre Bérégovoy, il assure finement qu' eun ton eonvenu succède à un ton conforme, et une politique libérale-sociale succède à une poli-tique sociale-libérale ».

Laurent Febiue, lui, est plus prudent. S'arrachant un instant aux querelles socialistes, il préfère constater ela facture très elesique » du propou d'Edouard Balladur, auguel il ne peut reprocher que des einsuffisances » et des eambiguités ». eOn ne [lui] fere pas un procès d'intention, on jugere nux actes», note-t-ll sobrement. e S'ils réussisent lè où on e échoué, on le reconnettre volontiere », udmet, beeu joueur, son ami Claude Bertolone (PS, Seine-Saint-Denie). II prendrait presque un air paternel en voyant e'installer cee novices à l'ailure empressée, le cœur encore gonflé des résolutions de campagne. c.J'al envie de leur dire : étudiez bien l'histoire, il y u toujours un décalage entre l'euphorie des pre-miers jours et l'instant où l'on commence à sentir la loi d'airain de la gestion», énonce-t-il. La roue tourne : voilà les socialistes, hommes d'expérience. prêts à dispensar à l'opposition des leçons de sagessa. Ca qui ne les empêche nullement, bien sûr, de leisser le déreisan miner leurs rangs. FRÉDÉRIC BOBIN

et GILLES PARIS

□ Le Sénat votera le 15 avril . - d'Edouard Balladur, qui a'e pas été Charles Pasqua, ministre de l'inté- suivie d'un vote. Le premier minisrieur et de l'aménagement du terri-toire et ancien président du groupe devant le Sénat, une outre déclara-RPR du Sénat, u lu, jeudi 8 avril tion de politique générale, sur au palais du Luxembourg, la décla-laquelle il sollientera un vote de ration de politique générale confiance.

# Le modèle Balladur

Suite de la première page S'y ajoute le fair que, dans les domaines qu'il a définis comme relevant d'une action immédiate, susceptible de porter ses fruits «d'ici un un », le premier ministre s'est contente d'« assurer », comme co dit en langage sportif, avec des mesures prévues. On pouvait penser en effet qu'en attendant des jours meilleurs, et pour accréditer l'idée, sinon d'une erupture», du moins d'un change-ment, Edouard Balladur engagerait sans tarder la réforme du code de la nationalité, promettrait de rendre la justice plus « indépendante », s'atta-querait aux défieits publics et au niveau trop élevé des taux d'iatérêt. Tout comme étaient tenus pour acquis la relance du secteur du bâtiment et celle des aides aux PME, le nouveau statut de la Banque de

Toutes ces données, comme ces annonces inévitables, expliquent sans doute que la démarche d'Edouard Bailadur paraisse à ce stade moins mobilisatrice que ne le fut, en soa temps, celle de Jacques Chaban-Del-mas. D'autant que le premier minis-tre a choisi de procéder par petites touches, là où l'eo espérait un coup de foaet général. Fortement contraint, il est vrai, par l'ampleur du déficit budgétaire dont il hérite, il a manifestement préféré faciliter cer-taines évolutions, «créer les conditions des, plutôt que de chercher à imposer et à avancer sabre au clair.

France et le coup de pouce à l'ap-

#### L'objectif présidentiel de Jacques Chirac

Edouard Balladur pătir également d'une contradiction dans laquelle il s'est lui-même placé: en continuaut d'affirmer que la situatico du pays n'a jamais été sussi grave, que la France doit faire un effort compara-ble à celui qui fut le sien à la Libéra-tion, non seulement il laisse dubitatif, car son propos parnit quelque peu car son propos paraît quelque peu exagéré, mais surtout il erée une attente : celle d'un bouleversement qu'il ne peut ni ne veut satisfaire. Il décrète aiasi l'urgence et – hormis quelques mesures immédiates - rien ne pareit urgent. L'essentiel est an contraire renvoyé à plus tard, à une multitude de lois quinquennales qu'il

Edouard Balladur décrit leur situation, cette fois sans exagération : elle est grave. Mais qu'annonce-t-il? Principalement une méthode, la concerta tion. Face aux deux thèses en présence - d'une part ceux qui pensent que l'état de grâce dont bénéficie le gouvernement permet des mesures brutales de redressement, que tout le monde comprendra, et, d'autre part, ceux pour qui il faut éviter de brus-quer l'opinion et de ficiner la relance économique par un surcroît de prélè-

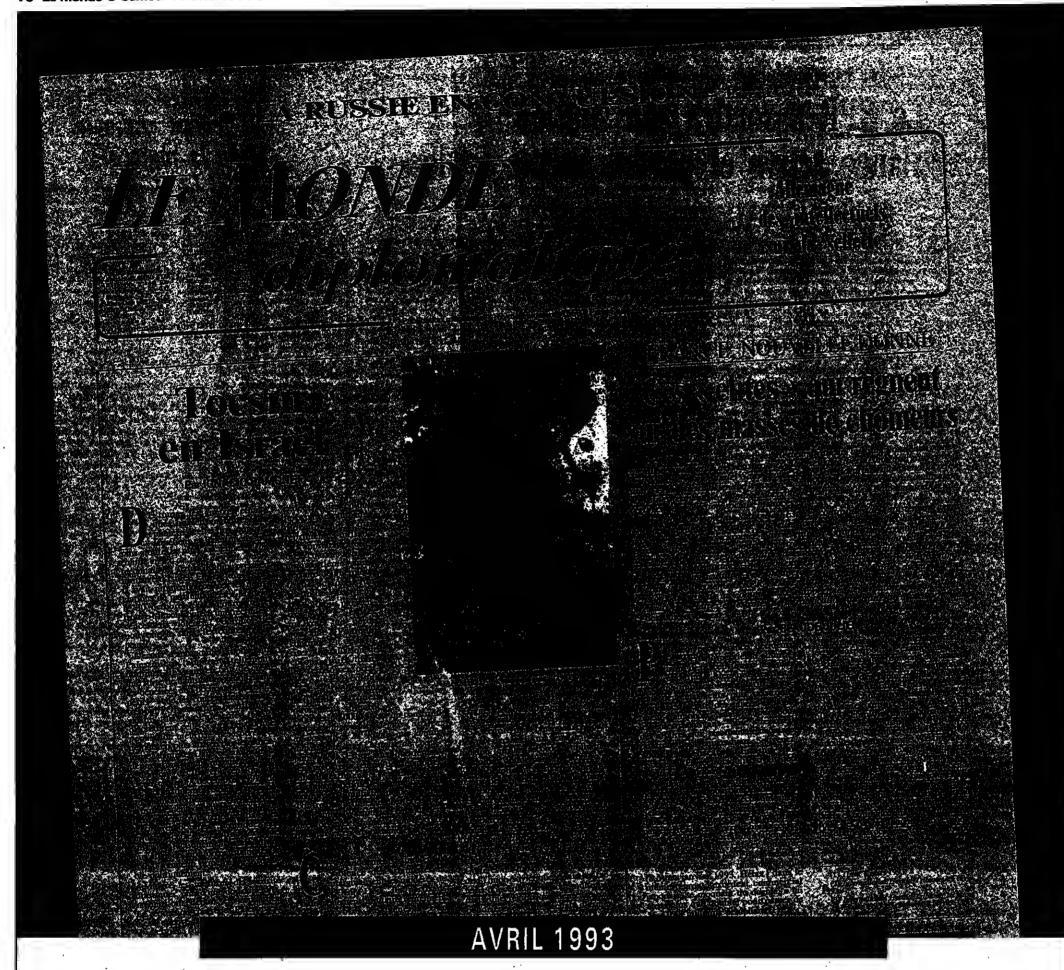
vements - tout se passe comme si le premier ministre s'abstenait de choisir; tout se passe comme si la concertation annoncée tous azimuts était là pour combier l'absence de décisions, pour permettre plus simplement au gouvernement d'attendre, fort de pétitions de principe consensuelles, la campagne et l'échéance présidentielles en même temps qu'une reprise économique dont on sait qa'elle dépend de l'Allemagne et des Etats-

Il ne s'agit pas de prétendre que le premier ministre répugne à décider. Mais sa mission est essentiellement politique : il lui faut mettre le facteur posinque: il ini fair metire e l'acceur temps au service de l'objectif prési-dentiel de Jacques Chirac, dans une conjoncture qui rend la combinaison de l'un et de l'autre difficile. D'où l'idée qu'il vant mieux, dans certains grands domaines (l'emploi, la grave question de la productivité et de la place du travail dans la société, la réflexico sur l'ensemble du système

décisions et les efforts. Les grands choix ne sont donc pas encore clairement définis. Des «sacri-fices» sont annoncés, mais il faudra attendre pour savoir lesquels, et sur-tout sur qui ils peseront. Pourtant, les orientations exposées permettent déjà de tracer les contours, sinon d'un nouvel «exemple français», du moins d'un modèle balladurien de

Au premier rang de celui-ci prend place une déontologie de l'Etat qu'il est urgent, en effet, de restaurer. La constante référence à l'Etat républis'agina de préparet.

Car dans ce discours par ailleurs clair, complet et solide, les déclarations d'intentions et les procédures constante reference à i chai republicain et à ses exigences, la dénonciation des effets déplorables de la politisation de la heure fonction publique, l'affirmation que l'on doit



# LA DROITE FRANÇAISE S'APPRÊTE A RELANCER LA PRIVATISATION

par Danièle Gervais et Serge Halimi. Au nom de l'urgence financière et d'un credo idéologique

### LE GATT C'EST «L'AMÉRIQUE D'ABORD»

par Marie-France Toinet. L'Europe désarçonnée par le nouveau protectionnisme de Washington

### L'EUROPE EST-ELLE L'AVENIR DE L'EST?

par Marie Lavigne. Le désenchantement d'une coopération limitée

### **DIFFICILES TRANSITIONS EN AFRIQUE**

par Donald B. Cruise O'Brien et Gérard Prunier. Du Sénégal au Rwanda en passant par l'Erythrée

### POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU VIETNAM

par Nguyen Duc Nhuan. Terrains de golf ou respect des aspirations populaires?

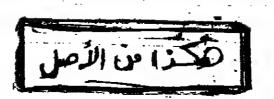
### LES BIDONVILLES DE LIMA OU LA RAGE DE VIVRE

par Carmen Bader et Jean-Michel Rodrigo. Entre libéralisme et maoïsme.

### **UNE AUTRE RÉVOLUTION VERTE POUR 2020**

par Alain Vidal-Naquet. Garantir la sécurité alimentaire, nourrir les villes.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F



# **ETRANGER**

### La guerre en Bosnie-Herzégovine

### Une semaine sera nécessaire pour déployer le dispositif d'exclusion aérienne

L'OTAN e décide, jeudi 8 avril à Bruxelles, de commencer lundi 12 avril, à 12 heures GMT. l'opération visant à faire respecter une zone d'exclusion aérienne au-dessus da la Bosnia-Harzegovine. Une semaine sera nécessaire pour déployer le dispositif.

PALE

egnent

lomeurs

A many common for the second of the second o

/ATISATION

والله في المالية

de la companya de la

and the state of

Soixante-dix avions sont attendus pour mener à bien la mission qui consiste principalement à inter-dire le ciel bosniaque aux avions et aux hélicoptères serbes à l'exception des vols que les Nations unies classeroat à l'avance comme humanitaires. On recense quelque 500 intrusions illégales depuis octobre 1992, date de la première résolu-tion da Conseil de sécurité, qui a instauré cette interdiction.

Des avions américains, nécriaudais et français ont été requis (le Monde dn 8 avril). Certains sont déjà à pied d'œuvre sur leurs bases d'accueil en Italie, voire à bord des porte-avions qui croisent depuis plusieurs jours en Adriatique, camme le Theodore-Roosevelt américain et le Clemenceau français. Mais, à l'exception de ses avions radars AWACS-Sentry, qui scrutent le ciel, de ses appareils de trans-

historique

Suite de la première page

à cette décision.

Ils avaient voté, vendredi

2 avril, contre le chancelier Kohl

et les ministres chrétiens-démo-

crates au cours de la réunion de

cabinet consacrée à ce dossier et

La Constitution allemande pie

voit à la fois que la Bundeswehr

ne peur the utilisée que pour tes

tâches de stricte défense, mais

que l'Etat peut cependant s'inté-

grer à un système de sécurité col-

lectif pour le maintien de la paix.

Tant qu'il s'agissait d'assumer sa

place dans le dispositif défensif

de l'Alliance atlantique face à

l'URSS aur le continent euro-

Allemagne: une décision

port C-130 Hercules, qui achemi-aent la logistique, et des Harrier embarqués sur son porte-avions Ark-Royal, la Grande Bretagne a est contentée à ce jour de mettre ses avions Tornado F-3 à la disposi-tion de l'OTAN sans, pour autant, participer au déploiement initial.

En effet, le géaéral américain John Sbalikashvili, qui est le «patron» militaire de l'Alliance atlantique, semble uvoir, pour le moment, écarté de son dispositif moment, écarté de son dispositif les six Tornado, en provenance de Leeming (Yorksbire), que le Royaume-Uni a prévu de fournir. « Cette décision n'est pas une surprise», écrit le quotidien The Independent du jeudi 8 avril, en expliquant que le Tornado F-3 n'est pas spécialement adapté à cette mission

> Sous contrôle américain

A l'origine, le Tornado est un chasseur-bombardier de pénétra-tion à basse altitude, à partir duquel les Britanniques ont déve-loppé une version, dite F-3, pour la détense aérienne et pour l'exporta-tion (notamment en Arabie saoudite et au Koweit). Mais il s'agit d'un avion inurd pour l'intercep-tion aéricane et le combat aérien

a, en revanche, obligé tout le

monde à revoir ses priorités en

matière de sécurité. Depuis la

guerre du Golfe, l'Allemagne a

bien été contrainte, elle-même, à

se poser la question, d'autant

plus qu'avec l'unification la RFA

avait été rétablie dans une souve-

ter in a Le doigt 12 .

dans l'engrenage militaire

Deux conceptions a'opposent

dans le pays sur cette question.

Le Parti social-democrate (SPD)

doit compter avec un vieux cou-

rant pacifiste qui refuse, au nom

dn passé militariste allemand, de

rameté pleine et entière.

tonrnoyant, qui seront les cas de figure les plus fréquents au-dessus de la Bosnie. Le radar du Tornado n'est pes jugé performant, comme en témoignent les exercices aux-quels, traditionnellement, les Britanniques soat associés nvec les Français en mer dn Nord par Français en mer da Nord par exemple. Ne disposant pas d'avion agile ou manœuvrier, la Royal Air Force compte sur l'EFA (European Fighter Aircraft), coneurrent du Rafale français, dont l'avenir paraît compromis – avant la fin de ce siècle – en raison des tergiversations allemendes.

Cette absence provisoire des avions britanniques n'est pas le seul point en discussion à l'OTAN. ll en existe encore d'autres à résoudre uvant le 12 avril. Ainsi, sont en cours de de définition, dans le détail, les procédures tactiques de vol – à respecter cutre alliés – et les règles d'engagement du feu – à appliquer par les équipages – con-tre les aéroness serbes enntreve-nants (avions et hélicoptères) ou contre des batteries antizériennes qui, depuis le sol, les prendraient pour cibles ou les menaceraient en «pointant» leur radar. En particu-lier, il convieat de déterminer comment les appareils - engagés sous couvert d'une résolution internationale - doivent lancer leurs

remiers avertissements censés décourager les intrusions, puis comment ils escorteront et sanc-tioaneront, par des sommations, voire par des tirs an but, les vols

C'est la première fois depuis sa création, en 1949, que l'OTAN doit élaborer de tels plans au profit de l'ONU et, jusqu'à présent, chaque pays concerné n ses propres pratiques nationales. Il s'agit aujourd'bui de les harmoniser ou de les coordonner. Comme ce fut le cas, précedemment, dans la guerre du Golfe, les aviateurs francais, qui ont mobilisé dix Mirage 2000, quatre Mirage F1 CR, des avions radars AWACS (basés, à Avord, dans le Cber) et des ravi-tailleurs en vol, se font à la pers-pective de devoir travailler, si besoin était, sous le contrôle opéra-tionnel d'un commandement amé-icain de l'OTAN ricain de l'OTAN.

En la circonstaace, les ordres d'opérations pourraient émaner, au sol, de la base de Vicence, sitnée dans le nord-est de l'Italie, ou des avions radars de l'OTAN, qui sont de vrais PC volants chargés de guider les interceptiona, en liaison avec l'état-major des forces aériennes alliées du Sud-Europe.

JACQUES ISNARD

tien de la paix aous l'égide des Nations unies. Les chrétiens-démocrates estiment, en revanche, que l'Allemagne ne pent se per-mettre un nouvel isolatiomisme et doit assumer ses responsabilités, aux côtés de ses alliés, dans le cadre des organisations internationales auxquelles elle appartient (Nations unies, Alliance atlantique, Communanté européenne, Union de l'Europe occi-

dentale). Le ministre de la défense, Volker Rühe, a estimé que cette décision historique de Karlsruhe avait une signification importante pour la politique étrangère allemande. Jusqu'à présent, la République

Il faudra bien cependant songer à amender à l'avenir le texte fédérale n'avait fait que particide la Constitution pour éviter des débats sans fin. Mais ce jugement va néanmoins dans le sens du gonvernement et du Parti démocrate-chrétien (CDU) en ce sens pas problème. Le changement de dans un engrenage, militaire. Il ne peut s'isoler de ses alliés sans situation stratégique après la envisage tout au plus une partici- subir un préjudice. Il devrait perchute des régimes communistes pation à des missions de main- mettre à la coalition du chance-

lier Kohl de continuer à avancer pas à pas, ponr forcer les socianx-démocrates à sortir de leurs retranchements. Une majorité des deux tiers au Parlement est en effet nécessaire pour toute modification de la Constitution.

La participation des équipages allemands aux missions de l'OTAN en Bosnie, si symbolique qu'elle soit, n'en est pas moins une étape significative. C'est la première fois depuis la guerre que l'Allemagne prend part à une opération militaire en dehors de zone défensive de l'Alliance.

contrôle serbe. per à des opérations de déminage ou de surveillance maritime dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Elle a également envoyé une antenne médiques bleus» au Cambodge. HENRI DE BRESSON

PRONU a dû entreprendre.

### Les Serbes multiplient les obstacles à l'action de l'ONU

Alors que les Serbes de Bosale s'emploient par tous les moyens à faire échouer les opérations lancées par les Nations unies pour sauver l'enclave musulmane de Srebrenica assiégée depuis un an et sur le point de tomber, le commandent en chef des forces de l'ONU (FOR-PRONU) dans l'ex-Yougoslavie. le général suédois Lars-Eric Walhgren, s'est rendu, jeudi 8 avril, à Belgrade pour deman-der au président de la Serbla d'amener ses alliés de Bosnie à la table des négociations.

BELGRADE

de notre correspondante Une réunion entre les commandants de la FORPRONU et les dants de la FORPRONU et les dirigeants militaires serbes de Bosnie devait être organisée, vendredi 9 avril à Belgrade, sous les uuspices de Slobodan Milosevie. « Notre mission est d'assister les opérations humanitaires en Bosnie-Herzégovine. Nous y parviendrons à force de négociations et en utilisam tous les moyens politiques et diplomatiques car il n'est pas question de mener des actions à la John Wayne. » Le général Walhgren, qui réaffirmait ainsi qu'il ne ferait pas usage de la force pour imposer aux Serbes bosniaques le déploiement de acasques bleus» dans la poche musulmane de Srebrenica, devra musulmane de Srebrenica, devra renégocier un accord qui avait été

Lors d'une reacontre, le 26 mars à Belgrade, avec le général Waihgren et le commandant de la FOR-PRONU pour la Bosnie, le général Philippe Morillon, le chef des forces serbes de Bosnie, le général Ratko Miadic, avait accepté nne trêve en Bosnie (entrée en vigueur le 28 mars pour être ensuite violée. le 28 mars pour être ensuite violée à plusieurs reprises), le déploie-ment de « casques bleus » dans la poche de Srebrenica, l'ouverture d'un enridor aérien et terrestre ponr l'acheminement de l'aide humanitaire et l'évacuation des civils de l'enclave assiégée et la liberté de mouvement pour la FORPRONU en zone sons

conclu il y a quinze jours.

Depuis, les Serbes s'opposent à l'envoi de «casques bleus» à Sre-brenica et resserrent l'étau sur la ville. Manifestement décidés à réduire cette enclave, ils s'efforcent déployés par le HCR (Haut Com-missariat des Nations unies pour les réfugiés) et la FORPRONU pour sauver quelque soixante mille personnes prises au piège. Sans lésiner sur les moyens, ils semblent y être parveaus; car, depuis mer-credi soir, e'est une véritable conrse d'obstacles que la FOR-

Pour saluer la décision du général Morillon de se porter au

tion s'était dégradée après la reprise de l'offensive serbe en début de semaine (le Monde du 8 avril), les forces serbes bosnia-ques ont bombardé la ville, atteiquant l'hôpital, la poste, où sont installés des observateurs militaires de l'ONU, et le système d'alimen-tation en ean de la ville.

#### Le général Morillon гепопсе

L'artillerie serbe n'a pas non plus épargné la région de Tuzla, une ville sous contrôle musulman, où devaient en principe se regrouoù devaient en principe se regrou-per les «casques bleus» canadiens censés être déployés ces jours-ci à Srebrenica par le général Philippe Morillon, tequet dans la nuit de mercredi à jeudi, avait dâ négocier son passage pendant sept heures à un point de contrôle serbe un nord de Sarajevo, avant de ponvoir poussuives su route et a été poursuivre su route, et a été contraint jeudi d'annuler son voyage à Srebrenica. Le général Morillon et son escorte ont notamment été pris à partie par quelque trois cents Serbes, des femmes pour la plopart.

« Morillon-Hitler », ont-ils lancé en reprochant à l'officier français d'avoir manqué à ses engagements concernant l'évacuation des Serbes de Tuzla, Les manifestants exi-geaient, en effet, que les Serbes de Tuzla soient évacués dans une pro-portion équivalente au nombre de Musulmans évacués de Srebrenica. Les responsables de la FOR-PRONTI expirat tentéficie indica-PRONU avaient toutefois indiqué que, parmi les dix-huit mille Serbes de Tuzla, seule une minorité était candidate au départ. Après s'être réfugiés dans leurs véhicules blindés assiégés par ane foule en colère, le géaéral Morillon et les dix bommes qui l'accompagnaient ont été priés par un général serbe de rebrousser chemin vers Tuzla,

La journée de jeudi aura toute-fois permis au HCR de reprendre l'évacuation de civils de Srebrenica qui butait sur l'exigence des res-ponsables musulmans locaux de voir se déployer les « casque bleus » dans l'enclave. Après avoir été bloqué pendant une heure dans une localité sous contrôle serbe par une localité sous contrôle serbe par un millier de manifestants, le convoi de quatorze camions du HCR a pu rallier la ville assiégée et décharger ses cinquante-sept tonnes de vivres et de médicaments. Dans l'après-midi, le convoi évacuait sur Tuzla quelque quinze cents réfu-Tuzla quelque quinze cents réfu-giés de Srebrenica, essentiellement des femmes, des enfants et des

Cependant, les « casques bleus » canadiens qui devalent être déployés à Srebrenica pour dissuader les forces serbes de lancer l'offensive finale, n'ont pu remplir leur mission; ils ont été refoulés à un barrage serbe et contraints de mission leur point de départ

rejoindre leur point de départ. FLORENCE HARTMANN

### La Cour de La Haye ne reconnaît pas le « droit à la légitime défense » de Sarajevo

Répondant à la demande bosniaque de mesures protectrices d'urgence, la Cour internationala de justice e rendu, jeudi 8 avril, un arrêt paradoxal : les juges ont admis que la Bosnie-Herzégovine était en position d'agressée et qu'elle courait « un risque grave de génocide», mais ils n'ont pas reconnu son « droit à la légitime défense ».

LA HAYE

de notre correspondant

La Bosnie-Herzégovine u obtenu devant l'organe judiciaire des Nations nnies une victoire essea-tiellement morale. L'arrêt de la Cour est en effet explicitement

dirigé contre la nouvelle Yougosla-vie (Serbie et Moaténégro). Alors que Belgrade avait nié devant eux toute participation à la guerre «civile» en Bosnie, les juges ont souligné à l'unanimité son implication en lui ordonnant « de prendre toutes les mesures en son pouvoir afin de prévenir le crime de géno-cide». S'adressant directement an e gouvernement de la République sédérative de Yougoslavie», la Cour n précisé qu'il devait e en particulier veiller» à ce qu'aucune unité militaire ou paramilitaire, organisation ou personne e snus son pou-

voir, autorité ou influence » ne commette un tel crime. Cette victoire morale reste cependant en deçà des espérances de la Bosnie-Herzégovine, qui a

essuyé devant la Cour un échec jnridique : celle-ci n'n accordé ancune des mesures concrètes qu'elle demandait. Les juges n'ont ni dénoncé ni ordonné la cessation du egénocide» invoqué par Sarajevo : n'ayant pas le pouvoir, à ce stade de la procédure, de tirer des conclusions, ils ont simplement considéré qu'il existait « un risque grave que des actes de génocide soient commis». Et, prudemment, ils ont demandé à la Yougoslavie comme à la Bosnie de ne rien faire

Sarajevo n'n pas obtenn non plus la reconnaissance explicite de son a droit à la légitime défense». La Cour n'a pas examiné directement ce point, constatant qu'il n'entrait pas dans le champ d'application de

qui puisse aggraver ce risque.

la Convention sur le génocide, sur laquelle la Bosnie-Herzégovine avait basé sa demande. Or e'est pour enntourner la résolution de l'ONU imposant un embargo militaire aux anciennes Républiques yougoslaves que Sarajevn avait saisi la Cour de La Haye.

Son avocat a admis l'échec de la démarche en déclarant que lu parole e est maintenant au Conseil de sécurité», et en disant compter sur l'aspect moral de l'arrêt de la Cour pour mobiliser l'opinion publique internationale. Le chef de la délégation yongoslave a tout aussi sobrement commenté la décisinn des juges, estimant « n'avoir aucune raison d'y voir une défaite ».

**CHRISTIAN CHARTIER** 

Admission officielle

de la Macédoine aux Nations unies

### Radovan Karadzic prêt à reprendre les négociations sur le plan Vance-Owen

Radovan Karadzie, s'est déclaré e optimiste » quant à la poursuite étaient prêts à reprendre les pourdes négociations sur la Bosnie, à parlers. l'issue d'un entretien avec l'émis-Boris Eltsine, Vitali Tchourkine, a annoncé, jeudi 8 uvril, l'agence Tanjug. M. Karadzie n estimé que des chances de voir ele processus de négociation prendre la bonne direction » existaient et qu'il s'estimait e plus optimiste aujourd'hui Reuter.)

Le leader des Serbes de Bosnie, qu'hier». Il a, dans le même temps, assuré que les Serbes bosniaques

Après son séjour à Belgrade, saire spécial du président russe M. Tebourkine, qui a également Boris Eltsine, Vitali Tchourkine, a rencontré le président de la Serbie, Slobodan Milosevic, devait gagner New-York pour s'y entretenir uvec les coprésidents de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, lord Owen et Cyrus Vance. - (AFP.

Lors d'un contrôle par les forces serbes

### Des munitions ont été découvertes dans un convoi du HCR

Des munitions ont été décou-vertes, jeudi 8 avril, à bord d'un camion de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) tors d'un contrôle mené par tes forces serbes, ainsi que dans deux conteneurs à l'aéroport de Sarajevo, a annoncé la FORPRONU. Un porte-parole de la Force, Barry Frewer, a indiqué que les Serbes avaient trouvé 3 840 manitions de 12,7 mm pour mitrailleuses ainsi que 18 720 cartouches de 7,9 mm à bord d'un camion qui avait été chargé à l'aéroport et faisait partie d'un convoi du Haut Commissariat des Neisses mises au constitute de l'accept de l'acce moine hellène, — un compromis a permis cette admission, qui doit être ques et a déposé une motion de cenques et a déposé une motion de la Nations unies pour les réfugiés (HCR) à destination de Butmir, un

faubonrg de la capitale snus

A l'aéroport, la FORPRONU a ensuite découvert, dans denx conteneurs, 7 500 cartouches de 12,7 mm, 750 de 7,9 mm, 500 de 7,62 mm, utilisées pour les fusils d'assaut Kalachnikov et 24 sacs de pondre, u précisé le porte-parole. La FORPRONU a ouvert une enquête. La télévision de Belgrade a, pour sa part, affirmé, citant des sources militaires serbes bosniaques, que le convoi à bord daquel les munitions uvaieat été découvertes était escorté par des soldats de la Légion étrangère. - (AFP.)

### Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdian

### Annoncé par Moscou, l'accord de cessez-le-feu dans le Haut-Karabakh paraît très aléatoire

Moscou, qu'un cessez-le-seu avait été négocié à Sotchi entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan par le ministre russe de la défense, Pavel Gratchev, cessez-le-feu censé entrer en vigneur vendredi.

Ni Bakou ni Erevan n'ont cependant confirmé cette information, dont les termes paraissaient extrêmemeat flous. De passage à Paris, le ministre arménien des affaires étrangères, Vagan Papa-zian, a même démenti qu'un cessez-le-feu ait été signé. Il n'a pas

L'agence de presse russe Itar-Tass a annoncé, jeudi 8 avril à Noire, entre les représentants des deux pays sur les eagagements militaires qui se sont produits dans la zone frontalière. Mais la position officielle arménienne est que ce sont les forces du Haut-Karabakh (enclave majoritairement peuplée d'Arméniens en Azerbaïdjan) et non les farces régulières de la République d'Arménie qui ont mené la dernière offensive de Kel-

> Selon les Russes, les premiers ministres arméaien et azerbaīdjanais devraient se rencontrer, mardi, à Moscou. - (UPI. APP.)

L'«ex-République yougoslave de Macédaine» a été officiellement admise, jeudi 8 avril, aux Natinns unies par l'Assemblée générale de l'ONU. Dans une résolution adoptée roy ait estimé qu'il s'agissait d'un par acclamation, l'Assemblée générale n décidé l'admission de cet Etat e provisoirement dénommé à toutes fins à l'ONU» sous cette appellation, e en attendant que soit réglée la diver-gence qui a surgi au sujet du nom de cet Etat» (le Monde du 9 avril).

Après neuf mois de blocage dû à un conflit entre Skopje et Athènes sur la dénomination de la Macédoine - la Grèce estimant que ce nom appartient exclusivement au patri-

Bien que le président Kiro Gligo-rov ait estimé qu'il s'agissait d'un e jour historique» pour son pays, l'événement u été accueilli à Skopje avec pessimisme et amertume. Si le premier ministre Branko Crvenkovski a pu déclarer que l'admission, sous cette forme, de son Etat à

PONU représentait «un premier pas vers la reconnaissance et l'affirmation de la Macédoine à l'étranger», le principal parti de l'opposition parle-mentaire, le VMRO-DPMNE, a reproché au gouvernement sa « capi-

RE

### PROCHE-ORIENT

ISRAËL : dix jours sans attentat

### Le gouvernement se félicite de l'isolement des territoires occupés

Le bouclage des territoires occupés a porté aes fruits : depula cette décision, aucun attentat mortei n'y a été commis, pas davantage que sur le territoire de l'Etat hébreu. C'est en tout caa l'opinion des dirigeants à Jérusalem, qui soullgnent que « la séparation » entre lea citoyana d'Inrael et les Palestiniens, décidée, le 30 mars, après une vague da violences sans précédent, a, jusqu'à maintenant, atteint son principal objectif. Le premier ministre, Itzhak Rabin, s'est félicité, jeudi 8 avril, de voir ses compatriotes « commencer à retrouver un certain sentiment do sácurité ».

#### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Fort de son relatif succès, lequel anrait « surpris » jusqu'à ses conseillers militaires, M. Rabin a annoncé que l'interdiction faite aux deux millions de Palestiuiens de Cisjordanie et de Gaza de se rendre sur ele territoire souverain d'Israël », sera prorogée, sine die, au-delà du 13 avril. Cette date qui correspond à la fin des célébrations de la Pâque juive et donc au retour de dizaines de milliers de touristes dans leurs pays respectifs, était avancée pour la levée du bouclage

La prolongation dn bouclage qui sera entérinée au conseil des ministres de dimanche - présente, aux yeux du gouvernement, beaucoup d'avantages à court terme. L'isolement des territoires, quadrilles par les puissants renforts qui y ont été dépêchés, permet un ratissage systématique des camps de réfugiés et des agglomérations palestiniennes les plus «chaudes». Quartier par quartier, maison par maison. l'armée resserre son étau sur les activistes. Les soldats perquisitionnent, questionnent, interpellent.

#### Chantiers еп раппе

Près de deux ceat vingt personnes, dont un tiers à Gaza, ont été arrêtées au cours de cette seule semaine. Parmi ces nouveaux détenus, qui s'ajontent aux quelque douze mille Palestiniens déjà sous les verrous, figureraient une bonne douzaine d'activistes, parfois suspectés d'avoir participé à des attentats meurtriers. Comme disait le général Ehud Barak, chef d'étatmajor des armées, « nous n'avons pas trouvé lo solution miracle ou terrorisme », mais la technique en cours «aboutit à de bons résul-

Economiquement parlant, la mise à pied collective des cent et quelque mille Palestiniens qui occupaient des emplois en Israel, offre, selon M. Rabin, «une occasion unique de commencer à règler les problèmes sociaux et économi-

ques » de l'Etat juif. En clair, les presque deux cent mille chômeurs israéliens qui pointent aux ASSE-DIC locales sont invités à saisir l'occasion pour occuper les places vacantes. e C'est tout de même incrovable, s'est exclamé M. Rabin, que sur 113 000 ouvriers du bâtiment en Israel, près de 70 000 viennent des territoires!» De fait, plus de la moitié des chantiers de construction en cours sur le territoire de l'Etat juif sont arrêtés depuis huit jours.

Les patrons concernés grognent. lancent des appels an secours, muitiplient les offres d'emplois. Pas de réponse ou presque. Fiui le temps des pionniers et des kibboutzim. La société israélienne s'est embourgeoisée. Rares sont ceux qui acceptent de travailler de leurs mains aux conditions faites aux ouvriers Palestiaiens, e Les patrons israéliens se sont habitués à une maind'œuvre bon marché, estime Ora Namir. Ils n'ont qu'à offrir des salaires et des horaires décents, ils trouveront des ouvriers juifs.» Et le ministre du travail de dénoncer cette pratique largement répandue qui consiste à embaucher au noir des journaliers palestiniens (an moins trente-cinq mille) et de les payer bien au dessous dn salaire minimum'légal, à savoir 1 350 shekels, soit 2 800 francs par mois.

#### **Problèmes** de circulation

Il n'est pas question, en tout cas, de faire venir des Thailandais que de nombreux chefs d'entreprise, notamment agricoles réclament à eor et cri. Pour aider les agriculteurs les plus menacés par le tarissement de la main-d'œuvre palestinienae, des centaines de jeunes soldates ont été envoyées aux champs et dans les serres pour la Des organisations juives américaines et européennes commencent à envoyer dans les colonies des territoires, dans les moshavim (coopératives agricoles) et dans les kibboutzim, des charters entiers de jeunes juifs, ponr prêter muia forte, le temps d'une saison ou d'un congé. Il est même question de libérer, avant terme, plusienrs milliers de détenus israéliens de droit commun pour donner un coup de main sur les chantiers.

Israël tente désespérément de mobiliser ses citovens. e Il esi temps que nous redevenions les bâtisseurs et les fermiers que nous fûmes. Nous n'allons quand même pas laisser lo construction de nos maisons et l'entretien de nos champs à des étrangers», s'est exclamé M. Rabin, plus nostalgique que jamais des temps héroïques. Voire. A la suite des pressions des chefs d'entreprise, près de trois mille autorisations temporaires de travail ont déjà été concédées à des Palestiniens dûment recommandés par lenrs employeurs. Personne ne doute que leur nombre va continuer d'aug-

admis que la fermeture des territoires « provoque plus de souffrances chez les Palestiniens» que chez les Israéliens. Sur deux millions de personnes qui résident dans les territoires occupés (Jérusalem-Est comprise), on estime à six cent mille ceax qui ont un emploi

compte de firmes israélien D'ici à une ou deux semaines, ces «privilégiés» vont commencer manquer d'argent. D'autant que le bouclage a littéralement divisé les territoires en quatre ghettos isolés les uns des autres.

en Israël. Sans parler de tous ceux.

notamment dans l'industrie textile.

qui travaillent chez eux, pour le

La topographie est telle qu'il est impossible d'aller de Djénine à Hébron, on de Naplouse à Gaza sans passer par Jérusalem. Or le transit par la Capitale éternelle d'Israël depuis l'annexion de ses quartiers arabes en 1967 est interdit à tous les résidents des territoires, sauf permis spécial. Le charpentier de Ramallah qui va chercher son bois à Hebron, ou le commerçant de Jéricho qui vend ses produits à Bethléem ne peut plus travailler. « Pour l'instant, a dit M. Rabin, nous nous occupons de nos problèmes. Pour les leurs, on verro plus tard. » Et d'ajouter : « Plus la séparation entre Palestinlens et Israéliens sera profonde, plus la sécurité de ces derniers sera

Ainsi, le premler ministre prépare-t-il, en quelque sorte, les israéliens à s'habituer à vivre sans les Palestiniens. Au-delà des énormes difficultés que connaissent les populations arabes, cette tactique n'est pas forcément de mauvaise augure pour leur rêve d'indépendance. En outre, cette politique amorce les critiques de la droite et de l'extrême droite qui sont prises à contre-pied. Réclamer en même temps plus de sécurité et l'annexion de territoires où vivent deux millions de Palestiniens qui sont tous, à les en croire, des terroristes potentiels, manque de sérieux. L'opinion, dans sa majorité, semble s'en rendre compte.

En asphyxiant l'économie de subsistance des territoires, le bouclage accroît, enfin, la pression sur les négociateurs palestiniens pour qu'ils retournent, le 20 avril, à la table des négociations de paix. dressée à Washington. M. Rabin laisse habilement supposer que la levée partielle du bouclage pourrait être échangée contre la reprise des discussions. Depuis l'expulsion an sud dn Liban de plus de quatre cents activistes réputés islamistes. nu mois de décembre dernier, les organisations palestiniennes semblent vouloir refuser ce marchandage bien que, sur ce sujet, des voix discordantes se fassent entendre dans les territoires.

PATRICE CLAUDE

### En visite à Paris

# Le président Moubarak multiplie ses efforts pour la reprise des négociations de paix

arabes reprendront-elles nu jour dit, soit le mardi 20 avril, à Washington? Les Etats-Uais s'emploient activement à lever les obstacles qui se dressent sur le chemin du dialogue avec l'aide du président égyptien qui, de retour de la capitale américaine, a fait escale à Paris où il a notamment rencontr jeudi 8 avril, le temps d'un petit déjeuner, Edouard Bailadur, et celui d'un déjeuner, François Mit-

« Je souhaite que ces négociations reprennent le 20 avril, a déclaré Hosni Moubarak. Elles ne peuvent être retardées. Ce serait très grave. Je crois que nous avons une occasion en or, peut-être la dernière, de parvenir à la paix». Le chef de l'Etat égyptica s'apprête donc à rencontrer, dans les jours qui vien- $\boldsymbol{c}$ 

le chef de l'OLP, mais encore son homologue syrien, Hafez-al-Assad, et le premier ministre israélien, ltzhak Rabin.

Les Etats-Unis viennent d'agiter la carotte au nez de l'OLP et de faire ainsi savoir, par la voix d'Edward Djerejian, secrétaire d'Etat adjoint, « qu'une série très significa-tive de déclarations, gestes et actions, ont été mises au point qui interviendront des que les Palexti-niens auront décide de ventr à la session du 20 avril ». Au nombre de ces concessions israéliennes pour-rait figurer la proposition améri-caine d'inclure, dans la délégation palestinienne - voir même à sa tête Fayçal Husseini, le chef de file des Palestiniens « de l'intérieur », qui avait été reçu, le 26 mars der-nier, par le secrétaire d'Etat, Warles pays arabes engagés dans le pro-cessus de paix ne fixeront leur position qu'à l'issue d'une réunion, à la mi-avril, à Damas. Pour l'heure, l'OLP laisse entendre qu'elle refusera de reprendre le chemin de Washington aussi long-temps que n'aura pas été définitivement réglé le sort des quelque 400 Palestiuiens, expulsés, de la bande de Gaza, le 17 décembre dernier, vers le sud du Liban. «Il est clair qu'aucun changement n'est intervenu dans les positions américaine et israélienne», a affirmé, udi, Saëb Erakat, chef-adjoint de la délégation palestinienne aux négociations de paix. A son avis, ele 20 avril sera une journée ordinaire car les discussions ne démarreront pas à cette date».

# **AMÉRIQUES**

ETATS-UNIS : un an après les émeutes

### La peur s'installe à Los Angeles à l'approche du verdict du second procès Rodney King

LOS ANGELES

correspondance

La crainte, et même la peur, se sont installées dans certains quar-tiers de Los Angeles à l'approche du verdict du second procès Rod-ney King. Les douze jurés pour-raient commencer leurs délibérations dès la matinée du samedi 10 avril et rendre leur verdict dimanche on lundi. eLa ville retient son souffle», affirmait l'un des grands quotidiens de la ville. Les chaînes de télévision entretiennent la crainte que les émeutes qu nvaient suivi le premier verdict, le 29 avril 1992, ne se répèteat comme si, dans l'histoire, les mêmes canses étaient suivies des mêmes effets. Chaque jour, les chaînes locales et nationales montrent la préparation des six mille cinq cents policiers qui « inonde-ront » les rues pendant le week end. Ils seront soutenus par les shé-rifs (la police du comté) dont le chef, Sherman Block, a déclaré qu'il existait « un très, très grand risque de trouble, si la peur s'empa-rait des commerçants armés ». La garde nationale sera elle aussi prête

Depuis plusieurs semaines, les marchands d'armes ont vu leurs ventes croître et atteindre le même nivean qu'au lendemain des émeutes du printemps dernier. «Nous n'allons pas laisser détruire nos commerces comme la dernière fois», explique un commerçant coréen qui vient se réapprovision-

#### **EN BREF**

 ALGÉRIE ; 1 100 personnes recherchées pour activités subversives. - 1 100 personnes, impliquées dans des activités liées au e lerrorisme et à la subversion», sont recherchées à travers le territoire, a indique, jeudi 8 avril, la gendarmerie nationale, qui précise que, sur ce total, 175 forment le noyan dnr » des groupes armes islamistes, les 925 autres appartenant à des réseaux-de-sontien-Quelque 3 800 personnes, impli-quées dans les mêmes activités, ont été arrêtées et sont appelées à comparaître devant des cours spéciales. D'autre part, un imam a été assassiné, dans la nuit de dimanche à lundi, à Haouche Benouari, à 70 kilomètres à l'est d'Alger.

CHYPRE: un soldat chypriote grec toé. - Un soldat chypriotegrec a été tué par balle, jeudi soir 8 avril à Nicosie, sur la «ligne verte» séparant les deux zones de l'île, divisée depuis 1974. Selon le ministre chypriote de la défense. le militaire n été «assassiné de sanefroid par les troupes turques ». Aucun commentaire sur cet incident a'a pu être obtenu auprès de la force de l'ONU (UNFICYP), dont les effectifs contrôlent la ligne «Attila» séparant les zoncs grecque et turque. - (AFP.)

O CORÉE DU NORD : Kim Jong-il nommé à la tôte de la Com-mission de la défense nationale. -Le Parlement nord-coréen a nommé, vendredi 9 avril, Kim Jong-il, héritier du maréchal Kim Il-sung, à la tête de la Commission de la défense nationale, présidée jusqu'à présent par son père. Le « cher dirigeant » contrôle désormais tout l'appareil militaire nordcoréen. Cette nomination intervient alors que le Conseil de sécurité des Nations unies a rendu publique jendi une déclaration expriment sa « préoccupation » devant le décision de Pyongyang de se retirer du Traité de non-pro-lifération nucléaire (TNP). Cette déclaration, sans valeur formelle. est la seule réaction du Coaseil paralysé par le refus de la Chine d'autoriser des sanctions contre la Corée du Nord. - (AFP.)

" ESPAGNE : trois membres du GRAPO tués dans un attentat. -Trois des quatre personnes tuées, mercredi soir 7 avril à Saragosse, dans l'attaque d'un fourgon blindé (le Monde du 8 avril) étaient des membres des GRAPO (Groupe de résistance antifasciste du 1º octobre), a indiqué, jeudi après-midi, la préfecture de Saragosse. Solon des témoins, deux ou trois individus portant des cagoules s'étaient approchés du fourgon blindé de la société Prosegur et avaient fixé deux bombes adhésives sur le chassis. Deux violentes explosions s'étaient immédiatement produites, tuant sur le coup le chauffeur du

culent : cette fois-ci, les émeutes s'étendraient aux quartiers blancs. Des cibles auraient été désignées dans les quartiers riches comme Beverly Hills. En avril-mai 1992, les incendies et les pillages avaient surtout touché les quartiers pau-vres peuplés par les Noirs et les Latinos. En totalité, les émeutes avaient fait 53 morts, 2 000 blesses et près d'1 milliard de dollars

5 milliards de francs) de dégâts. Les émentes avaient commencé à innoace d'un verdict qui nvait acquitté quatre policiers blanes qui, lors d'une arrestation pour délit de fuite, avaient battu un

matraques métalliques. Ce verdiet tombait après une série de décisions de justice perçues comme nutant d'agressions per la communauté noire. Aujourd'hui les tensions restent vives. Mais nnl ne peut prédire, d'une part, si le verdict du second procès acquittera les policiers, d'autre part, si un acquittement provoquera la même colère qu'en 1992. Les quatre policiers sont cette fois-ci jugés pour violation des droits civiques de M. King. Ils risquent dix ans de prison et 250 000 dollars

Noir, Rodney King, à conps de

REGIS NAVARRE

### Première visite de M. Clinton au Pentagone

Le président Bill Clinton, qui entretient des relations difficiles avec l'arméa, a visité, jaudi 8 avril, le Pentagone, pour la première fois depuis qu'il a accédé à la présidence, le 20 janvier. Les militaires reprochent surtout à M. Clinton son attitude hostile à la guerre du Vietnam, et son intention de mettre un terme à l'interdiction des homosexuels dans les forces armées.

Au cours de la visite, qui a duré deux heures au lieu d'une, M. Clinton a rencontré la hiérarchie militaire, notamment pour un briefing

par le chef d'état-major interarmes Colin Powell, et les responsables des trois armes ainsi qua du corps des marines. Les discussions ont porté sur la fin de la querre froide, le zone d'interdiction aérienne au-dessus da la la Bosnie, le parachutage de vivres pour les populations bosniaques. l'Irak, la Corée du Nord, la Somalie, l'intervention humanitaire après les ouragans qui ont frappé le sud des Etats-Unis, ou encore la lutte contre la drogue an Amériqua latine. - (AFP.)

d'un grand magasin, et trois activistes du GRAPO. - (AFP.)

 GAMBIE : abolition de la peine capitale. - Le Pariement gambien s'est prononcé, mercredi 7 avril, pour l'abolition de la peine de mort, y compris pour meurtre et trabisou. Sur les quatre-vingt-sept personnes condamnées à la peine capitale, depuis l'indépendance du pays en 1965, une seule nvait été exécutée, un policier impliqué dans une tentative de coup d'Etat en 1981. - (Reuter.)

· HATTI: un journaliste contraint de se cacher. - L'Institut international de la presse, dont le siège est à Londres, s'inquiète du sort de Johnson Legrand, un journaliste de la station de radio privée Tropic FM, qui a été contraint de se cacher depuis que des soldats ont fouillé à plusieurs reprises sa maison, le 26 mars dernier.

o ITALIE : un ambassadeur arrêté pour corruption. - L'nunbassadeur d'Italie à Buenos-Aires, Clandio Moreno, a été arrêté jeudi 8 nvril, à Rome, dans le cadre de l'enquête sur les affaires de corruption dans l'aide italienne aux pays en développement. L'ambassadeur était revenu à Rome, mercredi soir, et avait reçu le lendemain une information indiciaire lui annoncent l'ouverture d'une enquête snr soa compte. L'enquête sur les pots-devin et la corruption pour l'adjudication à des entreprises italiennes de travaux décidés dans le cadre de la coopération au développem déjà abouti, le 24 mars dernier, à l'arrestation du directeur général dn département de la coopération au ministère des affaires étrangères, Giuseppe Santoro. - (AFP.)

D NIGER: Mahamane Ousmane officiellement proclamé président. – Mahamane Ousmane a été officiel-lement proclamé président de la République, jeudi 8 avril, par la Conr suprême de Niamey. Il prêtera serment le 16 avril. Les résultats définitifs du deuxième tour de l'élection présidentielle du 27 mars donnent à M. Ousmase 27 mars donient a M. Ousmage 54,42 % des suffrages coatre 45,57 % à Mamadou Tanja, chef de l'ex-parti unique. Premier prési-dent démocratiquement éln de l'histoire du pays, M. Ousmane succède à Diori Hamani (1960-74) et aux généraux Seyni Kountché (1974-87) et Ali Saibou (1987-93). - (AFP. Reider.)

□ POLOGNE : démission du ministre de l'agriculture. - Le ministre polonais de l'agriculture, Gabriel Janowski, a démissionné jeudi 8 avril pour protester contre la politique du gouvernement sur les prix agricoles. - (AFP, Reuter.)

véhicule, qui transportait la recette 🔟 RUSSIE ; envoi d'un émissaire en Mordovie. - Le président Boris Eltsine a dépêché, jeudi 8 avril, son conseiller juridique, Serguel Chakhral, en Mordovic, pour tenter de trouver une issue au conflit né de la décision du Parlement de cette petite République autonome de supprimer la fonction présiden-tielle. Le président mordove avait été élu au suffrage universel il y a quinze mois. - (AFP.)

> □ SOUDAN : accord sur des négociations avec les rebelles du Sud. -Le gouvernement.soudanais entamera des négociations de paix avec les rebelles du Sud à Abuja (Nigérin) le 26 avril, n annoncé, jeudi 8 avril, le ministre soudanais de l'économie et du plan, Ali al-Haj Mohamed, fors d'nne conference de presse dans la capitale nigériane. Les rebelles, dirigés par John Garang, luttent depuis 1983 contre la domination des musulmans sur les populations chrétiennes ou animistes dn Sud. L'accord porte notamment sur le maintien d'un cessez-le-feu et le libre acheminement de l'aide hamanitaire aux populations en difficulté. - (Reu-

□ TADJIKISTAN : libération des gardes-frontières russes enlevés. -Les dix gardes-frontières russes enlevés, lundi 5 avril, à la frontière tadjiko-afghane ont été libérés, jeudi, à la suite de emesures» prises par lenrs supérieurs, a annoncé l'agence Itar-Tass. Le ministre russe des affaires étransères, M. Andreï Kozyrev, se trouvait, jeudi, à Douchanbé pour des entretiens avec les autorités tadjikes. - (Reuter.)

TOGO: l'opposition refuse les «fausses élections». — Le Collectif de l'opposition démocratique togolaise (COD-2) a rejeté, jendi 8 avril, le calendrier électoral rendu public la veille au soir par le gouvernement togolais, qualifiant les scrutins proposés de « fausses élections ». Le conseil des ministres présidé par le chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma, avait arrêté la date du 6 jnin (et dn 20 juin en cas de second tour) pour l'élection présidentielle et celles des 11 et 25 juillet pour les législatives (le Monde du 9 avril). Le COD-2, dont les principaux responsables sont en exit, a souligné que des consultations électorales ne pourraient être envisagées et program-mées qu'après le rétablissement de la « paix civile dans le pays». -

> Le Monde RADIO TELEVISION

Lors du référendum du 21 avril prochain, les électeurs brésiliens seront appelés à choisir leur futur réglme politique, qui entrera en vigueur en 1995. Monarchie ou République, système parlementaire ou présidentiel, telles sont les options qui sont proposées à l'occasion de cette consultation.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

« Je préférerais faire mon travail et rester à la maison, mais je suis comme un soldat dans cette affaire, et l'on m'envoie au front où l'on veul. » Agé de quarante-deux ans, le prince Dom Manuel de Orieans y Bragança o'est pas vraiment un simple soldat. Homme d'affaires vivant en Espagne, à Séville, où il fut dernièrement commissaire adjoint pour le Brésil de l'Exposition universelle, il est reveno dans son pays faire campagne pour la restauration de la monarchie, et ider la famille impériale brésilienne, dont il est l'un des descen-

... ... ... 12 F

\*\* - C\*.6 1: 95%

24 For C 2 - 7825 2;

teramuseau

The state of the second

Water Street

11 1 2 70 m harry

C. W. Williams

1 Page 5

the Sall smaller

100 MAR 1572 n n Mira A Section and the second section of

10 July 1  $^{\prime }\left( q_{1},y\right)$ 

Signal America gio an pres an edebit Commence and 1000

100 G NO 6 100 000 1000

1.76.74

and the second states

CALL ADVING NOT

7.5

1.12.0

Landing Control of the

p.

1.0

114 12

Tarket Party of the last

The second second

2 1 - 1 m m. P.

r.

or the second of the property

Le prince Dom Alberto, son cousin, foit lui aussi campagne, sa journée d'avocat d'affaire terminée. Un soir de mars, assis à la table de la salle à manger d'un appartement cossu du bord de mer à Rio-de-Janeiro, devant une assemblée d'une cinquantaine de personnes, il détaille e les garanties qu'offre un roi modérateur dans un pays où la République a connu d'aussi nombreuses crises ». Il flanche tout de même un peu lorsqu'un chauffeur de taxi lui demande s'il « pourra rectifier les défauts de ma boîte quelques royales injures : Dom

automatique de changement de Pedro Gastao qualifie de «four» vitesse, dont personne ne veut assu- ses deux enusins, et assure «lis

Après la chute de l'empire en 1889, trente-deux années d'exil en France de la famille impériale, et l'interdiction - « dite loi de pierre» - de toute campagne monarchique jusqu'à la Constitution de 1988, les Oriens y Bragança sont unanimes sur un point : la nécessité de la restauration. Tous ses membres multiplient les conférences, les déplacements dans le pays, et béné-ficient de vingt minutes de cam-pagne télévisée quotidienne.

« Votez pour le roi !», tel est le simple thème choisi par leurs parti-sans, qui se gardent bien d'indi-quer le nom du futur monarque. Ou plutôt en indiquent plusieurs. Car la rivalité entre les deux familles prétendantes, celle de Petropolis (Etat de Rio-de-Janeiro) et celle de Vassouras (Etat de Sao-Paulo), est leur principale pomme de discorde. La lettre de renonciatioo de l'héritier de Petropolis, ècrite au début du siècle avant un mariage non princier sous l'injonetion de sa mère Dona Isabelle, a-telle ou oon une quelconque valeur? C'est toute la question.

### Royales

La branche de Petropolis, représentée par Dom Pedro Gastao, assure que ce simple manuscrit ne vant rien, et l'héritier de Vassou-ras, Dom Luis, affirme être le seul véritable chef de la maison impériale, suivi par son frère, Dom Bertrand. La querelle est alimentée par

ses deux enusius, et essure «//s peuvent aboyer tant qu'ils veulent, cela n'a pas d'importances. Ces derniers, en termes à peine voilés, qualifient Dom Pedro Gastao

d'usurpateur sans foi ni loi.

La querelle dynastique déborde sussi vers la politique. La branche de Petropolis défend une royauté à la mode espagnole « tibérale, modé-ratrice, et dont la désignation du souverain reviendra au Congrès », dit Dom Pedro Gastao. La campagne de leur Mouvement parlementariste monarchique condamne ime République e qui a connu, en un peu plus d'un stècle, sept Constitutions différentes et dix-neuf rébellions militaires» et vante les mérites du « quatrième pouvoir arbitre, d'un roi qui ne pense pas à la prochaine élection, mais à la prochaine generation ». « Un rol en costume cravate, qui partira le week-end à bicyclette faire des pique-niques», précise son neveu Dom Joso Henrique. Et ils accu-sent leurs deux cousins d'erre des « extrémistes liés à l'organisation Tradition, famille patrie (TFP), un

Les héritiers de Vassouras oe renient pas leur engagement. Dans son burean de Sao-Paulo, Dom Luis en fait même la justification de son choix de vie, le célibat, et de sa chasteté, « conforme à la morale catholique immuable ». Il regrette aussi al'immoralité des plages, reconnue par la doctrine de l'Eglise, au moment où le topless succède au bikini », et déplore d'être obligé « de choistr des endroits isoles pour apprécier les bains de mer ». Il justifie totalement son combat, «en première

groupuscule fascisant ».

ligne aux côté du TFP, cantre la guerre subversive des communistes qui recherchalent une cubanisation du Brésil »,

Son frère Dom Bertrand insiste lui aussi sur e les dangers du communisme et du nazisme, qui ne sont que les deux revers d'une même médaille » et prôce e la nécessité d'un Etat le plus léger possible et d'un plan de privatisation radical». Les deux héritiers elégitimes», réunis dans le Conseil pro-Brésil monarchique, justifient le nécessaire engagement d'un souverain « qui ne peut-être un simple d'esprit sans idées sur le monde » et soulignent que le futur régime ene pourra pas être autre chose qu'un empire, vu la taille continen tale de notre pays ».

#### Une idée qui fait son chemin

Parmi les choix de régime politique proposés par le référendum du 21 avril prochain, la monarchie apperaissait il y a pen de temps encore comme un simple anachronisme introduit par un député royaliste, Antonio Henrique Cunha Bueno, ou tout su plus comme la réparation d'une vieille injustice : la République, lors de son instaura-tion, n'avait-elle pas aussitôt promis de procéder à une consultation populaire jamais réalisée? «L'idée pouvait au début paraître foile ou, au minimum, curieuse, convient le prince Joso Heorique, mais ce n'est plus vrai. »

Les sondages montrent qu'à trois semaines du scrutin, l'idée fait son chemin. Près de 20 % des électeurs se déclarent partisans d'une telle

tés brésiliennes, comme l'ancien ministre de la justice, Celio Borja, ou l'économiste réputé Mario Henrique Simonsen, ont fait part de leur soutien à la restauration, « Je suis en effet convaincu de l'échec complet du présidentialisme au Bré-sil, confiait M. Simonsen à l'hebdomadaire Vėja, et je ne vois pas le système parlementaire fonctianner correctement dans natre pays avec un président élu. Les sources de constits seraient dans cette dernière

hypothèse permanentes. Il ne reste

que le roi. »

Si les partisans d'une République présidentielle, largement en tête dans les sondages, dédaignent eux le mauvement monarchique, les tenants de système parlementaire sont moins catégoriques et pourraient procéder à un «vote ntile» en faveur d'une royauté parlemen-

n Multiplication d'attaques racistes des skiaheads. - Un adolescent noir de quinze ans a été frappé jusqu'à ce que most s'ensuive par une tren-taine de skinheads à la sortie d'un bel, dans la banlieue de Sao-Paulo, a indiqué, mercredi 7 avril, la police locale, selnu baquelle les attaques racistes de ce gang se multiplient dans la région depuis un an. Lundi à l'aube, un autre adolescent, membre d'un groupe de punks rival du gang des skinheads, a été frappé et blessé à coups de couteao par cinq d'entre eux, a ajouté la police. Plusieurs organisations humanitaires ont dénoncé la recrudescence des actes victimes sont des Noirs, des juifs, des Nordestins (habitants du Nor-

deste panvre dn Brésil) ou des

homosexuels. - (AFP, UPI)

taire, d'autant qu'ils sont au coude à cande dans les intentions de vote. «Même si les partisans de la restauration ne gagnent pas, assure le politologue Amory de Souza, il persistera de toute manière un for

Beaucoup d'observateurs s'interrogent tout de même sur l'opportunité d'une telle consultation : « Cette révision constitutionnelle est loin de constituer une urgence. Nous sammes un malade qui se préoccupe plus de la forme de son lit et de la couleur de la robe de son infirmière, que de se saigner à l'aide d'antibiotiques », écrivait ainsi dans le quotidien Globo l'économiste et ancien secrétaire d'Etat Roberto Campos.

**DENIS HAUTIN-GUIRAUT** 

n Arrestation à Rin d'uo ancien avocat de Pablo Escobar. - Frank Lino Diaz, no ancien avocat du trafiquant de drogue colombien Pablo Escobar, a été arrêté à Rio-de-Janeiro, a annoncé jeudi 8 avril la police fédérale brésilienne. Diaz qui avait travaillé comme avocai du chef du cartel de Medellin de 1982 à 1985 à Miami (Etats-Unis), nvait été arrêté et incarcéré une première fois au Brésil en 1987 avant de s'évader en décembre de la même année. Américain d'ori-gine cubaine, Diaz est considéré par les services américains de lutte contre le trafie de drogue (DEA, Drug Enforcement Administration) comme l'un des principaux responsables du hlanchiment d'argent provenant du trafic, selon la presse brésilienne. - (AFP.)

## **ASIE**

HONGKONG: un entretien avec le gouverneur britannique

# « Nous sommes la puissance souveraine jusqu'en 1997 et cela ne va pas changer »

nous déclare Chris Patten

Engage dans une guerre des mots avec la Chine, Chris Patten n'est pas un gouverneur de Hongkong comme les autres : il n'est ni fonc-tionnaire oi diplomate, il oe fait pas partie de ces sinologues du Foreign Office, il rechigne à s'en-goncer dans l'uniforme emplume, symbole de sa fonction. Ancien président du Parti ennservateur battu nux législatives d'avril 1992, cet homme politique a plus l'habitude de donner des ordres que d'en recovoir. Et, face au dragoo impérial crachant ses flammes verbales, il réagit à la fois avec ce flegme que partagent nombre de Britanoiques et d'Orientaux, et une franchise à laquelle les caciques de Pékin ne sont guère habitues.

De passage en Europe pendant les vicances parlementaires de Pâques au cours desquelles le LEGCO (Conseil législatif, en partie ce petit homme au visage rond cou-ronné de cheveux clairs a répondu aux questions du Monde d'une voix calme, avec uoe fermeté ooo dépourvue de diplomatie et d'invitations à one reprise des oégocia-tions. Il a tout d'abord rappelé à ceux qui, à Pékin, se refusent à dialoguer avec lui, qu'il o'est pas un bureaucrate subalterne.

«On me traite de créature du mal (...) Mais n'importe qui ayant la moindre connaissance de la politique britannique salt que je suis un collègue et ami très proche du premier ministre, John Major, du chef du Foreign Office «t de la plupart des ministres, et que l'on ne s'y prendrait pas autrement si on vou-lait renforcer le soutien politique dont je bénéficie».

Car, non seulement les conserva-teurs l'appuient, « mais le Labour et les libéraux aussi. Pékin se berce d'illusions en croyant pouvoir jouer l'un contre l'autre». Ce soutien, M. Patten l'a obtenu pour un projet de démocratisation qui n'est pas sorti de soo bonnet mais e rési de discussions avec les responsables de Hongkong dans le mois qui a suivi mon arrivée », en juillet dernier. « Pour les démocrates, ce n'était qu'un second choix, mais je pense qu'il représente une proposi-tion médiane. Après, je suis allé à Londres, où j'ai obtenu l'aval du gouvernement ». Un projet prudent

puisque, dit-il, citant la formule du ministre australien des affaires étrangères, Gareth Evans, eil ne représente que deux septièmes de trois huitièmes » d'une réforme.

Il ne parait pas lui être venu à l'esprit, à l'origine, que de si modestes ambitions auraient pu susciter un tel ouragan de protesta-tions de la part de la Chine. D'une Chine qui oe semblait pas avoir compris que la visite ratée de M. Major à Pékin, en septembre M. Major à Pékin, en septembre 1991, avait sonné le glas de ces « sinologues du Foreign Office », adeptes de l'apaisement à tout prix sur Hongkong, et favorisé le retour des tories à leur métiance naturelle à l'égard du communisme. « Mon principal objectif est l'application pleine et entière de la déclaration conjointe » sur la restitution de Hongkong à la Chine le 30 jnin 1997.

#### « Pas une feuille de vigne »

Chris Patten ajoute: « Tout ce que je peux faire, c'est élaborer des plans pour l'application de la décla-ration conjointe. Les officiels chinois répètent que Hongkong doit être gérée par ses habitants. Si c'est gint pourguei de pas commencer gérée par ses habitants. Si c'est ainsi, pourquoi ne pas commencer avant 1997? Les textes prévoyaient un développement graduel de la démocratie pour parvenir, en 1995, à un LEGCO élu en totalité. Ce problème, nous ne l'avons pas inventé, il n'avait pas encore été résolu. Il fallait trouver le moyen d'organisse des élections propres et resolu. Il jatiati trouver le moyen d'organiser des élections propres, et non truquées». « La déclaration conjointe est un document historique. (...) Ce n'est pas une feuille de vigne dont se parerait la Grande-Bretagne pour se retirer dans l'honneur. C'est la garantie du môde de vie, de la prospérité et de la stabilité de Hongkong. »

Pourquoi alors ce rejet brutal?
Comment s'est-il manifesté? «Les accusations chinoises ne sont pas précises. Cela me rappelle l'histoire d'un ami arrêté à bord de sa voiture sur la route. Le policier à qui il demandait ce qu'on lui reproduit lui répondit : e Vous devez le savoir misque le rous ai arrêté ». Les Chipuisque je vous ai arêté ». Les Chi-nois répètent constamment que je n'ai pas respecté la déclaration conjointe et la Loi fondamentale (1).



mais ils n'en fournissent jamais la preuve. On évolue dans une discus-sion à la Kafka.

» Ils nous accusent d'avoir violé la oi fondamentale. Je leur réponds : voici les textes, montrez-moi les arti-cles que j'ai enfreints. Ils répliquent cues que j ai enjetinis. Ils repiqueni qu'ils savent que je l'ai violée puis-qu'elle a été rédigée par eux. Je leur dis : indiquez-moi ce que je n'aurais pas du faire. Mais, ripostent-ils, ne comprenez-vous pas que vous en avez violé l'esprit? Quel est cet esprit? L'esprit, c'est que c'est nous qui l'avons écrite. Et ça tourne en rond. Le barreau de Hongkong vient de publier une étude prouvant qu'en réalité les violations de ces textes ont été le fait de la Chine.»

Il est vrai que les Chinois ant été désarçonnés par la personalité de M. Patten, soutenu fermement par Londres. Ils ont d'abord refusé de discuter avec le gouverneur ou avec son ndministration, exigeant qu'ils oe fassent plus partie de la délégation britannique aux pourpariers bilatéraux, réclamé que d'éventuelles conversations soient non seulement secrètes, mais que leur existence même reste confidentielle.

Enfin, debut mars, ils ont rompu les ponts, à un moment ou, selon des médias de Hongkoog. Deng Xiaoping en personne aurait donné des instructions de fermeté, n'écartant pas une récupération du terri-

toire avant la date fixée. Ensuite, dans un florilège d'insultes inédit depuis la révolution culturelle, M. Patten s'est vu successivement traiter de «danseur de lango», de a traître » et de a prostituée ». « Ja me trouve en bonne compagnie, réplique-t-il en riant. La plupart des dirigeants chinois actuels ont été traités bien plus mai par l'agence Chine nouvelle», l'organe de presse officiel et représentant officieux de Pékio à Hongkong, e A quoi cela peut bien servir de raser des forêts entières pour imprimer des Injures

Ce qui o'empêche pas M. Patteu de tendre en permanence no rameau d'olivier, de demander une reprise du dialogue, sans précondi-tions de part et d'nutre, car eles préconditions sont chinoises ». « Il ne s'agit pas, de notre part, d'une poli-tique du fait accompli, mais de pro-positions ». « Je souhaite que la Chine puisse sortir du trou qu'elle a elle-même creusé. Mais, s'il n'y a pas de négociations, nous n'aurons pas d'autre choix que de promulguer la législation que nous avons publiée. Car, si nous ne voulons pas alter plus loin que ne le souhaite la populatian de Hongkong, nous ne roulons pas non plus rester en deça ». De toute manière, « la Grande-Bretagne est la puissance souveraine à Hangkong jusqu'en 1997, et cela ne va pas changer».

#### « L'honneur, c'est ce qui compte »

Mais, rassure-t-il, il o'est aucunemais, rassire-t-il, il o est aucune-ment question de remettre en cause l'accord signé, ni la restitution pro-mise: « Les Chinols nous accusent de vouloir internationaliser la ques-tion de Hongkong. Ce n'est pas vrai. Les autres pays reconnaissent que l'annitestion de la déclaration l'application de la déclaration conjointe ne concerne que la Grande-Bretagne et la Chine. Mals ils s'intèressent quand même à ce qui se passe à Hongkong, importante com-munauté économique au croisement de l'Asie et du reste du monde. A cause de cela, beaucoup de gens considèrent le traitement de Hongkong par la Chine comme une des preuves de sa volonté d'entrer dans la commnauté des nations responsables.

e Par exemple, nous soutenons à fond-la candidature de Pèkin au

GATT. Quand on en est membre. on ne peut plus profèrer des menaces contre le commerce des autres. La Chine a un excédent commercial avec la Grande-Bretagne de 500 mil-tions de livres; à quoi cela peut bien hii servir de nous menacer?» D'au-tant que l'économie de Hongkong, selon M. Patten, représente à elle seule 19 % du PNB chinois et, si on y ajoute la province voisine de Canton, 29 %.

Prêt pour le meilleur comme pour le pire, le gouverneur de Hongkong a la peau dure, et il se dit persuade de rester en place jusqu'en 1997. Pour lui, les considérations de face, si importantes en Asie, ce ennocr-nent guère les hommes politiques occidentaux : «Surtout si on a pris part à des élections, ce qui n'est pas le cas des dirigeants chinois. Quelle valeur voulez-vous que cette question de face ait pour un politicien français qui vient de pentre son siège, comme M. Rocard, ou britannique comme moi? La face, c'est ce que les autres pensent de vous. L'homeur, c'est différent: c'est la manière dont on se comporte unvers les autres, et c'est cela qui compte ».

surer le soutien des élites locales, auxquelles Pékin promet des affaires en or si l'ordre impérial règne, et menace, en cas d'insoumission, de ruine financière, voire personnelle. ap. 5 1997, en affirmant que toute décision prise sans son aval sera considérée comme nulle et non avenue. Alors que la conjoncture reste relativement florissante en Extreme-Orient, l'attrait du dollar facile est grand pour ceux qui savent que, si un jour cela va mai, ils auront toujours les moyens de se payer un billet d'avion pour l'Amérique. Dans ces circonstances, même si la maierité des habitants de Hongkong apprécie les efforts de Chris Patten pour leur assurer des garanties mini males, ils soot de moins en moins nombreux à parier sur son succès. Il demeure risqué de se heurter au dra-

Honneur contre face. Pot de terre contre pot de fer. M. Patten réussi-ra-t-il à résister au rouleau compres-

seur chinois, pret à tout pour s'as-

PATRICE DE BEER

(1) Mini-Constitution de Hongkong

### CAMBODGE

### La France condamne «le lâche assassinat» d'un volontaire japonais de l'ONU

Le Quai d'Orsay a, jeudi 8 avril, « condamné avec la plus grande vigueur le lache assassinat d'un responsable japonais de la composante électorale du l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge). Ce crime commis de sang froid contre un civil désarmé chargé de la préparation des élections au moment même de la visite du secrétaire général (de l'ONU) appelle une réaction très ferme de la communauté internationale toute entière. Face à la menace terroriste, ious les pays engages dans le processus de paix doivent marquer leur détermination commune à mener jusqu'à leur terme leur mission au Cambodge».

La mort du volontaire japonais

respondant à Tokyo, Philippe Pons (le Monde dn 9 avril). Le porte-parole du gouvernement a anococé que cet assassinat ne remettait pas en cause la participation des troupes nippones (600 hommes) aux opérations de paix au Cambodge et qu'il poursuivait les préparations pour l'eovoi de cinquaote civils supplémentaires chargés d'y surveiller les élections. Cette mort a cependant relancé le débat sur la participation japonaise a ces operations de paix, qui est loin de faire l'unanimité dans une opinion qui ne fait guère de distinction entre un volontaire civil et un soldat.

## L'aide aux pays de l'Est

BRUXELLES (Communautés européennes

de notre correspondant

Le rapprochement des PECO et de la Communauté est de plus en plus dans l'air du temps. La nouvelle majorité, en France, a souvent fait savoir qu'elle y était favorable. Sans attendre le conseil européen de juin, la réunion que les Danois organisent au niveau ministériel les 13 et 14 avril à Copenhague sera l'occasion de faire le point sur l'évolution en cours. Elle rassemblera les douze de la CEE, les sept de l'AELE, les onze PECO, la Commission européenne, la BEI et la BERD. La France y sera représenté par Alain Lamassoure, ministre des affaires européennes, déjà spécialiste du dossier lorsqu'il siégeait au Parlement européen, et la Commission par Sir Leon Brittan.

Les pays de l'Est européen associés à la Communauté attendent beaucoup du conseil européen qui se tiendra en juin à Suisse. Les pays fidèles au modèle proposé

Copenhague. Leur principal objectif politique est d'adhérer à la Communauté. Ils entendent que les Douze indiquent, sans ambiguité, qu'ils partagent cet objectif, quitte à rester vague quant au calendrier et aux modalités de ce nouvel élargissement.

Il est vraisemblable que les Douze répondront à cette attente. Une telle extension de la Communauté - on compte actuellement onze PECO (pays d'Europe centrale et orientale), qui peuvent devenir onze candidats ne condamnera-t-elle pas l'Union euro-péenne à la dilution et à l'Impuissance? N'aura-t-elle pas pour sanction l'enterre-ment définitif des ambitions du traité de

Le risque est réei, mais les candidats d'Europe de l'Est peuvent faire valoir que la problème se pose déjà avec l'élargissement en cours à quatre pays de l'Association européenne de libre échange (AELE), à savoir l'Autriche, la Finlande, la Norvège, la

par Maastricht, au premier rang desquels k France et l'Allemagne, sont consc leur faut engager sans tarder une réflexion politique sur l'organisation de l'Union européenne, le partage des pouvoirs, le degré d'intégration souhaitable, la réforme des institutions. Pour Paris comme pour Bonn, ce serait là une priorité.

Les partenaires de l'Est apprécient l'aide. notamment financière, qui leur est consentie par la CEE et qui dépasse très largement ce que font les autres pays industrialisés. Mais ils réclament avec beaucoup d'insistance un meilleur accès aux marchés de la CEE : constatant que les exportations des Douze vers leurs marchés progressent plus vite que l'inverse, autrement dit que la réo-rientation radicale de leurs échanges profite surtout à la riche Communauté, ils s'insurgent lorsque celle-ci cherche à nouveau à se protéger, comme c'est le cas actuellement pour l'acier.

PHILIPPE LEMAITRE



# PHARE, le programme de soutien aux réformes

Une stratégie trop centrée sur l'assistance technique. La tendance est de privilégier désormais l'aide à l'investissement

BRUXELLES de notre correspondant

'APPARENCE est séduisante. Depuis 1990, la Communauté, au titre do programme PHARE, a mobilisé sur son budget 2,5 milliards d'écus pour soutenir le processus de réformes écocomiques dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Ce qui représente environ les trois quarts de l'effort consenti par les nations iodustriali-sées sous forme de subventions pour y favoriser le passage à l'économie

Pourtant les résultats ne sont pas lorsque le sommet des sept princispaux pays industrialisés, en juillet 1989 à Paris, chargea la Commission enropéenne de coordonner l'aide occidentale à la Pologne et à la Hongrie. Ce témoignage de confiance marqua le début d'one entreprise où elle s'est enlisée. En dépit des moyens financiers toujours importants (plus de 1 millierd d'écus en 1993), PHARE est contesté tant par les bénéficiaires que par les états membres de la CEE, dont certains, au premier rang-desquels la France, commencent à s'agiter pour tenter de « décommu-

comptes européenne leur a fourni des arguments en publiant sur la gestion de Phare, en décembre 1992, un rapport où elle dénonce gaspillage, inefficacité et, même, à propos de Tempus, un programme centré sur la coopération entre universités,

La Commission est consciente qu'il lui faut réagir pour corriger des insuffisances patentes. Ses critiques lui reprochent de ne pas avoir pris à temps la mesure des difficultés d'une mission oouvelle et considérabie à laquelle elle o'était pas préparée. Mais aussi, ce qui est plus grave, un manque de vision sur l'ac-tion à entreprendre. Une défaillance

> Un champ d'application élargi 🔆 🚶

Sur le papier, Phare s'est développé comme un exercice bien réglé. Son champ d'application géographique s'est élargi au fur et à mesure que les pays de l'Est européen s'engageaient dans la voie de la démocratie et de l'économie de marché : eprès la Pologne et la Hangrie, la

soit onze pays en tenant compte de la division survenue de la Tchècoslovaquie, Les Républiques de l'ex-Yougoslavie auroot vocation à rejoindre le club lorsque la situation sera apaisée. Un seul accroc, en reste bref : l'aide à la Roumanie a été suspendne pour quelques mois, fin 1990, afin de sanctionner l'expédition musclée, orchestrée par le régime, des mineurs à Bucarest.

Lorsque la Communauté commence à intervenir, en 1990, l'éco-nomie est en friche et elle pourvoit done aux premiers besoins. La com-posante « fournitures matérielles » est alors importante; d'autres projets visent à retaper les infrastrucdont on devine que l'énergique Leon dont on devine que l'énergique Leon de la phase surfante, les capetis de depuis l'installation de la convelle Commission le 1° janvier des relations économiques extérieures, aura vités locales; des entreprises, des établissements financiers. Il s'agit de définir un cadre juridique adenté à établissement financiers. Il s'agit de définir un cadre juridique adapté à l'économie de marché ainsi que les réformes qu'où veut entreprendre, dans des domaines aussi variés que l'agricultufe, la sûreté nucléaire, l'environnemment. Vient ensuite le temps où ils abordent les problèmes industriels, la restructuration des entreprises, la privatisation, le soutien aux PME, la prospection pour attirer l'investis

Le mode d'intervention repose s'agiter pour tenter de « décommu-nautariser » – au moins partielle manie, puis l'Albanie, les trois ment – l'opération. La Cour des Républiques baltes et la Slovénie, savoir- faire, l'apprentissage de

l'économie de marché. Et c'est là où le bât blesse : les pays bénéficiaires en oot par-dessus la tête de cette noria d'experts, plus on moins qua-lifiés, qui produisent de beaux rap-ports destinés à finir sur une étagère et qui débouchent rarement sur des réalisations concrètes. «La seule limite aux voyages d'experts bruxel-lois à Varsovie, c'est la capacité des lignes aériennes polonaises», grince Saryusz Wolski, secrétaire d'Etat aux affaires européennes.

Des procédures lourdes et des délais considérables

Transparence oblige (chaque Étatmembre jalouse les contrats consen-tis au vnisin), les procédures soot lourdes et les délais considérables exécution. «En fait il y a trop d'ar-gent et la Commission a de la peine à le dépenser, elle n'a pas les moyens humains de gérer les programmes», s'exclame de manière mnins paradoxale qu'il pourrait paraître à pre-mière vue Laurent Vachey, chargé de mission à la Mission pour la coopération en Europe centrale et orientale (MICECO, rattachée à Matignon), dont les crédits sont chichement comptés, et qui aimerait bien récupérer une partie du budget

. «Il y a une part beaucoup trop considérable des movens disponibles qui sert à payer des consultants »,

raires avec contingents fixée à l'avance tel qu'il était pratiqué par

l'Allemagne. Cela a été refusé.

«Même la Commission n'insiste pes sur ce sujet délicet», dit-on à

Bruxelles, où les commissaires

européene sont généralement considérés comme des «activistes»

renchérit Bernhardt Friedmann, comptes européenne. Le mot est lâché : les consultants sont partout, ils sont chers et ils ne sont pas touinurs à leur place. L'omniprésence des bureaux de conseil constitue une des critiques majeures adressées au dispositif.

«Là Commission n'o pas été capable de redéployer son personnel. Elle n'o personne sur le terrain : quatre n'o personne sur le terrain: quatre personnes à la délégation de Varsovie pour gérer 200 millions d'écus par an, alors qu'ils sont soixante-dix à l'ambassade de France pour prendre en charge, les pauvres, 100 millions de francs de la MICECO. Il y o très peu de fonctionnaires communautaires dans les unités de gestion des programmes, lesquelles, dans les ministères concernés, supervisent la mise en auvre des moiets. Même mise en œuvre des projets. Même pour cette fonction, elle est obligée de recruter des gens à l'extérieur qui, pour l'attribution de contrats, ris-quent de se trouver juge et partie. C'est porfoltement maisain», raconte Laurent Vachey.

Plusieurs Etats membres, dont la France, insistent sur la nécessité de faire davantage appel à l'expérience des administrations nationales, des organisations professionnelles oo des entreprises, pour eppliquer des programmes fondés sur le transfert du savoir-faire. «Il y a actuellement en Hongrie, en cours de démarrage, un projet visant à mettre en place une administration territoriale. Il est ridicule que cela soit géré par un cabinet privé. Du coup nous avons entrepris un recensement de fonctionnaires volontaires pour de telles missions à l'Est et nous en avons parlé aux Allemands et aux Anglais», note Laurent Vachev.

Jean-Louis Cadicux, directeur énéral adjoint de la Commission chargé des relations avec l'Est, admet que ses services ne coopèrent pas assez avec les administrations nationales. « J'almerais bien mobiliser celles-ci davantage, mais leur dis-ponibilité n'est pas toujours évidente et on se heurte à des problèmes lin-guistiques. Il est vrai oussi que les consultants savent bien présenter leurs dossiers. C'est pareil avec les entreprises, elles n'ont pare toriours dix cadres de qualité à détacher pour aller travailler avec nous à l'Est », fait-il valoir. Cependant, des expé-riences, plutôt conchuantes, ont été tentées par Bruxelles pour créer, à partir des administrations nationales, des équipes capables d'exécu-ter des programmes de formatinn ayant trait à la législation douanière

> Des consultants boullmiques

L'aspect rapprochement des légis-lations et mise en place de l'appareil administratif nécessaire ao fonction-nement d'une économie de marché est certainement indispensable mais pas suffisant. Les PECO reprochent à la Communauté de ne nas faire ce à la Communauté de ne pas faire ce dont ils ont besoin. En résumé, ils réclament moins d'assistance technique et davantage de soutien à l'investissement. Un rééquifibrage dont apparemment personne ne conteste le bien-fondé. « Lorsque 80 % des moyers disponible servent à finances des expresses de constitue en des expresses des expresses des expresses de constitue en moyers aisponintes servent à finan-cer des rapports de consultants, on n'a pas résolu le problème. On ne peut se limitar à définir les méca-nismes de privatisation et à procéder à l'audit des entreprises à privati-ser», souligne Claude Villain, délégué général de la MICECO.

1 250

단민

The state of the s

423

92.3 million 11.

A ....

1:4-

 $g_{i} \gtrsim A_{i} S^{1, k+1}$ 

F. 10.

5 T-8-1 : .

The second

2.12.

 $\mathbb{E}_{\mathbb{R}^{n}} \cong \mathbb{R}^{n} \times \mathbb{R}^{n}$ 

And the Second

3.34

BEKK!

PR TANK

96.4

14 1 34 C

. F

24.3

Des propos qui trouvent un écho favorable auprès des groupes industriels et financiers, qui ne seraient évidemment pas mécontents que les pouvoirs publics, nationaux ou com-munautaires, les aident à s'implanter sur place. Nul doute que les pays de l'Est deviennent plus attrayants alors que la perspective d'une adhé-sion, même lointaine, à la Communauté semble se préciser, «Il y o là un nouveau marché, c'est trop sou-vent oublié», note Bernhardt Friedmann, La Cour des comptes ins dans ses rapports sur la priorité à donoer à la mise en place d'uo réseau bancaire opérationnel, passage obligé pour développer une politique active en faveur de l'inves-

D'autres font valoir que cet accent qu'il faudrait désormais mettre sur l'investissement est d'autant plus nécessaire que les PECO ne se sont pas encore vraiment attaqués à la restructuration de leurs mastotonde iodustriels; une opération qui aggravera le chômage et rend donc particulièrement urgent la créatinn de nonveaux emplois. Les idées ne font pas défaut : ainsi, au sein du Parlement européen (très concerné par le développement des relations evec l'Est), Gérard Fuchs, vice-président de la commission économique et monétaire, demande qu'on s'inspire de cette ONG qui, evec de petits moyens, en envoyant une équipe d'ingénieurs (dont certains préretraités) et en finurnissant les pièces de rechange qui manquaient, est parvenue à réhabiliter une sucrerie en Roumanie en augmentant sa rentabilité de 40 %.

La Commission pousse à la roue et donne en exemple de sa détermi-oatioo soo programme Studer d'aides à la création de PME dans les provinces polnnaises qui connaissent un retard de développe-ment. Mais elle ne convainc encore go'à moitié. «La Commission n'o pas une vision claire de ce qui pourrait être fait en dehors de l'assistance technique. Elle n'a jamais présenté un schéma expliquant comment s'orienter vers des octions plus concrètes et indiquant quel type d'instrument financier on va utiliser. Il n'y a aucune conception d'ensem-ble ni, par exemple, de propositions sur ce que pourrait être la répartition des rôles entre les vrais investisseurs que sont la BERD et la BEI et ce qui pourrait être accompli en amont par la Communauté», regrette Claude

La critique est sévère et, alors que la Communauté semble vouloir se remobiliser pour accélérer le redresorientaux, elle pourrait trouver bientôt des prolongements politiques an niveau des Douze. Autre-ment dit, la recherche d'un nouveau moyens. Mais, en dépit des reproches qu'ils adressent eux-mêmes à la gestion bruxelinise, il n'est pas de tout certain que les pays bénéficiaires verraient d'un bon œil une mise à l'écart, même partielle, de la Commission. «Ils préserent collaborer avec elle, qu'ils connaissent bien; les Etats-membres, ils le savent, ont trop tendance à se montrer directifs », admet Bernhardt Friedmann.

Ph. L

# Premiers pas vers l'adhésion

(Communautés européerines)

Un des grands momenta de l'émancipation des anciens pays de demère le rideau de fer fut le signa-ture, le 16 décembre 1991 à uxelles, des accords d'associa-on liam la Tchécoslovaquie, la Pologne et le Hongrie à la Commu-nauté européenne, il faliait voir l'enthousiasme des ministres venus de l'Est et des journalistes qui les accompagneient au Charlemagne, l'immeuble du conseil. Il était encore plus grand que leur excitation et leur cyriosité pour leurs pre-miers pes au siège de l'OTAN, un-autre lieu dont l'ouverture à leurs, délégations symbolisait le fin d'un monde. Pour bien les distinguer des simples accords antérieurs de com-marce et de coopération, signés à merce et de cooperation, signification la fin des années 80, ces textes furent sppelés « accords européens ». Outre les avantages récipéens ». Outre les avantages récipéens ». fournissaient un cadre institutionnal pour un dialogue politique, marquant nettement un saut qualitati dans les relations entre les parties Le négociation avait été menée

rondement, meigré le caractère ardu de certaines clauses. En décembre 1989, le conseil européen de Sant 1989, le conseil européen de Stras-bourg avait décidé que le Commu-nauté devait *epoursuivre* son examen des formes appropriées d'association avec les pays qui sont sur la vole de la réforme économique et politique. De son côté, dens uns communication eu conseil, en février 1990, le Com-

de relations qui refléteraient la proximité géographique, le partage des valeurs politiques, économi-ques et culturelles et l'Interdépendance croissante». De fait, les accords signés sont globaux, avec des voiets politique, culturel, commercial, financier et économique.

Toutefois, la mise en œuvre des eccords est plus longue qu'on ne l'avait pensé à l'origine. Obligatoire-ment consulté pour ce type d'engegements, le Parlement européen e donné son « avis conforme » pour le Pologne et la Hongrie, en décembre 1992. On espère à la Commission 1992. On espète à le Commission que les Parlements nationaux ratifie, port d'ici à juillet, meis ce n'est pres. Commissionent à une idée répandencore fait. Heureusament des la libéralisation des seconds intérinales sont entres par échanges avec les partenaires ou échanges avec les partenaires ou nartenaires des eaccords.

La partition de la Tchécoslovaquie e compliqué les choses. Le Parlement européen n'avait pes donné son «avis conforme» des lors qu'il devenait évident que l'unité du pays signataire aliait disparaître. Il faut renégocier l'ac-cord avec les Tchèques et les Siocort avec les l'aneques et res sic-vaques, sur des bases un peu nou-velles, analogues à celles qui ont été retenues pour les autres « accords européens » paraphés avec la Roumanie et la Bulgarie en novembre et décembre 1992. Il est convenu que la République tchè-rue et la Sicremie se parteneront est convenir que ar nepuesque trans-que et la Siovaquie se partageront las concessions commerciales consenties par la Communauté à l'ext-Tchécoslovaquie. Mais la Com-mission veut introduire des clauses précises sur la protection des droits

mission avait préconse «un cadre de l'homme, ce qui ne figurait pas de relations qui refléteraient la dans les premiers accords.

En contrepartie des exigences de voudrait que les Douze solent plus pénéreux dans les clauses commar ciales, et elle le dira au prochain conseil européen. «Au conseil (des ministres), il y a toujours un pro-blème pour améliorer l'accès des produits, constate-t-on à la Com-mission. L'Aliemagne est devenue aussi vigilante que la France en matière agricole.

Le casse-tête

futurs partenaires des excoords européens » s'est traduite par un solde commercial net en faveur de la Communauté, notamment parce que les exportations textiles com que les exponences et terres con-moneutaires se sont développées plus vite que prévu. Mais il y a des disparités entre les Douze. Au-delà des déclarations de princips. ceux-ci se battent en fonction de leurs propres intérêts, ce qui rend, par exemple, très difficile un accord de pêche avec la Pologne.

Un point litigieux concerne l'immigration. Les «accords européens» ne perient que de la «circulation des travaillours, et non de calle des personnes, ce qui, en principe, limite les risques de l'afflux massif. Certains pays de l'Est auraient voul étendre à la Communauté le système des contrats de travail tempo

en matière d'« accords européens». Pour le mament, malgré les demandes du Danemark, il n'est pae question de négocier des e accords européens » avec les pays baltes, trop récemment libérés du carcan soviétique et pes assez pré-parés à un libre-échange déjà contraignant pour les premiers signataires. Un minimum de beses nécessaire que l'association est perçue comme un premier pas vers l'adhésion. Régulièrement, la Commission publie des « euroberomè-tres », « est-à-dire des sondages, sur les sentiments des population des Douze et des autres pays à l'égard de la Communauté. Celul de février fait apparaître que quatre habitants d'Europe cantrale et orientale sur cinq sont en faveur d'un statut de membre à part entière à

plus ou moins longue échéance. Dans le préambule des eaccords européens », la Pologne, la Hongris et la Tchécoslovaquie étaient présemées comme syant «vocation» à l'adhésion. La Commission voudrait que les Douze souscrivent plue explicitement à cet objectif sous forme d'une déclaration en bonne

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

INTELLECTUELS

SCHAMBALLEMANDS

# Les embûches de la réforme polonaise

L'aide de la CEE est parfois critiquée, mais les vraies difficultés viennent de l'absence de cadre juridique et de l'impréparation des entrepreneurs

**VARSOVIE** 

de notre envoyé spécial

THE CONSULTANTS)

5 17 - 19 28 TE

The state of the state of

- 42. .. ta kat

27 6 22

20121

1 1000

0.01000000

or or or product

77.11.12

 $(m, q) \in H(\Omega)$ 1997年 安安縣

A 2.75

----

11.10

 $(x,y) \in \mathcal{A}^{p,B}$ 

.....

1.50

1. 1. 1

....<u>\*</u>

Promote at

'EST une région pour romans de Margnerite Yourcenar, aux confins nord-est du pays, qui, avant la guerre, appartenait à la Prusse orientale. La Fondetion pour les lacs de Mazurie a son siège dans une baraque d'ou centre sportif installé, comme il se doit, au bord d'un plan d'est. doit, au bord d'un plan d'eau.

doit, au bord d'un plan d'eau.

Rassemblant les efforts de deux volvodies (préfectures) et dix-sept mouicipalités, avec l'appui du ministère à Varsovie ainsi que de la CEE, la Fondation a pour objet de défendre l'environnement d'une des provinces les plus propices au tourisme de la Pologne. Dans cette zone de lacs et de rivières, sa tâche première est la protection do milieu aquatique. Il faut moderniser et multiplier les stations d'épuration, faire la chasse à l'épendage anarchique d'engrais ou de lisier.

L'ingénieur Roman Stancayk, qui

que d'engrais ou de lisier.

L'ingénieur Roman Stanczyk, qui préside la Foudstioo, est uo homme de terrain, modeste, à l'évidence peu enclin à la critique systématique. Et pourtant il est sévère. L'aide accordée par PHARE etteint 1,8 millioo d'écus, dont 450 000 ont été affectés à l'élaboration d'un plan d'aménagement de la zope et plan d'aménagement de la zooe et 700 000 à l'achat d'équipements pour les stations d'épurations.

#### Trois régions rurales

« Le plan d'aménagement, ce n'était pas notre idée; la décision a été prise par les gens de la Commu-nauté et du ministère à Varsovie. Il a été rédigé par un bureau en conseil danois, qui ignore tout de nos conditions de travail, de la faiblesse de nos moyens et qui utilise un language compilqué, peu adapté à nos mentalités. Ce plan n'est pas réaliste, il ne nous sera pas utile, sauf peut-être pour impressionner les banques...., constate Roman Stanczyk.

« L'argent de la Communauté

n'est pas facile à gagner», pour-suit-il, en évoquant les procédures que doivent suivre les entreprises polonaises pour être choisies polonaises pour être choisies comme fournisseurs. « Les documents sont difficiles à comprende Nous venons de lancer un appel d'offre selon les spécifications de la CEE. Les entreprises polonaises intéressées ne s'en sont pas sorties et nous allons devoir l'annuler, c'est trois mois de perdus. »

trois mois de perdus.» Entre les lacs de Mazurie et Var-sovie, le chef-lien de Sokolow-Po-dlaski. C'est une des trois régions rurales choisies pour installer à titre expérimental, svec le concours de la Communauté, un réseau de télé-phone digital moderne et, en même temps, remplacer les PTT polonais par des compagnies privées, suppo-sées plus opérationnelles. Une réforme à la fois technologique et juridique.

puridique.

PHARE finance donc la Fondatioo pour le téléphooe qui doit
créer des compagnies locales. Celle
de Sokolow-Podlaski, dirigée par
Maciej Waz, réunit dans soo
conseil d'administration, outre la
Fondation, des entreprises locales
mais aussi la TPSA (les PTT polonais); lorsque ses équipements
seroot eo place, les quelque
6 000 abonnés de la TPSA y seront
connectés.

Choisie après appel d'offre, la filiale espagnole d'Ericson, qui fournira les nouvelles installations. Le contrat e été signé par les repré-sentants de la Commission euro-péenne ao com do gouvernement polonais. L'aide de la CEE se situe autour de 2,13 millions d'écus : elle e financé l'étuds de faisabilité et pris-en charge partiellement l'achat d'équipements. Pour Maciej Waz, la principale difficulté tient beau-coup moins à la lourdeur des procédures de PHARE qu'à le « mauvsise volonté» de certaios fonctionnaires de la TPSA.

« Nous sommes des pionniers, i n'y a aucun modèle pour notre action, nous devons créer l'environnement légal. Bien plus qu'à des problèmes techniques, nous nous heurtons à notre ignorance de l'éco-nomie de marché. Notre rentabilité

dépendra beaucoup des compensations que nous devrons payer à la TPSA. Nous aurons besoin de l'arbitrage du ministre... », dit-il, appa-

Cette oécessité de surmouter l'ignorance, les pesanteurs du passé, de se familiariser svec des méthodes nouvelles, o'est assurément pas remise en cause su Fonds de coopération, une organisation publique qui, sous la boulette de Hubert Sziaszewski, gère une dizaine de programmes, la plupart financés par PHARE. Hubert Sziaszewski, ieune et brillent cades suré. zewski, jeune et brillant cadre supé-rieur d'une banque au Luxembourg, svec les avantages de la fonction, est revenu dès 1989 pour se consa-crer au développement de son pays.

#### Un secteur bancaire défalllant

Il ne cache pas que les résultats Il ne cache pas que les résultats affichés par certains programmes ne sont guère satisfaisants. Ainsi les paiements opérés au titre de l'aide sux PME oo bieo du soutien à l'agriculture (agroline) ne représentent qo'une partie très faible des sommes mobilisées par PHARE, soit 25 millions d'écus pour le premier programme et 30 millioos pour le second. Dans les deux cas, les raisons, à quelques variantes près, sont les mêmes. D'une part le secteur bancaire s'est révélé défaillant — e'est là un des principaux lant - e'est là un des principaux goulets d'étranglement fremant les goniets d'etrangiement freman les efforts de réforms; d'autre part, les béaéticiaires potentiels ne possè-daient souvent pas la préparation suffisante pour a'insérer dans le

Deux handicaps qu'il e fallu sur-monter. En renforcant le partenaire bancaire (à la campagne, le Fonds a choisi de s'appuyer sur le réseau de banques coopératives), mais aussi en sélectionnant dans chacuns des provinces uns organisation locale (chambre ds commerce, egence régionale de développement, ONG, regionale de developpement, ONC, université...) que le Fonds charge d'apporter assistance aux chefs d'entreprise perdus dans le maquis administratif. L'idée est d'aider financièrement une quinzaine de centres de soutien aux affaires ainsi que de centres de ferenties aux que de centres, de formation, en donnant la priorité à l'est du pays moins fevorisé par l'aide occidentale. De tels centres sont déja opérationnels en Basse-Silésie et dans la région de Gdansk.

#### Un travall de longue haleine

Les crédits aux cotreprises peuvent donc commencer à être accordés et, ce stade étant atteiot, la des et, ce stade étant atteiot, la crainte de Hubert Szlaszewski et de son équipe, est assurément de voir le gouvernement se mettre d'accord evec Bruxelles pour renoncer à ces programmes. « Ce serait une erreur, lourde d'effets pervers, de se concentrer sur la rapidité des décalssements. La transition vers l'économie de marché est une auvre de longue de marché est une œuvre de longue haleine. La plupart de nos projets impliquent de la part des acteurs un changement de comportement qui prend du temps », insiste le direcorhéaite pas à marquer quelque dis-tance par rapport à son patron, Jacek Saryusz-Wolski, sons-secré-taire d'État pour l'intégration curo-péenne et l'aide extérieure. Celui-ci, préoccupé d'accélérer l'investissement, ferait volontiers le ménage en annulant des programmes à la ren-

tabilité estimée trop lointaine. Marek Krawczyk et Boguslaw Marek Krawczyk et Bogusław Heba, respectivement directeur de l'Agence pour le développement industriel et de la Fondation pour la privatisation, bénéficiant l'une et l'autre du concours de PHARE, ne sout pas teudres, eux uou plus, pour le système bancaire du pays, jugé trop timide lorsqu'il feut investir. Il est difficile, expliquentils, de lancer sur le marché une entreprise, même restructurée, avec un capital de départ quasi insignifiant. Ils suggèrent donc la création d'un fonds d'investissement, mais sussi l'adoption d'une loi pour sussi l'adoption d'une loi pour pousser les banques à investir.

L'agence s prêté son concours à L'agence s prêté son concours à 400 opérations de restructuration, doot une centaine sont actuellement en cours. Le scénario est immuabls: il faut stabiliser la situation financière, vérifier la capacité technologique, commerciale, professionnelle, procéder à une réduction de l'emploi. Souvent intervient un partenaire étranger. Sont-ils mal accueillis? On cite le cas de la centrale thermique de Cracovie, où Solidarité a bloqué l'achat de l'entreprise par les Américains, de l'entreprise par les Américains. Mais, en sens inverse, le même syndicat a appuyé (îl est vrai qu'il n'y avait guère de choix) la prise de contrôle de Hnta Warszawa par le sidérurgiste italien, Locchini, la plus importante opération de priva-tisation accomplie en Pologne après le rachat par Fiat de FSM, principal

constructeur automobile du pays. Le problème des limites à imposer su capital étranger se trouve au centre du débat difficile, en cours

e privatisation de masse». Trois experts détachés par la CEE siègent à l'uoité de gestioo de l'agence qui, par ailleurs, pour ses multiples sudits, fait appel à un nombre toujuurs plus élevé de consultants.

an Parlement, sur le projet de loi de

L'appréciation est également positive à le Fondation pour le développement du secteur financier, active dans quatre secteurs : la cier, active dans quatre secteurs: la banque, l'assurance, la comptabilité, la réforme fiscale. Le directeur, Waldemar Maj, se plaint de l'insuffisaoce des crédits qui lui sout alloués par PHARE (16 millioos d'écus sur trois ans) mais ue pense pas avoir à sa disposition trop d'experts venus de Bruxelles oo de consultants pour exécuter les repoconsultants pour exécuter les rap-ports d'évaluation, les sudits finan-eiers, les couseils eo tout genre qu'exigent, avant de s'engager dans des réformes, la restructuration des banques ou des assurances.

« C'est vrai que nous avons parfois sous-estimé les difficultés. Mais de grâce, ne tirez pas sur le planiste, nous savons bien que quelques programmes devront être révisés et n'oubliez pas que PHARE représente, et de loin, l'aide extérieure la plus importante » conclut Alexanplus importante», conclut Alexander Dickmeester, chef de la déléga-tion de la Commission en Pologne. Oubliant un instant ses critiques et son ironie corrosive, Jacek Saryusz-Wolski confirme : PHARE est le meilleur programme d'assistance extérieure. Il constitue pour nous un instrument d'intégration progressive à la Communauté. Il faut certes l'aménager, rendre son maniement plus souple, mais ce serait une catastrophe de le diviser, de restituer

aux États membres de la CEE la

gestion d'une partie des crédits dis-ponibles, ».

### Au secours de l'air hongrois

" BUDAPEST

de notre correspondant

A partir de le fin mai, cinq camionnettes aux couleurs de la CEE vont sillonner les routes hongroises. Leur mission : détecter les niveaux de poliution. Ces véhicules spécialement aménsgés, appalés « stations mobiles », ainsi qua quatorza sutres stations fixas réparties dans huit dépertemants, funt partis de l'un dea plus importants projets européens de fourniture, clés en main, d'un réseau national de surveillance de la pollution de l'eir. Financé par le programme PHARE (3,5 millions d'écus), l'appel d'offres pour ea réseau s été ramporté par le Société françaisa d'ingénierie (SFF), an collaboration svec la société environnement SA, l'un des pramiars eonstruetaurs d'équipements d'enalysa de la qualité de l'air. A partir de le fin mai, cinq

La mise en place du matériel ast an eours et répund à une dismanda des sutorités magyares qui ont engagé, il y sicinq sna, una étuda sur le modemisation et l'extension des malgres installations existantes. Pour la Hongrie, il s'agit presque d'una opération de aalubrité publique et l'orseleute le publique vu l'empleur de le poliution atmosphériqua.

#### Les voltures vollà l'ennemi l

L'Organisation mondiale de la santé notait récamment qua ca pays figurait parmi les cinq pays occidentaux où la morbidité était le plus élevée pour les maladies respiratoires, telles le cancer du poumon, les bronehites chroniques et l'asthma; même si ces maladies ne cont pas directement provoquées par la polit-tion, celle-ci aggrave considére-blement leur développement.

L'ennemi principal, ce sont les voitures. Non seulement la plupart eont vétustes (moyenne

d'āga : dix ans), mais les Tra-bant st les Wartburg, équipées de moteurs à deux tempe particulièrement polluants, représen-tent 20 % du parc. Reaponsa-blas sn grands partie des émissions de monoxyde de carbone, d'oxydes d'azote et d'hydrocarbures, elles asphyxient littérslement les villas eomma Budapest ou Guyör, située, à la sortie du tronçon d'autorouts qui relia la capitale à Vienne. Autre priorité : le bassin industriel du nord-est, gravemant effecté par les dioxydes de soufre at les poussières so suspansion qui cherriant das particules da métaux toxiques

Le programme PHARE na ve pas andiguar ees fléaux, mais permettra de mieux les eerner. Les quetorze stations fixes reliées à un centre régional par liaisons radio transmattront toutes les demi-heures des don-néss sur la pollution de l'eir. «C'est un progrès énorme, car, jusqu'à présent, nous devions attendra presque un mois avant de recueillis les informations », se féliens la docteur Ildiko Szantgyorgyi, uns des responsables

Una pollution supériaure aux normes una fois détactée, une action de prévantion peut êtra déclenchée en coordination avec la municipalité concernée. Exemple : limiter ou dévier la circulation. «Cala sera sûrement plus difficile quend il faudra s'attaquer aux induatrias», reconnaît la doeteur Szentgyörgyi. Mêma evae le mailleure surveillance technique, l'application des plans Smog va sûrement donner lieu à das conflits entre las lobbies industriels, écologiques et sanitaires. Le plan Smog da Budapest n'e jamais été mis en œuvre debuis son adontion il y a dive depuis son adoption il y a... dix ans. Et ce n'ast pas parce que l'air est pur.

YVES-MICHEL RIOLS

## Des logements pour l'Albanie

(Communautés européennes)

Bien que ce ne soit pas l'objet principal de se mission, la cellule du programme PHARE eonsacra anviron un dixiàme da ses moyens à l'aide humanitaire. Elle est intervenue pour secourir les orphelins roumains. Elle est active en Macédolne. Meis. actuellemant, c'est l'Albanie qui l'occupe la plus.

L'encienne dictature communiste la plus caricaturela d'Eu-rope a reçu 55 millions d'écua en 1990, 1991 at 1992. Avec sa population attachanta et pleine de bonne volonté, ses et aussi ses potentialités, son paysage agricole comme figé depuis le début du siècle, l'Albenie laisse un souvenir ému aux fonctionnaires da Bruxelles an charge des pays de l'Est. «Nous sommes comme des explorateurs, des missionnaires, en pleine Europe», dit l'un d'aux, retour de Tirane.

PHARE s mis an place un fonds d'urgence destiné à financer les projets d'intervention des ONG sur l'ensemble du territoire. il s'agit de fournir des vêtements et de la nourriture à des villages isolés et de remédier à la grande misère des dispensaires locaux. Le secreur hospitalier est totalement sinistré et la pénuria da

médicamants est dramatique, malgré la jeunesse da la popu-

«Le matérial médical? Dépassé et inutilisable, explique un cadre de PHARE. Lea infrastructures 7 Plua d'éclairaga, lits rouillés, plus de vitres sux fenêtres et plus de chauffage. Impossible de atocker les médicaments. Les chambres froides ne fonctionnent plus.» PHARE a dû fournir non saulement des médicamente et du matériel médical d'urgence mala aussi des camions neufs, les autorités ne disposant que de deux véhicules vétustes pour l'ensemble du pays.

Un autre aspect étonnant du programme d'alda humanitaire est le sauvataga des encians détenus politiquas. Juequ'an 1990, la répression s touché à des degrés divers un tiers de la population. Lorsqu'un mauvals esprit était incarcéré, toute sa famille était raléguée dans des camps de travail. Il y a deux ans, les nouvelles eutorités ont remis en liberté quelque 20 000 détenus politiques. «Leur réintégration dans la société s'annonce psrtieulièremant difficils », estime-t-on à la cellula PHARE. Dans l'immédiat, PHARE s'smploie à leur faire construire deux cent cinquante logements.

Le Monde PHILATEUSTES un parcours en timbres EIRE A 1889-1988: MALDIVES 123,1e 15L Avril. En vente en kiosque

BON DE COMMANDE DU Nº 473 DU " MONDE DES DUITATÉLISTES "

		A SA MANAGER DES L'HEWITTINES N
		PRÉNOM ;
CODE POS	TAL:	LOCALITÉ :
	France mét	tropolitaine seulement : 30 F (port inclus)
		xemplaires x 30 F = F

(les virements ne sont pas acceptés.) Commande à faire parvenir svec votre règlement à LE MONDE – Service vente au numéro – 15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15 Pour être servie, toute commande doit être accompagnée de sou réglement par chêque bancaire ou postal.

LE MONDE diplomatique

**AVRIL 1993** 

INTELLECTUELS **EST-ALLEMANDS** SUR LA SELLETTE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

4.5 شده شده در دور به سده و . . 

### L'aide aux droits de l'homme

On en parie beaucoup et les organisacons internationales en font grand cas depuis quelques années, Le respect des droits de l'homms est devenu le passage obligé dane les relations entre les pays de l'Europe occidentale et les Etats de l'est du Vieux Continent. Le difficulté de la tâche, la multiplicité des eitus tione, créent des doublee emploie Inévitables. Aussi n'est-il pas aisé de s'y retrouver dene les compétences et les

Depuie 1948, la Commission des droits de l'homme des Nations unles e pour rôle d'elersur les violations flagrantes. Le Parlement européen se montre ettentif à cat aspect des rele-tions de la CEE avec les peys taire tente de donner un contenu eu protocole sur le respect des droits de l'homme intégré à la convention llent les Douze à leure associés d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique (ACP). Strasbourg produit régulièrement des repporte dénoncant las atteintes à la dignité humeine. Pour blen montrar le priorité qu'ila accordent à cette tâche, les parlementaires ont créé, en 1988, le prix Sakharov pour le liberté de l'esprit. Il e été suces-sivement attribué à Nelson Mandela et Anatoll Merchenko, Alexandre Dubcek, Aung San Quu Kyi, Adem Demaci et sux mères argentines de la place de Mai.

### Le rôle

du Conseil de l'Europe La CSCE, qui e achevé son tra-vall sur la fixation des normes, s'efforce d'avoir une action préventive. Elle e pris das mesures pour observer, établir les faits et des recommandations forsqu'il y e une situation de crise potentielle ou quend une question reste en suspens (psye es). Elle exerce des missions de bons offices, notamment dans l'ex-Yougoslavie. Depuis le début de l'année, elle diepose d'un hant commissariat qui pout agir de sa propre initiative après consultation de la présidence de la CSCE. C'est ainel que de dossiers ont déjà été ouverts sur plusieurs minorités : Kurdes en Turquie, Russes dens lee paye

baltes, Hongrois en Slovaquie. Indénieblement, c'est le Conseil de l'Europe qui e à sa disposition les instruments les plus forts pour garantir au mieux les droits de l'homme. Tout Etat candidat à l'adhéelon à l'organisation de Strasbourg doit non seulement signer la Convention européenne mele accepter le recours individuel auprès de la Cour des droits de l'homme et se soumettre eux errêts rendus.

grie, Pologne, Bulgarie – qui sont membres de l'Institution ont eccepté sans aucune difficulté cette lecture récente du traité de

La République tchèque et la Slovaquie, qui refont acte de candidature après la partition, se formellement liées par les dispositions européennes. Las sutres

Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumenie, Slovénie, Croatie, Albanie - ont merqué leur volonté d'eccepter ces contraintes à l'issue des négo-ciations d'edhésion. L'entrée de la Lattonie risque toutefois d'être retardée en raison des pro-bièmes liés sux droits civiques des minorités (notamment russee), elors que les deux eutres pays baltes devreient rejoindre le club de Strasbourg

Les responsables européens cherchent des formules transitoires afin que les pays qui ne sont pas encore membres tiennent compte de la Convention des droits de l'homme et ecceptent «un certain contrôle» par les instances strasbourgeoises. Ca menu à la carte, prévu pour répondre à des situatione différentes, propose à ce stade deux options : la première concerne la Bosnie-Herzégovine; Le comité des ministres des « Vingt-six » vient de décider qu'il contribuera à le création d'une cour des droits de l'homme dans ce pays. Elle sera composée de cinq juges désignés per le Conseil de l'Europe et de quetre megistrats nommés par les autorités bos-

La seconde formule porte sur la constitution d'un comité intérimaire composé de membres de la Cour européenne et fonctionnant comme un organe de survelliance du respect des droits de l'homme dens les paye qui seraient prêts à s'y soumettre. A l'évidence, les eutorités européennes pensent à des pays qui ne eont pas candidats, comme les Républiques de l'ex-URSS (Ukraine, Biélorussie, Arménie, Géorgle, Azerbaldjan), mais qui pourraient l'être plus terd.

Toutes les initiatives du Conseil de l'Europe tendent vers conditions pour un respect quo tidien et «neturel» des droits de l'homme. Bansliser, ce réflexe démocratique ne peut se faire qu'en progressant per touches euccessives, qu'en tenent compte de besoins différents correspondant à des situatione perticulières. « Avjourd'hui, affirme Hans Pater Furrer, directeur des affairez politiques de l'orgenisation européenne, il n'est pes possible d'appliquer la même médecine dans tous les cas de figure.» ·

MARCEL SCOTTO

#EDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopleur : (1) 40-65-25-99
Télex : 266.806F

Reproduction interdite de tout article, sanf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

536 F

1 038 F

t 890 F

TARIF

141 .....

# Des besoins financiers croissants

En attendant les investissements privés, les pays d'Europe centrale sont tributaires des crédits publics

y e trois manières d'aider l'Europe de l'Est : epporter de l'assistance technique pour accélérer la modernisation; pour augmenter les exportations; prêter des fonds pour assainir les comptes. Ce troisième objectif, qui pent paraître secondaire en regard de l'ampleur des transformations en cours, est en fait primordial. Car scule une position financière externe stable est susceptible d'en-courager les investissements étrangers et d'ouvrir l'accès aux marchés internationsux des capitanx. En clair, d'engmenter les ressources des Erats. Derrière l'appellation globale d'aside macroéconomique», on trouve principalement les prêts des gonvernements étrangers, les financements multilatéraux et les remises de dette.

Immédietement après la chute des régimes communistes, les comptes extérieurs des anciens pays socialistes se sont nettement détériorés. Leur commerce avec les par-tenaires du COMECON s'était effondré, les obligeant à acheter aux prix moodieux, alors que les échanges commerciaux avec l'Ouest n'svaient pas encore décoilé. Certains Etats, dont la Hongrie, la Bulgarie et surtout la Pologne, béri-taient de dettes extérieures considérables. Tous evaient par ailleurs besoin de créer de véritables monnaies (convertibles eu devises occidentales) et de renforcer leurs réserves de change. Dès la mi-1989, un gronpe d'aide se mit en place, groupant les priocipaux pays dustriels, sous le nom de G-24.

#### Une générosité en balsse

De l'avis de tous les spécialistes, la coordination et la comptabilisation de ces crédits reste - en dépit des combreuses conférences internationales - presque impossible à réaliser. Malgré tout, les flux finan-ciers apportés à l'Europe de l'Est depuis trois ans ont été importants. Seloo les estimations de la commission économique pour l'Europe de PONU (CEE ONU), entre 1990 et 1992, les pays d'Europe centrale et orientale (1) ont repa 6,5 milliards mondiale, 5,6 milliards du FMI, tandis que la Banque européenoe pour la reconstruction et le déve-loppement (BERD) a spporté milliard, la Banque européenne d'investissement 1 milliard, et le G-24 3,2 milliards. Il coovieot d'ajouter à ces sommes 25 milliards de dollars environ de crédits bilaté-

Reste à savoir si ces flux se pour suivront ces prochaines anoces. Déjà, la générosité e faibli en 1992 : l'Europe centrale et orientale a reçu 10 milliards de dollars de crédits multilatéraux en 1991 (sans compter les «crédits spéciaux»),

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BELIVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-80-30-10
Télex; 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437

AUTRES PAYS

y compris CEE avisa

750 F

1 560 F

2 960 F

ISSN: 0395-2037



ais seplement 5 milliards l'an dernier. L'aide macroéconomique apportée à l'Europe de l'Est ces dernières années a d'sotre part été largement composée de «financements spéciaux», c'est-à-dire principalement de réaménagements de dette.

Ainsi, la Pologne a bénéficié en 1991 d'un accord de réduction de sa dette officielle (33 milliards de

### Accompagner la transition

Concue en 1990, inaugurée en 1991, la Banque eurour ia reconst et le développement (BERD) est pleinement opérationnelle depuie 1992. Paur mettre en œuvre sa mission – financer les infrastructures publiques en Europe centrale et orientale, et enenurager le développement du secteur privé, - elle dispose d'un capital de 10 milliards d'écus (68 milliarda de francs) et emprunte eur les marchés internationaux des capitaux.

Son fonctionnement ressemble done fort à celui d'autres organismes régioneux de développement, comme la Banque ssiatique, ou la Benque interaméricaine de développement. Principale innovation : ses statuts définissent clairement son rôle d'assistance à la transition vers l'économie de marché.

La BERD, dont l'existence même a été critiquée, notamment per les Etets-Unis, est encore un pourvoyeur de capitaux relativement modeste en comparaison des autres principales institutions multilatérales. Au coura de son exercice comptable clos au 31 décembre, elle s engagé 1,2 milliard d'écus (9,8 milliarde de france) sur 55 projets, la majorité sous forme de prêts, et 10 % environ sous forme de prise de participation dans le capital d'entreprises: Conformément à sa vocation, la banque, dont le siège est à Londres, a servi de « cetalysateur » à des fonds d'origine diverse (les associant aux projets), et levé au total 7 milliards d'écus, contre 1,5 milliard seulement l'année

La BERD e réclisé une grande partie de ses opérations dans le secteur des télécommunications, consentant par exemple deux prêts importants à la Roumanie et à la Pologne pour le modernieetlon de leure réseeux. Per silieurs, l'orgenieme dirigé per l'encien conseiller epécial du président de la République française, Jacques Attall, disposs d'une équipe d'écommistes et de tschniciens. Dane certains pays, notemment dene l'ex-URSS, la BERD effectue surrout

dollars) très avantageux, tandis que la Bulgarie et l'Albanie ont des relations très mouvementées svec leurs créanciers. Le non-remboursement des dettes apporte souvent un bellon d'oxygène, comme c'est le cas à l'heure actuelle en Russie. De plus, la Pologne avait constitué, grâce aux apports des pays occidentaux, un food de 1 milliard de dollars pour la constitution d'un fond de stabilisatioo du zloty, aujourd'bui largement reconverti en credits pour la restructuration du système

nnt permis à tous les goovernements de l'Est de boucter tant bien que mal leurs balances des paiements. Cependant, seules la Hongrie et la Tehécoslovaquie inspiraient suffisamment confiance pour être à même d'empranter sur les marchés des capitaux internationaux (aoprès des banques internationales on des grands iovestisseurs); elles attirent la quasi-totalité des investissements privés à l'Est. Cette année, il est vrai, le change-ment du climat en Pologne permet d'espérer un redémarrage des finx privés.

Tant que l'investissement privé o'eura pas pris davantage d'ampleur, les pays d'Europe centrale et orientale resteront largement dépendants de l'aide officielle et multilatérale. La CEE e engagé des

programmes pluriannuels. Mais les sommes en jeu sont faibles, surtout comparées à la cinquaotaine de milliards de dollars transférés chsque année par l'Etat allemand à l'ex-RDA. De plus, le soutien du FMI reste lié au respect de critères macroéconomiques stricts, ce qui explique en partie les versements plus faibles en 1992 qu'eo 1991 (1.1 milliard de dollars contre 3,7 milliards).

1000

71 L 114 C

2 mm 19 19

3 (22)

7.7

273. 1

. .....

\*\*\*

2 2 200

gr Jrussi

Element .

EMER . . . .

Se: 50.

. . .

100

27.34

Enfia, plusieurs pays d'Europe centrale entrent dans une nouvelle phase do leur transformetion : après les dures années de stabilisation monétaire; d'ajustement des prix et de chute de la production, les taux de chômage sugmentent rapidement. Le nombre de sans-emploi pourrait atteiodre 16 % de la population active polonaise cette

Cette évolution, qui s'ajoute à la chute de la demande à l'Ouest, pour cause de marasme économique, fera naître sans aucun doute de nonveaux besoins ficanciers. Préoccupés avant tout par le Russie, les pays européens et les autres créanciers pourraient bien se montrer moins réceptifs aux requêtes de l'Europe centrale et orientale.

FRANCOISE LAZARE

(1) Albanic, Bulgaric, Hongric, Pologue, Roumanic, ex-Tchécoslovaquic, ex-Yougostavie, ainsi que les trois pays baltes.

# L'impératif de la sécurité

Rassurer les anciens membres du pacte de Varsovie sans isoler la Russie

ORSQU'IL orsqu'il est question de leur sécurité, c'est vers l'OTAN, non vers l'Europe communautaire, que se tournent les pays de l'Est. Dès le démantèle-ment du pacte de Varsovie, les pays d'Europe centrale se sont sen-tis en situation d'insécurité et oot frappé à la porte de la seule organi-sation en mesure de les protéger fece à un voisin russe qui restait une grande puissance militaire : l'alliance attentique.

La Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie de l'époque, oot assez rapidement compris qu'il o'était question pour les Occidentaux de leur offrir ni une intégration dans l'alliance, ni une garantie collective, ce qui revensit au même.
Elargir l'alliance jusqu'aux frontières de l'URSS, on de la Russie,
c'était, aux yeux des Occidentaux,
isoler trop dangereusement Mos-

Ecartant toute garantie formelle de sécurité sux Etats d'Europe cen-trale et aux pays baites, l'OTAN a choisi la voit de la coopération evec tous les anciens membres du pacte de Varsovie, y compris les Républiques de la CEL

Le Conseil de coopération de l'Atlantique nord (COCONA) a été créé fin 1991. Il institutionnalise le dialogue entre l'OTAN et les

anciens membres du pacte de Varsovie, sous forme de réunions régu-lières entre ministres de la défense et ministres des affaires étrangères

et entre responsables militaires. Dans l'effort qu'ils font pour adapter l'alliance atlantique à la nouvells donne de l'après guerre froide, les Etats-Unis ont essayé d'aller plus loin en décembre 1992. en proposant une coopération entre l'OTAN et les pays de l'Est ponr des opérations de maintien de la paix. Le principe en a été acquis, co dépit de l'éternelle querelle interne de l'alliance atlantique - en l'occurrence l'opposition de la France à ce que les instances militaires de l'organisation (auxquelles elle ne participe pss) soient le maître d'œuvre de telles opérations.

L'exemple de l'ex-Yougoslavie permet en toute hypothèse de dou-ter de l'ardeur des Occidentaux (Européens comme Américains) à aller, éteindre les feux qu'allume dans tont l'est du continent le réveil des nationalismes. Ni à ce type d'insécurité ni à celui qu'engendre le voisinage d'une Russie instable et militairement puissante n'a été pour l'instant apportée une

Le Monde Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944 Capital social : 620 000 F Principanz associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », « Association Flubert-Beuve-Méry » Société anonyme es lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises M. Jacques Lesourne, gérant.

Président directeur général : Jacques Lescurne
Directeur général : Michel Cros, Mémbres du counté de direction Jacques Gutu. Philippe Dupuis. Isabelle Tsaldi. 15-17, rue du Colonel-Plerre-Avia 82 PARIS CEDEX IS

Tal.: (1) 46-62-72-72
Telex MONDPUB 634 128 F Le Monde

TÉLÉMATIQUE eez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

BULLETIN D'ABONNEMENT Durée choisie : 6 mois 🗆 3 mois 1 an D Nom: Adresse: Code postal: \_Pays : \_ Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres ex capitales d'Imprimerie

Renselgasmenta sur les microffins et index du Monde su (1) 40-65-29-33

**ABONNEMENTS** 

1, place Habert-Bears-Méry, 94851 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

SUISSE-BELGIQUE

LUXEMB PAYS BAS

'572 F

1 123 F

- 2 006 F

Tel.: (1) 49-60-32-90 - (de 8 houres à 17 h 30)

ÉTRANGER : per voie sérienne tairs sur demande.

LE MONDE » (1975 - poulling is published duly for \$ 500 per year by « LE MONDE » L, vince Hibert-Borns-Milly

- 9632 hypografike - France, Sotoid dues portops pild at Champlain N.Y. US, and additional mailing effice.

FOSTPATIER: Seed address changes to USS of NY Box USI, Champlain N.Y. 12019 - 1518.

For its advantaged to tention to USA

RTERISATIONAL MEDIA SERVICE, Inc., 3330 Pacific Areater Suite 404 Virginia Beach. VA 23451 - 2945 USA

Pour rous abonner, resvoyer of bulletis accompagné de votre règlement l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONIOR code d'accès ABC



Il s'agit du policier, dont l'identité n'a pas été précisée, auteur du coup da feu qui a tué, la 4 avril, à Chambéry (Savoie), un ouvrier, âgé de dix-huit ans, lors de son interpellation; de l'inspecteur Pescal Compain, auteur du coup de feu qui a tué, le 6 avril, un Zaîrois, âgé de dix-sept ens, durant sa garde à vue dans un commissariat

parisien; du gardien Frédéric Fournier, auteur du coup de feu qui a grièvement blessé, le 7 avril, un jeune lycéen à Wattrelos (Nord); et, enfin, du commissaire principal José Ruiz, responsable du commissariat des Grandes Carrières, à Paris, où était affecté l'inspecteur Compain.

« Tout en mesurant la difficulté de la mission de la police et les risques encourus par ses personnels qui ont souvent payé de leur vie leur engagement total au service de la sécurité des personnes et des biens ». M. Pasqua a tenu à reppeler « de la manière la plus ferme, qu'ils seront certes soutenus, mais qu'il leur appartient de faire preuve de maîtrise dans l'exécution de feurs missions ≥. < Leur action, a-t-il ajouté, doit nécessairement s'inscrire dans le respect du droit et des libertés fondamentales, et tout manquement grave sera sanctionné ».

La justice a mis en examen les policiers impliqués à Chambéry et Wattrelos, tandis que l'inspecteur Compain était écroué pour homleida volontaire, chef d'accusetion raremant retenu dans ce ganre d'affaire. Le jaune Zaïrois était « retenu arbitrairement » depuis plusieurs heures dans la commissariat parisien où Il a été tué, l'inspecteur ayant ignoré l'instruction de levée da garde à vue qui lui avait été notifiée par le parquet des mineurs de Paris.

De nouveaux încidents ont opposé, jeudi soir, des manifestants et les forces de l'ordre dans le dix-huitièma arrondissement da París. Apràs avoir été reçu au ministère de l'intérieur, le père du jeune Zaîrois a lancé « un appel au calme » en compagnia du président de SOS-Racisme, Fodé

Enfin, une nouvella polémique a surgi à la suite du décès, mercredi 7 avril, dans le commissariat d'Arcachon (Gironde) d'un jeuna, victima d'un éclatement de la rate et ayant un poumon perforé, sana qua l'on sacha ancora s'il s'agit d'une nouvelle « bayure » ou d'un décès consécutif à une rixe antérieure à son interpellation.

# Une « monstruosité déontologique »

« Une bavure chimiquement pure», commente un haut responsable de le pnlice. « Une monstruosité dénntologique», ajoute un magistrat. Les douze heures séparant l'arrestation du jeune Makome M'Bowole et sa mort resteront dans les annales policières. Avant que l'inspecteur Pascal Compain tire une balle dans le tête de ce jeune Zaïrois de dix-sept ans, il y eut une sidérante série d'erreurs et de libertés prises avec la légelité. Une i-journée qui vaut aujourd'hui à l'inspecteur d'être écroué après avair été mie en examen pour «homicide volontaire» - un chef de poursuites très rarement utilisé dene un dossier impliquant un policier.

L'enchaînement fetal commence à 4 h 30 du matin, mardi 6 avril. Les trois suspects interpellés par une patrouille de police ont du mai à a'échapper, les bras encombrés par une cargaison de cartouches de cigarettes vraisemblablement dérobées. Ces petits voleurs ne soit tertainement pas des enfants de chosur : feur butin s'élàverair de environ 20:000 francs. Makome ainsi qu'un autre mineur et un majeur de dix-huit ans sont conduits au commissariat des Grandes Carrières. Deux heures plus tard, ils sont placés

en garde à vue. Le parquet da Peris en ast immédiatement

A partir de cette heure . 6 h 30, - c'est le même officier de pulice judiciaire, l'inapecteur Campain, qui s'occupa de Makame. Dene un premier temps, il transmet régulièrement au parquet des mineurs les infornions recueillies pendant l'audition. Si bien que la progression de l'enquête conduit le substitut de permanence à pronner, en fin de matinée, autour de midi, la levée de la garde à vue. L'inspec teur Compain reçoit personnelle-ment l'instruction du parquet, enregistrée, noir sur blanc, sur la procédure rédigée au commissa riet, de remettre en liberté ce jeune mineur. Mais le policier n'en tiendra pas compte, agis-sant des lors de son propre chef, sans jamais aviser le parquet que l'ordre de levée de garde à vue n'a pae été exécuté.

Si les Instructions du parquet avaient été suivies, Makome aurait été semila et a disposition de ee femille peu eprèe 12 heures; Comme le eccond mineur, que see perents sont venue chercher au commissariat. Mais ceux de Makome n'ont pu être joints : ils n'ont pas le téléphone et, selon leur avocat, M- de le paix n'est venu les prévenir à domicile de la situation de leur fils. Le famille n'epprendre la vérité que bien plus tard, lorsque des policiare l'informeront du décès de Makome. Le parquet de Paris découvrirs à peu près au même moment que l'adolescent, qu'il croyeit remis en liberté, venait d'être tué.

#### Le geste d'apaisement de Charles Pasqua

Entre-tempa, Mekame est d'abord enfermé dans une cellule. Deux heures d'affilée, le temps pour l'inspecteur Compain d'aller déjeuner. Pourquol ce maintien aux Grandes Carrières? Le pullcier assure aujourd'hui qu'il aurait recu dee déclarations «eponta-nées» du mejeur arrêté avec Makome mettant en cause ce dernier. Meie M. Terquem e'étonne de ne pas trouver trace de l'eudition cancernée dans le dossier qu'il e consulté après la

mise en examen du policier. Quand l'interrogatoire reprend. Makome est plus agressif et plus provocateur que dans la matinée, selon les témoignages de collègues de l'inspecteur. Au point que les éclats de voix sont perceptiblee dens le reste du com-

Grandes Carrièras, le commissaire José Ruiz, vient paseer un mament dens le bureau, dix minutes environ avant le drame. Les aveux de l'inspecteur er l'enquête de l'IGS unt éclairé la suite : Makome e menacé le policier de le « retrouver à la sortie », l'inspecteur a sorti eon revolver du tirnir de enn bureau pour, dit-il, lui « faire peur». Une balle a etteint l'ednlescent en pleine tête, alors que le canon du revolver était appuyé contre la face de Makome, «à bout touchant».

Jeudi 8 avril, la famille du jeune homme, le président de SOS-Racisme, Fodé Svila, et Mª Terquem ont été reçus place Besuvau par un conseiller du ministre de l'intérieur. Le père de Makame, un Zatrois sous le coup d'une «invitation à quitter le territoire » francaie depuis décembre 1992, e néanmains recu l'assurance qu'il pourrait revenir dane l'Hexagnne eprès avair enterré son fils eu Zaire, Un geste d'apalsement, ecompegné de aenctione eévères pour les policiers, grandement epprécié par Mª Terquem qui, récemment passé du PS à Génération Ecologie, assure qu'il n'a guère de précédent.

**ERICH INCIYAN** 

ÉDUCATION

Soumis à des pressions contradictoires

### François Bayrou se donne trois semaines pour décider du sort de la réforme des lycées

En remettant en question l'application de la rénovation des claases de première à la rentrée 1993, le ministre de l'éducation nationale n'a pas choisi la voie de la facilité.

A quelques jours seulement du long tunnel des vacances de printemps, moins de trois mois evant la fin de l'année scolaire, peut-on, une fois de plus, remettre sur le métier une réforme des lycées laborieusement élaborée en cours des deux dernières années? Après quelques jours de réflexion et plusieurs entretiens informels avec des membres de le communauté scientifique, notamment l'académicienne Jecqueline de Romilly et le Prix Nabel Pierre-Gille de Gennes, et eprès avoir réuni les recteurs des vingt-hait académies, mereredi 7 avril, le ministre de l'éducation netinnale, François Bayrou, semble prêt à prendre le

Dans un communiqué, il a en effet annuncé, mercredi 7 avril, la mise en place d'une «commission d'évaluation de la rénavatian des lycees ». Cette commissinn, dont la composition sera rendue publi-que le lundi 11 nvril, devra ren-dre ses conclusions dans un délai de quinze jours afin que le ministre puisse nriêter ses décisions evant la fin du mois d'evril (le Mande du 9 avril).

Le temps presse, et François Bayrou est bien conscient que s'il veut imprimer sa marque sur ce dossier sensible, il doit agir vite. La nouvelle équipe du ministère évoque le flou de la réforme enga-gée par MM. Jospin et Lang ; flou sur les modalités et les coûts de la rénovation « qui ne sont pas pleinement maîtrisés », mais aussi finu sur les programmes qui ne sont pas définitivement arrêtés – ce qui est effectivement le cas en losnphie et pnnr certaines

Dernier argument et non des moindres : « Un véritable effondrement culturel » est à craindre et la réforme pourrait réduire « sensiblement » le nombre des dièves apprenent les langues anciennes et des effectifs dans les séries scientifiques. Bref, même si la nouvelle équipe paraît repren-dre à son compte l'esprit général des textes - « rééquilibrage entre les différentes séries du bac » et « parcours plus diversifiés », - elle pourrait eussi céder aux injonc-tions de ceux qui, depuis deux ans, pilmment emsciencieuse-ment la réforme. Or ces deux atti-tudes semblent difficilement

#### Discorde sur les options

La réforme, qui doit entrer en vigueur à la rentrée 1993 pour les classes de première et à la rentrée 1994 pour les classes terminales, propose de substituer aux quelque vingt-bnit filiéres actuelles, sept grandes voies de formation (trois ponr l'anseignement général et quatre ponr l'enseignement technalagique). Chaeune enm-prendrait des enseignements obli-gatoires représentant vingt-cinq à vingl-six henres de cours. S'y ajouteraient, eu chnix des élèves, des options facultatives dont une seule pourrait être choisie dans le bloc des matières duminantes. Autre innovation: parmi ces der-nières, chaque discipline pèserait d'un poids égal au baccalanréat. Ainsi, dans la vnie scientifique, désormais unique, le poids des mathématiques scrait minoré eu profit, notamment, de la biologie. C'est notamment sur ce point que se sont concentrées les critiques les plus vives. En affichant l'ambilion de proposer des voies de histoire-géographie, lettres et phi- formation « d'égale valeur et

d'égale dignité », cette nouvelle architecture fait effectivement disparaître la voie royale actuelle communiqué du ministère : e Ni maratoire ni statu quo. » de la première S et de la terminale C (mathématiques), celle des

Antre pomme de discorde : les options. Afin de réduire la charge horaire des lycéens, Linnel Jospin avait proposé qu'ils se limitent à une seule aplinn. Mais sons la pressinn conjugnée des spécinlistes de langues anciennes et de mathématiques, M. Lang avait dû en rabattre. Il evait élargi le choix à deux, «vaire à trois aptians». Les recteurs ne cacheni pas que les moyens qu'ils ont d'nres et déià mis à la disposition des établissements en vue de la rentrée 1993 ont été calculés sur la base de deux nplinns en moyenne. e Mais les paintages que naus avons effectués à partir des vœux d'orientation des élèves mantrent qu'ils choisissent mains de deux aptions en movenne», souligne un recteur avent de conclure : « Ca passe. De justesse dans certaines cadémies, mais ça passe.»

# Ni moratoire

ni statu quo Dans up bel ensemble, les recteurs l'ani d'ailleurs expliqué nu ministre le 7 avril : sur un plan technique, la réforme est trop engagée pour que l'nn puisse faire muchine arrière. Les mnyens dégagés permettent glubalement de faire face aux besoins. Enfin, sur le terrain, les grands principes de la réforme commencent à être compris et ecceptés. Le Syndicat national des personnels de direc-tion de l'éducation nationale (SNPDEN), qui regroupe près des trois quarts des chefs d'établisse-ment, ne dit pas autre chose. Le SNES, syndicat majoritaire chez les enscignants des lycées, à l'oc-casion de son congrès de Bnarg-en-Bresse, a vivement césmi au en-Bresse, e vivement réagi au

Les enseignants, sur le terrain, se montrent également plutôt favorables (64 %) à la rénovation pédagogique des lycées, comme le montre un sondage (non publié), réalisé par l'institut CSA pour le ministère en mars. Une majorité (59 %) estime qu'il est bon de resserrer le nombre des filières, et ils sont 93 % à juger positive l'idée des mndules de soutien. Néanmoins, ils sont beaucoup plus réservés sur les effets de la réforme : un tiers d'entre eux seulement estiment, en effet, qu'elle permettra d'éviter « la sélection par certaines silières ».

Dans les lycées, le désarroi est bien réel depuis le communique du ministère. «Je réunis tous les parents de seconde le 9 avril pour leur expliquer les nouveaux textes, dil nn proviseur de l'académie d'Oriéans-Tours. Qu'est-ce que je vais leur dire?» Un nntre, du Val-d'Oise, renchérit : « On ne sait pas quel rôle joueront les options, natamment l'aptian de maths, pour l'accès aux elasses préparataires. » En brouillant les cartes, la réforme engagée par la gauche pose effectivement un problème : fant-il nn non reconstituer une vnie naturelle vers les prépas qui passerait, forcement, par les mathématiques?

Une supplique, enfin, est adres-sée an ministre : ne touebez pas aux modules. En seconde, cette ennée, élèves et enseignants ont pléhiseité cette innnvation qui permet de travailler en gronpes restreints. Or ce sont justement ces modules qui coûtent très cher en postes el qui paseront de redoutables problèmes de locaux quand ils seront étendus à tontes les classes des lycées.

### Les policiers invités à faire preuve de «maîtrise» et de «professionnalisme»

Le ministère de l'intérieur vienl d'inviter fermement tous les éche-lons hiérarchiques de la police nationale à rappeler à leurs troupes les règles élémentaires de profes-sionnalisme. A cette fin, le directenr général de la police nationale, Bernard Grasset, e adressé un télé-gramme aux préfets, tandis que le chef du service central de la police urbaine, Michel Tanière, s'adressait par la même voie à l'ensemble de ses directions régionales.

«La sécurité des personnes et des biens, écrit M. Grasset, est une priorité qui implique un engage-ment total de la police nationale et une grand« dèterminatian de la part de ses personnels. Face à cette exigence, le ministre d'Etat, minis-tre de l'intérleur et de l'oménagement du territoire m'a demandé de tronsmettre oux policiers la confiance du gauvernement, lls savent pouvair compter sur mon soutien. Toutefois, tout en mesurant lo difficulté de leur missian et les risques qu'ils encaurent, il vous appartient de leur rappeler qu'ils doivent faire preuve de maîtrise et de professionnalisme dans l'exercice de leurs tâches. Leur action doit toujours s'Inscrire dans le respect du droit et des libertes fondamentales. Si l'on peut comprendre les erreurs et les maladresses, il ne saurait être question de tolèrer les fautes carac-térisées et les manquements aux règles essentielles qui régissent l'action de la police. L'estime et le respect de lo populatian pour lo

police en dépendent aussi, et les policiers daivent le savoir, comme ils doivent savoir qu'ils seront soutenus dans leurs actions difficiles et à la sécurité des biens et des per-

De son eôté, M. Tanière n adressé un télégramme aux responsables des polices urbaines nyant pour objet les «mesures de sécurité lars des interventians » ainsi que «l'usage et la manipulation des armes», « De récents incidents, écrit M. Tenière, ont mis en évidence l'inobservation des règles élémentaires de sécurité en matière d'utilisatian des armes lors des interventions. Ces règles, de même que les conditians de la légitime défense, daivent être de stricte

En conséquence, vous veillerez à ce qu'elles soient à nouveau et dès à présent rappelées à l'ensemble des fonctionnaires. Por ailleurs, Il conviendra également de prendre toutes les dispositions pour qu'une sensibilisation particulière des personnels dans ce domaine soit assurée dans le cadre de la farmatian continue et de l'entraînement ou tir et aux techniques d'interventian que chacun d'entre eux doit suivre impérativement. » En conclusion. M. Tanière demande à ses subordonnés de lui erendre compte sans délai de tous manquements ou difficultės v.

### De violents incidents ont eu lieu à Paris et à Tourcoing

De nouveaux incidents ont éclaté, dans la soirée du jeudi 8 evril, eux abords de la mairie du 12 arrondissement de Paris, deux jours après la mort du jeune Zaïrois tué par un inspecteur de police du quartier. Comme la veille (le Mande du on the control of the Jules-Joffrin. Selon la préfecture de police, treize policiers ont été légè-rement blessés, trente véhicules ont été endommagés et une quarantaine de vitrines ont été brisées dans le quarter. Les policiers ont dû tirer des grenades lacrymogènes et char-ger à plusieurs reprises pour disper-ser les assaillants. Une trentaine de

personnes ont été interpellées. Les premières écheuffourées unt éclaté vers 18 beures, lorsque des policiers en civil ont procédé à plu-sieurs interpellations devant la mai-rie, où cent à deux cents personnes manifestaient depuis la fin de mati-née. Par la suite, alors que de nombreux jeunes gens convergenient vers la mairie pour lancer des pavés et des bouteilles en direction des CRS et des gendarmes mobiles, les accrochages se sont faits de plus en plus violents. Le calme est revenn vers 22 heures après que des ado-lescents eurent promis de « revenir samedi avec la banlieue».

#### Remise en liberté du policier de Wattrelos

A Tourcoing (Nord), notre cor-respondant Jean-René Lore nnus signale que deux policiers municipaux ont été roués de coups par des amis du jeune Rachid, gravemenr blessé à la tête, mercredi matin, par un policier à Wettrelos (le Monde du 9 avril). Huit voitures ont été brûlées et des vitrines brisées. Les incidents ont commencé à la suite d'une rumeur - infondée - annons lycées.

CHRISTINE GARIN

Gant la mort du jeune Rachid. Une compagnie de CRS a été dépêchée sur place pour tenter d'empêcher les jeunes de poursnivre leurs exac-

L'enquête sur le drame de Wat-trelos e abouti à la mise en examen de l'auteur du coup de feu, le sousbrigadier Frédérie Fournier, pour aviolence avec arme ayant entraîne une Instrmite permanente». Les the infirmite permanente ». Les témoignages unt permis d'établir que le jeune Rachid était allongé à terre lorsque le sous-brigadier, qui était accroupi, un genou sur le dos du jeune homme, a fait feu. « Le coup est parti accidentellement », a affirmé le policier. « Il avait menacé Rachid », témoignent les jeunes.

Il est établi qu'nu moment des faits, le sous-brigadier était sous l'emprise de l'alcool. Le parquet et le juge d'instruction ont demandé sa mise en détentinn provisoire « pour la nécessité de l'anquête et compt« tenu de troubles à l'ordre public». Mnis le juge délégué n'a pas suivi cette requête et a décidé la remise en liberté sous contrôle indiciaire du sous-héradier. An indiciaire du sous-brigadier. An CHR de Lille, le jeune Rachid demeure dans un état exitique. Il n le bras gauche paralysé, semble-t-il, de façon définitive.

### **FAITS DIVERS**

D Quatre morts dans la collision d'un train avec un minibus près d'Aix-en-Provence. - Un minibus de la municipalité d'Aix-en-Provence, qui revenait d'une journée de classe verte en Camargue, jeudi 8 avril, avec vingt-trois enfants de CM2, s'est retrouvé bloqué sur un passage à niveau de la nationale 7 à la Calade (Bouebes-du-Rhône). Un train express régional, venant de Marseille, n'a pu éviter le minibus, qu'il a traîné sur une centaine de mètres. Le cheuffeur du véhicule et trois enfants ont été tués. Six nutres élèves, sérieusement blessés, nnı été hospitalisés. Les éléves indemnes avaient eu le temps d'évacuer le car avec leur accompagnatrice.

..... if de la sécurit

111111

1 1 2000

 $\beta = 1: \ell_{\overline{n}}$ 

3 73 30

272

. . .

生物特殊

1. 1.1.1.2

7.522

ATT 22

1 10 00 7

in the second disc.

and the second

18 18 18 18

en ingeried

a martin mess

1. 9. 150. 250

and the first house

- 1702

L'enquête sur l'assassinat du porte-parole du Recours-France

### Le meurtrier présumé de Jacques Roseau est revenu sur ses aveux

Gérald Humtz, qui avait avoué 5 mars à Montpelliar, s'est rétracté an partie la jaudi 8 avril. Il reconnaît avoir eppartenu au groupe qui a organisé l'exécution mais nie désormais avoir eu l'arme an main au moment du meurtre. il a été placé en détention à la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Magueionne (Hérault), ainsi que Jean Clauda Lozano at Marcal Navarro, également mis en examen dans le cadre de cette

MONTPELLIER

de notre correspondant

Depuis la mise en application du nouveau code de procédure pénale, la personne « mise en examen » doit d'abord être présentée au juge d'instruction chargé du dossier, mais c'est à un juge délégué que revient la décision de la mise en délention, à l'issue d'un débat contradictoire entre le procureur de la République et le défenseur de l'intéressé. Cette procédure, appli-quée rapidement après une inter-pellation, avait ici été différée de cinet quatre houses. Elle a donc eu vingt-quatre heures. Elle a done cu licu jendi 8 avril, en fin d'après-

Devant le juge Régis Verhaeghe, Gérald Huntz est alors revenn par-tiellement sur ses aveux; expli-quant qu'il avait «craqué» sous l'effet de la fatigue dans la nuit de

mardi à mercredi dernier. S'il ne mardi à mercredi dernier. S'il ne nie pas avoir préparé l'assassinat et y avoir participé nvec Jean-Clande Lozann et Maurice Nuvarro, il affirme, lui qui, invalide à 30 %, a beaucoup de problèmes de motricité, ne pas être celui qui tenait l'arme et a appuyé sur la détente. « Que celui qui l'n fait prenne ses responsabilités », a t-il dit.

Pour la noemière fois, les trois bnmmes se sont mutuellement accusés. Leur arrestation n'est donc pas, a priori, remise en question, car tous maintiennent leur partici-palion an meurtre. Mais la questinn qui se pose est de savoir lequel a tiré.

> Changement de stratégie

Pendnnt toute la jnurnée de jeudi, des plongeurs de la gendar-merie d'Agde ont cherché l'arme du crime dans un canal de l'Hédu crinte dans un canai de l'ricrault dont les enquêteurs ont tu le nom et le lieu pour ne pas être gênés. Marcel Navarro aurait, en effet, reconnu que l'arme lui appartenait. Il s'agirait d'un vieux Colt 45 qu'il avait ramené d'Algérie. Les belles de 11,43 saisses lors des accomissions ent été tempter à cet. perquisitions ont été trouvées à son domicile, à Bessan. Il fandra atten-dre les nouvelles conclusions du laboratoire d'expertise de Marseille pour savoir si ciles font partie dn même lot que celles ntilisées le

Le revirement de Gérald Huntz semble, en fait, correspondre à un changement de stratégie de sa part. Il refuse désormais de porter seul un «chapean» apparemment trop grand pour lui et ne veut pas

cette affaire. Sa famille, après avoir pris contact avec lui, ne souhaite plus que kene Bianchot, par all-leurs avocat de l'USDIFRA, prenne sa défense, ce qu'il nvait, annoncé dès que l'on apprenait le prochaine mise en examen des trois hommes mercredi après-midi. M. Bianchot déciarait, dans la fou-lée, qu'il s'agissait selon ini d'a un acte isolé », ajontant : « Ils disent qu'ils étaient tous les trois qu'ils qu'ils étaient tous les trois, qu'ils sont venus jouer aux boules, garer leur volture normalement, à pied comme d'habitude. Ils se sont pro-menés un peu partout et ont été vus par tout le monde. Cela démontre l'absence de préparation et de pré-méditation. Lorsqu'il s'est agi d'al-ler voir Rosenu pour l'interpeller ter voir Kossul pour l'interpeter parce qu'ils étalent en colère contre lui, contre sa stratégie, sa façon de défendre les rapatries, alors la mou-tarde leur a monté au nez et puis ça n dégénéré. Ca ressemble plus à un accident qu'à une exécution.»

La famille de Gérald Hnntz craint donc que la présence à ses eôtés d'un proche d'Eugène Ibagnes, le président de l'USDI-FRA, puisse être un frein à la recherche d'éventuelles autres responsabilités au sein de la mou-vance de l'association. Si son sou-hait se concrétise – mais seul Gérald Huntz pent y consentir -un nouvel avocat, extérieur à l'US-DIFRA et, sans doute, domicilié à Montpellier, serait amené à prendre le dossier en main. Et Gérald Huntz pourrait peut-être alors en dire plus qu'il ne l'a fait jusqu'à

JACQUES MONIN

Un arrêt du Conseil d'Etat sur l'aléa thérapeutique

### Un hôpital condamné pour responsabilité sans faute

Le Conseil d'Etat a rendu, vendredi 9 avril, un srrêt que de Marseille à verser à la victime d'un acte médical, réalisé en l'absence de toute faute, une indemnité de 1 500 000 F. augmentée des intérêts depuis le 1= octobre 1982. Cette décision ouvre la voie à la reconnaissance de l'Indemnisation du risque médical sans faute (aléa thérapeutique], domaine qui n'est encore régi par sucun

En 1974, M. Bianchi, agé de trente-huit ans, souffre de différents malaises, attribués à des chutes brutales de sa tension. Le 18 septembre 1978, il présente un nouvel épisode de chute tensionnelle plus grave, an conrs duquel de nouveanx symptômes cliniques laissent apparaître une paralysie faciale droite. On décide alors de l'hospitaliser dans le service neurologique de l'hôpital de la Timose, au sein du

CHU de Marseille. Différents examens (fond d'œil, électro-encéphalogramme, scannographie) n'ayant nen révélé d'anor-mal, on décide de pousser un peu plus loin les investigations diagnostiques en pratiquant une artériogra-phie (radiographie du système vas-culaire grâce à l'injection d'un produit radioopaque dans la circu-latina sanguine) des artères verté-

directeur de l'Agence nationale

de recherches sur le sida

(ANRS), répond à Wellcome et

revient sur les enseignements

qu'il convient de tirer de l'essai

La fuite en avant. Plutôt que de

a'interroger avec lucidité sur les résultats de l'essai Concorde, les

responsables de la firme pharma-ceutique britannique Wellcome unt préféré, à conp d'arguments

médicaux et scientifiques parfnis

dnuteux, remellre en cause leur caractère significatif. Au cnurs

d'une conférence de presse, à Londres mercredi 7 avril, ils ont

expliqué que einq études diffé-rentes, réalisées sur un total de

3 002 patients, avaient démontré un effet positif de l'administra-

tion précoce d'AZT. Ces études ant-ils ajonté, indiquent que la

réquence des décès est deux fois

plus élevée chez les patients mis sous placebo. Dans ces condi-

tions, la firme britannique affirme qu'elle n l'intentinn de

maintenir ses demandes d'autori-sation de l'AZT dans les pays européens pour les patients infec-tés par le VIH, mais ne présen-

Ces déclarations des dirigeants

de la firme Wellcome, s'ajnutant à celles de médecins dont le pro-fesseur Willy Rozenbanm, ont

contraint le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'ANRS et, à

Lévy, directeur de l'action de ce titre, l'us des responsables de l'essai Concorde, à sortir de sa l'essai Concorde de l'essai

réserve. e Je voudrats une nouvelle fois indiquer, dit-il au Monde, que les résultats de l'essai Concorde ne

signifient en aucun cas que l'AZT

tani ancun symptôme (1).

Concorde.

brales. Maiheureusement, à la suite de cet examen, M. Bianchi présente une tétraplégie (paralysie des quatre membres). Son incapacité est actuellement quasi totale, son état a'étant compliqué d'une atrophie musculaire grave, imposant l'aide constante d'une tierce personne.

M. Bianchi s'était, dans un pre-mier temps, adressé an tribunal administratif de Marseille pour obtenir réparation de son préjudice. administratif de Marseille pour obtenir réparation de son préjudice. Dans un jugement du 8 novembre 1984, cette juridiction rejetait sa requête, estimant notamment, en se fondant sur la jurisprudence, qu'il ny avait pas eu de faute médicale. Une nouvelle expertise était ordonnée le 23 septembre 1988. Elle devait confirmer l'absence de faute médicale et concture que l'explication la plus vraisemblable était celle d'une occlusion secondaire à l'artériographie dont le sièce se trouvait riographie dont le siège se trouvait an nivean de l'artère vasculaire de la moelle cervicale. L'origine de cette occlusinn est à rechercher dans un phénomène d'embolisation, an type de lesion dont M. Bianchi

Les bases d'une nouvelle jurisprudence

qu'il ne souffrait ni d'une sciérose en plaques ni d'une affection dégénérative avant son examen, est done e aujourd'hui malade des

Après la publication des résultats de l'essai Concorde

sur l'efficacité de l'AZT chez les séropositifs

Le directeur de l'Agence nationale de recherches

que les accidents consécutifs aux et que celui de M. Bianchi étai e hors de proportion » avec l'état qui avait justifié un tel examen à visée diagnostique. Le Conseil d'Etat, sui vant en cela les conclusions du commissaire du gouvernement, estime à 1 500 000 F le préjudice subi, une indemnité à laquelle il fandra ajnuter les intérêts au taux légal à compter du 1º octobre 1982. M. Bianchi réclamait 6 250 000 F.

Si l'nn excepte un arrêt de la cour administrative d'appel de Lyon on date du 21 décembre 1990 (1), le concept de responsabilité sans faute n'était jusqu'à présent pas acquis. A ce titre, l'arrêt du Conseil d'Etat fournil les bases d'une nonvelle jurisprudence permettant aux victimes d'être indemnisées de manière substantielle en dehors de toute faute médicale. En dépit des nombrenses propositions de loi rédigées ces dix dernières encore à se prononcer.

JEAN-YVES NAU

(1) L'arrêt du 21 décembre 1990 de la cour administrative d'appel de Lyon (le Monde du 24 décembre 1990) avait admis la responsabilité pour risque es cas de complications exceptionnelles et anonsalement graves, consécutives à des thérapeutiques nouvelles non entièrement mathrisées, et dont l'emploi ne g'impossit pas nour des raisons vitales.

MEDECINE

Le président de l'USDIFRA ne se reconnaît « aucune responsabilité morale dans ce qui est arrivé-»

de notre correspondent régional

Quand il a appris « la nouvelle », mercredi 7 avril dans la matinée, à la sortie de sa garde à vue dans les locaux de la police de Toulon, M. Ibagnes a été e surpris ».
e Mais, ajoute-t-il – et ce sera son antienne tout au long de l'entretien, - il fout voir comment des hommes en arrivent à devenir des

« La plupart du temps, raconte Eugène Ibagnes, les gens qui arrivent chez nous ont eu, auparavant, vent cnez nous ont en auparoran-des problèmes. Huntz est un ancien de la police en Algérie. Il a servi dans l'armée, puis il a monté une petite affaire de transports qui n périclité à eause de la erise du petrole. Il n été mis en liquidation de biens. A ce moment, dans les années 80, il s'est adressé au Recours, à Montpellier, qui n'a rien fait pour le tirer des griffes du syndic. Le matériel de son entre-prise a été saisi et vendu. Un jour, il a entendu parler d'un mouve-ment de rapatriés, l'USDIFRA, qui s'occupait de ces cas-là. Il est venu nnus voir. Sa villa, aussi, devalt être vendue. On lui a fait obtenir les mêmes droits que l'ensemble des rapatriés, aiors qu'il y avait forclusion. Les poursultes ont été suspendues et il est venu travailler

» Lozano, lui, est rentré derniè rement du Venezuela. Après avoir sejourné dans la banlieue parisienne, il a rejoint ses enfants qui sont installés du côté de Perpignan.

@ Elisabeth Cons-Boutboul renvoyée devant la cour d'assistes. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a renvoyé, jeudi 8 avril, Elisabeth Cons-Boutboul devant la cour d'assises de Paris. Mère de la femme jockey Darie Bnutboul, Me Cons-Boutboul, soixante-hnit ans, avait été inculnée, le 9 octobre 1989, de complicité dans l'assassinat de son gendre, l'avocat Jacques Perrot, trente-neuf ans, tué le 27 décembre 1985 à son domicile parisien. Le mars dernier, la chambre d'accusation avait ordonné un supplé ment d'information. Cette procé-dure visait à verser au dossier de l'assassinat les pièces relatives à une seconde affaire : le meurtre de me de main Bruno Dassac en 1988 an Havre. M. Bernard Prévost, défenseur de M= Cons-Bouttion «inéquitable» qui a abouti an renvoi de sa cliente devant la cour d'assises. Il a annoncé sa décision de se pourvoir en cassation.

Je l'al vu, la première fols, l'été -instructions, Qu dit que je suis très sane (commune varoise proche de Tourves]. Il a voulu servir, avec nous, la communauté et, en quelques mais, il a fait un travail

Leur passage à l'acte? « Un coup de folie!», dit M. Ibagnès qui ne croit pas à la préméditation : « Quelquefnis, auggère-t-il, les choses ne tournent plus rond, ça fait « tilt » et puis ils règlent des comptes. Cela peut arriver à n'importe qui. Et peut-être que cela arrivera encore... Ils ont pu en parler entre eux. Ils se conna depuis longtemps car ils étalent tous les deux [Hnntz et Lozano] originaires de la région de Mosta-

> «Je ne fais pas de coup dans le dos»

Les prises de position de Jacques Roseau n'étant pas récentes, quel a été le facteur décleuchant? e C'est un ensemble de choses. Beaucoup de rapatriés, en particu-lier, ont été très choqués qu'il serre la main à l'ancien chef du FLN, Yacef Saadi (1). C'est comme si Mitterrand avait donné l'accolade à Barbie. Il y a eu, également, cet alignement du Recours sur le RPR. Nous c'est clair et net, on n deux ennemis en France: le communisme et le gaullisme. Eh bien, eux, ils sont allés jusqu'à la dernière extrémité. Dans nos réu du CNSR], des quantités de gens disaient des choses très dures sur Rosenu. J'avais averti Forzy (le président du Recours]. Je lui ai dit: Il y a trop de monde qui veu-lent lui mettre des balles dans la tête. » Ces menaces, précisément, n'nnt-elles pas été proférées par Eugène Ibagnes, lui-même? « Un hebdomadaire parisien [l'Express] a osé l'écrire. C'est totairment

La question d'un commanditaire de l'assassinat de Jacques Rosean ne peut, cependant, être éludée. M. Ibagnes ne fait-il pas, Inimême, l'objet de soupçons voilés? Comme ces immigrés de l'Ancien Régime qui n'avaient e rien aublifa pas fait il pas par ni riam oubliés, ne fait-il pas par-tie de ces nostalgiques de l'Algérie française qui n'ont jamais admis l'indépendance de l'Algérie? Entre 1973 et 1976, n'a-t-il pas travaillé avec Mouloud Kaonane, le respon-sable des Soldats de l'opposition absérienne (SOA), dont le vericinal algérienne (SOA), dont le principal objectif était de préparer le retour des rapatriés en Algérie? e Oul, on pense que j'aurais pu donner des

s. Mais on s'exprime comm sympathisant des SOA et un meme actif de l'OAS. Entre Aint Témouchent et Mostaganem, où des amis égorgés, tués. Mais, moi, je suis un homme libre. Quand j'ai quelque chose à dire ou à faire. e'est au grand jour. Quand il le faut, je prends mes responsabilités, le fusil à la main, devant tout le Le Pen et ses partisans, à desce ou trois reprises sur ma propriété, où je me suis reconverti dans la restauration pour les groupes. Ce sont des clients comme les autres et je ne vals pas refuser leur argent. J'ai nussi reçu des gens du RPR. blème de l'Immigration. Un point, c'est tout. J'ai mon franc-parler. l'ai une voix qui porte, des coleres. Mais, après, je ne fais pas de coup dans le dos. Je ne peux pas contrôler les pensées et les actes de chacun des nos adhérents. C'est pourquoi, je ne me sens aucune responsabilité morale dans ce qui

Dernière question : le mouve-ment des rapatriès n'est-il pas mort avec Jacques Rosean? La tragique disparition de celui-ci n'a-t-elle pas eu pour effet, à la fois de décapiter le Recours et de discréditer l'USDIFRA à travers l'acte présumé de trois de ses partisans? «Les rapatriés, répond Eugena Ibagnes, ne connaissent pas vraiment l'USDIFRA. Ils connaissent Ibagnes, le gars qui défend leur cause le fusil à la main. Même si je disparati, quel-qu'un reprendra le flambeau après moi pour faire l'unité de noire auté et exiger la justice.»

(1) Cet épisode, qui serait surveun lors l'émission qui a servi la projection de série les Années algériennes, sur

dernier, au cours d'une réunion du dur et qu'en parlant je peux Consell national supérieur des entraîner des gens à faire des cela dans toutes les associations de rapatries. J'ai été, e'est vroi, un l'explaitais un domaine qui me venait de mon grand-père, nous n'étians qu'une polgnée d'Euro-péens. J'ai été condamné à mort, plusieurs fols, par le FLN. J'ai eu monde. On dil, aussi, que notre association est proche du FN. C'est de la foutaise. J'ai reçu, bien sûr, Suis-je, pour autant, RPR? L'US-DIFRA n'est pas une association d'extrême droite. Elle est apolitique et d'ailleurs, des que l'un de nos dirigeants s'affiche dans un parti, il est exclu. La seule chose que je puisse dire au sujet de Le Pen, c'est qu'il a raison sur le pro-

GUY PORTE

sur le sida répond à la firme Wellcome La publication des résultats n'est pas utile chez les malades atteints de sida. Pas plus qu'ils préliminaires de l'essai francon'obligent, en quoi que ce solt, d'interdire l'emplul précoce de l'AZT en monochimiothérapie. Je britanniqua Concorde tendant à montrer que l'AZT n'aurait pas le répète : e'est à chaque médecin d'effets bénéfiques lorsqu'il est qu'il appartient, au cas par cas, de prescrire tel ou tel traitement à ses administré aux personnes séropositives esymptomatiques (le Monde du 3 avril) a suscité Cela dit, ajoute le professeur Lévy, les résultats de l'essai da nombreuses réactions. La firme pharmaceutiqua britanni-

Cuncorde nous opprennent qu'il serait insondé de préconiser une utitude de prescription systématique de l'AZT chez les personnes que Wellcome, qui commercia-lise l'AZT, conteste ces résultats et entend demander eux asymptomatiques ne présentant autorités sanitaires suropéennes pas de signe d'évolutivité de la maiodie et ovant un chiffre de d'autoriser la prescription da lymphocytes CD4 encore blen l'AZT aux personnes séropositives asymptomatiques. Dans une déclaration au Monde, le « Des critères professeur Jean - Paul Lévy,

d'évaluation rigoureux»

Dans ces conditions, pourquoi l'essai Concorde a-t-il abonti à des résultats différents de ceux des différents essais menés aux États-Unis? e Les nutres essots étalent menés pendant, au maximam, un an et, pour la plupart, ne prenaient pas en comple le nombre de personnes décédées snus trnitement nu snus placebo, snus traitement nu snus placebo; explique le professeur Lévy. Je voudrais dire let comblen il est scientifiquement infondé de cumuller, comme le fait Wellcome, l'ensemble des patients nyant participé aux essais avec l'AZT. Je ne pense pas qu'il y ait contradiction entre Concorde et les nutres essais. Simplement, nous disposons d'un recul de trois uns. L'analyse des résultuts complets de Cuncorde permettra sans doute de retrouve le bénéfice transitoire mis en évi dence dans les essais nmérica Je le répète: nucun essai imericains. Jusqu'à présent n'n în puissance statistique de Concorde. Aucun ne peut se prévainir d'une importance comparable.

D'nutres critiques, formulées D'nutres critiques, formulées tant à l'adresse des responsables de Concorde que des médias, font état de l'impréparation psychologique dans laquelle se trouvaient les personnes infectées par le VIH au mment où ont été publiées ces dnnnées. Ainsi l'associatinn AIDES (2) estime-t-elle que « la violence de l'annonce des rémitats de l'essal Cancorde n sénéra la de l'essal Concorde n généré la confusion ». AIDES regrette, en particulier, que e les conséquences, particulier, que e les conséquences, graves, d'une telle annance pour les personnes touchées par le VIH-n'alent pas été prises en compte ».

« La situation est à la fois paraanxale et déraisonnable, répond le

professeur Lévy. Nous sommes soumis à une très forte pression nous ineitant à rendre publics immédiotement les résultats, fussent-ils incomplets, des différents essais. Je me demande s'il ne faudrait pas mette fin à ces pratiques et ne faire état que des études nyant de véritables conséquences thérapeutiques, basées sur des don-nées scientifiquement et médicalement nvérées. » En d'autres termes, affirme le professeur Lévy, « je plaide pour un retour rapide à in rationalité. Plus de dix ans après le début de l'épidémle, il est urgent d'en revenir à des eritères d'évaiuation rigoureux.

» Cela dit, je voudrais dire combien j'ai regretté les prises de position a priori de certains médecins tion à priori de ceruins meucuns de pripris des résultats de Concorde. Que Wellcome veuille en nier la signification ne peut être que profondément choquant. Mais nu moins voit-on là où sont les motivations. En revanche, je ne comprends pas ce qui peut pousser certains médecins à adopter une attitude similnire.

2 cz.; -

» A l'inverse, poursuit le professeur Lévy, je voudrais dire combien me paraît posttive l'antitude d'associntinus comme Act Up nu AIDES. Paradoxalement, un en orrive même à constater de leur part une attitude plus rationnelle que celle de blen des médecins. Ces associations font un vrai tra-vail et sont devenues pour nous des interlocuteurs essentiels.

Cette mise an point nura le mérite de rappeler à quel point il serait dangereux de se bercer d'il-lusions. S'agissant du médicament de référence du traitement du sida, il est essentiel de disposer d'une évaluation médicale d'antant plus rigoureuse que les éva-luations d'efficacité des nutres médicaments anti-sida ne sont faites que par comparaison avec

FRANCK NOUCHI

(1) Les indications de l'AZT sont (1) Les indications de l'AZT sont actuellement les suivantes: manifestations de l'infection par le VIH anx stades avancés de la maladie tels que sida ou ARC; manifestations précoces de l'infection par le VIH lorsque le tanx de lymphocytes CD4 est inférieur à 500 par nun's; patients asymptomatiques dont les marquents de l'évolutivité de la maladie const en automossique en particulier lors. (2) AIDES, 247, rue de Belleville 75019 Paris (tel : 44-52-00-00).

TO:

### La cantatrice Marian Anderson

La « voix du siècle » et des Noirs américains

La contralto nméricaine Marian Anderson est morte le 8 avril, à Portland dans l'Etat de l'Oregon (Etats-Unis). Elle était âgée de quatre-vingt-onze nns.

agée de quatre-vingt-onze nns.

Comme Kathleen Ferrier, Kirsten Flagstadt, Maria Callas, Victoria de Los Angeles ou Christa Ludwig, Marian Anderson était de ces rares chanteuses qui, par la grâce de leur seul timbre de voix, avait la capacité de bouleverser le public. Son chant était la simplicité même, tout le contraire de celni d'une Schwarzkopf par exemple. Nulle sopbistication, nul artifice dans ses interprétations, mais une ligne plastique parfaite et une humanité qui, d'une certaine façon, n'est pas sans évoquer la religiosité du chant de Mahalia Jackson. C'est que Marian Anderson chantait aussi les spirituals avec une anthenticité que seule la soprano Leontyne Price, Noire américaine, elle aussi, snt retronver après guerre. Ses interprétations de la Rhapsodie pour contralto, chœur d'hommes et orcheure, de Brahms, ou des Kindertotenlieder, de Mahler, appartiennent à la grande histoire de la musique occidentale. la musique occidentale.

Née à Philadelphie, le 17 février 1902, dans une famille très panvre, Marian Anderson commence par donner des concerts pour subvenir à ses besoins, après la mort de son père. Comme les plus grands chanteurs, elle avait une voix naturelle qu'il ne lui fut guère nécessaire d'éduquer. Mais à dix-neuf ans, elle devient tout de même l'élève, à New-York, d'Agnès Reifsneider, de Giuseppe Boghetti et de Frank La Farge, qui lui apprennent la disci-pline et le style classique. A la fin de ses études, elle remporte le premier prix d'un concours de chant organisé par le Philharmonique de New-York.

Ses premiers concerts américains datent de 1925, mais c'est à Londres, en 1928, à Berlin et à Paris, pen après, qu'elle remporte ses premiers triomphes. Le pianiste Arthur-Rubinstein la découvre en Scandinavie, au début des après de les trouves un imprés. navie, au debut des années. 30, et n'a de cesse de lui trouver un imprésario. C'est à cette époque qu'elle enregistre à Londres puis à Paris, pour Pathé Marconi, ses premières faces de 78 tours. Grâce à Rubinstein, elle entre dans le plus grand bureau de concerts amériesim, où Sol Hurock, qui était l'imprésario du planiete polongis s'occupa personpianiste polonais, s'occupa personentier fut bientôt aux pieds de cette cantatrice dont la voix de contralto à l'ampieur exceptionnelle, au tim-bre profond, velouté, était mis au service d'une expressioo musicale bouleversante par sa aimplicité

Mais Marian Andersoo était noire, et les grandes scènes lyriques des États-Unia lui restaient interdites. Sa vie s'est confondue avec l'histoire de l'émancipation des Noirs américains pour laquelle elle milita toute son existence. Un épisode de sa carrière bouleversa l'Amérique et fit la une des grands journaux. Invitée à donner un récital, nu Constitution Hall de Wha-shington, elle fut interdite d'estrade par une escouade des «Filles de la Révolution», association féminine scandale fut si retentissant que grâce à l'appui d'Eleanor, la femme dn président Roosevelt, elle donna, quelques semaines plus tard, un concert en plein air devant 75 000 personnes réunies devant le mémorial Lincoln. Marian Anderson dut cependant attendre le 7 janvier 1955 pour faire ses débuts sur la scène du Metropolitan, dans le rôle d'Ulrica, la sorcière du Bal masqué de Verdi. A la vérité, Marian Ander-son ne devait guère brûler les planches des grands théâtres lyri-ques : elle était nussi sublimement belle qu'elle était gauche en scène. Son domaine d'élection, où elle

ses enregistrements, ses éditeurs se préoccupent fort peu de rééditer ses préoccupent fort peu de rééditer ses disques. Aucun o'est aujourd'hui eonramment disponible en France (1). Le projet de consacrer un film à sa vie n été évoqué, il y a quelques mois, aux Etats-Uois. Le plus grand problème à sa réalisation sera de trouver une chanteuse qui soit seu ement capable d'évoquer l'art d'une interprête dont Arturo Toscanini devait dire : « Marian Anderson? Mais c'est la voix du siè-

ALAIN LOMPECH

(1) li est majoré tout possible de trouver un disque importé des Etats-Unis sur lequel a été repiquée l'interprétation, par Maria Auderson, des Kindertotenlieder, de Mah-ler, enceptatée sous la direction de Joscha Horenstein : un coffret de 2 CD Music and Arts CD 235. Distribué par Média 7.

# Au temps

Le propos de la firme britanni-

Le propos de la firme britannique est, sans ambiguité, de redonner vie à beaucoup d'opéras, et à quelques symphonies restées pour la plupart au rebut pendant plus de cinquante ans. Pourtant, signe des temps, le terme « musique dégénérée» se voit ici utilisé sans houte comme argument de vente. On est soulagé que les managers londoniens aient résisté à la temation de tampouner leurs coffrets d'une croix gammée, pour plus d'efficacité commerciale.

« Qu'on ne vienne pas me parler de lo liberté de l'art», déclarait Hitler aux environs de 1937. Et le Führer s'étonnait sincèrement que les artistes nvancés de son temps peignissent «des champs en bleu, le ciel en vert et les nuages en jaune soufre». De deux choses l'une, en concluait-il: soit ce sont des aveugles congénitaux — et il faut les enfermer; ou ce sont des fumistes — et l'on doit les mettre en prison.

Goebbels s'était employé en personne à organiser le quadrillage administratif capable de mettre en application ce qu'on appelait à l'époque « les principes du Führer ». Des listes d'artistes avaient été établies (selon le principe adopté à la même époque par Staline avec les Unious des écrivains, plasticiens, musiciens...). Tout créateur non musiciens...). Tout créateur non répertorié sur ce catalogue se trouvait privé de travail du jour au lendemain – les commandes émanant forcement du pouvoir dictato-

De plus, chaque compositeur était doté par les autorités politi-ques d'une note de bonne conduite qui prenait eo compte aussi bien ses options esthétiques que son comportement quotidien. Les musiques « de divertissement » étaient classées dans des dossiers marqués de la lettre E. Les œuvres « sérieuses » se retrouvaient dans la catégorie U. Certaines aberrations categorie U. Certaines aberrations o'avaient pas manqué de se glisser dans cette elassification. Ainsi l'opéra Mahagonny, de Kurt Weill était-il classé E, tandis que l'Opéra de quat sous, du même, se retrouvait rangé en U. Quant à Richard Straiss, avec un chiffre d'affaires supérieur à celui de tous ses collègnes commositeurs, il se trouvait gues compositeurs, il se trouvait relégué à la 37<sup>4</sup> position dans la catégorie des musiques légères!

#### «Le sang et le sol»

C'est au printemps 1933 qu'in-terviorent les premières mises à pied, les premières condamnations. Licencié le 1<sup>st</sup> mars du poste qu'il occupait depuis 1926 à l'Académie des arts de Berlin, Schoenberg émi-gre en mai à Paris. C'est l'année où les chefs d'orchestre Bruno Walter, Otto Klemperer et Hermann Scher-chen, le prainste Rudolf Serkin, la famille Busch guittent aussi l'Allefamille Busch quittent aussi l'Alle-magne. Le compositeur Franz Schrecker ne survit pas à sa mise à l'index et meurt eo décembre.

Quels étaient les compositeurs dont les nazis étaient fiers? Carl Orff, l'auteur des Carmina Burana. Et Richard Strauss, qui fut direc-

des « musiques dégénérées »

teur de la musique du Reich entre 1933 et 1935 avant de comprendre dans quel guépier il s'était fourré et de démissionner (il ne fut pas réel-lement impliqué dans le processus de dénazification après la guerre).

Richard Strauss, un bourgeois bon teint, avait gardé quelque chose de provincial dans son com-portement et se défendait bien

internationale: Herbert von Kara-jan, Karl Böhm, Klemens Krauss, Eugen Jochum, Wilhelm Kempff, Walter Gieseking, Elisabeth Schwarzkopf. Mais on ne eind international agency and Paril magging jamais assez que l'exil massif de leurs collègues prit un caractère

une étude iotitulée les Compo-siteurs berlinois en exil, réalisée en 1987 à l'occasion de l'anniversaire de la capitale prussicone, ne décombre pas moins de... 159 compositeurs célèbres partis de la seule ville de Berlin pour la France, la Suisse on la Palestine entre 1933 et 1937. Cela en dit long sur la vitalité artistique de la



L'affiche de l'exposition de Düsseldorf en 1938

haut de composer de la musique expérimentale; toot cela lui valut l'indulgence des nazis, qui ne haissaient rien plus que la mentalité progressiste des grandes villes et ce qu'ou appelait, dans ces années, l'Asphalt Musik — ils lui opposaient le Blut nnd Boden, «le sang et le sol» des vieilles traditions campasol » des vieilles traditions campa-gnardes, Ainsi les amis d'Hitler avaient-ils pardonné à Strauss ses audaces de jeunesse: Salomé, par exemple, avec sa danse des sept

Hitler n'allait an contraire jamais pardonner à Hiodemith d'avoir mootré une femme one dans soo opéra de jeunesse le Lever dans soo opéra de jeunesse le Lever du jour. Et malgré la protection de Wilhelm Furtwangler (chef d'orchestre à l'Opéra d'Etat de Berlin, dont l'intendant, Heinz Tietjen, était lui-même le protégé de Goering), Hindemith, qui n'était pas juif, dut à son tour émigrer en Suisse, en 1938. Alexandre Zemlinsky, George Szell, Ernst Krenek, Hanns Eisler et tant d'antres allaient suivre son exemple. allaient suivre son exemple.

Les historiens de la musique retiennent, de ce côté de l'Europe, les noms des musiciens allemands on autrichiens qui n'ont pas quitté le Reich, pour sa plus grande gloire

grande cité aux temps bénis de la République de Weimar. Cela per-met d'expliquer que l'Allemagne dut attendre l'entrée en activité d'un Stockhausen ou d'un Henze dans les années 50 pour recom-mencer à figurer sans culpabilité dans le concert musical européen.

Le couronnement de la propagande au service des «principes du Führer» fut, en 1937, l'exposition à Munich des «Arts dégénérés», suivie l'année suivante, à Düssel-dorf, de soo bomologue pour la musique. L'une et l'autre manifes-tation furent reconstituées en 1987 et 1988. On sait done désormais que ces fameux peintres e dégénérée » s'annelaient Kandinsky Nolde, Otto Dix, Kirchner, soit quelques-uns des noms qui ont immortalisé l'époque. Ils étaient exposés en guise de repoussoir en marge de la Grande Exposition de l'art allemand organisée simultané-

Les toiles étaient entassées dans les arrière-salles, assorties de commentaires narquois ou grossiers. La encore, la bureaucratie galopante dn Parti avait sévi : les peintres « dégénérés » étaient répartis en neuf groupes et classés, de mal en

bare », eo propagandistes des «immondices juives» pour termi-ner par ceux qui représentaient «le dernier degré de la dégénérescence» (constructivistes et nrtistes abs-

A l'exposition des « Musiques dégénérées » étaient présentées l'année suivante des partitions, des l'année suivante des partitions, des programmes de spectacles, des affiches, des déclarations de la plupart des bannis que nous énumérions plus haut, qu'ils aient été proscrits pour leur appartenance ethnique, pour leurs positions esthétiques, idéologiques, qn'ils se soient conduits, comme Karl Amadeus Hartmann, en «émigrants de l'intérieur» — cet avyen refusa de composer durant toute la période composer durant toute la période nazie – ou, qu'il aiem choisi, quoi-que non juifs, d'émigrer par solida-rité et de consacrer leur exil à l'ac-cueil d'artistes juifs co difficulté.

#### « Virtuosité stérile et de pacotille»

Les textes? Qu'on nous permette d'en citer deux, qui lliustrent mieux que tout autre le climat de l'époque. Le premier est de Karl l'époque. Le premier est de Karl Bôhm, c'hef straussien au talent indéniable, dont on continue à pleurer la disparition dans des coulisses du Festival de Salzbourg, et qui écrivait en 1936 sous le titre La crise de la musique est éliminée: « La réorganisation et le rassemblement rigoureux de tous les niveaux et catégories sous-professionnelles réalisées par Hitler se sont révélés extrêmement salutaires pour l'ascension culturelle de l'Allepour l'ascension culturelle de l'Alle-magne [Böhm fait évidemment allusion au système tâtillon de clas-sement et de notations auquel étaient astreints les musiciens et leur musique.] On est en droit d'af-firmer en toute tranquillité que la jumer en totte tranquissie que la crise traversée par la création musi-cale et l'art en général est conjurée par la prudente sollicitude et la pro-fonde compréhension du Führer en matière artistique. »

Pire, peut-être, car se donnant les gants de la discrimination qua-litative, cette lettre ouverte de Wilhelm Furtwangler à Goebbels : «Si le combat contre la juiverle brise principalement des artistes sons racines et destructeurs, qui cherchent à impressionner par une vir-tuosité stèrile et de pacotille, c'est justice. Le combat contre eux et l'esprit qu'ils représentent – et cet esprit a aussi des dévots allemands – ne saurait être mené assez vigoureusement. Mais lorsque ces atta-ques sont dirigées contre d'authenti-ques artistes, là n'est pas l'intérêt de notre vie culturelle. Les artistes véritables sont rares, et aucun pays n'est en mesure de renoncer à leurs services, sans grand dommage pour la culture. Prendre explicitement. à cette époque, la défense d'Otto Klemperer et de Bruno Walter constituait certes un acte béroil Mais, au regard des documents his-toriques, l'indulgence à l'égard de l'bomme Furtwangler (ne parlons pas de l'artiste) est en train de fai-bir. « Il était tout simplement trop mou pour émigrer », nous a déclaré l'historien Hans Mayer, dont nous publions d'autre part l'entretien.

L'affiche qu'avait placardée sur les murs de Düsseldorf les organi-sateurs de l'exposition « La musi-que dégénérée » montrait un saxophoniste noir au jabot orné d'une étoile – non pas jaune, mais noire, pour mieux s'assortir au costume.

Cette image faisait allusion à l'opera d'Ernst Krenek, Jonny spielt auf («Jonnby entre dans la danse»), dont la création à Berlin danse»), dont la création à Berlin, en 1927, avait reçu un immense snecès et qui n'avail pas connu moins de soixante-dix représentations sur toutes les scènes lyriques du pays entre 1927 et 1930. Jonny Spielt auf est l'une des premières purutions de la collection Decca (1).

#### Les grandes orgues

Krenek n'était pas juif. Mais son opéra, sur un sujet de cinéma (les amours d'un compositeur romantique et d'une star du hel canto, contrariées par la malhonnêteié d'un jazzman américain) avait constitué le symbole du moderniste co marche dans les années folles en Allemanne: accessaires sprits de la Allemagne: accessoires sortis de la vie quotidienne (téléphone, train, auto), mélnnge de lieder à l'nncienne, de musiques de variétés, de jazz; autonomie de la fosse par rapport aux parties chantées; ruptures de genre brutales, simulta-néité des scènes; modulations heurtées. La « mélodie infinie » wagnérienne se trouvait battue en hrèche. Surtont, l'irruption d'un héros à la peau unire, séducteur de petites femmes blanches, dans une comédie bourgeoise très ehie, dut faire sursauter les théoriciens de l'épuration raciale. Dégénéré!

A l'opposé absoln par le sujet et le style, *le Mirocle d'Héliane* d'Erich Wolfgang Korngold, sur le livret d'un expressionniste mysti-que d'origine roumaine (Hans Kaltneker), est une resucée, quasiment «gore», et quelque peu déjantée, de la Femme sans ombre de Riebard Strauss. Les grandes orgnes du lyrisme wagnérien, les doublures instrumentales, les entrecroisements de timbres qui ne changent rien au sentiment tonal, toute la richesse, la rouerie de l'arsenal musical du Strauss assagi de cette époque se retrouvent dans ce « mystère oriental », inchantable, et qu'a chanté pourtant, sans faiblir, une distribution formidable pour la collection «Entartete Musik» de Decca. Korngold était juif. Il était protégé par son père Julius, le Phi-lippe Sollers de la crittque musicale à l'époque, 11 émigra aux Etats-Unis et devint le musicien le plus prolixe des studios d'Hollywood.

Ces grandes premières discographiques seront soivles par d'autres, dédiées à Berthold Goldschmidt, Franz Schreker, Eisler, Hinde-mith... Ao fait, à quoi se sont employés ces musiciens pour ceux qui trouvèrent asile aux Amériques? Aux spectacles de Broadway, aux musiques de film. Il eût été impensable que tous fussent des

(1) Jonny spielt auf est donné en version de concert, dans le cadre du cycle «Années 20» de la Radio, par l'Orchestre national de France et une distribution internationale sous la direction de Jeffrey Tate, lundi 24 mai, au Grand Auditorium de Radio-France, 20 h 30, Tél.: 42-30-15-16. De 50 à 190F.

➤ Korngold: Das Wunder dar Hallane, un coffret de 3 CD Dacca 436 636-2. Krenak: Jonny spielt auf, un coffret de 2 CD Decca 436 631-2.

# Un entretien avec l'historien Hans Mayer

«L'Allemagne n'a jamais cru à sa culture»

BONN de notre envoyée spéciale

Né en 1907 dans une famille Né en 1907 dans une famille-juive allemande, Hans Mayer ejoute à son savoir historique, sa science de philosophe, de critique littéraire, d'essayiste politique. En 1933, il doit s'exiler puis se voit, en 1938, déchu de la antionalité allemande. Il se réfugie co France, belle qu'elle était gauche en scène.
Son domaine d'élection, où elle
devait éclipser presque toutes ses
consœurs, fut le récital.

Bien qu'elle ait reçu, en 1991, un
Grammy Award pour l'ensemble de
ses engesistements, ses éditeurs se rien de littérature. Après la des-truction du mur de Berlin, Hans Mnyer publie une étude intitulée lo Tour de Babel, où il conteste, un peu avant les autres, la concep-tion idyllique d'une grande Allemagne réunifiée démocratique. Traducteur, et excellent connaisseur de l'existentialisme français, du romantisme allemand, du Siè-ele des Lumières, cet intellectuel polygiotte fait partie du comité international de la Fondation pari-sieune ORCOFI et oriente à ee titre on mécénat centré sur l'opéra contemporain. Hans Mayer a recu mardi 6 nvril, à l'ambassade de France à Boan, les insignes d'offi-cier des Arts et Lettres. C'est là que nous l'avons rencontré.

« Comment Interpréter la notion d' « art dégénéré » ?

réactivée par Hitler, mais dont les racines se trouvent en Autriche-Hongrie, an milieu du dix-neue siècle. L'Empire austro-hongrois était alors composé de nationalités antagonistes, Italiens du nalités antagonistes, Italiens du Nord, Slaves, etc. Le cinéma nous a montré Sissi et l'empereur François-Joseph reçus à Venise dans la plus grande froideur populaire. Dans ce pays qui était co train de se dénouer, où les Hongrois menaçaient de ae séparer des Autrichiens, dans ce pays en quête de restnuration, la minorité juive jouait un grand rôle. A l'opposé des acquis de la Révolution française de 1789, Metternich a était opposé à ce que s'y installent des opposé à ce que s'y installent des usines et des industries. Mais le capital juif poussait an capita-lisme. Il y avait ctoq frères Rothschild. Les hranches française (le Rothschild de la Comédia humaine, de Balzac), anglaise, napolitaine, allemande (celle de Francfort, dont on connaît la desceodance bancaire) allaient ren-contrer le succès matériel et social. La seule branche morte était le Rothschild de Vienne.

» Vienoe était une capitale. Mais tout autour régnait une ambiance rustique, presque pay-sanne. Dans cette Haute-Autriche, en particulier, où allait naître Hit-ler, on considérait toutes les

- C'est une terminologie du conséquences dn eapitnlisme racisme antisémite et xénophobe comme une décadence : la dégénéreseence d'une prétendue race pure, attachée à un mode de vie proche de la nature. Avec les idées de sécularisation, de nouvelles religions, la peinture expression-niste, la musique moderne allaient être rangées sans autre forme de procès dans la catégorie des arts « dégénérés ».

> » L'idée de la décadence anti-» L'idée de la décadence anti-nature appartient co fait nu parri-moine des idéologues allemands anti-français. Même Thomas Mann l'a défendue en 1918 dans nn ouvrage qu'il allait ensuite beaucoup regretter. Considérations d'un homme étranger à la politi-que. Il s'y opposait violemment à son frère Heinrich, francophile il soutenait que les Allemands possè-dent la culture, tandis que les dent la culture, tandis que les autres ue possèdent que la civilisation. Que l'Allemagne est la patrie des poètes, non des intellectuels. Que les penseurs allemands ont accès à l'âme, tandis que les autres se limitent à l'esprit. « Nous avons la nuit, tandis que les autres n'ont accès qu'à lo tumière.» C'est la condamnation, émicemment réactionnaire, de l'utopie, des

- Comment concevoir qu'un pays ait pu accepter de se lais-ser vider, comme l'Allemagne du III- Reich, de sa sève artistique et intellectuelle?

- Les Allemands existent, je n'en disconviens pas. Mais l'Allemagne, en tant que nation, n'a peut-être été qu'un trompe-l'œil, nne entité incorporée dans une mnltitude de duehés. Interrogez les Allemands sur leur origine. Ils disent qu'ils sont Rhénans, Saxons, Souabes, Badois, Bava-rois. Et ils ajoutent: « Je suis alle-mand, évidemment. »

» On le sait mieux, maintenant qu'une prétendue réunification n'a pas guéri la blessure et qu'on sait bien qu'elle sera suivie d'une nou-velle dissolution. Les Allemands n'ont jamais eu le moindre senti-ment d'unité eulturelle. Ils n'ont jamais cultivé leur langue pour sa beauté – au mieux, les intellectuels parlent nujourd'hui eomme des présentateurs de télévision. Des orateurs, une rbétorique comme au temps de Bossuet, de La Fontaine: inconcevable sur cette terre! Alors, quand Hitler a force à l'exil une majorité d'artistes et d'iotellectoels « dégénérés », personne ne s'en est soucié, même si une telle déperdition d'intelligence et de talcots ne s'était encore jamais produite, de mémoire d'homme. Personne o'a même songé que cela pouvait représenter uoe perte : les exilés étnient des traîtres, on les rattraperait et on les mettrait dans des camps. En fait, l'Allemand moyen a souscrit des deux mains. S'il est bien une bêtise qui ait été écrite sur ce pays, e'est par M™ de Staël. Elle a prétendo que l'Allemagne était la patrie « des penseurs et des poètes». Elle ne savait pas de quoi

Pour tous ces crénteurs, l'exil a-t-ll été un refuge ou une coupure irrémédiable?

- Deux fois, l'Allemagne a perdu la guerre. Denx fois, les Allemands n'avaient pas compris que la guerre avait été perdue. Après 1933, j'ai connu l'exil. Ma famille a été chassée, exterminée. Je suis revenn en 1945. J'ai alors eru, et des centaines de milliers d'Allemands avec moi qu'on avait d'Allemands avec moi qu'on avait d'Allemands avec moi, qu'on avait enfin compris. On n'avait rien compris. On ne sait toujours pas ce qui s'est passé entre 1933 et 1947. Les vieux ne veulent pas le dire. Les jeunes o'ont donc rien appris.

» Prenez le cas de Marcel Pravi, le dramaturge de l'Opéra d'Etat de Vienne. Il est juif, il a connu l'exil, il a célébré la semanne dernière, avec beancoup d'autres, le 85 anniversaire de feu Herbert voo Karajan. Karajan était un grand ebef – peut-être pas un musicien éminent. Mais Karajan fut aussi un nazi infame. Pravi a dit : « Passons l'éponge. » L'éponge est pleine de sang.»

> Propos recueillis par ANNE REY

### Les comédies de la violence

Des femmes auteurs au XVIIe Festival des nouvelles œuvres dramatiques américaines

LOUISVILLE (Kentucky)

de notre envoyé spécial

Financé par la Fondatinn Humana (créée par une entreprise d'assurance-santé et de gestion d'hôpitaux), le XVII Festival des nouvelles œuvres dramatiques américaines vient de fermer ses portes à Louisville, Kentucky, oprès six semaines de représentations publi-ques. Cependant, l'Actors Theatre, dirigé par Jon Jory, a présenté en un week-end marathon – destiné principalement oux producteurs, eux directeurs et aux journalistes -les cinq pièces «longue durée» et les cinq en un acte qui cansti-tuaient le programme.

La plupart étaient écrites par des femmes; nombre d'entre elles trai-taient de violences : viol, enfance molestée, vie conjugale panctuée d'ahus... Le meurtre récent d'un médecin par des protestataires lité à Keely et Du, de Jane Martin (un pseudonyme). Les deux person-nages du titre sont une jeune fille enceinte à la suite d'un viol et l'infirmière qui la surveille, totalement opposée à l'avortement, el qui se revèle peu à peu chalcureuse, sympathique. Evitant le manichéisme inhérent à ce type d'intrigue, Jane Martin sail comprendre les deux positions inconciliables. Chscune des deux femmes finit par respec-ter, sinn admirer, la détermina-tinn de l'autre à aller jusqu'an bout de ses convictions. Une pièce faite pour deux actrices de très heute

Outre les œuvres à thèse, la vio-lence à l'égard des femmes a élé également abordée par la fantasmagorie (un homme enfermé au pur-gorie (un homme enfermé au pur-gatoire est contraint d'écouter l'en-registrement des dix mille mensonges de sa vie), le drame (un père accusé d'avoir abusé de sa fille) ou la comédie : le Garage de Stanton, de Joan Aekermann. Un ton proche de Steel Magnolias (la pièce), nieis le Robert Altman de

ventes

14- arrdt

locations

non meublées

offres

Paris

Mariage ou de Jimmy Dean tire-rait un féroce parti des allées et venues de hourgeoises en panne et autres mécaniciens inentes dans cet « atelier de réparation des cœurs bri-

« Les pièces ouvertement politiques ont toujours constitué une ten-dance mineure dans le théâtre américain, dit Inn Jury. Paur tautes sortes de raisons culturelles. Mais la préoccupation socio-politique filtre sous d'autres formes – et curieusement, cette année, plus encore qu'à l'accoutumée, par le biais de la comédie.» Si une comédie amère et burlesque sur les rèves perdus -Wotermelon Rinds, de Regina Tay-lor - se situe, dit le New York Times, « dans la lignée d'un Langs-ton Hughes nu d'une Larraine Hansberry», le Jaurnal de Jeannine, pièce en un acte du même auteur, est une œuvre encore inshoutie – camme la plupart de celles présentées à Louisville – mais follement ambitieuse, montée par une chanteuse de jazz, Novella Nelson.

#### Sartre et Beauvoir

L'inspiration est beaucoup venue de France : le collage furieusement chorégraphié par Brian Jucha, Vertus capitules, juxtapose Jeanne d'Arc, le procès et l'exéculion de Louis XVI, les Deux amours de Joséphine Baker, le mentre récent d'une gamine dens l'Indiana, les conversations intimes du prince Chales et celles de la princesse. Charles et celles de la princesse Diena... « Aujourd hui, commente Jory, les jeunes auteurs se détachent du réalisme et du naturalisme; en revanche, le public exige encore du narratif solide, La tension entre les deux est intéressante.»

De facture nettement plus traditionnelle, Shooting Simone, de Lynue Kanfman, taillée à la mesure d'un public américain, est, pour un Français, un bien étrange abjet. Au centre, le couple Jean-Paul Sartre/Simone de Beauvoir, d'abord saisi encore jeune, troublé par l'arrivée d'Olga, la nièce de Simane. Quelques décennies plus tard (deuxième acte), ces grandes figures désormais établies acceptent de se faire interviewer par une iournaliste américaine qui ne peut se résoudre à evoir une vraie liaison evec son caméraman.

« Même si leurs nams sont connus, personne ne sait vraiment qui sant Sartre et Beauvair, dit Lynne Kaufman. Je devais donc établir d'entrée que cela se passe à Paris, que ce sont des écrivains et des intellectuels, et me concentrer sur cette liaison qui a duré près d'un demi-siècle. C'était le couple glamour, les Bogart-Bacall de l'intelligentsia. Avec aussi cette question qui a toujours trouble les mouvements feministes .: comment conserver son individualité tout en faisant partie d'un « nous »? Je me suis documentée : c'est à la suite de l'affaire Olga que Sartre écrit Huis clos et Simone de Benuvair le Deuxième Sexe. Le reste relève de la fiction.»

Lynne Keufman aveit dix-neuf ans lorsqu'elle découvrit le Deuxième Sexe - « ce qui a change ma vie » - et dit avoir écrit sa pièce suite à la réaction violente des mouvements féministes américains lorsque parut, il y a près de trois ans, une biographie de Simone de Beanvoir, « qui osait en révéler les faiblesses ». « Elles se sont senties trahies : elles ovaient basé leurs vies sur elle, n'avaient pas eu d'enfants parce qu'elle a écrit dans le Deuxième Sexe qu'on ne pouvait être semme indépendante et mère. Les Américains voient lout en noir et blanc. Le « mensonge qui dit la vérité » est pour eux une notion trop radicale. »

REPRODUCTION INTERDITE

chateaux

GARD. 20 km mer, 600 m² + dép. S/3,8 ha. Calms. Vus. (16) 67-69-18-16, 6 h-22 h.

**DEMANDES** 

D'EMPLOI

J.H. 26 ans, dég. O.M., bac + 2, parlant et derivent l'anglais (vicu un an en Angletenre), 3 ans d'expérience commerciale deus entraprise spécialisée en markést pluto, vidéo, acceptavait titre formations nécessaires. Excel. présentation.

Tél.: 43-04-42-41

L'AGENDA

HENRI BÉHAR

**ARTS** 

### **Associations libres**

Pascal Pinaud, ou quelques façons de faire des tableaux sans en avoir l'air

PASCAL PINAUD à la galerie Nathalie Obadia

disparates, de l'abstraction géomé-

trique la plus rigide à l'image - sté-

réotype social contemporain - de

la jeune femme énergique assise

devant son ordinateur, une main

sur le clavier, l'sutres sur la «sou-

ris». Faisant de l'éclectisme une

règle, Pinaud alterne allègrement

les citations, balance entre Pollock

et Barré, jette un œil du côté de

Ryman et se basarde à la lisière

Cette hétérogénéité, qui ne sau

rait surprendre de la part d'un

artiste à ses débuts, ne suffirait pas à distinguer Pinaud de nombre de

ses contemporains s'il n'imposait, à

travers ella, d'antres qualités, la

légèreté, l'élégance, le juste calcul

des compositions et des effets.

des territoires fleuris de Dufy.

Au perc de le Villette, le 13 juillet, il y aura un grand hel avec dee prchestres Tous les moyens sont bons pour renouveler le peinture, y compris « typiques » :: rumba et tango. les plus incongrus : tel semble être Pour s'y préperer, Nethelie l'axinme favnri de Pascal Pinaud, Cinuet et les Improvisateure vingt-neuf ans, niçois, issu de la proposent des cours de tango Villa Arson. Pnur sa première ergentin, du 14 avril eu 12 juilexposition personnelle, il démontre let, pour les débutants comme son goùt pour les matériaux imprépour les denseurs plus expérivus et les techniques rares. Ses œuvres sont tantôt des marqueteries de contreplaqué et de latté, tantôt de laques sur aluminium, tantôt de vernis et d'edbésifs sur bois. Les motifs ne sont pas mains

Lee dimanches, de 17 heures è 20 heuree, chacun pourra s'exercer dans des bals ouverts à toue. Entre le tango et Paris, existe cun lien vigoureux et sacré dans la sentimentelité d'une musique citadine », écrit Jorge Lavelli, directeur du Théâtre de la Colline, né à Buenns-Aires. Une vieille histoire d'amour, confirmée par le succès de Mortadele, le spectacle d'Alfreda Aries au Théâtre Montper-

Tango

toujours

Mais l'amour n'est pas une effaire regtable, et les Trattoire de Buenos Aires, rue des Lomberds se trouvent dens une situation difficile. Les Trottoirs, «ce lieu symbolique dee passerelles d'amour qui relient les deux villes, cette petite passerelle-là, faite de rêves obliques, trésor caché des poètes de la rue, ne doit pas disparaitre », écrit encore Jorge Lavelli.

Renseignements, tél. : 40-03-75-55.

C. G.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Vaisselle ancienne : privilège peu coûteux

Les ventes classiques pullulent chaque semaine dans toutes nos

provinces, et leur grand charme est de proposer à peu près tout ce

qui gamit un confortable foyer. Toujours bien représentée, la vaisselle ancienne est un secteur où d'excellents achats sont à la portée de

tous, y compris des moins fortunés. Fatence ou porcelaine, un siècle

et demi de productions abondantes laisse aujourd'hui un vaste champ

Plusieurs commissaires-priseurs dispersent ce week-end des lots de veisselle dens leurs ventee d'emeublement. En dessoua de

500 francs, on trouvers notamment des services à café fin dix-neu-vième au début de siècle : huit tasses et soucoupes en feience de

Quimper (estimation 200 francs) à Clemecy, un service de vingt pièces en limoges à filet doré (500 francs) à Nogent-le-Rotrou. Parmi

les belles pièces, un service en porcelaine de Paris d'époque Restau-

ration, douze tasses et leurs verseuses à décor bleu et nr (500 francs) à Dieppe. Des services de table sont accessibles à

moins de 1 000 francs, et les prix montent avec l'encienneté, le

Parmi les différents ensembles proposés cette semaine, un pourra

enchérir sur quarante-quatre pièces, dont dix-neuf assisttes plates en porcelaina omée d'un filet coloré, du dix-neuvième (800 francs), à

Clamecy; soixante-dix pièces à filet or en limoges, fin dix-neuvième

(1 500 à 2 000 francs), à Nogent-le-Rotrou; quatre-vingts pièces en fatence de Gien à fond vert, fin dix-neuvième (3 000 à 4 000 francs), à Beyeux. Un peu plus cher, deux cent vingt pièces dont quarante-huit assiettes plates en porcelaine de Peris à décor fleuri (6 000 à

d'investigation, tant pour la variété que pour les prix.

quelité du décor et le nombre de pièces.

Les Trottoirs de Buenos-Air 37, rue des Lombards, 75001 Paris, tél. : 40-26-28-58.

Ainsi de ses pièces en lamelles de bois collées, où le pastiche de l'abstractinn, lieu commun depuis une décennie, se métamorphose en tout autre chose, une manière de rajeunir le géométrisme en jouant assez subtilement des différences de texture, de couleur, de fibre et de grain du bois. Ainsi encore de sa scène de hureau, où l'œil ne voit d'abard qu'un manochrome brun sombre et luisant de la plus désastreuse banalité avant de repérer les lignes noires du dessin et l'image qu'elles délimitent.

Les œuvres en couleur relèvent de la même stratégie, celle de la parodie qui finit en invention. La mode de la monochromie, l'action painting, le matissisme et le minimalisme sont « retraités », si l'on ose dire, et cette opération donne naissance à des associations fart heureuses, particulièrement celles nù des glabules verts, rouges nu dorés dansent sur une toile à peindre simplement vernie. Il y a de l'habileté, de l'élégance et jusqu'à de la grâce dans ces expérimentatinus. Elles donnent grande envie d'observer avec attention l'évolution prochaine de leur auteur.

PHILIPPE DAGEN

4 TO 7 TV

:----

\$ TO 1 14

745 \*

72.21 m r

T- .

FF3

ÈS.

- 25 . . . . . . CONC.

7.1

35 year.

ي حج لايا

- I

ž .]\_\_.

المستعادة

\* F \* A

2.4 2. 12. 18. 18.

3:22:

A 2 3 ....

The Later of the London

424 F-10.

35 " A. S. L.

18-2-

2- 25 Al -14

Same L

"好"年1 65tm

THE PARTY IN

The state of

J. F. 35 .

\*\* 3. Ju

Jaka .

S. 32.7

10.00

T 78

the River of

T 8 11.

➤ Galerie Nathalie Obadia, 8, rue de Normandie, 75003 Peris; tél. : 42-74-67-68. Jusqu'eu 24 avril.

**VENTES** 

Au « Journal officiel »

### Simplification du tarif des commissaires-priseurs

Les scheteurs qui dans les salles des ventes, ne savaient jamais exactement comblen ils allaient payer l'objet qu'ils

venaient d'acheler, tant la tarification des frais était compliquée, vont être comblés. En effet, un décret para le 26 mars 1993 au Journal officiel, simplifie le calcul dn-coût reel de leurs achats. Auparavant, un droit d'enregistre-ment de 2 % était perçu sur le prix d'adjudication de chaque lot, auquel venait s'ejonter la rémuné ration du commissairepriseur, s'élevant autour de 9 % - le tarif était dégressif en fonction du prix

d'adjudication. A ce dernier pourcentage s'eppliqueit enfin, une TVA unique de 18,6 %. «Sachant qu'un commissaire-priseur adjuge parfais un lat à la minute, il était difficile dans le même temps, d'évaluer avec précision la somme totale à débourser », indique Yannick Gnillaux, président de le Chambre nationale des commissaires-priseurs. · Aujourd'hui, le tarif des hono-

raires da commissaire-priseur, toujours fixé à 9 % da prix adjugé, est désormais fixe, et nan plus dégressif. Selon la nature du lnt, une TVA de 5,5 % (livres, tableaux anciens ou modernes, œuvres d'art ariginales, les pièces d'ébénisterie de plus de cent ans d'âge, etc.) ou de 18,6 % (nrfèvrerie, abjets d'art, hijaux, céramiques, etc.) s'applique ensuite sar ces émoluments. Le droit d'enregistrement disparaît. Si bien que « l'acheteur qui entre maintenant dans une salle des ventes n'aura plus qu'à ajouter 10 % au mon-tant de l'adjudication, pour connaître – à 0,5 % près – le cout tutal du lot convoité», constate Yannick Guilloux.

Pour le vendeur, en revanche, il n'y a pas de changement. Les frais occasionnés par la vente (catalogue, expert, transport, etc.) fint l'objet d'un accord pris des la réquisition de la vente, entre le vendeur et le commissaire-priseur. Du produit de l'adjudication hii seront retirés 7 %, correspon-dant à le rémunération du commissaire-priseur, auxquels s'applique une TVA de 5,5 % ou 18,6 %, toujaurs selon la nature du lot

En quai ces nauveaux tarifs En quai ces nauveaux tarifs seront-ils attrayants par rapport à ceux pratiqués sur les autres grandes pleces du marché de l'art? « A Londres, répond Yannick Guillaux, ces frais uni été portés, le 1° jonvier 1993, à 15 %: Paris est donc devenu une place trète attractive.

place très attractive.» CHRISTIAN SIMENC

□ Rectificatif. - L'euteur du parc de La Villette, l'architecte Bernard Tschumi. né à Lausanne et présenté dans untre article « Paris capital vert » (« le Monde Arts et Spectacles » du 1 e avril) comme citoyen suisse, est da nationalité

### Le Monde L'IMMOBILIER

appartements maisons individuelles 100 m PORTE DE LA PLAIRE Très luxueux, triple asjour, 4 chb., 4 bns. Garages. Jard. 4 200 000 F. Freis not. 2,6 %. Tél. : (1) 69-83-88-35 ALESIA. 2 sppt 2 P., tuls Cave. 625 000 F chacum. Tel.: 45-40-56-81

VIVEZ LA NATURE entre NIMES ET. MCMTPELLIER, vidan individuales 3/4 ou S P., join, piecine, presta-done de qualité. A 10 mm autoroute et Afroport. BAMA. Tel. : 66-71-23-60 villas

17-. Quartier Villers Chbre d'étudiant, eérieuse réf. exigées. 45-78-07-45 PARIS 8... A louer 2 PCES an duplux (séj., kitchesette équipée. e. d. b., chambre) 4 700 F + 300 charges. Tél. : (1) 45-82-22-82

GUADELOUPE GÖSIER VEND VILLA STANDING 5/6 P. 295 m². gde terrasa sur terrein 1 066 m², erbres fruttions. Jardin entilmement clos. PRIX 2 800 000 F. Tel. (19-690) 84-41-81

propositions commerciales **VENTE D'ACTIONS** DE SOCIÉTÉ D'INGÉMIERIE implemation GRAND SUD-OUEST M. LORTET Edmond. Chemin de Picossient - 31470 SONSORSES

pavillons

M• ALÉGIA. Potit pavilion 2 étages. Calme. Jardin. 1 860 000 F. 46-40-56-91

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services, 43-55-17-50

Locations

et stages

Le Centre International di

Lé Cestre Interestional de formation suropéenne orga-nise du 18 au 23/3/93 à ZAGRES (Crostel) un éémi-nise européen eur e Le communsuré européenne et l'Europe centrale ». Droit d'inscript. 440 F. Séjour grands. Remis To % du voyage. Renseignements : CFE. 32, rue de Lépents NCE. Tél. 93-85-85-67 Fax 93-62-28-09

Fex 93-62-28-09

Vacances, tourisme,

loisirs HDME D'ENFANTS JURA

(300 m attitude près frontière suisse)
Agrément Jeuresse et Sports. You et Jiliere acqueillent vos vois et Jiliere 2 ou 3 enfants par chambre avec s. de Ims, WC. Sturie at milleu des piturages et forêts. Accusel voions. Britté à 12 enfits, Idéel es que de 1° séparation. Ambience familliere et chaleur. Activ. : VTT. (sux collect., peinture s/bols, tantés, porey, initiat. échec, fabric, du pein. 2 150 F semaine/enfant. Tél. : (16) 61-38-12-51

**ASSOCIATIONS** 

appels appels Le CLUB DES CRÉATEURS

3. REPRIEMEURS

PENTREPRISES DE PARIS
rich bénévals dynamique et dispo., connels, milleu des entreprises et/oe création

d'emegriese pour nous alder
à gérer, admin. et dérelopper
nous assoc. Merci ed., candides.

CEREP. 80, eventue
d'idne PARIS ou téf. à
d'idne PARIS ou téf. à L'ASSOCIATION AMICALE DU LYCÉE GRANII MONT

COORDINATEUR iodemnisă age env. 40 u 64. Expér. Humenitaire et encudre. équipes obliga. Mission Cam-bodge 2 ans mini. Déb. 09-93. Tét. : (1) 38-02-32-52.

Bronislaw Geremek

Slobodan Milosevic.....

Ferdinand Marcos

Hun Sen

Ariel Sharon

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

vous fait part de sa naissance et invite les anciens person-ntis et élèves à le rejoindre en 4crivent à : A.A.L.G. BP 414 37004 TOURS Cedex ASSOCIATION FLAME

2 au 10 avril 1993 J. Fournier et S. Perticaroli

SÉJOURIS LINGUISTIOURES
LONDOR et PROVINCE été
en familie ou réald. Univ.
Voyage/Coursi.ogs./Activ.
Tavits à peut de :
3 180 F (2 sen.) 5 690 F(6 sen.)
PICCADILLY CENTRE
Tél.: (1) 30-67-32-77 ns Concervatoire E. Sade. Parle-VIII-, Rene.: FLAME, tdl.: 47-20-38-83. Ecr.: 4, roe dea F.-Périer, 75116 Parie. Le Monde

...Philippines

....Cambodge

.....Pologne

.....Romanie

Le Monde

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES **MARS 93** 

Brochure à paraître le 8 avril 1993-144 pages

Ici et là

lle-de-France Samedi 10 avril Corbeil, 14 h : vins, elcools,

8 000 francs), à Tonnerre.

16 h: tapis d'Orient; Sens. 14 h 30 : vins, sicoole, Dimanche 11 avril Provins, 14 h : art africain;

Sens, 14 h 30 : Extrême-Orient ; Tonnerre, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Plus loin

Samedi 10 avril Chalans-sur-Marns, 14 h 30 : Extrême-Orient ; Cla-mecy, 14 h : mobilier, objets d'ert ; Daeuville, 21 h : tableaux modernee; Lyon (Sidolne-Apullinaire), 14 h 30 : livres enciens réglanelisme; Nice, 14 h 30 : collection de céramiques César; Saint-Jean-de-Luz, 14 h 30 : archéologie.

Dimanche 11 avril Bayeux, 20 h 30 : ergenterle,

objets de vitrine; Barnay. 14 h 30, mabilier, tableaux; Deauvilla, 15 h; tableaux et sculptures modernes; Dieppe, 14 h 15 : mobilier, objets d'art; Honflaur, 14 h 30 : tableaux modernes et cantemporains; Nice, 14 h 30 : collection de César; Nogent-le-Rotrou, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; Vira, 14 h 30 : mobilier, objets

Lundi 12 avril

Bayeux, 14 h : mobilier, objets d'ert : Lons-le-Saulnier. 14 h : mobilier, tableaux : Morlaix, 14 h: mobiller, objets

Foires et salons

Parie (av. du Maine), Antibas, Arcachon, Biarritz, Bayeux, Bernay, Barjac, Gien, Beauvais, Thouars, Cogolin, Oranga, Saint-Malo, Nevers, Sailes-de-Béam, Mandres-lea-Roses.

caisse». La dizaine de milliards de dollars de recettes pétrollères encaissées bon en mai an par la Libye constituent en effet la quasi totalité des ressources du pays. Mais si la recette paraît simple, i y a peu de chance qu'elle soit jamais mise en œuvre. Etats-Unis mis à part, les pays industrialises ont trop à perdre d'un embargo contre le pétrole libyen, sixième productaur de brut au sein de l'OPEP. C'est particulièrement vial de l'Europe. L'Italie, l'ancienne puissance coloniale, est einsi le premier acheteur de pétrole libyen - un brut d'excellent qualité soit dit an passant. Vient ensuite

l'Allemagne tandis que la Suisse dépend de Tripoli pour près du tiers de see fournitures en brut. Or, aucun de ces pays ne veut d'un embargo pétrolier. Sur le Vieux Continent, l'opinion publique a oublié l'attentat de Lockerbie. Elle se soucie davantage des événements de Yougoslavie. Et le régime du colonel Kadhafi ne fait plus peur comme per le passé. Surtout, un embargo risquerait de pousser les cours du pétrole à la hausse alors que les pays européens, menacés par une récession économique, aux prises avec un chômage qui touche des millions de salariés, ont besoin da prix aussi bas que possible. Pour ne pas casser une reprise économique que chacun espère proche. Et pour pouvoir taxer davantage les prix des carburants «à la pompe» et

partant remplir à peu da frais les caisses d'Etats qui an ont bien besoin. Les Américains devront sa faire une raison. J.-P. T.

Air France assurers is plupart des vols ae cours de week-end. -En dépit du mouvement de grève contre la nouvelle grille boraire observé depuis une semaine par le observé depuis une semaine par le personnel au sol à Orly-Sud, in compagnie Air France compte assurer la plupart des vols au cours du week-end de Pâques. Les vois à destination des Antilles seront remplacés soit par des vols au départ de la Beigique (les passagers étant acheminés en car d'Orly-Sud à Bruxelles), soit par des vois assurés Maghreb seront particlement assurés à partir de Lille. Les passagers qui doivent se rendre à New-York (aéroport de Newark) pourron! emprunter l'un des vols quotidiens d'Air France à destination de New-York York (aéroport John F. Kennedy) an départ de Roissy. Quant au pré-avis de grève déposé par le Syndi-cat des mécaniciens au sol, son effet ne devrait se faire sentir qu'an bout de plusieurs jours.

> Renseignements : départ au 05-05-11-55 ; arrivés au 06-05-15-55 ; réservation au 44-08-24-24.

# Le budget des Etats-Unis pour 1994 évoluera peu

Rien qui ressemble davantage à une lecon de modestie politique que la présentation du projet de loi de finances par une nouvelle administration: en dépit de la volonté de changement affichée par l'équipe Clinton, les grandes masses du bud-get fédéral 1994, annoncées jeudi 8 avril, évoluent peu, tant nombre de dépenses sont

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est dans ces chiffres que se mesure la faible marge de manœuvie des gouvernants, qu'ils soient démocrates ou républicains, et la relativité des discours sur le désen-gagement de l'Etat fédéral du temps des administrations précé-dentes. Sur un projet de budget 1994 (l'année fiscale commençant 1994: (l'année fiscale commeuçant le 1= octobre) prévoyant des dépenses d'nu montant de 1520 milliards de dollars, la répartition des grands postes évolue pen ou pas du tout : 21 % pour la sécurité sociale (essentiellement les retraites), 18 % pour la défense, 16 % pour les deux grands programmes fédéraux de converture médicale (Medicare et Medicaid), pas moins de 14 % pour le paie. pas moins de 14 % pour le paie-ment de la dette publique, et 21 % pour le « reste».

A peu de choses près, ces pour-centages étaient les mêmes l'su

passé; l'enveloppe « dépenses » 1994, par exemple, ne dépasse que de 3 % celle de 1993. Plus de la moitié du budget est quasiment intangible, constituée de dépenses sociales qui sont autent de droits acquis on autumatiques (entitlements) et dont le volume croft tous les ans ou presque. Bref, d'un bud-get à l'autre, la structure générale de l'intervention de l'Etat fédéral dans la vie économique et sociale reste sensiblement la même.

> Le poids des dépenses sociales obligatoires

C'est dans les « détails » qu'il C'est dans les « détails » qu'il faut chercher la marque de l'impulsion politique. La hausse de la fiscalité annoncée par le président Bill Cinton dans son discours sur l'état de l'Union, le 17 février, devrait permettre un début de réduction du déficit budgétaire : avec un montant de recettes de l 256 milliards de dollars, le défi-cit doit être de 264 milliards en 1994 (pour 290 en 1992 et sans doute 319 milliards en 1993).

Même s'il représente encore une masse de 278 milliards de dollars, le budget de la défense subit le gros des coupes dans les dépenses publiques, notamment avec de fortes réductions de personnels. Tel quel, il constitue, en pourceutage du produit lutérieur brut, le plus faible budget militaire des Etats-Unis depuis 1945, et il en surait été de même svec le programme Bush.

Au volct dépenses, l'empreiute

Les difficultés des hommes d'affaires étrangers

### Pièges de la corruption au Nigéria

Plongé dans une crise économique sévère, le Nigéria est devenu au fil des amées le pays de toutes les corrup-tions. Un haut responsable nigérian vient de mettre en garde les hommes d'affaires étrangers contre un nouveau type d'escroqueries.

Le Nigéria ast un peys malade. Une dette impossible à rembourser, une inflation supé-rieure à 50 % l'an, une monnais nationale, le natra, qui perd chan'en finit pas da s'enfoncar dans la crise. Et ce n'est pas l'élection présidentielle promiss pour la mi-juin qui y changera grand-chose : au pouvoir depuis huit ane, les militaires ont pric soin de sélectionner deux candidets à eux. Quel que soit le résultat des umes, ils resteront aux commandes.

Navire en perdition depuis la dégringolade des prix du pétrole en 1996, le Nigéria — plus peu-plé à lui seul que l'ensemble des puya francophones - sst devenu le royaume de la grande débrouitle. La corruption prospère. Las pote-de-vins sont monnaie courante. Les escrocs

Il y a quelques jours, un haut fonctionnaire nigérien expliquait que certains de ses compatriotes s'étaient fait une spécialité d'attirer au Nigéria des hommes d'affaires étrangers en leur faisant miroiter la signature de contrats mirifiques. Una fois débarqués à Lagos, la capitale, les malheureux étainnt en fait délestés de leur argent. Des mi-tions de dollars aureient, sinsi

#### Fausses factures et commissions

C'est ce genre de mésaven-ture qu'e falli conneître récem-ment – à deux reprises – un fabricant lyonnais de machines-outils, la société Favrin. Au départ, une offre dépourvue d'ambiguité transmise par télécopie : dans un cea, un cadre de la compsgnie pétrulière nationale, la NNPC, propose à la PME lyonnalee de servir ds boite à lettres pour le transfert dans ses comptes de 30,2 millions de dollars (165 millions de francs). La somme, écrit-il, avait été mise de côté « par des politicions rusés (...) avant la prise de pouvoir da l'armée an 1983».

Le responsable de la NNPC et deux de ses collègues, svec l'appui « de hauts responsables du ministère des finances et de la banqua centrale du Nigérie», veulent mettre le main dessue pour se lancer dans la e business privés. Mais ils sont prêts à abandonner la moitié de la somme à la société française an échange de trois factures vierges meis signées. Officiellement, la firme lyonneise cera pour une raffinerin de pétrole.

#### **Doutes** sur les transferts

A l'automne demier, d'autres interlocuteurs nigérians approchent la société française. L'affairs dans son principe est du mêms type que la précédente. En échange de 16,5 millions de dollers (80 millions de francs) de fausses factures - elles doi-vent porter sur l'équipement de l'usruport d'Abuja, la nouvelle capitale fédérale, - la PME lyonneise se voit proposer une com-mission de 35 %.

Le PDG de Favrin s'étonne-t-il du procédé? Met-il en doute la possibilité de transférer les sommes ennoncées? Pour le rassurer, l'un de ses interlocuteurs n'hésite pas à évoquer, sleurs transferts récents et leurs bénéficiaires : un ancien ministre du pétrole pour «57 millions de dollers»; «dix responsables de la banque centrale [pour] 1,5 milliard de dollars». « Vous anvez bien que la corruption règne en Afrique (et que ce ne sont pae] nos grands hommes du gouvernement [qui vont] arrêter de tels transferts»,

Et de fait les autorisations signées de hauts responsables nigérians arrivant en Franca. Ne restant plus à lever que les ultimes obstacles avant le trans-fert effectif des fonds. Des obstacles mineurs mais qui nécessitent, assure-t-on au petron de la société lyonnelse, sa venue uu Nigéria. Avec dans ses vellses qualques milliers de dollars en billets pour conclure l'affairs.

Le président de Favrin aura le sagesse de ne pes se rendre au Nigéria. L'eût-il fait, il eurait sans doute connu le sort de ces dizaines d'hommes d'affaires étrangers pris au piège de gains trop facilies.

JEAN-PIERRE TUQUO!

du programme de M. Clinton se retrouve dans l'augmentation des sommes consacrées à l'amélioration des routes (déjà largement pro-grammée par l'équipe Bush) et des grandes infrastructures, au reclasse-ment des chômens, à la formation

professionnelle et à l'éducation en

Masses impressionnantes, la sécurité sociale et les dépenses de santé de l'Etat, c'est-à-dire l'aîde médicale oux personnes agées (Medicare) et oux pauvres (Medi-(Medicare) et aux pauvres (Medicaid), ne cessent d'augmenter. Sans maîtrise de ces postes-lè, toute réduction sérieuse et durable du déficit paraît illusoire. Leur poids rend d'autant plus impératif le financameut par de nuuveaux impôts – sans doute des taxes sur le tabec, l'alcool, les ventes d'armes individuelles de le réferent des individuelles - de la réforme de la santé que l'épouse du président, Hillary Clinton, devrait en principe

présenter le mois prochain mais qui sera vraisemblablement retar-dée tant la tâche parait complexe et l'enjen explosif. La «touche» Clinton se retrouve

 Forte hausse prêvue des dépenses
d'investissement aux Etats-Unis. -compagnie sérienne sméricaine, nvait annoncé le licenciement de Les entreprises américaines pré-600 de ses pilotes et la mise au voient d'accroître de 8,3 % cette parking de 28 de ses avions. United année par rapport à 1992 leurs dépenses d'investissement, e indi-Airlines (UAL), le denxième transporteur acrien américain, avait qué, jendi 8 avril, le département du commerce, se fondant sur une enquête réalisée au premier trimes-tre. En 1992, ces dépenses out aug-menté de 5 % par rapport à 1991. indiqué en janvier qu'il licencierait 2 800 salariés et qu'il renonçait à ses plans d'embauche de 1 900 per-

a 900 suppressions d'emplois chez American Airlines. - La première compagnie aérienne américaine, American Airlines, va licencier au moins 900 de ses salariés, dont 500 pilotes. Les réductions de personnel dépasseront probablement 2 000, soit plus de 2 % de l'ensem-ble de ses effectifs actuels, et débuteront à l'automne, American a accusé une perte nette de 935 mil-lions de dollars (5,1 milliards de francs) en 1992. Comme les autres compagnies aériennes américaines, elle souffre d'une surcapacité. Lundi dernier, Delta Airlines, la troisième encore çà et là. Le projet prévoit de nouvean des fonds fédéraux pour l'avortement. Le budget des affaires étrangères comprend des sommes pour l'aide au contrôle de l'accroissement de la population mondiale, fonds supprimés durant les douze années d'administration

Le chapitre de l'aide à l'étranger entend porter de 400 à 700 millions de dollars l'aide directe à la Russie; comme prévu, il ne modifie aucunement les deux plus gros postes, l'aide à Israël (3 milliards de dollars) et à l'Egypte (2 milliards).

Le débat sur le détail de chaque chepitre du projet de lui de finances ne enmmencera pas avant plusieurs semaines. Il se déroulera parallèlement à celui déjà en cours parallelement à celui dejà en cours sur le correctif budgétaire 1993 que constitue la partie «stimulation» du programme annoncé en février par M. Clinton. C'est là que le président est en difficulté en Sénat (le Monde du 9 avril).

**ALAIN FRACHON** 

L'Italie à la veille des privatisations

> Le gouvernement italien a approuvé, jeudi 8 avril, le plan et le calendrier des privatisations du secteur public annoncées l'automne dernier. Ces privatisatiuns, qui débuteront le mois prochain, concerneront des sociétés représen-tant globalement un chiffre d'af-faires annuel de 177000 milliards de lires, soit l'équivalent de 600 milliards de francs.

Les opérations commenceront au mois de mai

Dès le mois de mai, Nuvo Des le mois de mai, Nuvo Pignone (turbines à gaz, groupe énergétique EN!) et SME (produits alimentaires, groupe IR!) seront prêts pour la privatisation. En juin-juillet, l'Etat mettra sur le marché le secteur restauration de SME. En août, ce sera la cession de la majorité des actions de la banque publique Credito Italiano (groupe IR!) et, vers décembre, la mise sur le marché de la Banque commerle marché de la Benque commerciale Italiana

L'ENEL (groupe publie électri-que) sera privatisé à partir de 1994, et la STET (téléphones-télématique) entre 1994 et 1995. En ce qui concerne l'ENI (office national des hydrocarbures), le conseil des ministres a approuvé une privatisa-tion totale du secteur énergétique intéresant à terme toutes les socié-tés du groupe. tés du groupe.

11 s'agit du premier calendries des privatisations approuvé par le gouvernement, pour nceélérer le rythme d'opérations qui, de l'avis du président du Conseil Giulieno Amato, étnient trop lentes. – (AFP.)

#### INDICATEURS

### **ETATS-UNIS**

• Prix de gros : + 0.4 % en mars. - L'indice des prix de gros a augmenté de 0,4 % en mars par rapport à février. Cette forte hausse suit une augmentation équivalente enregistrée en février. Sur l'ensemble du premier trimestre, les prix de gros ont augmenté au rythme annuel de 3,9 %. En 1992, les prix de gros avaient augmenté de 1,6 %. La flambée de mars e explique essentiellement per les prix de l'énergie (+ 1,3 %) et par une accélération des prix de l'alimentation (+ 0,5 %). Si l'on exclut ces deux postes de l'indice - postes qui fluctuent beaucoup d'un mois à l'autre - la hausse des prix de gros en mars n'e été que 0,1 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS 



**DIVIDENDE: 43 FRANCS PAR ACTION AVEC OFFRE DE PAIEMENT EN ACTIONS DISTRIBUTION GLOBALE:** + 16,9%

Prévision de résultat net consolidé 1992 : 2,9 MILLIARDS DE FRANCS, + 10%

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de Guy Dejouany, a examiné, dans sa séance du 6 avril 1993, les comptes sociaux de la Compagnie Générale des Eaux.

Le chiffre d'affaires de la Compagnie, qui inclut les diverses redevances figurant sur les factures d'eau, s'est établi à 12,5 milliards de francs, en hausse de 9,5%. Dans le résultat d'exploitation, les marges des services d'eau ont été d'un mootant comparable à celui atteint en 1991, malgré des conditions climatiques défavorables. Le résultat financier comprend, notamment, les dividendes versés par les filiales, en progression soutenue, l'incidence des compres de la télévision par câble et les frais financiers nets, en augmentation modérée (+7%). Au total, compte tenu de l'effet négatif des résultats de sociétés en nom collectif do secteur immobilier, le résultateourant a été de 1210,5 millions de francs. Après plusvalues de cession, le bénéfice net de l'exercice a atteint 1446,3 millions de francs, en augmentation de 3,3 %.

Les investissements industriels de la Compagnie se sont maintenns au niveau élevé de 1,5 milliard de francs (investissements liés aux nouveaux contrats de concession de services d'eau, modernisation, extension et renouvellement des réseaux et ouvrages gérés

par la Compagnie). Le mootant des investissements financiers nété de 3,7 milliards de francs en 1992, contre 5,9 milliards en 1991 (expansion à l'étranger et ressources affectées au développement des filiales, notamment dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, du radiotélé-

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 29 juin prochain un divi-dende de 43 francs par action (64,50 francs avec avoir fiscal), contre 41 francs pour le précédent exercice. La distribution globale, qui s'appliquera à un capital augmenté sensiblement après la souscription de bons en juillet dernier, s'élèverait ainsi à 1073,3 millions, en croissance de 16.9%.

Les dernières estimations relatives aux comptes consolidés de 1992 font apparaître un chiffre d'affaires d'un moncant d'environ 143 milliards de francs (dont 38,4 milliards réalisés à l'étranger), en augmentation de près de 6%. L'autofinancement serait de l'ordre de 10,5 milliards de francs, en bonne progression. Comme indiqué antérieurement, le bénéfice net consolidé du Groupe serait voisin de 2,9 milliards de francs, en croissance de plus de

Informetions Actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF

fication du tarif massaires-prisem

12 13 V

/ Inhazan

- - -

.: \$ t.5

THE.

e and the state of

A - Transfer

lations libres

Une étude de l'INSEE

### Le périmètre des entreprises publiques a été beaucoup modifié de 1988 à 1991

Après les mouvements dus nux privatisations de 1987, les rachats ou les ventes de sociétés, puis avec l'arrivée de La Poste et de France Télécom, en provenance de l'administration, la France comprenait, en 1991, 2 622 entreprises publiques. Celles-ci, contrôlées par t'Etat, emplnyaient 1 763 000 salariés.

Mais des changements sont aussi intervenus. En 1987, les privatisations nnt to 00 entreprises, emplnynnt 330000 salariés.

A la suite de mouvements, les 2000 restantes sont devenues 2 600, qui se répartissent entre t 500 «per-Mais, en trois ans, de 1988 à 1991, les effectifs se sont réduits de 40 000 personnes - bors PTT, -estime PTNSEE qui vient de publier une étude (INSEE première, nº 253) consacrée à ce secteur, qui repré-sente 11,6 % de l'emploi salarié des activités marchandes non agricoles.

Dans l'énergie, nvec EDF, GDF, Charbonnages de France, Elf et le Commissariat à l'énergie atomique, les entreprises publiques rassem blent les trois quarts des effectifs salariés. Dans les transports, nvec la SNCF, la RATP, le groupe Air France, la Cumpagnie générale maritime, les Ports antnnomes et Aérororts de Paris, elles en emp<sup>1</sup> ient 38 %. Elles dominent les télécommunications, avec 89 % des effectifs, grâce à La Poste et à France Télécom.

Dans l'industrie manufacturière, les groupes publics pèsent 10 % de l'emploi salarié. Cela s'explique par la taille d'entreprises telles que Usinor-Sacilor, Rhône-Poulenc, Pechi-ney, Bull, Thomson, Renault, l'Aé-rospatiale, la SNECMA, etc. Dans rospanale, la SNECMA, etc. Dans les banques, le secteur public totalise 38 % des emplois, notamment nvec ces mastodontes que sont la BNP, le Crédit lyonnais, la Banque de France et quelques autres. Trois groupes publics d'assurances, UAP, AGF et GAN emploient 21 % des salariés du secteur. Et ainsi de puite dans les services (France 2 suite, dans les services (France 2, France 3, Radio-France), à l'exclusion, pratiquement, du bâtiment, du commerce, de l'agriculture, des industries de biens de consomma-tion ou de l'agroalimeotaire (la SITA, l'Office national des forêts).

Globalement, ces entreprises ont conou, ces dernières années, un filiales françaises, un millier de filiales étrangères, « dont plus des

de francs en 1991.

1987, les privatisations unt enneerné en fait près de t t00 entreprises, emplnyant 330000 salariés.

A la suite de mouvements, les 2000 restantes sont devenues 2600, qui se répartissent entre t 500 « per-macentes », l 100 nouvelles « entrantes » et 500 « sortantes ». On constate que la «respiration» du secteur public a été importante puisque le GIAT-industrie, La Poste et France Télécom l'ont intégrée tandis que de nombreuses restructurations ont eu lieu. Chaque groupe, en moyenne, enntrôle 34 entreprises contre 28 en 1988.

Snns tenir compte des 450 000 salariés des ex-PTT, ces entreprises anraient, ensemble, perdu 40 000 emplois et seulement 21 000 si l'nn limite l'observation nux sociétés « permanentes ». Comme nilleurs, ce qui ne les distingue pas du secteur privé concur-rentiel, ces suppressinns sont prin-cipalement dnes aux gains de oductivité. Elles nnt concerné 10 000 personnes à la SNCF et aux Charbonnages de France, entre 5 000 et 8 000 chez Usinor-Sacilor, Pechiney et Renault.

conciliateur chez Kimberly-Clark Sopalia. -Le nouveau ministre du travail, Michel Giraud, a désigné, jeudi 8 avril, Jean-Marc Boulanger, inspecteur général des affaires sociales, ponr mener une mission de conciliation dans le constit qui oppose la direction de l'usine Kimberly-Clark Sopalin de Sotteville-lès-Roneo (Seine-Maritime) aux délégués de la CGT qui occupent l'établissement depuis près de deux mois M. Boulanger, qui a rencon-tré, jendi après-midi, successivement les deux parties, a indiqué qu'il souhaitait « trouver une solu-tion dans les tout prochains jours » développement international. Elles dans ce conflit qui dure depuis légère décrue de l'inffre.

l'annonce, le 19 novembre 1992,

Contrôleraient, au travers de leurs l'annonce, le 19 novembre 1992,

Dans l'ancieu, le ralentissement les bureaux de prestige parisieur.

FRANCOISE VAYSSI péenne de la société.

CONJONCTURE

Alors que le marché stagne

### Le Crédit foncier juge incertaine la reprise de l'immobilier

Les exparts du Crédit fonciar ont établi, jaudi 8 avril, un tableau extrêmement sombre de l'immobilier français en 1992 et sa sont montrés sceptiques sur les chances d'une reprise en

« En 1990, sa crise est apparue. En 1991, elle s'est généralisée. En 1992, elle s'est aggravées : le diagnostie annuel des experts du Crédit foncier sur le marché immobilier français est particulièrement mauvais. « Sur tous les marchès abordes » - logement en Ile-de-France et en province, immobilier d'entreprise - « le constat est pessimiste», ont-ils affirmé jeudi 8 avril en présentant à la presse leur analyse. L'avenir ne s'annance guère meilleur: dans le logement franci-lien, «il y aura au mieux une modeste embellie» et «il est prématuré d'affirmer que 1993 sera l'année de la reprise. En province, «à court terme un ne peut guère espèrer mieux qu'une reprise mulle». Dans l'immobilier d'entreprise, « sans reprise économique, aucune embellie n'est à prévoir ».

Pnur le logement en lie-de-France, « 1992 a été une année ombre, mais on a peut-être atteint le fond». Dans le neuf, les ventes. ont atteint « un ploncher histori-que» avec à peine 9 000 ventes en 1992 dont 1 000 à Paris. Et ce, malgré des baisses de prix : on trouve désormais des programmes à mnins de 25 000 francs le mètre carré à Paris, à moins de 20 000 francs eo proche périphérie et à moins de 15 000 francs en deuxième couronne, oot indiqué les experts. Eo outre, les promotenrs ont multiplié les offres: « Tout se négocie, à commencer pas les prix », reconnaissent-ils. Néao-moins, le coup de frein des mises en vente - du à des ajournements de projets ou des mises en location de programmes initialement destinés à être vendus - n permis une légère décrue de l'infire.

a été aussi sensible : à Paris, les

en millions de francs (souf mention particulière

Principales données consolidées

Bénéfice net por action totalement dilué (en france)

Chiffre d'affaires

Résultat apérationnel

Résultat net (part groupe)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM

ALCAT

revenus eo franes constants aux niveaux pratiqués dans le courant de l'année 1987. Les folies des années 1987-1990 sont dane gom-mées et a la bulle spéculative à été

#### La mévente des bureaux anciens

Le logement en province, qui n'a pas connu les mêmes excès que la capitale, vit une situatinn mégale : «La crise s'est manifestée par une nette contraction du numbre de transactions alors que lo baisse des prix a été contenue.» Dans le neuf, les prix évoluent selon les villes, les ventes de grands ingements étant difficiles. Dans l'ancien, le marché des maisons est resté stable, mais les lotissements récents situés en périphérie unt été « très difficiles à vendre maigre les prix modérés ». Dans le locatif; l'offre abondante de petits logements n permis une détente des loyers, mais les valeurs restent soutennes pour les grands appartements:

En ce qui concerne l'immobilier d'entreprise, la situation est tragi-que : «La crise actuelle est une crise majeure », assurent les experts du Crédit foncier. En Ile-de-France, les surfaces placées (un millino de mètres carrés) nut baissé d'un quart en 1992 et de près de moitie par rapport à 1989, anoée record. Le stock à court terme atteint 4 millions de mètres carrés. Sont particulièrement touchés « les bureaux anciens qui risquent de res-ter vides, sauf placement à prix cas-sés » et les bureaux oculs haut de gamme dans la capitale.

Par ricochet, les loyers des bureaux baisseot de 10 à 15 % pour les meilleurs produits, de 20 à 25 % pour ceux qui le sont moins. Le Crédit foncier oote en particulier « lo tendance à la multiplica-tion des rénégociations de loyers». mais estiment que l' « on ne peut parler de phénomène de casse pour

FRANÇOISE VAYSSE

**FINANCES** 

Grâce à un développement maîtrisé

### Le résultat du Crédit mutuel a progressé de 13 %

e Nous tirons bien notre épingle du jeu », a déclaré, unn sans fierté, jeudi 8 uvril, Etienne Pflimlin, pré-sident du Crédit mutuel, première des grandes banques mutualistes et coopératives à annoncer son résul-tat annuel. Dans un environnement difficile, le Crédit mutuel a réussi à améliorer son résultat net de 13 % pour le porter à 1,5 milliard de francs. Ce résultat, l'un des melleurs de la place, selon M. Pfimlin, a été notenn grâce à une parfaite. maîtrise du développement, notam-ment en matière de rentabilité et de sélectivité.

Le produit net bancaire (PNB) a augmenté de 10,5 % pour s'établir à 16,7 milliards de francs, et, grâce à la monétique, secteur dans lequel le Crédit mutuel occupe le quatrième rang, les commissinns nu progressé de 20 % et représentent aujourd'hui 16,7 % du PNB contre 15,3 % en 1991. Les frais généraux ont connn une croissance maîtrisée de 6,5 % pour revenir de 73 % à 70 % du PNB.

Mais, comme le notait M. Pflimlin, a les investissements nécessaires ont génére des coûts qui généreront plus tard des économies...». Les effectifs sont passés de 22 300 à 22 000, et une lente décroissance est encore à l'ordre du jour, dans la mesure du possible sans licencie-ment mais en jouant sur la mobi-lité des salariés.

A l'instar des autres établisse-ments de crédit, le Crédit mutuel n'échappe pas à une nugmentation de ses provisions face aux risques

dnmestiques et professinnnels, notamment sur les PME. La dotatinn nette aux provisinns a aug-menté de 34 % pour atteindre 2 milliards de francs, soit t % de l'encours des crédits, et le taux de provisionnement est de 53 %.

L'affectation du Livret blen nu logement social, résultat de l'ac-enrd intervenu en mars 1991 (le Monde des 17 et 18 mars 1991) entre le ministère des finances et le Crédit mutuel n également pesé sur le résultat finnt à bauteur de 160 millinns de francs, nprès 50 millions de francs en 1991. Le Crédit mutuel y a ennsaeré, en 1992, 3,6 milliards de francs, soit un total de 8,2 milliards de francs pour les deux premières années d'application du protocole.

· Autre motif de satisfaction pour M. Pflimlin: les dépôts nnt augmenté de 8,3 % contre 7 % en moyenne pour le reste de la profession bancaire, En matière de crédit, leur croissance a atteint 5,3 % alors que celle de la profession est de 3,7 %. Le crédit à la consommation, comme l'année précédente, a connu un relatif raleotissement (+ 1,6 %). En revanche, le erédit necordé nux professionnels progres-sait de 8 % pour finalement repré-senter 26 % de l'encours total des crédits. A la fin de 1992, le total

7

INDUSTRIE

Malgré des déconvenues dans le secteur de l'acier

### La Société générale de Belgique limite les dégâts

BRUXELLES

de notre correspondant

Le résultat net de la Société générale de Belgique en 1992 est encore en recul – 6,2 milliards de francs belges (1 milliard de francs français), contre 7,6 milliards (1,25 milliard de francs) en 1991 et 12,2 milliards (2 milliards de francs) en 1990, - mais les dégâts ont été limités, compte tenu de la mauvaise conjoocture, et la progression du résultat courant est un

Tel est l'essentiel de la confé-rence de presse tenue à Bruxelles, jeudi 8 nvril, par Etienne Davi-gnon et Gérard Mestrallet, prési-dent et administrateur délégué de la société, pour la présentation de l'exervice 1992 du présentation de l'exervice 1992 du présentation de belge. Le résultat courant atteint 6,t milliards de francs belges, soit 38 % de plus qu'en 1991. En revanebe, le résultat exceptionnel s'est réduit à 100 millions, alors qu'il était de 3,1 milliards en 1991 en raison d'importantes cessinns

En 1991, les résultats de l'Union minière, dont la SGB détient 81,9 % du capital, avaient été par-ticulièrement mauvnis. Le géant des non-ferreux accuse encore une perte nette consolidée, mais son résultat courant est positif, à hau-teur de 577 millions de francs belges (95 millions de francs) en ce qui concerne la part de la SGB. Sans donner plus de détails qu'il y a quelques semaines (le Monde du 10 mars), M. Mestrallet a confirmé on' « nn recherche un partenaire industriel au niveau du groupe ».

Cette année, ce soot les résultats ne l'Arbed le plus de souci à la SGB, qui possède un quart de son capital. Malgré la mise en place d'un plan de crise et des accords de synergie avec Usinor-Sacilor dans les produits longs, la part du groupe dans le résultat courant accuse un déficit de plus d'un milliard de francs belges (165 millions de francs).

#### Bon comportement des filiales

Confirmant la volonté de la SGB de « réduire sa sensibilité aux cycles industriels ». M. Davignon a indiqué que le bnlding avait eu des conversations nvec le gouvernement luxembourgeois, principal actioonaire de l'Arbed. Les deux parties sont convennes de mettre sur pied une société commune dont la mission sera de recherche ensemble un partenaire industriel « dans le contexte des regroupements sidérurgiques qui ne mani ront pas d'avoir lieu d'ici à 1995. »

En valeur boursière, la part des services représente 56 % du portefenille de la SGB et celle de l'industrie 46 %. Le bon comportement des filiales actives dans les services pourrait inciter la SGR à opérer certains reclassements. Mais M. Davignon a qualifié de « Monopuly-fiction > les informations prétant ou holding l'intention de vendre ses parts du groupe cimentier CBR pour entrer dans la Lyonnaise des eaux.

J. L G.

#### Alcatel Alsthom Résultat net de 1992 : 7,1 milliards de francs en augmentation de 14 %

Réuni le 7 avril 1993, sous la présidence de Monsieur

d'Alcatel Alsthom a arrêté les comptes de l'exercice 1992.

s'élève à 7.053 millions de francs au lieu de 6.180 millions

Le résultat net enregistre une progression de 14,1 % et

Pierre SUARD, le Conseil d'administration

Le bénéfice par action croît de 4,3 % en 1992 à 53,17 francs, sur la base d'un capital totalement dilué de 141,5 millions

Le résultat opérationnel s'élève à 14.806 millions de francs, contre 14.945 millions de francs en 1991, après prise en compte de la charge financière supplémentaire liée à l'acquisition de la participation d'ITT dans le capital d'Alcatel.

Par ailleurs, le Groupe a généré en 1992 un cash flow d'exploitation de 15.360 millinns de francs à comparer aux 14.774 milliona de francs dégagés en 1991.

Le résultat net d'Alcatel Alsthom, société mère, s'établit à 3,401 millions de francs contre 2.723 millions de francs

Le Conseil a exprimé sa satisfaction devant les bons résultats obtenus par le Groupe en 1992 dans une conjoncture particulièrement difficile et a décidé de proposer à l'Assemblée générale de distribuer un dividende par action de 14,50 francs (13,50 francs en 1991) correspondant à un revenu global de 21.75 francs : par action (20,25 francs en 1991). Ce dividende représente une distribution de 1.964 millions de francs

Distribution proposée Distribution globale 1.964 1.629 Dividende distribué par action (en francs). 14,50 13,50 Avoir fiscal par oction (en france). eu progression de 20 % par rapport à celle de l'exercice 1991. Il sera mis en paiement à partir du 30 juillet 1993. Les actionnaires disposeront, comme les années précé-

CHIFFRES CLES

161.677

14,806

7.053

53,17

160.082

14.945

6.180

50,96

forme d'actions Alcatel Alsthom. Afin de statuer sur les camptes de l'exercice, le Canseil a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée générale mixte le 24 juin 1993 à 14 h 30 au Palais des Congrès à Paris.

dentes, d'une option pour recevoir ce dividende sous

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de renouveler les mandats d'administrateurs, qui arrivent à expiration, de Messieurs Guy Dejouany, Jean Marmignon, Cesare Romiti et Pierre Suard et de ratifier la cooptation de Monsieur Jacques Ronze, décidée par le Conseil de ce jour, comme administrateur en remplacement de Monsieur Jacques Friedmann, démissionnaire.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT:

 MINITEL: 36.16 Code CLIFF Téléphone vart actionnaires: 05 354 354 AGRICULTURE

37 % d'installations nouvelles de moins en 1992

### Le CNJA demande des aides pour les agriculteurs débutants

Christian Jacob, président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), n présenté, jeudi 8 avril, deux jours nores son entre-vue nvec Ednuard Balladur, une plate-forme de revendications intitulée : « Quatre priorités pour cent iours».

L'ensemble de ces mesures n pour but de redonner courage aux jeunes qui choisissent le métier d'agriculteur. Or une statistique inquiétante vient d'être publiée : pour un agriculteur qui s'installe, quatre s'en vont. Le nambre des nnuvelles installations en 1992 a baissé de 37 %.

Les priorités énoncées par Christian Jacob sont les suivantes : accorder aux jeunes un prêt global bonifié et assouplir le dispo-sitif d'abattement fiscal; - désendetter les entreprises agri-

coles: - créer un fands de gestion de l'espace et des territoires alimenté par la CEE et par l'Etat (taxe sur les bureaux et revalurisation de % de la TVA sur les produits

anmentation;

moderniser les prélèvements
nbtigatnires sur l'entreprise agricole, en agissant sur les cotisations
sociales, la fiscalité et le statut juri-

# COMMUNICATION

An terme d'un premier colloque sur la communication

#### Le roi du Maroc crée un conseil supérieur de l'information

RABAT

#### correspondance

« Au secours! La médiocrité s'installe dans les médias, à la télé surtout!» Ce cri du eœur de Taieb Laalej. l'an des chanson-niers les plus réputés du pays, lancé an cours d'un des multiples débats qui not un avendent débats qui nnt marqué pendant trois jours, dn 29 au 31 mars, le premier colloque sur l'informapremier colloque sur l'informa-tiun et la communicatiun an Maroc, illustre bien la passinn avec laquelle plusieurs centaines de professinnnels de la presse et de la communicatiun ont vécu cet événement. Ou plutôt ce « grand défuulement » selo a l'expression de Latifa Akharbach, cette univer-sitaire et journaliste qui ajoute : « Après trente ans d'indépendance, il était temps de faire un arrêt sur image. » Cette immense mise à plat de l'espace médiatique maro-Image. » Cette immense mise a plat de l'espace médiatique marocain, npérée par le biais de plusieurs commissinns invitées à réfléchir sur de nombreux thèmes touchant aussi bieu à une charte déontalngique qu'au statut du journaliste ou à la formation professinnnelle, a débouehé sur un certain numbre de résultats.

Les participants ont d'abord, et sans surprise, entériné nne sugges-tina du roi Hassan II qui, dans un message adressé an eolloque, avait proposé la création d'ua conseil supérieur de l'information ayant pour objet de réguler le sys-tème médiatique national, en tenant compte des bouleverse-ments techniques et de l'évolution du pays.

A STATE OF THE STA

generale de Belin

in [22

15.54

---

19.00

the les degats

Ils ont aussi adopté diverses recommandations concernant, par exemple, la réforme du code de la presse, le droit à l'information et à la liberté d'expression, l'élabo-ratinn d'une conventinn collective régissant les rapports entre patrons de presse et journalistes, l'amélioration des conditions de

#### Un contexte électoral ...

Mais si le ministre de l'intérieur et de l'information, Driss Basri, principal promoteur de cette manifestation, a affirmé, au cours de la séance de clôture, qu'il sera « du devoir de l'Etot d'examiner, à travers le futur conseil supérieur de l'information. les points importants relatifs au développément de la profession qui ont été examinés pendant le collo-que », nombre de participants ne cachent pas leur scepticisme. Tout en se félicitant da climat de liberté qui a régné, ils expriment la crainte, au lendemain des débats, que ce colloque a apparaisse bientôt plus que comme un enup d'épée dans l'eau : « Les aspects budgétaires unt été superbement ignorés », déplacent plusieurs responsables de presse.

L'amertume est particulière-ment vive enez les photographes et juurnalistes sportifs, grands absents des travaux; ils en tirent la conclusion qu'on les considère cnmme, des professinnnels de seconde zone.

De nombreux participants se demandent aussi pour quelle rai-son les autorités ont attendn aussi langtemps avant de se pencher sur le sort des métiers de l'information et de la communication, qui connaissent depuis très long-temps d'énormes difficultés. Si le roi Hassan Il cherche naturellement à adapter aux réalités modernes ce secteur stratégique, les motivations de M. Basri peuvent être différentes. A l'approche des électinas législatives du 25 juin, le ministre de l'intérieur et de l'information - qui vient de vivre des semaines difficiles avec l'affaire Tabet (1), et que certains participants au colloque n'ont pas hésité à égratigner, lui reprochant par exemple de favariser la presse étrangère au détriment des médias natinnaux - tient sans dnute à présenter l'image d'un bnume nuvert, de celui qui, en tout cas, aura mis la presse natio-aale sur les rails de la modernité. De l'avis de beaucoup de participants an colloque, M. Basri ne coiffera plus la dnuble casquette de ministre de l'intérieur et de ministre de l'information dans le gouvernement qui sera constitué après les législatives. Un grand ministère de la communication ponrrait en effet voir le jour. L'actuel ministre pourrait done se prévaloir d'ua rôle moteur.

**MOUNA EL BANNA** 

seignements généraux condamme a le 15 mars dernier, pour avoir violé plus

L'organisation de la presse en Espagne

# L'« autorégulation » des journalistes catalans

BARCELONE

de notre envoyée spéciale

Après la résistance au régime franquiste, dans le fol étau qui poussait à reconstruire la démocratie en Espagne, la presse canalane n'avait pas pris le temps de concher sur le papier ses principes d'éthique. Le vent de l'Histoire animait les âmes, elle faisait de la déontologie comme M. Jourdain de la prose. Dix-huit ans se sont écoulés depuis la mort de Franco. Les journalistes catalans ont jugé que le moment était venn de réglementer les usages de leur profession.

Un premier congrès les avait réunis à Barcelone en 1978, rémoignant de leur consensus. Un second les a rassemblés du 29 octobre an le novembre 1992, pour l'édification de teur charte. Ils furent deux mille au rendez-vous – soit un travailleur sur trois répertoriés dans ce secteur en Catalogne – pour conjuguer «sérieux de l'info et reflet du pluru-lisme social». La province autonome s'est voulue une fois encore pionnière et elle course à entre present de de le contra de le et elle œuvre à entraîner Madrid et le reste du pays sur la voie de la mora-lisation des médias.

Le code éthique élaboré par les journalistes catalans reprend pour l'essentiel les grands principes profes-

sonnels des antres chartes. Il affirme conflictuelles. « Il y a eu confusion l'obligation de « séparer » l'information de l'opinion, d'employer des méthodes « dignes » pour obtenir ces informations, le refus des « rétribusionnels des antres chartes. Il affirme l'obligation de «séparer» l'information de l'opinion, d'employer des méthodes «dignes» pour obtenir ces informations, le refus des arétributions et gratifications» provenant de tiers, l'interdiction d'utiliser «à des fins personnelles» des informations privilégiées, etc.

L'originalité de la démarche cata-lane réside surtout dans sa genèse, amorcée par une poignée de journa-listes dont fait partie Josep Pernau, le directeur-éditocialiste d'El Periodico, qui préside actuellement le Col-lège des journalistes de Catalogne.

Cette association est issue du Groupe démocratique de journalistes créé en 1966 pour résister an franquisme. Organisatrice du premier congrès en 1978, elle s'est toajours voulue ouverte à toutes les tendances. Jouissant d'un incontestable crédit, c'est elle qui a porté la nouvelle charte sur les fonts baptismaux.

Il s'agit d'abord de remédier aux erreurs de la période postfranquiste dans les milieux de la presse. De nombreux journalistes avaient participé, an coude à coude avec les acteurs politiques, à la lutte contre le dictateur. Ce dernier disparu, les fra-ternités nées dans la résistance ont pesé lourd, parfois trop. Certaines alliances ont engendré des situations

lentes diatribes qui opposent encore certaines rédactions concurrentes.

Mais l'opinion publique y voit surtout une « agressivité» qu'elle juge « excessive » et tel est aussi, désormais, le sentiment d'une partie des journalistes eux-mêmes, qui voient décliner leur prestige après avoir été les chésis des foules.

Cette «agressivité» se déverse principalement par l'intermédiaire des canaux de la radio et de la télévides canaux de la radio et de la télévision, de plus en plus numbreux
depuis le boom du secteur privé. Les
exprédicateurs» de table ronde privilégiant l'idéologie au détriment de
l'information ont fini par lesser. De
même que le sensationnalisme à tous
crins. Le public n'a guère apprécié,
par exemple, de voir à l'écran l'image
d'une enfant de cinq ans violée à
Séville. Il y a en aussi quelques cas
de corruption. La profession s'est
divisée.

A Madrid, la charte catalane pro-posée à la discussion à l'Association de la presse a du mai à recueillir des signatures. Mais en Catalogne, jour-nalistes, directeurs de rédactions et propriétaires de médias y souscrivent

massivement. « Pour le respect de cette charle, nous mettons au point une commission d'appel, précise Josep Pernan. Celle-ci pourra être saisie, en cas d'irrègularités, par les citoyens ou les organes professionnels comme le Collège; elle sera formée de personnalités indépendantes; elle "avancem pas d'autre sanction que n'exercera pas d'autre sanction que

En revanche, la presse camiane se déclare opposée à tout renforcement du code penal, comme cela avait été envisage il y a quelque temps par les antorités espagnoles après quelques épisodes scabreux.

Tomas Delclos, sous-directeur du quotidien El Paix, fait partie, lui aussi, des pionniers de la charte. Il se prononce sans hésitation pour « l'autorégulation de la profession ». Face aux dérives, « il fallait éviter, dit-il, que le gouvernement ne prenne l'initiative en légiférant ». Le rédacteur en chef chargé des suppléments du quotidien La Vanguardia, Vladimir De Semir, exprime la même conviction, lci, de la base au sommet de la pyramide professionnelle, tous les journalistes refusent « une censure venue d'en haut, ou une juridiction spéciale », les ayant « trop » connues spéciale», les ayant «trop» connues pendant des décennies.

Dans l'immense salle de rédaction d'El Pais, une affiche appelle à une

assemblée générale pour « constituer un syndicat des journalistes de Catalogne parce que l'expérience euro-péenne [cu la matière] est hautement positive ». L'organisation syndicale constitue en effet la deuxième prio-rité de la presse catalane, qui se défend toutefois « de tout corpora-tisme ». Il existe, certes, des sections « presse» à l'intérieur des deux prin-«presse» à l'intérieur des deux principales centrales natinnales — les Commissions ouvrières et l'Union générale des travailleurs (UGT), — mais leurs effectifs fundent parce que ces organisations sont jugées peu efficaces pour défendre les intérêts spécifiques des professionnels de la presse, « fortement profétarisés » par le déveluppement des technologies. Les Commissions nuvrières ont déjà donné leur accord pour la créatioa de syndicats indépendants. L'UGT fait attendre su réponse.

Josep Pernau ne voit aucun incon-Josep Pernau de voit aucun incon-vénient, pour sa part, à ce que les membres de sa professinn suivent ainsi deux voies d'organisation com-plémentaires. Il sait que le Collège des journalistes de Catalogne « ne perdra pas sa raison d'être ». Il est même le premier à dire que les choses évoluent si vite, dans la presse catalane, que sa eharte est... « déjà insuffisante. »

DANIELLE ROUARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### CH

Compagnie Générale des Etablissements Michelin

### Résultats consolidés 1992

Le redressement de MICHELIN s'est poursuivi en 1992. Après une charge nette exceptionnelle, non récurrente, de 587 millions de francs, due aux nouvelles normes comptables applicables à ses filiales américaines, le résultat consulidé est une perte de 11 millions de francs, contre une perte de 1.013 millions de francs en 1991. La part du Groupe dans ce résultat est un bénéfice de 79 millions de francs, et celle des intérêts minoritaires est une perte de 90 millions de francs.

### ANALYSE DE L'ACTIVITE DE L'EXERCICE :

L'évolution du volume des ventes durant l'année 1992 a été très contrastée. Après une progression de 3,5 % au cours du premier semestre par rapport à la période correspondante de l'aumée précédente, l'activité sur les marchés européens a chuté fortement à partir de l'été.

Malgré une légère amélioration des marchés d'Amérique du Nord où MICHELIN est maintenant fortement implanté, le volume des ventes pour l'ensemble de l'année

A cette chate des volumes vendus s'est ajouté l'effet des baisses des cours de plusieurs devises européennes ainsi que du dollar par rapport au franc : le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1992, de 66.847 millions de francs, ressort ainsi en baisse de 1,2 % par rapport à celui réalisé au cours de l'exercice 1991.

### ANALYSE DES RESULTATS:

L'amélioration des résultats de MICHELIN constatée au premier semestre, grâce notamment aux effets du plan de redressement mis en œuvre début 1991, a'a pu être poursuivie dans la conjoncture très dégradée des marchés européens à partir de l'été. Le résultat d'exploitation est un bénéfice de 4.254 millions de francs, en augmentation de 377 millions par rapport à celui de l'exercice précédent.

La charge financière nette de 2.698 millions a diminué de 399 millions, sous l'effet des variations monémires, de la baisse des taux d'intérêt et de l'endettement moyen. Le résultat courant est un bénéfice de 1.556 millions de francs, en amélioration de 776 millions de francs par rapport à l'exercice précédent.

Maleré cette amélioration, le résultat courant avant impôt ne représente que 2,3 % du chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'année 1992, alors qu'il avait aucint près de 4 % pour le premier semestre de cette même année. La réalisation du plan de redressement s'est poursuivie en 1992. Dans le cadre de ce

plan, MICHELIN a réduit ses effectifs de 16.000 personnes en deux ans. Les charges de restructuration correspondantes, provisionnées en 1990 et 1991, sont sans effet sur le résultat exceptionnel de l'exercise 1992 qui ressort en bénéfice de 221 millions de francs, ennstitué pour l'essentiel de plus-values de cessions d'immobilisations diverses.

Au total, après prise en compte des impôts et de la charge exceptionnelle de 587 millions de francs due à l'incidence de nouvelles normes applicables aux sociétés américaines, relatives à l'enregistrement comptable des frais médicaux du personnel retraité et des impôts différés, le résultat net consolidé de l'exercice est une perte

La capacité d'autofinancement de l'exercice 1992 est de 5.145 millions de francs, en augmentation de 2.056 millions par capport à celle de l'exercice précédent.

Les comptes de la Compagnie Générale des Établissements MICHELIN font apparaître pour l'exercice 1992 un bénéfice de 213 millions de francs contre un bénéfice de 118,4 millions en 1991. Avec un résultat d'explaitation en légère diminution du fait de l'évolution des parités de change intervenues dans le second semestre et un résultat financier redevenu positif de 55,2 millions de francs, le résultat courant avant impôt est passé de 326,6 millions de francs à 403,1 millions pour l'exercice 1992. Le résultat exceptionnel négatif, compte tenu d'une doration

pour dépréciation de 200 millions de francs des titres de la Manufacture Française des Poeumatiques MICHELIN, est passé de 224,3 millions de francs à 198 millions

#### GROUPE MICHELIN - PRINCIPAUX ELEMENTS DES COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES:

(en millions de francs)	1992	1991
Chiffie d'affaires net	66.847	67.649
Résultat d'exploitation	4.254	3.877
Résultat financier	(2.698)	(3.097)
Résultat courant	1.556	780
Résultat exceptionnel	221	(1.193)
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	(241)	(200)
Impôt sur les bénéfices	(950)	(425)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(10)	24
Charge nette due à l'incidence de nouvelles normes comptables américaines	(587)	_
Résultat net	(11)	(1.013)
dont : part du Groupe part des intérêts minoritaires	79 (90)	(699) (314)
Capacité d'autofinancement	5.145	3.089

Ces comptes ont été présentés au Canseil de Surveillance de la Compagnie. Les Gérants, qui convoqueront l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires pour le 25 juin 1993, à 9 heures 30 à Clermnut-Ferrand/Aulnat, proposerant la distribution d'un dividende net de F. I,50 par action "B" et par action "A" partiellement amortie, et de F.1,60 par action "A" de capital.

de production.

Dans le prolongement de ce qui s'est produit durant l'automne 1992, l'activité du premier trimestre 1993 reste très contrastée avec d'une part l'effondrement des marchés européens, particulièrement ceux liés à la construction de véhicules neufs. alors qu'apparaît, d'autre part, une reprise sur les marchés d'Amérique du Nord.

Les paramètres qui influenceront les résultats 1993 sont encore difficiles à prévoir, plus particulièrement, l'amplitude et la durée de la crise européenne, la confirmation de la reptise américaine et la baisse des taux d'intérêt européens.

En l'absence de redressement rapide des conditions qui ont prévalu au premier trimestre, le résultat du premier semestre 1993 se traduirait par une pente.

Pour faire face à cette nouvelle situation, MICHELIN a pris les dispositions suivantes : mise en place de mesures de chômage partiel pour adapter constamment

la production aux ventes. nouvelle limitation des investissements. Ils porteront essentiellement sur les gains de productivité et sur l'amélinration de la flexibilité de l'nutil

Les efforts considérables accomplis par MCHEUN dans le cadre du plan de redressement ont permis de rétablir la situation en deux ans.

La dégradation brutale des marchés, dont l'ampleur reste imprévisible, impose de nouvelles mesures pour faire face à ce qui pourrait annoncer une mutation profonde de l'économie. En conséquence, l'accélération de l'effort de réduction des coûts s'impose : en l'état actuel des choses, l'objectif est fixé à 3,5 milliards de francs en deux ans, pour l'ensemble du Groupe.

Les effets négatifs de la conjoncture actuelle seront ainsi limités, mais surtout MICHELIN, ayant atteint son objectif prioritaire d'abaissement des prix de revient, sera en melleure position concurrentielle pour bénéficier rapidement

delitation des die cur, debid

### VIE DES ENTREPRISES

Pour résorber en douceur les sureffectifs

### Bull propose aux syndicats un «plan emploi 1993»

La direction et les Instances eprésentatives du personnel de Bull SA sont parvenues, jeudi 8 avril, à un accord pour engager une nouvelle procédure en vua d'adapter les effectifs salariés en France à la situation économiqua da l'antreprise. Conformément à cet accord, qui annule le précédent plan de départs volontaires présenté la 11 mars par la direction, les élus du comité central d'entreprise examineront, le 21 avril, un projet de « plan amploi 1993 » prévoyant notamment « des mesures sociales d'accompagnement, dont des départs volontaires ». Mais cette nouvelle mouture ne lève pas toutes les ambiguités de la précédente

La direction de Bull a donc fina-lement accepté de revoir sa copie. Me sans puur eutaut dunuer entière satisfaction aux urganisations syndicales, et encore moins à l'inspection du travail. Cette dernière evait, en effet, récemment exigé de la direction qu'elle prépare un plan social en boune et due forme pour accompagner les quelque 1 000 suppressions d'emplois déjà prévues au titre de 1993 dans les établissements français du constructeur informatique (le Monde du 26 mars).

Le projet de «plan emploi», qui sera soumis le 21 avril aux élus du CCE, devrait, certes, présenter des garanties supplémentaires par rap-port au précédent programme de départs vuloutaires. En revanche, cette nouvelle version ne dévoile toujours rien quant aux intentions de la direction si les économies de son plan se révèlent insuffisantes. Une hypothèse pourtant plus que probable : alors que la direction, envisage de supprimer «de 6 % à 7 % » des emplois, le turn-over des: personnels n'a pas excédé 2 % enj 1992. « Nous aviserons alors en sonction de la conjoncture économique et du reliquat de suppressions d'affirmer Hervé Hannebicque, directeur des ressources humaine du groupe.

Tout en souhaitant qu' ell n'y ait pas d'hypocriste de la part de la direction » quant à l'issue de ce « plan emploi », la CFDT, majoritaire dans la maison, n'en a pas mnins accepté d'engager la discus-sion. Le contenu de ce plan équi-vaudrait déjà, selon elle, « à un quasi plan social». Outre le main-tien de l'unverture des départs volontaires et la mise en préretraite de 120 salariés, ce dispositif pré yourait en effet l'ouverture de négo ciations sur des thèmes chers aux délégués CFDT : révision de la politique salariale et des qualifications des personnels, aménag du temps de travail, cessation progressive d'acitivité, rapatriement d'une partie de la sous-trai-tance et redéploiement en interne des comnétences.

Du point de vue de la direction ce «plan emploi» devrait déjà se révéler moins coûteux qu'un plan-social (1). Mais il devrait surtout lui permettre, pour la premiére fois, de distinguer les salariés susceptibles, selon Hervé Hannebic one, « de se débrouiller tout seuls pour retrouver un emploi» de e ceux sur lesquels l'entreprise doit concentrer ses efforts pour éviter qu'ils n'aillent grossir les rangs des

### A nos lecteurs

Les marchés qui sont fermé» vendredí 9 avril et lundi 12 avril en raison des fêtea de Pâquea aunt lea

Vendredi, les Boursee de Zurich, Francfort, Parix, Londres, Amsterdam, Stockholm, Madrid, New-York, Hongkong, Singepour et Chicago seront fermées.

des changas resterunt ouverts. Celui de New-York fonctionnere cependent selon un horsire réduit. Lundi, ie» Bourses da urich, Francfort, Peris,

En revanche, les marchés

Zurich. Londres, Milan, Amsterdam et Hongkong seront fer-

En raison du chômage bouraier de Peris, nous ne publions pas sujourd'hui la page Bourse de Paris. chômeurs». Si la direction devait en venir à présenter un plan social, ces derniers pourrraient ainsi bénéficier des services d'une société de reconversion que le directeur des ressources humaines de Bull envi-sage de créer. « Celle-cl, précise-t-il, garantirait aux salarlés en sureffectif une offre valable d'emploi en leur permettant d'assurer des missions temporaires dans différentes

Reste que ces traitements diffé-renciés des licenciements ne s'inscrivent pes dans un cadre juridique favorable, comme le releveit récemment Dominique Balmary, délégué à l'emploi. e Cette évolutiun vers un traitement individua lisé des salariés licenciés ou assimilés entre encore largement en contradiction avec la procédure collective de licenciement telle qu'elle a été définie par les ordonnances de 1945 », affirmait-il. Juridiquement fluues et semées d'embuches, ces pratiques supposent des rapports de confiance sans faille entre les partenaires sociaux chargés de les gérer au quotidien. Une condition qui, héias l ne s'applique pas encore à ceux du groupe informati-

#### VALÉRIE DEVILLECHABROILE

(1) Alors que la nouvelle législation relative aux licenciements économiques oblige les employeurs à veiller, dans le cadre d'un plan social, au reclassement des salariés licenciés, cette obligation contruse ne s'applique pas aux départs

1 Jet Aleace repris par Transcapi-

tal. – La compagnie de charters Jet Alsace, ancienne filiale de Minerve placée en redressement judiciaire le 17 février, a été reprise par Transcapital Holdings, une société basée à Gibraltar, et va adopter le nom de TransAlsace. La décision du tri-hunal du commerce est assortie

hunal du commerce est assortie

repreneur obtienne le feu vert du

CSAM (Conseil supérieur de l'avia-tion marchande). Le plan de Trans-capital Huldings a été préféré à

celui de la compagnie française Air

Rémy Cointreau cèda ca part

daze les fules gras Bizac. - Le groupe de vins et spiritueux Rémy

Cointreau a cede au groupe agro-

alimentaire allemand Appel Fren-zel sa participation de 50 % dans la société de foies gras Bizac, pour environ 32 milliuns de francs.

Cette cession s'inscrit dans le cadre

de la politique du groupe de désin-vestissement d'actifs non stratégi-

ques, a précisé, jeudi 8 evril, Rémy

ques, a precase, jeudi 8 evril, Remy Cointreau, et permettra de dégager nne «légère plus-value» pour son exercice 1993-1994 qui a débuté le 1º evril. La société Bizac réalise un

chiffre d'affaires de quelque 160 millions de francs par an.

a Audi veut développer au

« modèle sportif» »vec Possche. – La société Audi AG (filiale du groupe automobile allemand Volks-

wagen) va développer un nouveau e modèle sportif» en commun avec Porsche. Produit par Porsche mais

vendu sous la marque Audi, il sera înspiré d'un modèle existant déjà deus la gamme d'Audi et devrait

être mis sur le marché an début de

1994. Le nouveau président du directoire d'Andi, Franz-Josef Kortuem, avait remplacé le 1<sup>st</sup> janvier l'actuel président du directoire de

Volkswagen Ferdinand Piech, qui

est également le petit-fils du fonda-teur de Porsche, M. Pièch est avec

sa famille un actionnaire majori-

taire de Porsche. Les sociétés Audi

et Pursche avaient déjà collaboré

entre 1976 et 1991, période au cours de laquelle Audi a produit 313 000 voitures de la marque

□ AGF Seguros et Banesto annon-

cent un plan de rapprochement au Espagae. — Les Assurances géné-rales de France (AGF) et le groupe bancaire espagnol Banesto (Banco Espanol de Credito) unt annuncé

Espanol de Credito) unt annuncé récemment un rapprochement de leurs filiales AGF Seguros et Union y el Feoix Espanol (UFE) en Espagne. Ce processus pourrait conduire à une fusion des deux filiales, « Les deux groupes Banesto et AGF, après avoir examiné les comptes et la situation des deux comptes et la situation des deux compagnies d'assurances. UFE et AGF Seguros, ont décidé de mettre en œuvre ensemble un plan stratégique de rapprochement entre elles.

dans le cadre du partenariat d'en-

Porsche (modèles 924 et 944).

COOPERATIONS

Evasion.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

En raison d'un faible engagement dans l'immobilier

### Bénéfice étale pour la Société générale

Dans un contexte économique difficile et e fortement perturbé», la Société générale a toutefois réussi à afficher un résultat tout à fait honorable puisqu'elle est parvenue pour l'exercice 1992 à maintenir son résultat en affichant un recul de 3 % à 3,27 milliards de francs contre 3,37 milliards de francs pour l'exercice précédent.

Si Marc Viénot, président de la banque, qui présentait les comptes pour l'année 1992, est convenu que e le dernier trimestre de l'année 1992 a été particulièrement difficile », il n'a pas manqué de souligner que ele volume d'activité qu'a conservé la banque hui a permis de maintenir son résultat ».

La dutation aux provisions est, toutefois, en augmentation de 11 % pour s'établir à 6,067 milliards de francs, soit un montant nettement inférieur aux provisions effectuées par le Crédit lyonnais uu la BNP. Une fois encore, comme en 1991, la prudeuce e fiui par payer : en étant peu engagée sur l'immobilier, la Société générale n'e pas eu les soucis de nombre de ses consœurs. Les encours sur les professionnels de l'immobilier ne représentent que ILI milliards de francs eu France et 9.2 milliards de francs à l'étranger, couverts à hauteur de 10 %, les encours plus sensibles étaut pour leur part couverts à hauteur de 46 %. Le plus gros des provisiuns concernent en fait les risques commerciaux. Selon M. Viénot, si l'on constatait auparavant des défaillances d'entreprise

semble entre les deux groupes», indique un communiqué des deux

groupes. AGF et le groupe Banesto

avaient signé en 1991 un accord

Il United Airlines convertit des

commandes fermes en options. -United Airlines (UAL) a annoncé

duonel la deuxième compagnie

américaine sérienne peut convertir

49 commandes fermes d'avions en

options. Aux termes de cet accord, United peut reporter la livraison

de ces appareils eutre 1996 et

1999. Les avions doivent en prin-

cipe lui être livrés entre 1993 et 1996. Cependant, si United ne prend pas livraison des appareils

vant l'an 2000, elle perdra des

dépôts de garantie substantiels. Les

49 commandes fermes reconverties

en uptions jucluent trente et na

Boeing 737, huit 747-400, deux 757-200 et huit 767-300.

Celatose : bénéfice net en hause

de 8.3 %. - Celatose, numéro un

français des changes complets pour bébés, a réalisé l'an dernier un hénéfice uet consolidé (part du groupe) de 41,8 millions de francs

contre 38,6 millions de francs en

1991, soit une progression de 8,3 %. Le chiffre d'affaires conso-

lidé » progressé de 2,6 % à 1,18 milliard de francs contre

1.15 milliard en 1991. Pour 1993,

le groupe est très prudent, indi-

quant simplement que e la conjonc-ture particullèrement difficile des

derniers mois de 1992 et surtout du début 1993 ont entraîné un net

infléchissement du chiffre d'affaires,

dont les répercussions se feront sen-tir sur les comptes de l'exercice en

ca Sefimeg : progression de 3,8 % en 1992. – La société foncière Sefi-

meg a enregistré un résultat net en

hausse de 3,8 % en 1992 à 510,6 MF, tandis que ses grands

une société commune, la Finan-

ciére Sefimeg. La plus grosse société immubilière de France (patrimoins évalué entre 10,5 et 11 milliards de francs), » enregistré des recettes totales de 618,5 mil-

lions, en légère baisse de 0,8 %, les

recettes locatives s'établissant à 551,7 millions (+0,3 %). Par ailleurs, Fimalac, Foncier Portefeuille (groupe Crédit funcier), les Mutuelles du Mans, Clinvest et

Alms-France ont regroupé la plus grande partie de leurs participa-tions su seio d'une nouvelle société, la Financière Schimeg.

Cette dernière, dont le président sera Marc Ladreit de Lacharrière,

et le vice-président Philippe Cha-reyre (président de l'Immobilière-

Constructions de Paris) détiendra

Sefimeg. Indirectement, ils en détienment 30,98 %.

ent 27,91 % du capital de

aires se sont regroupés dans

RÉSULTATS

COMPS 3.

global de coopération.

ACCORD

de type « movenne grosse ». la crise affecte anjourd'hui les entreprises de taille petite et moyenne. En concernent à 95 % les risques com-

merciaux, dunc principalement le

crédit sux entreprises. Le résultat hrut d'exploitation modestement progressé de 2,4 % à 10,7 milliards de francs. Il résulte d'un produit net hancaire (PNB). en hausse de 3,1 % et de frais de gestion en hausse de 3,4 %.

#### «Si on fait aussi bien qu'en 1992... »

Les différentes activités du groupe unt connu des évolutions contrastées. Pour le réseau dumestique, l'activité est restée stable et ebonnes. Le réseau international s'est développé notamment aux Etats-Unis et en Australie. En ce qui concerne la gestiun mobilière, le service titre a affiché un certain recul alors que la gestion d'OPCVM s'est plutôt bien comportée. La croissance des crédits du groupe est restée limitée, en hausse! de 5,6 %. Les dépôts à vue et d'énarene ont également peu progressé (+ 3,4 %). En revanche, les comptes a terme, certificats de dépôt et bons de caisse - fortement rémunérés - ont progressé de: 29,5 %. Les funds propres ont pro-gressé de 20 % à 44 milliards de france grace à une réévaluation d'une partie du patrimoine immnbilier pour un montant de 4,2 milliards de francs.

Interrogé sur les prévisions de résultats pour l'année en cours, M. Vienot a déclaré : «Si on fail aussi bien qu'en 1992, je me séliciterai de la performance du groupe.»

#### La crise de la pétrochimie et des engrais

#### =1 1. 20 HR-1 1. (4) Les résultats d'Elf-Atochem ont fortement baissé

e Les trois premiers mois de l'an née sont en ligne avec la mauvalse période du dernier trimestre 1992, e est ce qui nous inquiète », a indi-qué, jeudi 8 avril, Jacques Puéchal, président d'Elf-Atochem, pour qui « 1993 seru suns nul doute une année difficile». Ce groupe chimi-que, filiale d'Elf, a vu ses résultats fondre l'an dernier en raison de la récession européenne, des perturbations monétaires et surtont de la crise dans deux de ses secteurs d'activités, la pétrochimie et les CONTRIS.

Si le chiffre d'affaires a baissé de 8,6 % à 45,7 milliards de francs, le bénéfice net est tombé à 30 millions de francs contre 1.5 milliard l'année précédente. Le résultat d'exploitation a perdu en l'espace d'un an 59 %, revenant à 1,1 mil-liard. Les deux tiers de ce recul, soit 1 milliard de francs, provien-uent des secteurs pétrochimie et engrais qui ne représentent que le tiers de l'activité du groupe.

Se refusant de somhrer dans la a présenté une série de mesures destinées à efaire faces à la crise qui vont d'une gestion très stricte des frais fixes, à une diminution des investissements et au report de la construction d'une unité d'alky-lation à Lavéra (Bouches-du-Rhône), en passant par un renfor-cement dans la chimie de spécialités, activité très rentable, et par une diversification de l'implantation internationale pour mieux résister aux turbulences monétaires. Evoquant la crise de la pétrochimie due à uoe surabon-dance de l'offre et des installations en Europe, le président d'Elf-Atn-chem a rappelé que son groupe avait déjà réduit ses installations. notamment lurs de l'absurption evec Orkera. Quant à la politique agricole commune (PAC), elle entralnera une baisse de 20 a 25 % de la consommation d'engrais en Europe. « Les sept acteurs dans ce

#### Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements:

46-62-72-67

## MARCHES FINANCIERS

### PARIS, 8 avril 1 Légère progression étant en heusse de 1,32 % (plus heut de le journée). Mais au fil du discours, des prises de bénéfices ont ramené la heusse à 0,15 % à le clôture, le CAC 40

Estiment à première vue que la dis-cours du premier ministre Edouard Balle-dur n'était pas cetti d'une relence dou-nomique significative, la Bourse de Pari-s terminé la séence de jeudi, la demière de le semaine pascale, sur une note tout juste soutenue (+ 0,15 %). L'indice CAC 40 a joué su Yo-Yo tout au long de la cércate su préma des expriss ou des le séance, au rythme des espoits ou des déceptions. En hausse de 0,40 % à l'ou-veranne, out indice dépassait le niveau des 2 000 points pour afficher juste avent l'appet d'offres un gain supérieur à 1 %.

Le décision de la Banque de France de maintenir à 9,10 % la teux d'intérêt pour les appais d'offres suscitait une première décaption, l'indice n'accusent plus qu'un gain de 0,31 % deux minutes après cet événement.

Une demi-heure après que M. Balladur est pris le parole devent les députés, le marché retrouveit du tonus, le CAC 40

Peu à peu, les opérateurs ont pris conscience que le discours n'était pas celui d'une relence économique sports-culaire, ell n'y avait pas suffissimment de mesures concrètes», déplorait le ges-tionnaire d'une société de Bourse. Un autra analyste estimat que la dis-cours recéleit e beaucoup de bonnes intentions meis que l'on ne voyalt pas comment elles pourraient être concréti-sées, en raison notemment du déficit budgétaire de la France» (plua da 330 millards de france en 1993). Mais la plupart des opérateurs déclaraient qu'ils avaient le week-end de quatre Jours pour raire la discours et titer les conclusions de ce programme.

#### NEW-YORK, 8-avril = Stable

Wall Street a terminé quesiment inchangée joudi 8 avril, se redressent dans le demière heure de transactions après avoir évolué en baisse durant le sásnos en releon de Routerions de titres dans le secteur médical et dans les pro-duits de consommetion courante. L'en-nonce d'une hausse de 0,1 % seulement nonce d'une hausse de 0,1 % seulement des prix de gros - hors alimentation en énergie - en merz sux Exec-Unia, avait parmis à Wall Street d'ouvrir en hausse. Au terme des échanges, l'indice Dow Jones des veleurs vedettes e clôturé à 3 396,48 en baises de 0,54 point, soit un repli symbolique de 0,02 %. Le volume des échanges e été élevé svoc qualque 284 millions de valeurs traitées. Le nombre de titres en hausse e dépassé coloi des valeurs en balese : 983 contre 880. 612 titres ont été

inchangés.

Les valeurs du tabac ont continué à reculer en raison de apéculations selon lesquelles la belses du prix des cigarattes Mariboro de Philip Morris pourrait encourager l'Introduction d'une taxa fédérale sur les cigarattes, selon illes relystes. Le recul des vale e été amorcé par le chute du titre de US Surgical, qui prévoit une belese impor-

tante de ses ventes aux troisième e quatrième trimestres 1993. Well Street e également souffe d'une beisse du titre d'Alcoa en résctio à l'ennonce d'une beisse de moitié d aon bénéfice net au premier trimestr

VALEUM	Cours du 1 meil	Cours du 3 aveil
Alcos	62 3/8	60 3/6
ATT	25 3/8	58 3/4
Control of the same of the sam	30 1/4	36 3/4
De Post du Nameses	50 5/8	50 1/E
Eastern Kodek	54.3/8	55 "
Goron	88 1/8	88
Fard	EA EVE	64 5/8
General Electric	91 3/4	. 92
General Motors	39 1/4	39 1/2
Geodyser	76 3/8	77 7/8
	区14	81
	79 1/2	78 E/B
	10 1/2	D 2/4
Address and the second	44 344	84 3/8
Ferro	84 1/4	63 7/8
IAL Corp. ps-Alleria	137	130 1/6
Helon Cohido	18	17 7/6
United Fech	48 3/4	41 5/8
Wastinghouss	14.3/6	16 1/8
Xurrar Corp	79 1/2	79 5/8

**27** .

. . . . . .

62 'J' -

FV\_1

F2 . . . .

ES ....

140

. ....

1 ....

1.

· ·

. . . .

Sec. 15.

\$1 . 11.1.

A STATE OF THE STATE OF

SE VISITES

• . . .

.. :

### LONDRES, 8 avril = Inchangée perdu 5 pence à 349 meigré l'annonce d'une perte avant impôts divisée par trois en 1992, les analystes étant inquiets devant le montant des perses enregistrées dans l'assurance des cré-dits immobiliers hypothécèires.

Les valeurs ont terminé le semaine mement, jeudi 8 avril, au Stock Exchange à Londres, de nombreux opérateurs syent déjà enterné le long week-end de Pâques. L'Indice Footsle des cent grandes valeurs e ciduré en balsse de and de Paques. L'indice rootse des cent grandes valeurs e dôturé en balses de 0,3 point, aoit 0,01 %, à 2 821,8 points, après avoir ouvert en hausse de 5,1 points. La volume des échanges e dirrikué à 449,2 millions de tures contre 506,2 millions le velles. Selon un opérateur, le marché e été un pau décu que le balses attendus des teux d'intérêt français ne se soit pas matérialeés.

sectour immobilier ont été plutôt formes, mais les supermirchés ont réculé. Le

### TOKYO, 9 avril Prises de bénéfices

La Bourse de Tokyo » baissé, vendredi 9 avril, au terme d'une assuce en dente de ecle. L'Indice Nikkel a perdu 75,09 puinte à 19 892,19 points, soit un recul de 0,39 %. Environ 750 millions da titres ont changé de meins contre 700 millions la veille. Des prises de bénéfices et sjuste-ments de positions hebituels avant le

week-end ont pesé sur les cours; mais la Bourse reste bien orien dans l'attente, la semaine prophetor de l'annonce du plan de relance gourmemental. Les echeteurs étrangers des derniers jours ont été moins nombreux i

Cours de 7 mei

Cours do

5,62 3,04 5,90 4,68 11,13 5,73 26,46 11,40 13,37 6,65 5,87 11,17

VALEURS -	Cours du	Cours de 9 aveil
Afficanto Bicignature Conce Figi Busk Hoods Mickey History History History History History History Hony Copy Toyon Motors	1 340 1 340 1 510 2 070 1 610 1 370 606 6 000 1 720	1 340 1 330 1 510 2 060 1 470 1 330 664 4 840 1 700

**BOURSES** 

### CHANGES

### Dollar: 5,43 F +

Le marché des changes était extrêmement calme vendredi 9 avril, plusieurs places étant déjà fermées pour le week-end paseal. A Paris, la munuaie américaine s'écheugeait à 5,43 francs contre 5,46 francs la veille au cours judicatif de la Banque de France. Le franc se redressait, et le taux au jour le jour baissait fortement.

FRANCFORT 8 svell Dollar (co DN)\_\_\_\_ 1,6878 TOKYO 8 avril 9 avril Dollar (ca year)... 113,75 113.15

MARCHÉ MONÉTAIRE Parle (9 avril) 9 13/16-9 15/16 % Hour-York (8 avril) 2 3/4 %

#### 7 avril 8 avril (SBF, bese 100 : 31-12-81) Indice général CAC 539,69 535,30 (SBF, bese 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 ...... 1 983,96 1 986,86

**NEW-YORK (Indice Dow Jones)** 7 aveil 8 aveil 3 397.82 3 396.48 LONDRES (Indice « Financial Times ») 7 avril 8 avril 2 822,10 2 821,80 2 182,60 2 180,90 130 128,70 97,20 97,20 FRANCFORT 1 650.31 1 655.73 TOKYO 8 avril

### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS CO	MPTANT	COURS TERME TROIS MO		
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	
8 E-U Yen (100) Ees Doubekennek Franc misse Live kullense (1000) Live sterling Peach (100)	5,4360 4,9020 6,5731 3,945 3,4785 3,4628 8,2972 4,7000	5,4300 4,8130 6,9992 3,4000 3,4721 4,7143 4,7143	5,5166 4,8778 6,5797 3,39-G 3,7145 3,4454 8,3651 4,6336	5,5220 4,8873 6,6662 3,3987 3,7256 3,4560 8,3854 4,6676	
TAUY DO	urépêr	Dro ru	POHONN	4.50	

### TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demendé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
8 E-U Yes (100) Eco Dustedenack Print solose Lie baltens (1000) Live starting Pescin (100)	3 1/16 8 7/8 8 1/16 5 1/8 11 5 3/4 14 3/8	3 1/8 3 3/16 9 8 3/16 5 1/4 11 3/8 5 7/8 14 7/8	3 1/16 3 1/16 8 3/16 7 3/4 4 15/16 11 5 3/4 14 1/8	3 3/16 3 3/16 8 15/16 7 7/8 5 1/16 11 3/8 5 7/8 14 5/8	3 3/16 3 1/8 8 3/8 7 3/8 4 3/4 11 1/8 5 3/4 13 1/2	3 5/16 3 1/4 8 1/2 7 1/2 4 7/8 11 1/2 5 7/8
		J 7 //10	1 8 13/10 I	7 210	13 1/26	8 3/4



### AGENDA

### THÉÂTRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Dérives sur un terrain vague : 19 h. Rel. dim., lun. Les Epousées : 20 h 30. Rel. dim., lun. AMANDIERS DE PARIS

The state of the s

The state of the s

- Stable

10 mg 20 mg

c inchangee

47.00

1 ten de beneficis

BOURSES

...

30 1 1 1 1 1 1 B

 $q_{s} \propto 2 e^{-\eta L s^{\frac{1}{2} \log 2}}$ 

14 mil 1 mil 1 20 mil

110,00

ELAACAISE DES DEIS

...

THE PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

4.2 M

A SEA ARREST

42,1,40

The state of the same of the s

المعاونيون

(43-66-42-17). Les Nonnes : ven., sam., mar., mar., jeu. (demière) 20 h 30 ; dim. 15 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : 20 h 46 ; sem. 17 h ; dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, i.m.

ARCANE (43-38-19-70). D. E. 9. L. R. : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. jeu., dim. soir. ATELIER (46-06-49-24). Les Passions : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. ATHÉNÉE - LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Se lettre de mariage : ven., sam. 20 h 30 ; mar. 18 h 30.

BASTILLE (43-57-42-14). The Pit-chfork Disney: 21 h; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Phèdre: van. (demière) 19 h 30.

BATEAU-THÉATRE LA MARE AU DIABLE: RIVE GAUCHE (40-48-90-72). Le Testament de Panta-lone: 18 h 30; dim. 18 h. Rel. lun. La

Bai des cuisinières : ven.. sam., dim., mer., jeu. (demière) 18 h. Giacomo : mar. 19 h 30. Love : mar., mer., jeu. 21 h. La Saga HLM : mer., jeu., ven., sam. 22 h 30. Swehler vouleix me voir : mar. 21 h. Les Voyageurs de carton : ven., sam. 21 h ; dim. (demière) 17 h. BATEAU-THÉATRE · OURAGAN (40-46-01-24). Salle Folie-Méricourt. C'était le fin de l'automne : 18 h ; dim. 15 h. Ref. dim. soir, km. Fin de programme et le Chant du Coq : 20 h 30 ; dim. 17 h. Ref. dim. soir, km. Un monde lou : )eu., ven., sam. 22 h 30 ; dim. 20 h 30. Salle Mistral. Jock : 19 h. Ref. lun. Paris accords et à cris : mer., jou.,

ven., sem. 21 h : dim. 17 h. BERRY-ZEBRE (43-57-51-55). A la conquête des océans : ven., sam., mar. mer., jeu. (dernière) 20 h. Les Chempètres de joie : dim. 20 h 30. Dielogues insolents : sam., mer., jeu. 21 h 30.

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50), L'Homme qui : 20 h 30 ; sam. 18 h. Rel, dire., han,

BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). Lea Monstres secrés : 20 h 30 ; sem. 17 h 30 ; dim. 16 h 30. Rel. dim, soir, kın. L'Avere : ven., sam., kın., mar. 21 h.

BOUFFONS-THÉATRE OU XIXE (42-38-35-63). Les Chierds du grand mec : 21 h. Rel. dim., km. LA BRUYERE (48-74-76-99). Temps contra temps; 20 h 30; dim. 15 h. Rel. dim. soir, bin.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Graphique de Boscop : 21 h 15. Rel. dim., lun. Les Comédons sont sorts : dim., km. 20 h 30.

LE CARRÉ BLANC (42-81-27-14). Novachnie, Novachnie, Novachnia jeu., ven., mar. 18 h 46 ; sem. 17 h, CARTOUCHERIE THÉATRE OF LA TEMPETE (43-28-36-36). Salie I, Mercèdes : mar. 20 h 30. La Pièce perdue : jeu., ven., sam. 21 h ; dim. 18 h 30. CARTOUCHERIE-THÉATRE . DU CHAUDRON (43-28-87-04). Woyzeck: 21 h; dim. 18 h. Rel. dim. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Etats frères? Et ta

**PARIS EN VISITES** 

SAMEDI 10 AVRIL

» Les fastes du Second Empire »
(limité à trente personnes), 11 houres,
Opéra Garnier, dans le vestifoule, statue de Lulli (Monuments historiques).

» Les élégants salons de l'hôtel d'Evraux», 15 houres, 19, rue des Capucines (Monuments historiques). » Le Maries médiéval : de l'ancienne église Saint-Paul au cellier d'Oure-camp», 15 heures, 99, rue Saint-An-toine (Monuments historiques).

» Le musée Rodin : l'œuvre du sculpteur à l'hôtel Biron », 15 heures, 77, rue de Varenne (Monuments histo-

» L'étrange quartier de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé). » Aménophis III», 12 heures, Grand Palais (Approche de l'Art).

> 1893 : l'Europe des peintres >, 10 h 45, Musée d'Orsey, rue de Bel-lechasse (Paris et son histoire).

» L'architecture novatrice du sel-zième arrondissement : de Guimard à Le Corbusier», 16 heures, sortie mêtro Ranelagh (Paris et son histoire).

» 1893 : l'Europe des peintres», 11 heures, Musée d'Orssy, côté quei (D. Bouchard).

c Le Pelais-Bourbons, (nombre limité), 14 h 30, Sortie métro Assem-blée nationale (D. Bouchard).

» Cités d'artistes et jerdins secrets de Monumerre», 14 h 45 et 17 h 45, métro Abbesses ou Anvers, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et

> De la maison de l'escalopier au musée Poulbot : le Montmartre des srustes», 10 h 30 et 14 h 46, métro Blanche (V. de Langlade).

a Jardins secrets et chemins incon-rus de la butte Montmartre», 14 h 30 et 16 h 30, métro placa Clichy, sortie Cautaincourt (C. A. Messer).

«Le Mareis illuminé», 21 houres, métro Bastile, sortie rue Saint-Antoine (C. A. Messer).

(C. A. Messer). «Hôtels du Merais», 14 h 30, sorde métro Saim-Paul (I. Hauller).

« Le village de Charonne », 15 heures, metro Porte de Bagnolet, sortie bd Mortier (C. Marie).

scour...: 21 h ; dim. 15 h 30. Rei. dim. soir, lun. CENTRE CULTUREL DE LA CLEF

(43-39-09-37). La Foi, l'amour, l'espérance : 20 h 30. Rel. dim., kin. CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le Bal du lieutenant Helt : mer., jeu., vert., sam. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), Mort à la guerre en temps de paix : ven., sem. (demière)

COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les coqs se couchent à l'aube : ven., sant., mar., mer., jeu. 21 h.

COMÈDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 21 h ; sam. 19 h, 21 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Akte-mémokre : 21 h ; sem. 19 h : dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE-FRANCAISE - SALLE COMEDIE-FRANCAISE - SALLE RICHELIEU (40-15-00-15). Le Faiseur : dlm. 14 h ; mer., jeu. 20 h 30. Le Melade Imaginaire : mer. 14 h ; dire. 20 h 30. Les Précieuses ridicules ; l'impromptu de Versailles : kin., mer. 20 h 30. La Serva amorosa : kin. 14 h. COMEDIE-FRANÇAISE THÉATRE DU VIEUX-COLOMBIER (44-58-14-44). Le Silence ; Elle est là ; ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30. COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Le Doux Baiser d'amour : 20 h ; dim. 14 h. Rel. dim. soir, lun. L'Epouse pru-dente : 21 h ; dim. 15 h 30, Rel. dim.

DAUNOU (42-81-69-14). La Canard à l'orange : 21 h ; dim., lun. 15 h 30, Rel. mer., dim., soir, lun. soir.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Ceve du XIIe. Branchés à le loupe ; jau., ven. 20 h 30. Poésies de Jehen Rictus ; mar. 21 h. Histoire d'ex : 19 h. Rel, lun., mar. La Cabaret de la grand-peur ; 21 h ; dim. 18 h. Rel. dim. soir, mar. DEUX ANES (46-06-10-26). Tonton, pourquoi tu tousses ? : 21 h ; dim. 15 h 30, Rei, dim. soir, lun.

DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). Baptême : ven., sam., mar. 20 h 30 ; dim. 18 h. Il est trop tard : ven. (dernière) 20 h 30.

DUNOIS (45-84-72-00). Hasard : mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30. EDOUARD-VII - SACHA-GUITRY (47-42-59-92). La Frouses : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel, dim. soir, km. ELDORADO (42-49-80-27). Une rose

au petit dejeunen: 20 h 45 ; sam. 18 h. 21 h. Rei, mer., dim. ESPACE ACTEUR (42-82-35-00). L'Ecole des femmes : ven., sam. (der-nière) 20 h 30. Les Gauchers : ven., sem., mer. 20 h 30.

ESPACE JEMMAPES (48-03-33-22). L'urgence d'almer : 18 h 30 ; dim. 15 h. Rel, dim. soir, lun. Arlequin serviteur de deux maftres : 21 h ; mer., jeu. 14 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Les too: 20 h 30. Rel. dim. 14 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Les Couleurs du rire : lun. 18 h. Echece et mecs : mar, 20 h 30,

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Danse avec les fous : jeu., sam. 23 h; ven. 21 h; dim. 18 h. Feu la mère de madarne : ven., sam. 20 h; dim. 18 h.

«Le musée Notre Deme (documents d'erchives), 14 h 45, 10, rue du Cloître-Notre-Dame (Tourisme cultu-

rei).

2 Les appartements du prince et de la princesse à l'hôtel de Soubise, le plus bel hôtel du doc-huitième siècle du Marais (2) s. 14 h 30, 60, rue des France-Sourgeois (E. Romanu).

4 Fastes et mystère ». 14 h 30, Opéra Gamier, en haut des marches (Connaissance de Paris).

2 Le Marais. Hôtels et jardins. Piece des Vosges». 14 h 45, métro Saint-Paul (Art et histoire).

4 Meleon de Victor Hugo».

15 heures, 8, Piece des Vosges (M. Brumfald).

6 L'institut de France», 15 heures.

«L'institut de France», 15 heutes, 23, quai de Conti (P. Fernandez).

DIMANCHE 11 AVRIL

«L'ancienné cour des mirecles et la rue Montorgueil», 15 heures, sortie métro Sentier (Résurrection du passé).

«La collection de Moise de Carnondo» (iminé à trente personnes), 14 h 30, 63 rue de Monceeu (Monu-

Nons publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentes à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément «Arts et Spectacles» du mercredi (daté jendi).

#### SPECTACLES NOUVEAUX

LE SILENCE : ELLE EST LA. Comédie-Française Théâtre du Vieux-Co-lombier (44-58-14-44) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 15 heurer (8). LES COOS BE COUCHENT A L'AUBE, Comédie Caumartin (47-42-43-41) (mer., dim.), 21 heures (8). DIALOGUES INSOLENTS. Berry-Za-bre (43-57-51-55), sam., mer. et jeu. 21 h 30 (10).

DN VA FAIRE LA COCOTTE, MAIS N°TE PROMÈNE DONC PAS. Tháitre de Nasie (48-34-61-04) (dim., lun.), 20h (10).

A L'ABORDAGE. Sentier des Halles (42-38-37-27) (dim., lun.), 20 h 30 DIALOGUE AVEC UNE JEUNE FILLE MORTE Esseion de Paris (42-

78-46-42) (dim. soir, km.), 20 h 30 : dim. 19 h (13). HASARO. Dunois (45-84-72-00). mer., mer. et jeu. 20 h 30 (13). LOVE. Bateau-théâtre la Mare au disble-Rive gauche (40-45-90-72) (dim. solr. km.), 21 haures ; dim. 17 haures

L'HIVER. Le Trienon (46-08-63-66) (dim. soir, kin.), 20h30; dim. 19 heures (13). LE TICKET DU PRESSING. La Vielle Grale (47-07-22-11) (dim.). 20 h 30 (13).

SCHUBERT, LE VOYAGEUR DE

UN FILS DE NOTRE TEMPS, Procréart (45-52-09-14) (sam., dim., lun.), 21 heures (13).

Meriage forcé : van., sam. 18 h. La SJ Joie Vie de Sylvie Joly : 21 h 30. Mouette : sam. 21 h. Sel. dim., tun. Diderot, te fits returel ou les Epracres de la versu : tun. 21 h 30. ESPACE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). Qual Quest : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (demière) 17 h.

ESPACE BAINT-BASIN (47-97-55-20). Iphigénie : ven., sam., lun., jeu. (demière) 20 h ; dim. 17 h. ESSAION DE PARIS (42-78-48-42). Dislogue avec une jeune file morte : mer., mer., jeu. 20 h 30. Ne devient pas fou qui veut : sam. 15 h. L'EUROPÉEN (43-87-29-89). Le Banc ; 21 h. Rel. dim., jun.

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (42-50-78-25). Maupas-sant... Mon bel ami : van., sam., mar., mer., jet. (demière) 20 h 30. Etiam Pac-ceta (Même les péchés) ; mer. 20 h 45. FONTAINE (48-74-74-40). La Clan des verves : 20 h 45 ; sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. sor, lun., mer, LE FUNAMBULE THÉATRE

(42-23-88-83), Le Palace ; 21 h. Rel. dim., lun. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Ce qui arrive et ce qu'on

attend ; 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. GRANO EDGAR (43-35-32-31). Une fille entre nous : 20 h 15 ; sam. 18 h. Ref. dim., lun. Mignonne, allons voir ei le rose : 22 h. Ref. dim.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61), La Chine: 18 h 30, Rel: dim., km., mar. : Trottoir chearin : 20 h 30...Ral. dim. Histoire d'en chariter : 22 h 16. Rel. dim. Amours en pièces : lun., mar. 20 h 30. Qui rit le lundi, c'est toujours ça de pris : lun.

HÉBERTOT (43-87-23-23) Pygmalion : 20 h 45 ; sam. 18 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. HUCHETTE (43-28-38-99), La Cantatrice cheuve : 18 h 30. Rel. dim. La

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Selle Roger Slin, Le Merelle ; Didescalles : ven., sem. (demère) 20 h. Théère noir. Le Perk Prince : 18 h 45. ven. 21 h; dim. 18 h. Feu is mère de madame; ven. 25 h; dim. 18 h. Feu is mère de madame; ven., sam. 20 h; dim. 18 h. L'lle des escleves; ven., sam. 18 h; dim. 16 h; mar. 18 h 30. Le Mariege de Figaro; dim. 18 h; mar. 18 h. Le lun. L'accommendements; 18 h. Rel. lun. Le lun. lci tu dois denser; 20 h. Rel. lun. La

dm. 15 h 30. Rel. dim. solf, Izn.

MAISON DE LA POÈSIE (TERRASSE
DU FDRUM DES HALLES)
(42-39-27-53), Merinetti et le
futurisme : mar. 20 h 30. Paraille à
l'amour est la guerre : mer., jeu., ven.,
sam. 20 h 30; dim. 16 h. Poésie albaneise : mer. 20 h 30. La Voix dans
l'ombra : ven., sam. 20 h 30 ; dim.
(denière) 18 h. MAISON DES CULTURES DU

MARAIS (42-79-03-53). L'Ecole des femmes : 21 h. Rei. dim.

ven. 19 h. MARIGNY (42-58-04-41). Je no suis pas un homme facile ; 21 h ; sem. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MATHURINS (42-55-90-00), Lee Palmas de M. Schutz : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MICHOOIÈRE (47-42-95-22). Parte-nairis : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 18 h. Rei. dim. soir, lim.

soir, kun. MONTPARNASSE (43-22-77-74).

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Le Goiem : 21 h. Rel. den, wil NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARO

nette : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez i : 20 h 30. Rel. dim., fun.

PALAIS-ROYAL (42-97-69-81). Une folle: 20 h 30; dim. 16 h. Rei. dim. soir, km.

riet : ven., sam. (demière) 21 h.

region regionales).

«Vincennes: de la cité fortifiée de Charles V aux pevillons classiques», 15 heures, entrée du château, côté evenue de Paris (Monuments historiques). «Les fastes de l'Opéra Gamiera, 14 h 30, hell, statue de Luli (Aux arts, » L'Be de la Cité», 16 heures, sortis métro Cité (Monuments historiques). » Vie et culture dans Montmartre, commune libre», 15 heures, Sortis métro Abbesses (Monuments histo-

nques,

Messe de Pâques au Bec-Hellouindu-château de Robert le Diable à celui de Champ-de-Barailles, 7 h 30, place de la Concorde, devant le ministère de la Menne (Paris et son histoire).

«L'Académie française à l'Institut», 15 heures, 23, quai de Conti (Paris et

son histoire).
«L'arcienne abbaye royale de Seim-Denis», 16 heures, sortie métro Seim-Denis-Basilique (D. Bouchard).
«Autiers d'artistes, jardins et curio-sités de Montparnasse», 11 h 15 et 15 h 30, métro Vavin (Connsissance d'ici et d'alleumi. d'ici et d'adjeurs). « Une heure au Père-Lachaise »,

11 heures, 14 h 30 et 18 h 16, porte principale bd Ménilmontant (V. de Lan-glada).

»Hôtele et jardint du Marais, place des Vosges, 11 heures, 14 heures et 18 heures, métro Soint-Paul (C.A. Messer). e Le Merels filuminé», 21 heuras, métro Bastille, sorcie rue Saint-Amoine (C.A. Messer).

«Notre-Deme-de-Paris», 15 heures, sortie métro Cité (L. Hauter). » L'hôtel Matignon», (eur macrip-tion), 11 heures, 57, rue de Varenne (C. Merle).

(C. Merle).

3 Jardins et ruelles du vieux Belleville, de la résidence des saintesimonles eu petir cimetière »,
14 h 30, métro Pyrénées devant
3 Twentys (C. Merle).

» Patale-Royal: trois elécias d'his-toire de Parla», 14 h 30, 2, place du Patale-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Commissance de Paris).

» Montmertre une butte sacrée, un village pittoresque et vivant», 10 h 30, métro Anvers, sommet du funiculaire (Paris autrefols). » Les puces à Saint-Ouen», 15 heures, mêtro Porte-de-Clignan-court (Paris Autrafols).

Et caetera....).

> Les chefs-d'œuvre du musée
Carrondo». 14 h 30, 83, rue de Moncesu (D. Fleuriot).

### **CONFÉRENCES**

SAMEDI 10 AVRIL Melson de Le Vilette, angle du quel de la Charente et de l'avenue Coran-tin-Cariou, 10 heures : «L'ercintecture du dix-neuvième arrondissement», per A. Orlandiri (Melson de La Villette).

DIMANCHE 11. AVRIL A, rue des Prouveires, 15 heures ; « Astrologie et prophérie », par P. Bouelle ; » Le «ens mythique de Pâques », par Netye (Conférences MADELFINE (42-85-07-09). Monsieur Klebs et Rozsiie : 21 h ; sam. 17 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. solr, lun.

MONDE (45-44-72-30). La Fiencée du metin : ven. (demière) 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80), A Tri-bute to Eugène O'Neill (en angleis); dim., ban. 20 h 30. Huis clos; jeu., sam. 18 h 45. Je ma tiena devant toi nue; mer., van., sam., mer. 20 h 30; sam. 18 h. Remords vivents; jeu. 20 h 30; ven. 19 h.

MARIGNY (SALLE POPESCO) (42-25-20-74), Suite royale : 21 h ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel, dim. soir, lun., mer.

MÉTAMORPHOSIS (42-81-33-70).
MÉTAMORPHOSIS (42-81-33-70).
Métès, le magicién de l'écran : 21 h ;
dm. 15 h. ftel. dim. soir, tun.
MICHEL (42-65-35-02). Saxe & jalou-sie : 21 h ; sam. 18 h, 21 h 15 ; dim.
15 h 30. Rel. dim. soir, tun.

MOGADOR (48-78-04-04). Les Rustres : 20 h 30 ; dlm, 16 h, R

Mortadele : 21 h ; sam. 18 h, 21 h 15. Rel. dim., lun.

(43-31-11-99). Jean Cocteau, je reste avec vous : ven., sam. (dernière) 19 h. Retournements : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 15 h 30. UVRE (48-74-42-52). Roméo at Jean-

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). La Flûte enchantée : ven., lun. 19 h 30. Manon Lesceut : mer. 19 h 30.

PALA)9 DE9 GLACES (PETITE SALLE) (42-02-27-17). Bud dans to t'es vu quend t'as ri I : 21 h. Rel. dim.,

PARIS-VILLETTE (42-02-02-88). Her-

PETIT THEATRE OF PARIB (40-89-02-89), Pastout and Co : mar. 20 h 45. Quatre pièces en un acte : van., sam. 20 h 30.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salls (. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 21 h; sam. 18 h; dim. 15 h. Ref. dim. soir. PORTE

(42-08-00-32). Knock : 20 h 45 ; sem. 17 h ; dim. 15 h. Rel. km. Le Melude imagineire : mer. 14 h 30. PROCRÉART (45-52-09-14). Un fils de note temps: mar., mer., jeu. 21 h. LE PROLOGUE (45-75-33-15). Edgar et es bonne: jeu., sem., km. 20 h 45; dm. 15 h 30. L'Homme en morceux: mer., ven. 20 h 45; sem. 18 h. RANELAGH (42-88-64-44), Les Mile et une Nuits d'Alatiel : 19 h 30 ; dim. 20 h 30. Rel. lun. Les Enfants du

silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim.

RENAISBANCE (42-08-18-50). Pétaouchnok : 20 h 30. Rel. dim., lun. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). L'homme qui plantait des arbres : 20 h 30. Rei. dim., km, Les Méssven-tures de M. Xarl : 22 h 15 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, hun. L'Homme et son double : mar. 22 h 30. Quand on n'e que l'amour : mar. 20 h 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Una aspirine pour deux : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ŗ

Vanna : yen. 20 h 30. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). A l'abordage : mar.,

mer., jeu. 20 h 30. THÉATRE 14 - JEAN MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Fin d'été à la compagne : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, km.

THÉATRE CLAVEL (40-11-14-22), La Pouvoir de vivre : vén., sem. 20 h 30 ; dim. (demière) 15 h 30. Ticket du pressing : mar., mer., jeu-20 h 30. THÉATRE D'EDGAR (42-79-97-97). I

faut que Ciéo parte : ven., sam., lun., mar., mar., jau. (demière) 20 h 15. Les Secrés Monstres : 22 h. Rej. dim. THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rei. dim., lun. Vous aliaz rire : 22 h. Rei. dim., km. THÉATRE DE LA MAIN-D'DR BELLE-DE-MAI (48-05-57-89). Belle de Mai. L'Evell des ténèbres : ven., sant., mar., mar., jeu. 21 h ; dim. 17 h. L'Aberra-tion des étoiles fixes : mar. 21 h. Jeunes filles seules avec peu d'expé-riences...: mar. 20 h 30. Rendez-vous rue Watt: mer., jeu., ven., sant. 19 h. THÉATRE DE MÉMILISONETARY

THÉATRE DE MÉNILMONTANT (45-36-98-60). Le Passé confondu : 21 h ; cim. 15 h. Rel. cim. soir, lun. La Passion è Ménimomant : ven. (demière) THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04) Liste le temps de vous embrasser : 18 h. Rel. dim. L'Ecole des veuves : lun., mar. 20 h 30. On va faire la

cocotts, Mais n'te promène donc pas torte nue : sam., mar., mer., jeu. 20 h. THÉATRE DÉJAZET (48-97-52-55). Coupeurs de virages : 21 h. Rel. dim., hm. Alice au pays des menvelles : ven., sam., dim., hm., mar. (demière) 15 h. THEATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Etre ou ne pes être fille fataie: 19 h; dim. 18 h. Rel. dim. soir, hun. Le Conte d'hiver: 20 h 45; dim. 16 h. Rel. dim. soir, hun.

THÉATRE GRÉVIN (42-48-84-47). Enc Thomas: 20 h 30, Rel, dim., km. THEATRE JACQUES-COURIVAUD (42-06-59-91). La Sauvage : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.

THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALA-BRU (42-23-15-85). Medame de Sada: 20 h. Rei, dim., lun. Albedo-Solo: 22 h; dim. 17 h. Rei. dim. eoir, lun. Histoires de peroles: mer., jeu., ven., sam. 22 h; dim. 15 h. Merri; ven., sam., mar., jeu. (demière) 19 h. THÉATRE MONTORGUE!L (42-71-37-58). Qualqua chose de pount dans le royaume : 20 h 30. Rel. dim.,

THÉATRE NATIONAL OF CHAILLOT (47-27-81-15). Salla Gérnier. Lewis, Carroll et Alice; ven. (demière) 10 h. Salle Jeen-Vilar. La Mégère apprivoisée; ven., sam., mar. 20 h 30; apprivoisée dim. 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (44-41-36-38). Grande salle. John Gabriel Borkman: 20 h 30; dim. 15 h. Rel dim. soir, lun.

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60), Grande saite, Dermin, une fenètre sur rue: 20 h 30; dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, lun, Petite saile. Stalline: mer. 21 h. Terres mortes : ven., sam. (derrière) 20 h. THÉATRE SILVIA MONFOR (45-31-10-96). Arlequim serviceur de deux materes : 20 h ; dim. 19 h 30. Rel.

TOURTOUR (48-87-62-48). Verlaine: 18 h. Rel. dim., Jun. Les Petites Femmes de Maupassant : 20 h 30. Rel. mer., dim., jun. Récits de l'autre cêté du

reel: mar, 18 h. LE TRIANON (48-08-53-58). Dérapage sur un cistr de lune : ven., sam., mer.

LA SEOIRA (43-79-89-57). Monna | 18 h 30 ; dim. 14 h 30. Schubert, la voyageur de l'hiver : mar., mer., jeu-

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Marc Jolivet : 21 h. Ref. dim., lun. VARIÉTÉS (42-33-09-82). The à la menthe ou t'es citron : 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. LA VIEILE GRILLE (47-07-22-11). Le

#### **RÉGION PARISIENNE**

AUBERVILLIERS (THEATRE OF LA COMMUNE) (48-34-67-67). Grande salle. Madame Klein : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h. CERGY-PONTDISE (THEATRE 95) (30-39-11-98). L'homme qui n'avait plus d'amis : ven., sam. (dernière) 21 h. GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30). Le Belvédère : ven. (dernièra) 20 h 30, Henry VI, l'orage des fous : sam. (dernière) 20 h 30, Henry VI, la cercle dans l'eau : van. (dernière) 20 h 30. La Tonnelle : sam. (dernière)

20 h 30. IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE) (46-72-37-43). Pour un oui, pour un non : ven., sem. 20 h 30 ; dim. (der-

nière) 18 h. JUVISY-SUR-DRGE (THEATRE OF L'ECLIPSE) (69-21-60-34). Si je t'oublie, Jérusalem... ; ven., sam. 21 h ; dim. (demière) 19 h.

MOISSY-CRAMAYEL (LA ROTONDE) (60-60-02-63). Les Aventures de Paco Gollard; ven. 20 h 45,

MONTROUGE (MAISON DE L'AC-TEUR) (47-35-89-30). Mon frère, mon erny : ven., sam, (dernière) 20 h 30. NANTERRE (THÉATRE OES AMAN-DIERS) (48-14-70-00). Salie polyvalente. La Temps turbulent : lun., mar, 20 h 30. Il ne faut jurer de rien ; ven.

(demière) 21 h. NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83), Il y e des horrenesocians : mer., jou., ven., sam. 20 h 45. L'Ours ; la Demande en mariage ; van., sam., mer., jeu. (demière) 20 h 30. NEUILLY-SUR-SEINE (THÉATRE SAINT-PIERRE) (47-45-75-80). Andromaque : van, (dernière) 14 h 30. NOISIEL (GRAND THÉATRE DE LA FERME DU BUISSON) (64-62-77-77).

La Mouette : ven. 21 h. NOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL-SIMON) (49-31-02-02), 1a Movette ; ven, 21 h.

SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-43-17-17). Grande salle. La Procès de Jeanne d'Arc : ven., sam. (dernière) 20 h 45. Le moindre regard : km., mar. 14 h; mar. 20 h 30. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉA-

TRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07). Les Fureurs de l'alcôve : ven. (demière) 20 h 45. SAINT-MAUR (THÉATRE ROND

POINT-LISERTÉ) (48-89-89-10). Le Triomphe de la via : ven., sam. 20 h 45 ; dim. (demitte) 15 h. VINCENNES (THÉATRE DANIEL-SO-RANO) (43-74-73-74). Les Emigrés :

ven. 21 h; dim. (demière) 18 h. VITRY-SUR-SEINE (THÉATRE JEAN-VILAR) (46-82-83-88). Porcherie : ven., sam. (demiàre) 21 h.

### CINÉMA

### LES FILMS NOUVEAUX

CAVALE SANS ISSUE, v.o.: Forum Horizon, 1º (45-08-57-57 36-65-70-83); Gaumont Merignen-Concorde, 8º (43-69-92-82); UGC Concorde, 8: (43-69-92-82); UGC Normanzie, 8: (45-63-18-16-36-65-70-82); v.l.: Rex, 2: (42-36-63-93-36-65-70-23); UGC Montparmasse, 8: (45-74-94-94-38-85-70-14); Peramoum Opdra, 9: (47-42-56-31-36-65-70-19); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-69-36-65-70-84); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95-36-86-70-45); Mistral, 14: (36-96-70-41); Montparmasse, 14: (43-20-70-41); Montpernasse, 14- (35-50-12-08); UGC Convention, 15- (45-74-93-40 36-65-70-47); Pathé Wepler, 18- (36-88-20-22); La Gam-betta, 20- (46-38-10-99 36-85-

COUP OE JEUNE : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Rex, 2- (42-36-83-93 36-85-70-23) ; UGC 2- (42-36-83-93 36-65-70-23); UGC Denton, 8- (42-25-10-30 38-85-70-83); UGC Montparnasse, 9- (45-74-94-94 36-65-70-14); Saint-Lazare-Pasquier, 9- (43-87-35-43 38-65-71-88); UGC Normandie, 8- (45-83-18-18 39-85-70-82); UGC Opéra, 9- (45-74-95-40 36-85-70-44); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59 38-65-70-84); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-85 38-65-70-41); UGC Convention, 15- (45-74-93-40 36-65-70-47); Pathé Cichy, 18- (36-88-20-22); Le Gambetta, 20- (48-38-10-96 38-65-71-44).

CUISINE ET DÉPENDANCES : Gaumont Les Helles, 1: (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-58-83); Gaumont Hautefeudle, 6: (48-33-79-38); La Pagode, 7: (47-05-12-15); Gaumont Ambanda 9: 12-15) ; Gaumont Ambassade, 8-(43-59-18-08 38-65-75-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43-36-65-71-88) ; Las Nation, 12- (43-43-04-87-36-85-71-33) ; UGC Lyon

8estille, 12<sup>-</sup> (43-43-01-59 38-65-70-84); Gaumont Gobelins bis (ex Feuvette bis), 13<sup>-</sup> (47-07-56-88); Gaumont Alésia, 14 (36-85-75-14) ; Gatthort Alessa, 14º (30-65-70-19); Miramar, 14º (36-65-70-39); Gaumorn Convention, 15º (48-28-42-27); UGC Maillot, 17º (40-68-00-16-36-65-70-81); Pathé Wapler II, 19- (36-68-20-22).

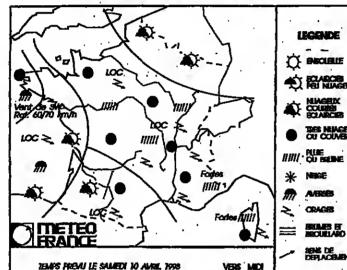
DERNIÈRE LIMITE, v.o. : Gau Les Helles, 1 (40-26-12-12); Gau-mont Heutefeuille, 9 (46-33-79-38); Gaumont Ambassada, 8 (43-59mont Haustause, & 40-33-79-30; Gaumont Ambassads, & (43-59-18-08 38-65-75-08); Gaumont Parnesse, 14- (43-35-30-40); v.l.: Français, 9- (47-70-33-88); Gaumont Bobelins bis (ex Feuvette bis), 13- (47-07-85-88); Gaumont Alésia, 14- (38-65-75-14); Les Montparnos, 14- (38-65-70-42).

FOREVER YOUNG, v.o. : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57 36-65-70-83); UGC Odéon, 8- (42-25-70-83); UGC Odéon, 8- (42-25-10-30-36-65-70-72); Gaumont Merignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Blarriz, 8- (45-62-20-40-36-65-70-81); 14- Juiller Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); v.f.: Rax, 2- (42-36-83-93-86-570-23); UGC Montparnasse, 9- (45-74-94-94-39-95-70-14); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31-36-85-70-18); Las Nation, 12- (43-43-01-59-36-85-70-44); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59-36-85-70-45); Mistral, 14- (36-65-70-41); Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Gaumont nasse, 14º (43-20-12-05) ; Gaumoni Convention, 15\* (48-28-42-27); Patié Wopler II, 18-(38-68-20-22); La Gambetta, 20\* (46-36-10-96-36-65-71-44).

LE JOUR OU DÉSESPOIR, v.o. Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09).

KRAPATCHOUK, : Les Montpernos, 14- (36-65-70-42).

PRÉVISIONS POUR LE 10 AVRIL 1993



Pluies orageuses assez fortes dans le sud. – Nueges et pluies ou ondées orageuses donneront le ton de cette journée, sous des températures tout

Dès le matin, les précipitations tou-cheront toutes les régions de l'ouest et du sud du pays, avec quelques orages mêlés aux pluies. Du nord su centre et au nord-est du pays, temps plus celme et seulement nuageux pour la matinée.

Les pluies les plus fortes seront à Loire, 14 à 17 dans le S attendre, l'après-midi, sur les régions à 15 à 18 dens le Sud-Est.

l'est du Rhônn, des Alpes à la Côte d'Azur et à la Corse.

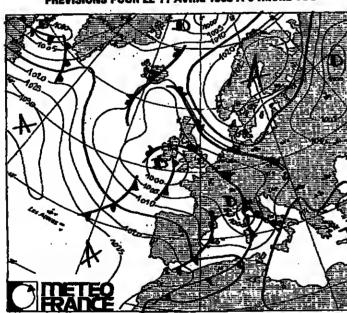
LEGENDE

CRACES

A noter, dans l'après-midi, un ciel plus variable et des éclaircées entre les averses, pour toute le façade ouest du aud-ouest aur les côtes sud de la Bre-tagne.

Les températures mi nord au sud du pays, Les maximales s'étageront entre 12 et 14 degrés du Nord à l'Alsace, 13 à 15 au nord de la Loire, 14 à 17 dans le Sud-Ouest, et

PRÉVISIONS POUR LE 11 AVRIL 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES mexime - minima et tempe observé le 09-4-93 Valeurs extrêmes relevées entre le 08-4-1993 à 18 houres TUC et le 08-4-1993 à 8 houres TUC

FRANCE  AJACCIO 17 8 D  BLARRITZ 18 10 N  DORDRAIIX 23 12 P  DOUBLES 15 7 C  BEST 12 11 C  CHERRY 14 10 C  CHERRY 14 10 C  CHERRY 17 6 C  BLOOK 14 10 C  CHERRY 17 17 6 C  BLOOK 14 10 C  CHERRY 17 6 C  BLOOK 14 10 C  CHERRY 17 6 C  BLOOK 15 10 C	AMSTERDAM 1 ATHENES 2 BAR ELONE 1 BER ELONE 2 LO DRES 1	2 10 C C C C C C C C C C C C C C C C C C	MADRID MAERAKSCR. MEISCO MILAN MONTRÉAL MOSCOU MEW-POLKI NEW-POLKI PALMA PÉKIN ROD JAMERO ROYAL ORSES VATORY VATORY STOCKHOLM SYDRIEY TOKYO	27 31 5 13 13 13 15 17 17 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	21/1/13 9 1 5 1 5 1 5 1 5 1 5 1 5 1 5 1 5 1 5 1	
A B C cied convert	D N	Occupa	P	T	# neige	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

établi avec le support technique spécial de la Météorologie na

### CARNET DU Monde

#### <u>Naissances</u>

Frédéric et Pascale AMMAR-EHODJA ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

le 14 mars 1993.

5, rue Legendre-Hérail, 34000 Montpellier.

Anniversaires de naissance

Irène et Clément CASSIO

né le 10 avril 1937, à Grasse

<u>Décès</u>

M= Marie-Sophie Neagu, sa fille, Parents et amia,

M. Jean BOULENGER.

jeudi 15 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, boulevard dn Montparnasse, Paris-6-, où l'on se

Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, disent adieu au

5, rae des Saules,
38160 Seyssins.
57, boulevard de la Motte,
21800 Quétigny.

Jean CASSIO.

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

survenu à Menton (Alpes-Maritin ). le 6 avril 1993, à l'âge de soixante-lix-

Condoléances sur registre.

- Mª Colette Clerc, son épouse, Jean-François et Catherine Clerc, Denis et Marie-France Clerc,

> commandant René CLERC, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1959-1945, TOE,

qui les a quittés dans l'espérance de la Résurrection et a été inhumé, le 29 mars 1993, dans l'intimité familiale.

Rue du Général-Poncet, 70140 Pesmes.

On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-sixième année, de

M. Pierre DELONGRAYE-MONTIER, chevalier de la Légion d'honneur, survenn à Etreham le samedi 3 avril

 M. et M= Jean Mamelle,
 M= Jean Le Bourhis, M= Sylvette Menegaux,

Gérard et Chantal Mamelle Yves et Sylvie Le Mur, Jean-Christophe Mamelle, Agnès Mamelle,

Jean-Carnopse Namele,
Agnès Mamelle,
Sylvain et Sophie Huet,
Jérôme Le Bourhis,
Kavier et Pascale Le Bourhis,
Mathilde Le Bourhis,
Fabrice et Carole le Foyer de Costil,
Fabrice et Christine Menegaux,
Eric et Violaine Jaouen,
Antoine Menegaux,
ses petits-enfants,
Et ses quinze arrière-petits-enfants,

Et ses quinze arrière-petits-en M= Piedade Da Cunha, ont la douleur de faire part du décès de

M= Jenne LANG. survenu le 6 evril 1993, dans sa quatre

Friez pour elle. Et rappellent au soovenir de son

M. Louis LANG, ingénieur général de l'armement (GM),

nie religieuse sera célébrée le mardi 13 avril, en l'église Saint-Saturnin, 132, Grande-Rue-Charles-de-Gaulle, Nogent-sur-Marne (Val-de Marne), où l'on se réunira à 14 heures suivie de l'inhumation au cimetière suc de Saint-Mandé, dans la sépulture de

Cet avis tient lieu de faire-part.

14. rue Saint-Paul. 92200 Neuilly-sur-Seine, 15, avenue Gambetta, 92410 Ville-d'Avray. 75006 Paris.

Claudio Seraceni, E Pietro Notarianni Ricordano, con grande affetto e stima,

Alexandre MNOUCHKINE.

### (Le Moode du 7 avril.)

# ENVIRONNEMENT

Après l'explosion d'une cuve de matières radioactives

### Les responsables de la sûreté nucléaire russe ne sont pas d'accord sur la gravité de l'accident de Tomsk

Accident sérieux ou incident sana conséquence? Trois jours après l'explosion à Tomsk (Sibé-rie) d'une cuve d'une trentaine de mètres cubes de matières radioactives (le Monde des 8 et 9 avril), les différents acteurs du nucléaire russe ne sont toujours pas parvenus à parier d'une même voix.

Georgi Kaourov, porte-parole du ministère russe de l'énergie étomique, déclare sans rire : «Je ne dirais pas qu'il s'agit d'une catastrophe parce que je sais que ce n'est pas une catastrophe. C'est pour ainsi dire un accident sans danger, mais e'est tout de même un accident. » On oe saurait être moins clair!

Le vice-président de l'Institut Koarehatov de recherches nucléaires, Nikolaï Ponomarov-Stepnoï, indique que le nuage provoqué par l'explosico de Tomsk « existe bel et bien » et que sa radioactivité « est de l'ordre de quelques curies ». On est bien loin quelques curies ». On est bien loin des 2 millions de curies transportées par les vents lors de l'accident de 1957 à Tehelinbinsk, mais ce n'est pas une raison pour se désintéresser de son trajet. Pour le moment, les simulations sur ordimoment, les simulations sur ordi-nateur faites par l'Institut français de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) montrent que le nuage se déplace vers le nord-est, et ne menace guère que la Sibérie.

Les dangers, s'il y en a, concer-nent surtout les environs proches de l'asine. Bien que l'oo ne connaisse pas evec précision les oiveaux de radioactivité des terrains contaminés, il y e tout lieu de croire que les matières répandues par l'explosion « crachent »

d'urgence estime à quelques 200

Affaire à suivre donc. D'autant que cinq cents spécialistes travail-lent déjà à la décootamination, celle de l'atelier détruit devaot attendre saos doute plus long-temps du fait de la radioactivité forte (30 rads/heure) qui règne sur le lieu de l'accident. Uoe réalité qui ecoduit des responsables russes à s'interroger sur la vétusté, le propreté et la sûreté de certeioes iostaliations nacléaires russes. « Cet accident, reconnaît M. Ponomarov-Siepool, nous montre que ces Installations du eycle du combustible sont, en termes de sûreté, moins évoluées que les réacteurs nucléaires » et qu'il faut, comme le propose uo conseiller do président Boris Elt-sioe, «contrôler tous les sites nucléaires dangereux, et notam-ment militaires, sur tout le terri-toire russe».

Siemens obtient la condamna-tion de l'Etat de Hesse. – La deuxième chambre civile du tribuceluteme etampre civile di tribu-oal régional de Wiesbaden (Alle-magne) a condamné, jeudi 8 evril, l'Etat régional de Hesse à verser des dommeges et intérêts an groupe Siemene ponr avoir ordonné la fermeture de son usine de productioo de combostible mixte d'oxydes d'uraninm et de platonium (MOX) de Hanau. Cet établissement avait été fermé en juin 1991 par le ministre régional de l'environnement, Joshka Fisher (Verts), à la suite d'incidents mettant en cause la sûreté. M. Fisher avait, ensuite, refusé d'autoriser ane reprise de l'activité, malgré une injonction du ministre fédéral de l'environnement. Mes féderal de l'environnement. de croire que les matières répan-dues par l'explosion « crachent » an moins quelques millirads/heure, sur une zone que le comité russe pour les situations

Se Monde RADIO TÉLÉVISION

Flavien MONOD.

survena le 2 avril 1993, dans se

De la part de M= Flavien Monod, Et des familles Monod et Forest.

04700 Lurs-en-Provence

 Le professeur
 et M= Jean-Jacques Aron, M. Robert Ross,
M. et M. Alzin Ross,

M. et M= Olivier Aron, M. et M. Olivier Aron,
M. et M. Fabien Kenig,
M. Jean-Marie Ross,
M. Jean-François Aron,
M. Sandrine Ross,

Mª Judith Rosa,
Mª Delphine Rosa,
ses petits-enfants,
Jean-Elie, Joskim, Rebecca et Abigail,

ont la tristesse de faire part du décès de

### Mª André ROSA, néc Resée Valensi,

survenu le 6 avril 1993. Les obsèques ont été célébrées dans

Cet avis tient lieu de faire part.

24, nvenue Raphael, 75016 Paris.

M. Michel Pintinux et M., née Jacqueline Samama, M. et M. Jean-Claude Samama, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M→ Jacques SAMAMA, née Nadine Abenincar, survenu le 8 avril 1993, ù l'âge de qua

. cité Chabrol.

41, rue des Tiercelins,

M. Jacques Verdoux, on époux, Mª Julie et Jeanne Verdoux,

ses filles,
M= Henri Albouel, sa mère, M. et Ma Albert Bens

M\* Danielle Athouel, M= Sylvette Athouel Paramo, M. et M= Guillermo Sanchez, M. et M= Yves Rezeau, ses oeveux, nièces, petits-neveux,

petites nièces, petits neveut, petits nièces, Sa famille,
Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de Francine VERDOUX,

survenu le 7 avril 1993.

L'inhumation a cu lieu le 9 avril, au

45, rue Montorgueil,

CARNET DU MONDE Tarif: la ligne H.T. Toutes rubriques ............ 100 F Abounés et actionuaires ... 90 F micat. diverses .... 105 F Thèses étudiants.

#### <u>Anniversaires</u>

- Le 10 avril 1989,

Claire LISLE s'endormais dans l'espérance de la

Ayez une pensée ou une prière pou elle et pour ceux qu'elle aimait.

- Il y a deux ans, le 11 avril 1991,

Henri WALLON

nous quittait. Le 8 juin 1992,

Marie-Claire,

son épouse,

En cet anniversaire, jour de Pâques, tous deux sont unis dans nos pensées.

Communications diverses - Les membres des familles des déportés partis le 15 mai 1944 par le convoi nº 73 de Drancy à Kaunas-Kovno (Lituanie) et à Tallin-Reval (Estonie) sont informés que l'associa-

# Fils et Filles des déportés juifs de France, (président, Serge Klarsfeld)

voyage dans les pays baltes ni en Pologne, qui leur permettra de se recueillir sur les lieux mêmes où fut ančenti ce convoi, ainsi qu'à Sobibor, à Maidanek, à Auschwitz et au ghetto de Varsovie. Renseignements : FFDJF. Teléphone : 42-89-30-09.

#### Conférences

THE PERSON OF THE PARTY OF THE

man e-minute in the second

tel .

Enter which is

4

dur i :

17. 27.

- M. ....

to the second

Conférence et débat avec déjenner sur place. Journée du 29 avril 1993, sur bateau (port de Suffren, Paris-15'). Thèmes: « L'ex-Union soviétique après la fin de la guerre froide. Les Européens de l'Europe des Douze et le traité de Maastricht. Quel avenir pour l'Afrique (aide humanitaire ou au dévement) ? »

Renseignements et Inscriptions : 47-23-47-47 (heures de bureau).

# Le Monde

County de dichtion

Rédacteurs en chef : ean-Marie Colombani Robert Solé

Anciens directeurs :

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15. RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
TÉ: (1) 40-65-25-25
Télécopleur : 40-65-25-25
1élécopleur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TÉ: (1) 40-65-25-25
Télécopleur : 49-60-30-10

# Le Monde

HORS-SÉRIE

### **ÉLECTIONS LÉGISLATIVES**

La droite sans partage

LES RÉSULTATS COMPLETS

1988 - 1993 : BILAN DE LA LÉGISLATURE

LES THÈMES DE LA CAMPAGNE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

FRANCE 2

14.15 Magazine : Animalia.

18.05 Série : Matt Houston.

19,00 Magazine : Frou-frou, Invitée : Anémone,

11.05 Magazine: Téléfoot.
Championnat de France;
Retour sur les coupes d'Europe; Monseaux choisis:
Lens-Rome, Saint-EtlenneKiev, Tonno-Bastia; Top
buts.

TF 1

12.20 Jeu : Le Juste Prix.

12.55 Météo et Journal.

17.05 Disney Parade.

18.20 Divertissement :

23.00 Magazine : Ciné dimanche.

Cinéma:

1.00 Journal et Météo.

Le Vidéo Club.

**FRANCE 2** 

11.00 Messe. Călăbrăe en direct de la cha-pelle di Sents Crocs, à Riva San Vitale (Sulsse).

12.00 Bénédiction Urbi et Orbi.

12.30 Pâques au balcon.
La Pâque juive et les pâques chrétiennes : orthodoxe, catholique, protestante et erménienne, invités : Marine Vlady, Didier Decoin, Rosy Varte.

12.59 Journal et Météo.

13.20 Dimanche Martin.

14.55 Série : Mission casse-cou.

17.20 Documentaire :

19.30 Sène : Maguy.

15.40 Dimanche Martin (suite),

18.25 Magazine; Stade 2. Footbell; Automobile; Rugby: Water-pole.

20.00 Journal, Journal des

L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. A la recherche de l'Atlantide (2-partie).

Par Sa Sainteté le pepe Jean-Paul II, en mondovision et en direct du Vatican

1.05 Megazine :

Vidéo gag.

13.20 Série : Rick Hunter,

12.50 Magazine : A vrai dire.

13.15 Côté enfants (et à 18.15).

inspecteur choc.

14.20 Sport : Formule 1.
Grand Prix d'Europe, en direct
de Donlington : A 14.55.
Départ de la course : A
18,50, Le podium.

Mickey bienfaiteur

18.55 Des millions de copains. Avec la série : Álerte à Malibu.

20.00 Journal, Tiercé et Météo.

20.45 Cinéma : 8lack Rain. a Film américain de Ridley Scott

Un château en enfer. as Film américain de Sydney Pol-lack (1969).

18.55 INC.

12.18 Météo.

Nos cousins les lémuriers. 15.15 Magazine :

Hansen.

13.25 Magazine : Géopolis.
Russie, la betaille du pouvoir, de Gilles Rabine et Georges

٠. 

., i.e. . H AFTON

A. S. Carlo

The restrong the

to see hades des desse toric de France.

1000年

re in the in the interest of t

Contine

----

Carrier trains

747

. ... i en a ag

· Arman

Le Mon

1 4 1 42 45

a A ex appres : ... A. 7 a fair Representation

. F. C. et al.

1. dep 5.0 1. dep 5.0 1. de 7.7 2. M.d.

i ng Las 'nyagi basa Nyagi basa Nyagi

THE REPORT OF THE PARTY.

an Section State of the control of t

1

TANK TO THE PARTY OF THE PARTY

---

# Une veillée sur TF 1

départs, ayant finalement résolu de diffuser « Télé Vision », son émission hebdomadeire consacrée aux médias, on ne pouvait faire moins que de s'inviter à la première, prévue à 23 h 45. A l'heure dite, on se trouva en compagnie de Philippe Bouvard et d'une enimatrice platinée, Amende Lear, qui nous promit une surprise pour eprès la pub. Strip-tease, bavardage, pub, et la surprise promise arriva : des imeges d'un hermaphrodite bré-stien. Bigre l Etait-on déjà dans «Télé Vision»? Assistions-nous à un reportage-vérité sur le sys-tème TF 1? Pas du tout. C'était une vraie émission de TF 1, «Méfiez-vous des blondes I», la première émission d'horraur sans effets epéciaux ni autres costumes, que des strings et

des trucs en strass. Après une ultime page de pub, une bande-annonce pour Des flics à abattre (samedi à 22 h 30, avie aux ameteurs), cette expédition nocturne à TF 1 touchait enfin au but. Béatrice Schoenberg, transfuge de La Cinq, avait pris la place de sa consœur platinée. On put toute-fois ee demander si l'on eveit bien quitté « Méfiez-vous des blondes l » : un des premiers reportages de «Télé Vision» fut consacré à une émission italienne, animée par un transsexuel, diffusant des vidéos pomos conjugales envoyées par des téléspectateurs. Quelques

F 1, après quelques faux minutes plue tôt, « Méfiez-vous des blondes ! > nous eveit fait découvrir une autre émission italienne, présentée, elle, par une animatrice nue. On n'en sortait plus. On ne savait qu'admirer davantage, de l'imagina-tion des Italiens ou de la capacité des grands esprits de TF 1 à se rejoindre.

Mais il était écrit que le séquence choc de Télé Vieion » aerait politique. Au cours de la soirée du second tour, TF 1 avait laissé ouverts en permanence les micros et les caméras enregietrant les hommee politiques, à leur insu évidemment. Le subterfuge nous valut d'entendre distinctement Jack Lang, attendant de passer à l'entenne, prier une de ses collaboratrices d'aller appeler sa femme Monique « pour qu'elle demande immédiatement à Kouchner de dire un petit mot sur moi, un homme original qui a réusei à se faire élire dans un département traditionnel». Le procédé pouvait apparaître morelement des plus surprenants, mais était-il encore bien l'heure de parler de morale? On epprit enfin qua pour le pre-mière fois, un feuilleton français, Hélène et les garçons, pourrait bien être diffusé sur une chaîne américaine. A peine le temps de se réjouir pour TF 1 de cette bonne nouvelle ennoncée par TF 1, et il était l'heure d'aller rêver de TF 1.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision > ; o Film à éviter ; = On peut voir ; == Ne pee menquer ; === Chef-d'œuvre ou classique.

### Vendredi 9 avril

	TF 1
20.50	Magazine :  Les Marches de la gloire; Présentation du Salon inter- national de la maquette et du modèle réduit. Sujets : Le cal- vaire de Germain ; Miracle à la tronconneuse ; A bout por- tant ; Sauvetage de baleines ; Le rapide de le dent noire ; Le frère africain.
22,35	Magazine : Ushuaja. La fontaine de Nimes ;

Bücherons des grands fonds, de François-Xavier Pelletier; Enfants du fun, de Patrick Passe; Au bonheur des rats, de Frédéric Hadengue; Men-23.40 Divertissement :

Sexy Dingo. 0.15 Série : Les Enquêtes de Reming-ton Steele

### FRANCE 2

20.50 ► Téléfilm : Pris au piège. De Michel Favart. 22.20 Magazine : Bouillon de culture.

Bouillon de culture.

Spécial dense. Irrvités:
Roland Petit (L'ei dansé sur les flots); Dominique Khalfouni, Marie-Claude Pietragelta, Ghislaine Thesmar, Violotte Verdy, Kader Belarbi, Olivier Fourès, interprètes d'hier et d'aujourd'hui des beliets Roland Petit; Lilian Ahlefeldt, dédicataire des Mémoires d'icare, de Serge Lifar. Lifer.

23.40 Journal et Météo. 0.00 Cinéma : L'Evangile selon saint Matthieu. === Film italien de Pier Paolo Pasolini | 1964) (v.o.).

FRANCE 3 20.45 Magazine : Thalassa.

En direct du Salon de la maquette et du modèle réduit. Les loutres du Ben-21.50 Magazine: Faut pas räver.
Invité: Jean-Pierre Cassel.
France: fondeurs de cloches;
Japon: Cinecitte à Tokyo;
Anglatere: les taxis noirs de

Londres. 22.50 Journal et Météo. 23.15 Conte musical: La Légende de Joseph. D'après Etienne Mehul. Mise en scène de Pierre Jourdan.

### **CANAL PLUS**

20.35 Téléfilm : Dossier rouge. De Michael Rhodes. 22.05 Divertissement:

22.55 Flash d'informations. 23,00 Cinéma : All6 | Marnen, c'est ericore moi. a Film américan d'Amy Hecker-ing (1890).

#### ARTE

20.40 Magazine : Trensit, De Daniel Leconte. Revue de presse : Documentaires, etc. 22.10 Magazine: Macadam.

23.00 Documentaire: Cinéma, de notre temps. De Janine Bazin et André S. Labarthe. Pasolini l'enragé, de Jean-François Fieschi 0.05 Musique:

Montreux Jazz Festival M 6

20.45 Téléfilm : Méthode antigang.

22.25 Série : Mission impossible La Banque. 23.20 Magazine: Les Enquêtes de Capital Présenté par Emmanue

23,55 Magazine: Emotions. 0.20 Informations: première heure. Magazine : Rapline. Cool Sessions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio archives. Du bruit... des sons 21.28 Poésie sur parole.

21.32 Musique: Black and Blue. Pour saker Red Mitchell. 22.40 Les Nuits magnétiques. Il est midi. 4. Eblouissemen

0.05 Du jour eu landemain. Dans la bibliothèque de. Jacques Roubaud. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (émis de Sarre-bruck): Stabat Mater, de Dvorak, per le Chœur de l'Acedémie de Francfort, l'or-chestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Christian Mandeal; sol.: Monica Pick-Hieronim; sontano, Re Yano Hieronimi, soprano, Re Yang Kim, alto, Alexander Steven-son, ténor, Peter Likz, basse.

23.09 Fauilleton : Maldoror. 23.19 Jazz club Par Claude Carrière et Jean Delmae. En direct du Latitudes Jezz Club aneux un Lamuues Jezz CA/O à Paris : Le pieniste Mike Longo avec Thomas Brame-rie, contrebasse et Curtis Boyd, batterie. 1.05 Papillons de nuit.

### Camadi 10 armil

	<u>Sameoi</u>	<u>10 avrii</u>
13.15 Magazine : Reportages. La conclerge est dens l'esca- lier. 13.50 Jeu : Millionnaire.	20.00 Journal, Journal des courses et Météo. 20.50 Théâtre : C'est encore mieux l'après-midi. Place de Ray Cooney.	NBA : Phoenx-Utah. —— En clair jusqu'é 20,30 —— 18.00 Dessin animé : Les Razmoket.
14.20 La Une est à vous. 17.20 Magazine : Trente millions d'amis.	23.25 Variétés: Taratata. Avec France Gall, Marc Lavoine, Tonton David, les Charts, Renaud Hansson.	18.25 Décode pas Bunny. 19.20 Animeux superstars, Vampires. 19.30 Flash d'informations.
17.50 Divertissement : Les Roucasseries, 18.20 Divertissement : Vidéo gag,	0.45 Journal et Météo. FRANCE 3	19.35 Le Top. 20.30 Téléfilm : Poursuite en Arizona.
18.55 Série : Beverly Hills. 19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).	13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.	De John Guillermin. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Documentaire: Les dauphins
20.00 Journal, Essais du Grand Prix d'Europe de formule 1; Tiercé, Météo et Trafic infos. 20.45 Divertissement :	14.00 Série : La croisière s'amuse. 15.55 Série : Matlock. 17.40 Magazine : Montagne. La Decième Vie de la piste Ho Chi Minh, de Patrick Boi-	ont-ils une âme? De Wolfgang Bayer. 23.00 Magazine: Jour de foot, Buts et extraits des matches de le 31- journée du cham-
Crise de rire. Avec la participation d'Yves Lecoq, Elie et Dieudonné, Dany Brillent, Didler Gustin, Marc Jolivet, Pascal Brunner, Chevellier et Laspalles, Indra,	tet. kvité : Patrick Geberrei, alpiniste. 18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé per Julien Lepers.	pionnat de France de D1.  23.30 Cinéma : Popcom. a Film jamatco-eméricain de Mark Herner (1991).  1.00 Sport : Golf.
Elle Kakou, les Astrobakling, Muriel Montossey, Lilia, Hélène et les Gerçons, Chen- tal Gallia, Johnny Martin, Otto	18.50 Un livre, un jour. Le Voyage de Holderin en France. de Jacques-Pierre Ametre.	ARTE  — Sur le câble jusqu'à 19.00 —
Wessely, des sketches de Muriel Robin, Parrick Sébes- tien, Smaln, Jean-Marie Bigard.	19.00 Le 19-20 de l'informa- tion. De 19.09 à 19.31, le journal de la région. 20.05 Divertissement :	17.00 Magazine : Trensit. De Osniel Leconte (rediff.). 19.00 Magazine : Via Regio. Les résions européernes.
22.40 Téléfilm : Des flics à abattre. D'Eric Weston.	Hugodélire (et à 20.40).  20.15 Divertissement : Yacapa. Présenté par Pascal Brunner	19.30 Documentaire : Histoire parallèle.
0.20 Magazine :	20.45 ► Téléfilm : Jules Ferry.	Actualités allemandes et américaines de la semaine du

20.15 Divertissement : Yacapa.
Présenté per Paseal Brunner

20.45 Téléfilm : Jules Ferry.
De Jacques Rouffic.

22.45 Journal et Météo. O.20 Magazine:
Formule sport.
Formule 1: special Grand Prix
d'Europe à Donington; Football: championnet de France,
Nimes-PSG, Bordeaux-Montpellier.
Lens-Strasbourg,
Lyon-Lille. 23.10 Magazine : Zanzi bar.
Dieu, poste restante, Jérusalem, documentaire de Frédéric Laffont. O.O5 Magazine : Salut Manu, Présenté per Manu Dibango et Yianna Katsoulos.

**CANAL PLUS** 

En clair jusqu'à 14.05 — 13.30 Magazine ; L'Œil du cyclone, 14.00 Le Journal du cinéma. 14:05 Téléfilm : L'Amour coté en Bourse, De Charlotte Brandström. 15.35 Catch à Bercy.

Sport passion. Rugby: à 15.45, Toulouse-Bègles, match du championnat de France; à 17.30, Cyclisme : présentation de Paris-Roubeix. Sport : Basket-ball américain. 16,40

Sur le câble jusqu'à 19.00 -17.00 Magazine : Trensit.
De Uariel Leconts (rediff.).
19.00 Magazine : Via Regio.
Les régions européennes.
19.30 Documentaire : Histoire parallèle.
Actualités allemandes et américaines de la sarraine du 10 avril 1943.

20.20 Chronique:
Le Dessous des cartes.
De Jean-Christophe Victor.
Le Denemark. 20.30 8 1/2 Journal. 20,40 Documentaire ; Une passion mexicaine. De François Reichenbach. 0.50 Continentales Club, Meilleurs moments de la

22.00 Téléfilm : Lenz. D'Egon Günther. 23.30 Musique : Montreux Jazz Festival,
Quincy Jones, Big Band &
Nejee, Tevin Campbell, Everett Harp, Kirsten Gustafon,
Stéphene Grappelli.

0.00 Série: Monty Python's Flying Circus (rediff.).

M 6 13.00 Série : O'Hara. 13.55 Série : Supercopter. 14.50 Série : Les Champions. 15.40 Série : Amicalement vötre. 16.40 Magazine ; Culture rock. La saga de Paul McCartney. 17.10 Série : Le Saint.

18.15 Série : Le Monstre évadé de l'espace. evade de l'espace.

19.05 Megazine : Turbo.
Renassance d'un mythe : la
Voisin : Grand Prox ; Le musée
de Maurice Dufresne ; Le bour
de modélisme ; Le chef-d'ouvre de Gaston ; Essai : la Clio
SPI ; Carnion de courses ; La
publique news. rubriqua news.

19.54 Six minutes d'informations. Météo. 20.00 Série : Cosby Show. 20.35 Divertissement : Tranche de rire.

20.40 Téléfilm : Commando sur Téhéran. D'Andrew V. McLaglen. 0.50 Six minutes première

#### FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait.
Henn Dutilleux, compositeur 20.45 Dramatique. Le Livre des sept jardins, de Claude-Henri Rocquet.

22.35 Musique : Opus, Claude Barthélémy, invité du Festival Banlieues Bleues.

0.05 Rencontre eu clair de la nuit... Avec Xavier Gouet.

FRANCE-MUSIQUE 19.30 Soirée lyrique (donnée la 26 avril 1992 lors du Festival Schwetzingen) : L'Occasion fait la larron, de Rossini, par fail la Ismon, de Rossini, par l'Orchestre radio-symphonique de Sturtgart, dir. Gianluigi Gelmetti; sol.: Stuart Kale. Susan Patterson. Robert Gambal, Natale de Carolis, Monica Bacelli, Allessandro Corbelli. Un secrat d'importance ou le Barbier de Salzbourg, de Rendine, par l'Orchestre radio-symphonique de Stuttgart, dir. Gianluigi Gelmetti; sol.: Francesco Piccoli, José Fardilha, Sara Mingardo, Barbara Frittoli, Mingardo, Barbara Frittoli, Donalto di Stefano, Giacomo Prestia, Christian Barberieri, Carerina Calvi, Vito Gobbi... 23.35 Ciné-radio Days. Par Fran-cois Jenny . Alex North, com-

### Dimancha 11 amil

	Dimanche 11 ayrn		
√			
20.50	courses et Météo. Cinéme : Pirates, ma	Film américain d'Arny Hecker- ling (1990).	
	Film français de Roman Polanski (1986),	En clair jusqu'à 14,00	
22.50	Cinéma ;	12.30 Flash d'informations. 12.35 Magazine :	

0.40 Journal et Météo. 0.55 Sport ; Patinage artistique, Trophée Lysiane Lauret.

FRANCE 3

(1961).

11.00 Magazine : Musicales, Présenté par Alein Ducut L'œii écoute... Jérusales L'esil écoute... Jerusalem (1º volet). Pâques dans le ville sainte. Avec des chants reli-gieux juifs, musulmans, chré-tiens et des mélodies popu-laires yiddish. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal.

Magazire:
Sports 3 dimarsche.
Cyclisme: Paris-Roubeix, en direct; A 14.15, Etspe du secteur pavé de la forêt d'Arenberg; A 15.15, Tiercé; De 16.45 à 17.30, Arrivée au vélodrome du parc des sports à Roubeix.
Dessin animé: 13.00

17.30 Dessin animé : Les Simpson. 18.00 Magazine: Jamais sans mon livre. Présenté par Bernard Rapp. Invités : Alain Decaux ; Berinvites: Allam Decaux; ber-nard Tirtieux (le Passeux de lumière: Nivar de Chasse-piarre, maître verrier): André Rollin, journaliste au Cenard enchaîné, à propos de Rien au-delà, de Colette Audry: Yvea Berger à propos de la Maison de l'aube, de Scott Momaday.

19.00 Le 19-20 de l'informa tion. De 19.09 à 19.30, le journal de la région. 20.05 Divertissement : Yacapa. Invités : André Velardy, Karen Charyl Bernard Mabille, Linda de Suza. 20.45 Les Superstairs

Les Superstars
de la magie
à Las Vegas.
Présenté pur Serglo. Les
grands megiciens Siegrined et
Roy, d'origine allemande,
accompagnée par les ballets
du Lido, au Stardust Hotel de
La Vegas.
Manazine 21.50 Magazine: A vos amours. Présenté par Caroline Tresca. Invité : Léon Zitroné.

23.00 Cinéma : Liliom. ww Film français de Fritz Lang (1933). **CANAL PLUS** 11.10 Cînéma ; Allô! Maman.

c'est encore moi. 🛘

22.35 Journal et Météo.

Télés dimanche. Présenté par Michel Denisot. 13.30 ▶ Divertissement : La Semaine des Guignols. 14.00 Téléfilm : On ne meurt plus d'amour, De Jeff Bleckner

15.35 Magazine : 24 heures (rediff.). 16.40 Documentaire : Demicks et Wellarous. 17.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux (rediff.). 18.00 Cînéma : L'Amour

avec des gants. 
Film italien de Maurizio
Nichetti et Guido Manuli
[1991]. En clair jusqu'à 20.35 -19.35 Ca cartoon. Présenté per Philippe Dena.

20.25 Magazine : Dis Jérôme ? Présenté par Jérôme Bonaldi Les satellites ne sont pas éternels. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Cinéma: Linguini incident. 
Film eméricain de Richard Shepard (1990).

22.15 Flash d'informations. 22.20 Magazine : wiagazine: L'Equipe du dimanche. Présenté par Plerre Slad. Footbell. Golf: demière jour-née des Masters à Augusta, en direct.

ARTE

-- Sur le câble jusqu'à 19.00 -17.00 Documentaire :
Un siècle de dense.
De Sonia Schoonejans, 2. Du ballet académique au classique abstrait (radiff.). 17.55 Documentaire:

de l'île du roi boiteux. De Jérôme Bouyer. 1. Pâques (rediff.). 19.00 Série : Trois étoiles. D'Antoni Janes (8º épisode) 19.30 Magazine : Mégemix.
De Martin Melssonnier.
Afrique du Sud : les sons de la liberté.

20.30 Journal. 20.40 Feuilleton : Die Zweite Heimat.

Die Zweite Heimat.
D'Edgar Reltz, avec Frank
Röth, Henry Arnold. 12. Le
temps des grands discours.
22.40 Feuilleton:
Die Zweite Heimat.
D'Edgar Reltz, avec Frank
Röth, Henry Amold. 13. L'art

M 6

11.50 Série : Mariés, deux enfants. 12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée. 12.55 Série : O'Hara.

0.30 Sortilèges du flamenco.

Jésus de Nazareth. De Franço Zeffreli. 17.05 Série : L'Exilé. 18.00 Série : Clair de lune. 19.00 Série :

Tonnerre mécanique. 19.54 Stx minutes d'informations, Météo. 20.00 Série: Cosby Show. 20.35 Sport 6.

20.50 Cinéma : La Révolte des gladiateurs. Cottafavi (1958). 22.20 Magazine: Culture pub.

La mode de l'impertinence à la télé, ou jusqu'où peut-on aller trop loin? 22.45 Cinéma : La Guerra des ebîmes. 🗅 Film américain de Jerry Jameson (1980).

0.35 Informations: Six minutes 0.45 Magazine:

Métal express. Les frères Van Halen, Little FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Orbi et urbi : l'ur-banisme et la dimension auditive trediff.[. 22.25 Poésie sur parole.

22.35 Mueique : Le Concert Joyeuses Pâques . Œuvres de Charpentier, Honegger. Martin. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.35 Concert (donné le 10 avril 1992 à Berlin) : Rinaldo, can-rate op. 50, de Brahms; Messe en mi bérnol majeur D 950, de Schubert, par le Chœur de la Radio de Berlin et l'Orchestre radio-sympho-nique de Berlin, dir. Hens nique de Berlin, dir. Hens Graf.

22.33 Autoportrait. Claude Ballif per David Jisse. 23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Maguy Lovano. Vénitienne, de Rivier; Trois danses op. 6, de Durullé; Sonate pour violoncaile et pieno en si bémol majeur op. 5, de Dussek.

1.00 Les Fantaisies du voyageur. Per François Picard. Norvège.

Ce soir avec les Nouveaux

TLA LEGISLATUR

ORS-SERIE 45 LEGISLATIVE ester autor partage A TATE COMPLET 7 - 1943 B

Selon le ministre de l'économie

### Les textes sur les privatisations seront prêts la semaine prochaine

Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, s'est engagé, vendredi matis 9 evril sur Europe 1, à proposer au premier ministre les textes relatifs à la réforme de la loi sur les privatisations et à l'in-dépendance de la Banque ds France avant la fin de la semaine

Ces lois seront votées par le Parlement lors de la session de printemps. Mais les premières privatisations «ne pourront avoir lieu ovant l'ité». « J'ai l'intention de proposer au premier ministre de renforcer les pouvoirs de lo com-mission de privatisotion », a prétaux d'intérêt « baisseront sensible-ment d'ici l'été». « Ils vont baisser tout seuts, et-il ajouté. Il n'est pas question de pousser à la baisse. (...) Du jour où tout le monda est convaincu que la parité franc-mark sera maintenue (...), les toux d'Intérêts balsseront parce que, naturellement, il ne doivent pas être supérieurs oux taux alle-mands, ils doivent même être normalement inférieurs.»

Vendredi matin, pour la première fois depuis la crise moné-taire de l'automne, les taux au jaur le jour sont reveaus au-dessous de 10 %.

### Les lycéens d'Ile-de-France doivent effectuer leur pré-inscription universitaire avant le 13 avril

SOMMAIRE

ÉCONOMIE

contre la l'ibve

Vie des entreprises

table, les jeux....

Abornements.

Marchés financiers

Week-end d'un chineur ....

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Ce numéro comporte un cahler

e Sans visa e

folioté de 29 à 36

Le numéro du « Moude :

e été tiré à 498 715 exemplaires.

daté 9 avril 1993

Météorologie ...

Radio-télévision

COMMUNICATION

Les cent trente mille élèvee de classes termineles des l', cées d'Ile-de-France ont jusqu'eu lundi 12 avril à minuit pour effectuer, par Minitel, leur pré-inscription à l'université.

La procédure télémetique RAVEL (recensement eutomatisé des vœux des élèves, 3614 RAVEL), obligatoire pour les futurs bacheliere franciliens, se déroule en effet en trois phases. La première, qui e'est achevée le 7 février, leur a permie de faira connaître la vole d'enseignement supérieur de leur choix

La déclaration de politique géné-

La guerre en Boenle-Herzégovine 11

srael se félicite de l'isolement des

En visite à Paris : le président Mou-

barak multiplie ses efforts pour la

reprise des négociations de paix. 12

Etats-Unis : la peur s'installe è Los

Angeles è l'approche du verdict du

second proces Rodney King..... 12

Un entretie a avec la gouverneur de

Hong Kong ...... 13 Brésil : le référendum constitu-

ESPACE EUROPÉEN

L'eide aux paye de l'Est :

PHARE, le programme de soutien aux réformes ; les e accords euro-

péens », premiers pas vers l'adhé-sion; des besoins financiers crois-

sants; l'eide aux droits de

réforme polonaise...... 14 à 18

« Bavures policières e : le ministre

de l'Intérieur sffirme que « tnut

menquement grave sara sanc-

Education : François Bayrou se

donne trois semaines pour décider

du sort de la réforme des lycées. 17

Justice : le meurtrier présumé de

La mort de la cantatrice Marian

Le XVIII Festival des nouvelles

cauvres dramatiques américainee à Louisville dans le Kentucky ..... 20

l'homme; les embûches de

SOCIÉTÉ

CULTURE

tionnel du 21 avril .....

**AU COURRIER** 

DU MONDE.

**POLITIQUE** 

territoires occupés.

(université, classes préparatoires, institut universitaira de technologie ou section de technicien supérieur).

La denxième phese, qui s'echève Inndi prochein, lenr permet de préciser les deux fillères universitairee (lettres, lengues, drolt, écnnamie, sciences, arts, etc.) et lee delix établiesements d'Ile-de-France où ile eouhaitent e'inscrira, La troisième phase, au mois de juin, ne concerners que les lycéene admis dene nae filièra

Le projet de budget de l'adminis-

L'Improbable embargo pétrolies

Une étude de l'INSEE sur les modifi-

cations dans les entreprises publi-

ques de 1988 à 1991...... 22

Le Crédit foncier juge incertaine la

L'eautorégulation » des journalistes

SANS VISA

Lee ombrea d'Angkor . Le

Malaisie au vert e Budapest, cafés froids... et baine de vepeur e Sainte-Héiène, l'île-prison e La

Services

Annonces classées ...... 20

.... 29 à 36

26

27

#### d'assises communistes An terms d'une session de deux

La session du comité central

burean politique. Il n'y a eu que huit voix pour s'opposer à cette analyse de la situation politique au dendemain des élections législatives, une abstention, celle de Phi-lippe Herzog, et un refus de vote (Anicet Le Pors).

Ces deux contestataires n'ont pas

D Raymond Barro et André Tri-

étaient membres directs. L'effectif dn groupe UDFC passe donc de .213 à 211 membres et celui des outre, Lucien Brenot (Côte-d'Or), qui était non inscrit, a décidé de s'epparenter su groupe RPR. Le nombre d'apparentés an gronpe RPR passe donc de 12 à 13 tandis que celui des non-inscrits baisse de 125 à 24.

Dans un «appel» commun

sent, de participer. « Qu'lls occu-

pent [les places qui leur sont offertes] et je suis prêt à discuter », a dit le président de la directinn provisoire. Les refondateurs,

proches de Jecques Dalors, devaient décider, vendredi, de publier leur propre texte ou de

signer celui des «Treize». Laurent Fabius lui-même, non signataire de

cet appel, entend « prendre du

La réunion des premiers secré-taires des fédérations socialistes, prévue pour le 17 svril, et, surtout,

celle du comité directeur, le

24 avril, vont être décisives pour l'nvenir. L'appel des «Treize» indique une voie de négociation possible, qui pourrait être emprun-

tée la semaine prochaine. Certains membres de la direction provisoire

memores de la direction provisoire considèrent, cependant, comme un danger le possible retour des diri-geants de la génératinn d'Epinay, qui se trouvent écurés, de fait, du

processus en cours. «Les vieux tur-bans sont prêts à casser ce qui reste», e déclaré Jean-Luc Mélen-

chon, l'un des animateurs de la Gauche socialiste, lors d'une réu-

nion de ce courant jeudi soir.

### M. Mauroy et les fabiusiens demandent qu'une commission indépendante prépare les états généraux du PS

Treize responsables socialistes, dont Louis Mermaz et Pierre Mau-roy, ainsi que Jack Lang et Paul Quilès, proches de Laurent Fabius, ont rendu public, jeudi 8 avril, un «Appel pour la tenne des états généraux unitaires du PS et de la gauche », dans lequel ils deman-dent, « pour éviter la confiscation par les courants ou par des minorités agissantes, qu'une commission représentative de l'ensemble du parti et présidée par une personna-lité n'ayant participé ni à la direc-tion précédente, ni à la direction isoire définisse le contenu politique des états généraux, les condi-tions de l'ouverture, le mode d'élaboration des différents lextes, le calendrier des travaux». Les signa-taires (1) précisent que ces états généraux, selon eux, devront préparer un « congrès constituant » dn PS, et non s'y substituer.

Michel Rocard e répondu, vendredi matin, sur Europe 1, que la mise en place d'une telle commis-sion était prévue par la direction provisoire, à laquelle les signataires de l'appel ont refusé, jusqu'à pré-

### (1) François Bernardini, Michel Char-zat, Gérard Collomb, Dominique Dupi-let, Claude Fleutiaux, Jean-Pierre Kucheida, Jack Lang, Jean Le Garrec, Le PC enterre le projet

jours et après evoir entendu plus d'une quarantaine d'intervenants, le commé central du Parti communiste e adopté, jeudi 8 avril, à une très large majorité, le rapport présenté par Robert Hue au nom du

voté pour autant la proposition de Charles Fiterman d'organiser des assiss communistes e en vue de la création d'un nouveau parti de transformation sociale » (le Monde du 8 evril). En compagnie de Paul Boccara, ils se sont ebstenus, ingeant, comms l'explique l'un d'entre cuy ou sunt telle initiating d'entre eux, qu'« une telle initiative aurail été mieux venue dans un moment plus dramatique». Le projet d'assises, que le secrétaire général dn PC, la veille, n'evait pas jngé démocratique, n'a ainsi recueilli que sept voix, celles de Charles Fiterman lui-même, de less Michel Cetals Guy Herries Jean-Michel Catala, Guy Hermier, Roger Martelli, Jack Ralite, Lucien Sève et Marcel Trigon.

geno s'apparentent au groupe UDFC. - La composition des groupes de l'Assemblée nationale e u, mercredi 7 avril, une légère modification. Raymosd Barre (Rhône) et André Trigano (Ariège) ont décidé de n'être qu'apparentés au groupe UDFC alors qu'ils en apparentés au groupe de 2 à 4. En

. Vatican: la veillée pascale consa-crée à l'ex-Yougoslavie. — Conformé-ment à la tradition du jeudi-saint, le pape e lavé le pied à douze prêtres âgés, au cours de la messe évoquant nière Cène, jeudi 8 evril dans la basilique Saint-Jean de Latras à Rome, Jean-Paul II avait adressé aux prêtres du monde entier une lettre réaffirmant la valeur et l'importance du célibat ecclésiastique (le Monde du 27 mars). Le Vatican n annoncé que la veillée pascale sera consacrée cette année à l'ex-Yougoslavie.

### Mise en service du contournement est de Lyon

### La fin du bouchon de Fourvière

de notre bureau régional

La mise so service, samedi 10 avril, de la totalité des soixante-deux kilomètres de l'sutoroute A46 contournent Lyon par l'est, un jour où les départs, pour les vacances de printemps, d'sutomobilistes de la région parisienne s'ajouteront aux déplacements du week-end nascal, devrait, en principe écerter tout risque d'emboute dane is trop fameux tunnel de Fourvière. Avec quelques mois de retard, le message spectacu-lairement diffusé eu cours de l'été par Michel Noir et la ville de Lyon - e Fin 1992, nous ferons sauter le bouchon de Fourvière» - devient réalité.

Cette voie d'évitement de l'egglomération lyonnaise, nn peu plus longue que le percours traditionnel, a l'avantage de mettre en relation directe les eutoroutes A6 (Paris-Lyon), A42 (Lyon-Genèva), A43 (Lyon-Greno-ble/Chambéry), A7 (Lyon-Marseille) et A47 (Lyon-Saint-Etierne). C'est dira son importance stratégique, non seulement pour l'agglomération, mais pour toutes les communicatione françaisee on suro-

Envisagée depuis pina de vingt sas, cette eutoroute qui représente un investissement de 2,6 millierds de francs, a été réalisée par tronçons. Le pre-

mier, au nord, (25 km), concédé à la Société des autoroutes Pnrie-Rhin-Rhône, est ouvert depuis le 1= novembra 1991. Pour la partie centrale (15 km), baptisée e rocade Est e et située an pisine zons urbaine, la maîtrine d'ouvrage est l'Etat. Enfin, pour la partie sud (22 km) attribuée à la société des Auto-routes du eud de la France (ASF), les droits de péage ont dif rachetés per le conseil général du Rhône. Mais seule les neagers de la région lyonnaise bénéficieront de le gra-

 $g_{\mathcal{F}}(z)$ 

7.18

g (F.

, 15 S

والمستاد ومتدوا

15.2

Variation 1

28 Pm. 1

Sire.

· Eti (L.

. . L X ...

100

.

<u>- بەر</u>

Section.

· e

T.

ALC: N

22

200

25 E.

• . . .

ica.

· .

≥ 2.

.....

2200

Z. 2.

11 mm 12 mm

Sellin ...

Enr.

28 300

Au-delà d'une certaine distance, tous les automobilistes franchissant len barrières de péage de Villefrenche-eur-Sãone, eu nord, ou de Reventin-Vaugris au sud, acquitteront un supplément : 2 francs pour un véhicule (estégorie 1) parti de Paris; 5 francs pour une voiture de cette catégorie entrée sur l'autoroute A7 è Marseille ou Montpellier; 1 franc pour nn usager errivant par l'entoroute Lyon-Genève.

Un système de régulation du trafic, en cours d'instaliation (315 millions de francs d'invessement), devrait permettre en 1995 de guider les automobilistes sur l'un on l'eutre des deux grands axes. Avec la certitude alors de traverser le tunnel ment excessif.

Après la déclaration de politique générale du gouvernement

# Satisfaction patronale, méfiance syndicale

Accueilli evec une satisfaction non dissimulée - mais parfois sélective - par le patronat, le discours de politique générale du pre-mier ministre a été commenté avec nne politesse teintée de méfiance par les organisations, syndiciles,

Dans un communiqué, le CNPF constate avec satisfaction que le conscience de la gravité de la situa-tion ». e Les réformes annoncées, tout en s'inscrivant dans la durée. s'attaquent dès à présent oux moyens de sortir de la crise et reprennent en grande partie les pro-positions que le CNPF n'a cessé de faire depuis quelques mois : décalage d'un mois de la TVA, prêts bonifiés, relance du bâtiment et des travaux publics, transmissions d'entreprises». Toutefois, le patronat rappelle que e l'embauche dépendra d'abord de la reprise de l'activité» ct ns fait aucunc allusion eux mises en sande du premier ministre eux patrons qui s'enferment dans une stricte e productivité finan-cières et licencient trop systémati-quement. De même, l'eppel en faveur d'un développement de la participation des salariés ne trouve

guere d'écho au CNPF. Lucien Rebuffel, président de la CGPME, est franchement enthousiaste. Ce discours, assure-t-ll, est « à la hauteur des circonstances

D Jacques Chirac (RPR): « total

soutien». - Jacques Chirac, président du RPR, qui n'e pas assisté

au discours de M. Balladur en rai-

son des obsèques de sos gendre.

Philippe Habert, a apporté jesdi

8 avril, dans un communiqué, son

« total soutien » au premier minis-tre. Selon M. Chirac, M. Balladur

« a montré, avec force, autorité et

modération, qu'il prenaît l'exacte

mesure des problèmes de la

France ». M. Chirac relève que le

premier ministre «a insisté sur la

nécessaire durée de l'action à entre-

prendre et l'a inscrite, à juste titre,

lall un choc psychologique pour rétablir la confiance », souligne la CGPME qui apprecle les mesures prévues pour améliorer la trésore-rie des entréprises.

Les réactions des syndicalistes sont plus mesurées. « La plupart des orientations ne pourront être précises qui seront adoptées », indique la CFDT qui considère que e les délais que se donne le gouvernement pour apprécier la situation de l'emploi doivent être raccourcis» et e veillera à ce que les mesures prises ne se réduisent pas à un têteà-tête entre l'Etat et les entreprises». Qualifiant de « brillant » le discours de M. Balladur, Marc Blondel, le secrétaire général de FO, se félicite de voir remis e à l'ordre du jour les thèses ambi-tieuses du général de Gaulle». Mal-gré tout, il formule des « réserves ». sur le projet d'organiser des conférences evec les partenaires sociaux car « les « grands messes » rendent difficiles des examens sereins et resnonsables ».

La CFE-CGC félicite le premier ministre de e n'avoir nas retenu le discours trop facile sur le partage du travail » mais avoue des « interrogations » quant à e la pertinence des mesures touchant au coût du travail et sur les conditions dans

lesquelles les sacrifices demandés à tous seront réellement répartis ». Plus radicalement, Louis Viannet (CGT) e conteste l'affirmation selon laquelle le coût du travail serait la cause du chômage à, redoutant que e les retombées » des mesures annoncées soient a très lourdes pour le sinancement de la protection CGT prévient le gouvernement que ses projets a sont plus que des sulets de désaccord, et vont conduire à des

situations conflictuelles ». e Déçue de voir M. Balladur maintenir son projet de financement par l'Etat des allocations familiales», la CFTC, accueills néanmoins « avec intérêt les orien-tations générales de la politique gouvernementale». La centrale chrétienne ne cache pas non plus qu'elle « reste inquiète sur certains objectifs», évoquant « l'assouplisse-ment des contraintes sur l'emploi» dont elle craint qu'il s'agisse ed'une impasse».

Enfin, Christian Jacob, président du Centre national des jeunes agriculteurs, approuve l'adoption de mesures «fiscales, sociales et financières» pour aider les agriculteurs mais regrette que M. Balladur n'ait « pas clairement dénoncé » le préaccord de Washington sur le volet agricole du GATT.

### Les autres réactions

Il estime que M. Balladur e tesu « un langage de tolérance, d'ouver-ture, de réalisme et de vérité, dans le droit fil de la campagne électo-rale que nous avons conduite».

D Veléry Giscard d'Estelag (UDF): un « out, plus ». - Souhai-tant que « l'action de redressement du gouvernement réussisse», le pré-sident de l'UDF a déclaré, jeudi soir 8 evril, sur France 3: «Notre rôle n'est pas de compliquer cette action, c'est au contraire de la soutenir. Ce n'est pas un «oui mais», ce serait plutôt un «oui plus», «Il faut que cette action soit rapide» car l'attente des Français « est très forte », e indiqué M. Giscard d'Estaing, qui e jugé commme une « perspective réaliste » de retrouver à partir de 1994 un taux de croissance positif et de recommencer à

□ Michel Rocard (PS) : «Ries sur l'Europe sociale. » - M. Rocard, président de la direction provisoire du PS. ancien député des Yvelines, a déclaré, vendredi 9 evril, sur Europe I: « Le premier ministre a fall preuve d'une grande courtoisie et d'une grande dignité qui méritent d'être saluées. J'aurais applaudi ·aux passages sur le franc fort et sur la ville. Je regrette que rien n'ait été dit sur l'Europe sociale. C'est très dangereux, l'Europe libérale. On va s'arrêter à mi-pente de la construction européenne, et cela m'inquiète. Nous allons avoir un débat très vif sur l'autonomie ou l'indépendance de la Banque de France.»

D Jean-Marie Le Pen (FN): «La tigne européiste et mondialiste de Maastricht». – «S'il n'était pas écarté du Parlement par une loi électorale inique dont M. Balladur n'a pas annoncé la résorme, le Front national n'aurait pas accorde au premier ministre un vote de confiance», a déclaré M. Le Pen. e On peut douter que son prorme constitue une rupture avec la politique des gouvernements pré-cèdents dans les domaines essentiels que sont l'immigration, le libreèchongisme, l'insécurité, le chômage, le fiscalisme et le laxisme moral », ajnute le président du Front national, précisant que « la ligne européiste et mondialiste de Maastricht est réaffirmée, en dépit du vote hostile de la grande majo-rité des électeurs de droite. Ce qui compromet, maleré les bonnes volontés affichées, toute chance de

### Demain dans « le Monde »

« Dates » : il y a cinquante ans.

la découverte du charnier de Katyn Dans la nuit du 12 su 13 avril 1943, la radio allemande annonçait la découverte, dens la forêt de Katyn, près de Smolensk, d'un chemier contenant les corps de plusieurs militers d'officiers polocalerine comment les corps de plusieurs millers d'officiers polo-nais. Désignée per les nazis comme étant responsable du messa-cre, l'URSS repoussers ces accusations pendant près d'un demi-siècle. Un mensonge qui ne cassers de peser sur les relations entre Moscou et Varsovie.

« Henres locales » :

Disney à la mode de chez nous

Un an après son ouverture, la perc de loisirs de Marne-le-Vallée fait ses comptes. L'objectif de onze millions de visiteurs s été atteint, mais la société américaine entend maintenant mieux tenir compte des goûts du public européen. La nomination d'un directeur général français confirme cette nrientation stratégique. Egalement au sommeire de ce supplément de huit pages : una enquête sur l'utilisation per les municipalités de l'image des sportifs, et un reportage à Seint-Quentin dans la série « Cités ».

Macintosh <u>Lc III</u>

Ecran Apple 12" n /b 256 gris: 1 290F

Ecran Apple 141256 couleurs: 2990F

Ecran Apple 15" Pleine Page A4: 3990F

Clavier adb - 4 méga de mémoire - disque dur 40 mega

# Les ombres d'Angkor

Le parc d'Angkor, que l'Unesco veut inscrire au patrimoine de l'humanité, est menacé par la reprise de la guerre civile au Cambodge. Encore récemment. nne statue du IX siècle a été volée dans le jardin de la résidence du prince Sihanouk, à proximité des temples d'Angkor, et cinq têtes de statues ont disparu à Angkor-Tom. Après deux décennies de guerres et de massacres, le peuple khmer est-il en voie de perdre, cette fois, le témoignage d'un lointain et prestigieux

عد عيم من فه الم

A : 1. Aut o ben to to

lates entraits: a ...

Système de région de l'ours d'esté majors de fessir

to the second

. 22 9. 27 30 1201;

- - 2573 Eres lung:

The mark the treverse to

# 7 cd'th \$875 7877

10.000

2007

.. t. morrow, la

. . ". 4.77 ... .. Simans fil

. . .----

A 100 Sept 100 

....

A promise pro-

1. 2. 1. 19.5

and the second

100

Company of the little

4.5

0.50

· (57.55)

.. - 1111 250

1. 6 m 15 1. 1 m 15 1. 1 m 15

4.2.5

0.00

17 16 17

The state of the s

 $(\omega_{n})^{-1} = (\omega_{n})^{-1}$ 

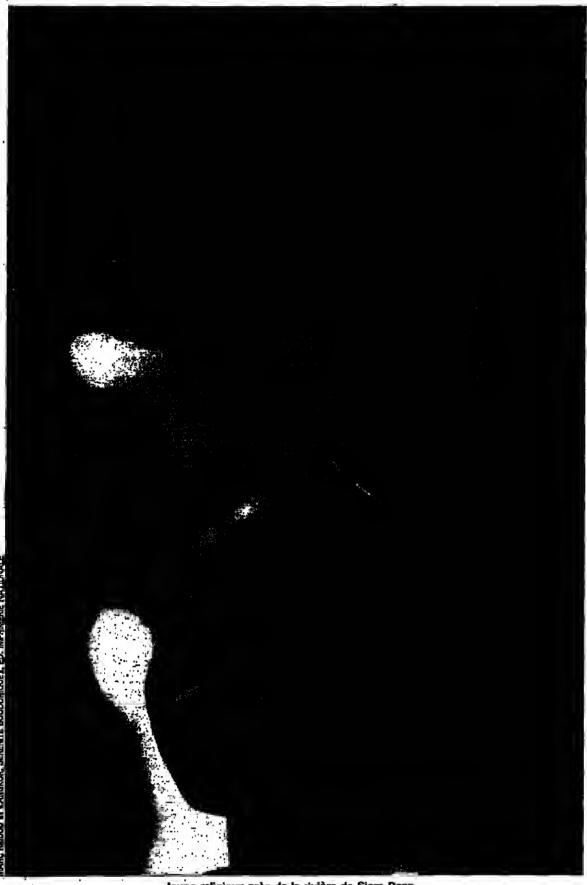
garan 🗝

· 人名英格兰斯

1224.47 2

(C'EST par ici que les cor-Angkor-Vat. Au fur et à mesure qu'ils avançoient, une nouvelle perspective effaçait la précédente, un espace en remplaçait un autre, Regardez ovont de monter ces marches, ce que vous voyez maintenant, vous ne le verrez plus dans trois mètres. L'espace n'est plus le même » Janos Jelen, un Hongrois qui parie aussi bien le vietnamien que l'anglais, est un passionné de civilisation khmère et fait partager sa passion. L'avence des cortèges royaux n'est qu'une vulgaire piste face an temple d'Angkor-Vat. Elle u'est empruntée que par des chars à bœufs. A la saisoo sèche, elle peut également servir de raccourci aux visiteurs attardes et pres gagner le terrain d'aviation de Siem-Reap. De leur temps, les Français out construit une route, plus courte mais latérale, pour relier l'aggiomération de Siem-Reap au parc des Temples. Angkor-Vat n'est plus en perspective.

Qu'importe, Angkor a été construit par des dieux. Qui pourrait aujourd'hui en douter? Leurs traces se retrouvent du plateau de Korat, en Thailande, jusque dans le delta do Mékong vietnamien. « Au début du siècle, a rapporté Georges Coedès, on pouvait encore entendre des Cambodgiens cultivés déclarer en toute bonne foi qu'Angkor-Vat avait été, dans la muit des temps, bâti miraculeusement par l'Architecte céleste, et occueillir ovec incrédulité les offirmotions des historiens européens préten-



Jeune religieux près de la rivière de Siem-Reap.

### **AU SOMMAIRE** Budapest Belle Encoue p. 30 au vert Gastronomie le chef du mois Sainte-Hélène

dant que ce temple prestigieux avait été construit par leurs ancêtres depuis moins d'un milléanieres à une époque où leur pays était, oprès la Chine, la plus grande puissance de l'Asie du Sud-Est (1)». Ces « Cambodgiens cultivés » d'il y a près de ceut ans avaient sans doute raison : à voir ce que les hommes en font, l'urigioe mythique d'Angkor séduit davantage que l'histoire des roisbâtisseurs qui, du IXº au XIIIº siècles, firent rayunner l'empire khmer. S'il reste la huitième merveille du muude, le rayonnement

s'en est dissipé. Comme le Cambodge, la pierre souffre. D'indifférence, d'une multitude d'indifférences. Dans uu pays sans protection, chacuu fait ce qu'il veut, et ce qui est vrai ailleurs l'est aussi dans le parc des temples d'Angkor. A Prean-Khan, temple bouddhiste du XII siècle situé oon loio d'Angkor-Vat, plus de soixante statues ont récemment perdo leur tête. A Bantey-Srei, joyau de l'art khmer du X siècle, temple le mieux préservé, deux têtes ont été coupées récemment et plusieurs tableaux de pierre ont été détachés des murs. Début février, trois jours avant la visite de François Mitterrand, une bande d'hummes armés unt défoncé au B-40 les coffres-forts de la cooservatiuu d'Angkor et volé pour un demi-million de doilars de statuettes. Au même moment, leurs complices se répandaient dans la ville voisine de Siem-Reap, en terrorisant les habitants et en réglant, au passage, quelques comptes personnels.

En l'espace de quelques mois,

les gamins et gamines qui tour-nent autour de Janos-Jelen et des quelques visiteurs qui l'éconteut ont appris à baragouiner suffisamment l'anglais pour aider les touristes saus guide. C'est d'aotant plus étonnant que le tourisme n'a vraiment repris qu'en 1992. Le matin, les enfants trainent dans les temples, histoire de glaner quelques dollars et, l'après-midi, ils fréqueoteut l'école à Siem-Reap. Mais tous les touristes ue sout pas innocents. Entièrement libres de leurs mouvements, certaios reperent quelques pièces, fragments de bas-reliefs, têtes de statues, que des voleurs viendront

recupérer plus tard. Les enfants l'ignorent-ils? Les agents des trafiquants d'art khmer agisseut encore plus à leur guise dans les centaines de temples secondaires disséminés à l'extérieur du parc lui-même et qu'on ne peut visiter faute de voies d'accès ou de sécurité. Les pièces rares transitent par la Thailande, dout la froutière, poreuse, incontrôlée, ue se situe souvent qu'à deux pas. On a même vu à Banteay-Chmar, un temple proche de la frontière thaïlandaise, des marchands choisir des objets dans l'enceinte do temple alors qu'à l'extérieur des hommes en armes attendaient à

bord de camiuns. Siem-Reap, chef-lieu de la province du même nom, avait commencé à croite au tourisme. Sur l'emplacement de l'outrefois fameuse Auberge des Temples, co listère d'Angkor-Vat, il oe reste rien, pas même la moiudre trace de fondation. Les Khmers rouges, lors de leur passage au pouvoir (1975-1978), l'ont rasée, de même qu'ils ont fait saoter les locaux de la banque centrale à Phnom-Penh, puisque le Cambodge, sous leur

férule, devait se passer oon seulement d'étrangers mais également de monnaie, d'écoles et même de poste. Mais ils n'ont pas touché au vénérable Grand Hôtel, belle bâtisse de style colonial.

En 1991, cet hôtel et quelques

auberges avaieut accueilli nu peu plus de einq mille touristes, dont certaius, faute de chambres, avaient dû camper, de nuit, à l'ac-roport de Siem-Reap. Puisque le cessez-le-feu, décrété en juin 1991, semblait tenir bon, Siem-Reap a même connu, l'année suivante, un petit boom touristique: plus de dix mille visiteurs. Une dizaine de mini-hôtels, dont plusieurs gérés par des Thailandais, sont sortis de terre. Mais la sécurité s'est dégradée depuis. En février, il y a eu le commando armé, sans doute d'aneiens suldats de l'ormée de Phnom-Peoh, cootre la conservation d'Angkor. Au même moment. plusieurs accrochages out eu lieu dans une province où les Khmers rouges, plus agressifs, soot très présents, surtout dans le oord-est. A la suite du vol dont a été victime un touriste japonais, Tokyo a conseillé à ses ressortissants de ne

plus se rendre à Angkor. Et puis, on l'uublie trop facilement, le plus grave massacre de Vietnamiens à ce jour - celui qui devait marquer le début d'un exode - a été perpétré, le 10 mars, dans un village situé à moins de vingt kilomètres, à vol d'oiseau, d'Angkor-Vat.

Le matin-même, de trente à quarante Khmers rouges avaieut réquisitionné, dans un village cambodgien sur la rive du Toulé-Sap, de petites emharcations de pèche et leurs six prupriétaires. Seluu ces derniers, le groupe s'était alurs dirigé vers une plage nou loin du village lacustre de Chong-Kneas, habité en majurité par des Vietnamiens. Les Khmers rouges avaient uffert un déjeuner aux bateliers. Ils avaient profité de la pose pour troquer leurs unifurmes cuntre des vetements civils. Seloo uo rappurt de l'APRONUC, l'autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge, la flotille était allée mouiller à la tumbée de la uuit, soit vers 18 h 30, à proximité de Chung-Kneas. Deux heures plus tard, les Khmers rouges sont passés à l'attaque, visant en priorité une grosse embarcation où une eioquantaine de Victnamiens étaient réunis devant uo poste de vidéo.

Les assaillants ont tiré daos le tas, tuant femmes et enfants. Dans une embarcation voisine, occupée par une famille de unze membres, ils ont tue ocuf personnes, balancant par-dessus bord deux nourrissons blessés. Deux fillettes, âgées de onze et treize ans, n'ont eu la vie sauve qu'en se jetant à l'eau. Bilan: 38 morts et 29 blessés, pour la plupart des femmes et des enfants. Leur forfait accompli, les Khmers rouges se sout fait déposer par les pêcheurs cambodgiens sur la terre ferme. Si les forces régulières de Phnom-Penh avaient été retirées do secteur que temps auparavant, le poste de la police fluviale cambodgienue, installé à quelques centaines de mètres de Chong-Kneas et doté de hors-bords armés de mitrailleuses, u'est pas intervenu pendant le massaere. Alerté, les «bérets bleus » bangladais de l'APRO-NUC, stationnés à Siem-Reap, out décidé de reporter au leudemain une visite des lieux.

L'indifférence des hommes vaut celle des dieux. Comme il s'agissait de Vietnamiens et que, eu près d'uo quart de siècle de guerres et de massaeres, les Cambodgiens en ont vu bien d'autres. persouue n'a bougé. Personne ue s'est même retourné sur le passage du cortège sunéraire. Pourtant, le 26 janvier, suit deux semaines ouparavant, l'APRONUC était déjà au courant d'un « risque » d'attaque coutre ce village. Les Khmers rouges avaient réactivé des uoités daos le secteur et concentré des hommes à une vingtaine de kilomètres du lieu dn massaere. Sans le reveodiquer ouvertement, les Khmers rouges se sout félicités du massacre. D'autres partis politiques se sout gardés de le coudamner expressémeut. De Pékin, le priuce Sihanouk lui-même a demande aux Vietnamiens, « pour leur propre sécurité», d'évacuer le Cambodge. et ces derniers ont commencé à le

Depuis le début de l'année, la province de Siem-Reap est deveuue, après celle de Kompong-Thom, dans le centre, l'uue des plus « sensibles » du Cambodge. Les Khmers rouges, sous le com-mandement de Ta Muk, redoutable unijambiste, en tienneut les collines du centre et le nord-est.

> De notre envoyé spécial Jean-Claude Pomonti Lire la suite page 31

(1) Cité par Solange Thierry dans les Khmers (Seuil, 1964).

# La Malaisie au vert

**KUALA-LUMPUR** 

ES tours de Kuala-Lumpur dressent leur rectitude islamique dans un ciel euquel les nuages d'après mousson impriment une mobilité extrême. A la mosquée Jame, l'un des repères de la ville, de nombreux jeunes gens se lavent les pieds sous les robinets, se rafiraîchissent, portant à leur visage l'eau des bassins en étoile, puis avan-cent, les épaules légèrement voûtées, vers l'une des salles de prière. Un homme assis en tailleur sur le marbre gris, devant un petit pupitre, lit en suivant le texte avec son doist.

Voisin de la mosquée, le bâtiment du sultan Abdul Samad. Rose et blanc, avec des dômes en cuivre. A l'ombre projetée d'une tour loin-taine, il fait délicieusement bon quand des bouffées de brise soulèvent les voiles ajustés sous le menton des jeunes musulmanes qui sourient en passant. De l'autre côté de l'ave-nue, immaculés sur la pelouse verte, des joueurs de cricket à la peau brune. Nonchalants, donc mala très anglais. Une clameur s'élève : la balle e filé. Les bannières flottent haut dans le vent. Les silhouettes entrent sans hâte dans le Selangor

Les drugons, féroces et silencieux, montent la garde tandis que deux petits pékinois, bruyants et inoffenufs, mènent un train d'enfer au bout d'une chaîne. Les portes du temple chimois sont closes. Plus bas, dans la même rue encombrée de voitures et d'une nuée de bus aussi petits que roses, le sanctuaire hindou avale ses dévots. A l'entrée, guirlandes de fleurs, plateaux de pâtisseries, morceaux de sucre que l'on offre à Manamman, la déesse mère. La nuit tombe sur la grâce légère des saris, sur les jeunes femmes qui viennent, rieuses au-dehors, recueillies eu-dedans, joindre les mains et se prosterner devant le dieu éléphant. Une pyramide sculptée s'élève au-dessus du seuil, foisonnement de mythologie réaliste, chamue et colorée, où le vent a semé de petits arbres et des

gare de Kuala-Lumpur sur le côté et côtoie tout ce qui compte à «KL» (prononcer à l'anglaise), comme on l'appelle dans la capitale. Ce faisant, elle offre une vue saisissante sur ce Manhattan malaisien, éblouissant avec ses tours rectangulaires, octogonales, trapézoidales, en marbre bla aiouré dans le style mauresque, ou en fourreau de kriss, le poignard malais. Dans le quartier chinois, les antiques boutiques lilliputiennes côtoient les géantes qui se haussent

du col. L'autoroute monte vers Cameron-Highlands, une station d'altitude (1524 mètres) très britannique avec son golf magnifiquement arrosé par les pluies de mousson, fines on lourdes, ses bungalows noyés dans la verdure et ses plantations de thé

monarchie constitutionnelle dont

la religion officielle est l'Ielem. La

liberté de culte est respectée, si

bien que la pénineule cumule les

Décalege horaire : ejouter

6 heuree. Tempéreture de 22 degrés à 32 degrés toute l'an-

née, nius fraîche dans les Came

ron Highlande (nulte froidee). En

principe, mousson de mai à sep-

tembre sur le côte oueet, de

novembre à janvier sur la côte est

où il est mortel de vouloir se bai-

gner dans la mer. Joura fériés :

samedi après-midi et dimanche à

KL. vendredi dans les Etats du Trengganu, Kelentan, Johor, Kedah et Perlis.

Le voyagiste Passion Travel

(3, boulevard de Belleville, 75011 Paris, tél. : 43-38-32-56) eat le

seul à proposer l'itinéraire pré-

senté ici, longeant le côte est. A partir de 11 500 F/personne pour

six participants, tout compria,

avec nuit à Singapour et vols régu-

liers Air Malaysia. Correspondent de Passion Travel à KL : l'egence

Grace Holiday: 03-457-35-94,

jours de fête (4 jours de l'An).

avec leur famille, leur temple hindou et leur mosquée. Ici eussi, le voile islamique voisine avec la pastille rouge sur le front.

Politique appliquée su restaurant (chinois) où une famille (chinoise) dine accompagnée de la bonne (philippine) aussi menue que la petite fille dont elle a la charge. « Dans ce pays, il vaut mieux parler chinois si l'on veut survivre », note un habitant de la capitale, fils de père indien et de mère chinoise. Car, même s'ils ne sont pas numériquement majori-taires (57 % de Malais, 32 % de Chinois, 10 % d'Indiens; une popula-tion de 18,2 millions d'habitants), les Chinois tiennent le commerce. ici, ou pense que «le gros dragon (la Chine) va avaler le petit dragon (le Japon)». Ce qui tend à faire oublier les antres « petits tieres » : Taïwan, Hongkong et Singapour - cette der-

La Jalan-Kuching longe l'élégante Pour l'hours, oubliant la diligence conquerante des colons de l'empire du Milieu, abandonnons-nous à la surprise des Cameron-Highlands : le vert domestiqué. Epais tapis dont le dessin régulier épouse à perte de vue les vallonnements du sol. Entre les minces espaces se glissent les femmes. Elles émondent les plants à l'aide de ciseaux. Auparavant, on détachait chaque feuille une à une.

Grandeur et décadence des Orang (homme) Asli (de l'origine), sortis de la forêt tropicale pour vendre le pro-duit de leur cueillette du jour : pousses de fougère, fruits de la jungle, fleurs d'anturium. Ils chassent toujours avec une sarbacane et des flèches trempées dans le poison de l'ipoh (Antiaris toxicaria). Debout au bord de la route, un vieil homme, la chemise kaki au ras des fesses, la employant travailleurs indiens et peau de ses jambes oues fripée par

l'âge et le soleil, s'approche lentement, s'arrête et attend. L'habitude de l'immobilité. La perte de leur identité pour ces aborigènes, l'embarras pour le gouvernement qui voudrait, en les sédentarisant, les plier à ses lois, et, pour le visiteur, le sentiment d'une infinie tristesse.

L'allégresse renaît sur l'autoroute. Magnifiques autoroutes malaises taillées dans la forêt. Il ne faudrait pas les multiplier à l'infini car, si le voyageur exulte, la forêt, atteinte dans son intégrité, souffre. Celle qui descend d'Ipoh vers la ville royale de Kuala-Kangsar offic une succession de vues panoramiques. Des blocs oblongs sont semés dans la plaine comme eutant de pains de sucre. Puis vicament les maisons sur pilotis cachées dans les arbres et que l'on aperçoit entre les troncs. Puis apparaît le pont sans fin, fil jeté sur la mer pour relier l'île de Penang à l'Etat du même nom. Les barques de pêche amarrées les

unes au autres le long de la jetée roulent, tanguent, soulèvent impérieusement leur proue rougie en signe de bonne chance. Les cordages se ten-dent, l'ean clapote, les cafards courent sur le plancher. Le solcil brûle, c'est son métier ici. A Chu-Jetty, une petite ville chinoise sur pilotis, les rues en bois se coupent à angle droit, bordées par des maisons à toit pointu couvert de tôles ou de palmes. Tout est très propre. A chaque porte d'entrée, un petit autei rouge, des sandales sur le seuil et, à l'intérieur, le brie-à-brac on la nudité, selon le tempérament des occupants. «Manga, mangue»: un marchand ambulant transporte les fruits sur une bicyclette. Passent les matelots birmans, le longyi noué à la taille, le tee-shirt impeccable, les che-veux mouillés lissés en arrière. Ils

ont fait leur toilette, s'envoyant des

cuvettes d'eau sur la tête, les épaules Ils viennent de Rangoun avec leur

Les matelets chantent sur les bateaux birmans. Ils ont roulé des bidons sur le pont, tiré des ballots, poussé des conteneurs bleus. Des tôles bosselées, des nattes donnent de l'ombre. Un visage brûlé de soleil passe devant une ouverture à la balustrade sculptée. Pendant ce temps, la Chine, pieds et torse nus, discute, rit, prend le frais. Le soir tombe, le ferry jaune glisse sur l'eau verdâtre et lourde. Au loin, le pétrolier allume ses feux. Des matelots tirent sur leur cigarette et soufflent de la fumée.

Penang, paradis des arbres tropi-caux et des fieurs éclatantes, île aux mille épices et parfiams, dont les palaces se bousculent sur la plage de Batu-Feringgi, ne peut rivaliser avec le dépouillement de la côte est. La vit un peuple de pêcheurs aux barques colorées. La s'écrasent les rames violentes de la mer de Chine, là s'écrit la poésie des cocotiers aux troncs penchés, aux palmes brassées par la brise. Les rectangles colorés de batik sèchent sous les vérandas des maisons délicatement juchées sur leurs échasses et les singes cueilleurs de noix sirotent le lait de coco avec une paille.

Il faut une journée pour aller de Penang à Kota-Bharu, traversant d'ouest en est la Malaisie, les rizières de l'Etat du Kedah - principal pro-ducteur de riz de la péninsule avec trois à cinq récoltes annuelles, - les plantations d'hévéa et de palmiers à huile de palme du Perak et du Kelantan. A temps pour le retour des pêcheurs au kampung (village) de Pantai-Dasar-Sabak.

Le moteur s'est tu. Le bras de mer s'allonge entre les cocotiers. La barque effilée, peinte de lignes multico-

lores, file en silence sur l'eau scintillante. Le village s'est rassemblé. A bord, six hommes debout, la tête enturbannée, semblent glisser sur l'onde verte. De la soute, ils retirent les poissons d'argent qui s'échappent de leurs mains et tombent dans le baquet en plastique. C'est le moment do chendol, un dessert rafraîchissant faite de tapioca fermenté, de sucre roux, de farine de riz, de caramel et de glace pilée. Les unes filles qui le servent portent le baju kurung – une tunique et une longue jupe – en batik, très seyant. Les femmes d'ici sont réputées être les plus jolies de Malaisie et l'Etat du Kelantan est le cœur de la culture

Au marché de Kota-Bharu, les femmes sont des reines. En baju kurung, en sarong de toutes cou-leurs, voilées ou non, elles trônent, sises an milien des légumes et des fruits de la terre. Dans un octogone de lumière entouré de galeries. Parterre coloré disposé sur des journaux à même le sol : petits monticules ou alignement de piments verts, rouges, légumes très frais dans des cuvettes, des plateaux ronds. Géométrie colorée et savoureuse présentée avec goût et logique : les ronds (oranges, carons, tomates) dans des corbeilles, les longs (légumes verts) couchés sur le fianc; les gros (famille des choux) soigneusement empilés ou disposés côte à côte. A 13 h 30, le chant du mnezzin ne couvre pas les bavar-

L'air est différent, riche et par-finné, à Kampung-Belimbing, dans le Pahang. Des arias d'oiseaux s'entrecroisent, mélodieuses : petits pépiements, trilles, crissements, et tous les chants - flûtés, grattés, frot-tés, modulés, pincés. Un petit chat blanc taquine un serpent qui se tord, le retourne et l'emporte dans sa guente. Au bord de la rivière, la pirogue de Pak Hashim attend, prête à remonter son cours jusqu'au lac Chini, sous la voilte de la forêt pri-maire: univers végétal où les oiseaux sont libres et les bêtes sauvages invisibles car elles vivent mieux loin de l'homme. L'eau, miroir tremblé, reflète les arbres qui se rejoignent au-dessus du couloir liquide et nourrissier - troncs énormes et pourtant mangés par les termites - et se prête aux jeux du soleil et de l'ombre. Lorsque Pak Hashim coupe le moteur, la pirogue flotte, dirigée à la rame, et l'on entend les murmures de la forêt. Une étincelle blene s'envole : c'est un martin-pêcheur. Les racines se tordent comme des serpents qui, parfois, dorment, enroulés aux branches. Les lianes s'élancent et se fixent. La voie d'eau s'élargit, le lac Chini étend les quatre doigts de ses ramifications. Trois maisons d'Orang Asli se reflètent sur la surface étale. Couvrant les rives : la masse des grands arbres. Au commencement était la forêt, et le monde était vert.

Danielle Tramard

#### *La flamme* d'Atlanta

sombres d'A

Le vent o'a pas tout emporté. Et le général Sbermann n'e pas pu tout brûler. Maigré sa hargne et sa volonté de rayer la ville de la carte. On ne brûle pas l'Histoire. Le passé ne se consume pas. Il imprègne l'espace, il densifie l'air des rues à l'architecture si moderne, il enrobe de nostalgie la douce végétation qui entoure la ville et camoufle quelques demeures à blanches colonnades Il transparaît aussi dans la musique, la peinture, l'allure balancée des gens du Sud, dans les prêches des pasteurs, dans les chœurs qui ont vite fait d'embraser la moindre assemblée. Attention! Atlanta peut décevoir celui qui ne retiendrait d'elle que ses tours arrogantes, ses chantiers de béton en prévision des JO, ses centres commerciaux à air conditionné, le siège de la chaîne de télévision CNN que l'on peut visiter, voire le centre Jimmy Carter, ridicule par sa suffisance. Vision un peu courte cependant. D'autant que la ville se sillonne facilement, sans craindre de s'y perdre. A explorer donc, par-dessus et par-dessous. Si un quartier semble désert, vérifier de toute urgence que la vie n'y grouille pas en sous-sol! Bienvenue à « Underground Atlanta», evec ses bars, ses restos, ses boutiques nichés dans les entrailles d'une cité riche en saltimbanques, rappers et promeneurs extravagants. Tout ca manque de musées? Allons donc! Que faites-vous du Coca-Cole Pavilion? Un temple, oui, un hymne à l'Amérique triomphante. Ouelle plaisanterie | Mais quelle science du marketing, de la publicité, du « massage » culturel! Découvrir l'Amérique c'est, aussi, en passer par là. Si Atlanta reste avant tout une

base pour rayonner dans le Sud, et filer droit sur Sayannah l'inoubliable (le Monde royages, Terres d'été, 31 mars 1993), encore convient-il d'y passer au moins un dimanche, dans le quartier d'Auburn, celui où naquit Martin Luther King et où se ressent si fort l'âme d'Atlanta. Cela vaut toutes les visites dans le vieux Sud et cela remplace cent lectures. Une vraie lecon d'histoire et de sociologie. Une clé pour comprendre l'Amérique. Une bouffée d'émotion. La maison d'enfance du pasteur est là, presque intacte, comme s'il allait entrer d'un moment à l'autre, et des Noirs la visitent, en parlant à voix basse, le visage un peu grave. Dans les rues jouent des enfants, habilles en dimanche et soucieux de ne pas se salir avant la cérémonie, point d'orgue du week-end familial. Et puis il y a l'église, l'Ebenezer Baptist Church, si vivante et si ardente. lorsque le prêtre l'enflamme. lorsque le chœur entre en transe. lorsqu'on donne des nouvelles des absents, lorsqu'elle accueille aussi les amis de passage et quand elle chante si bien, à la mémoire de Luther King et des ancêtres esclaves...

----

100

17.

•

...

~ i - -

22

Ξ.,

William In the Control of

the Mande

M. Sales

No.

- 1

· ·

Make the

Mark Land

R & Parthocas

A Backery

Atlanta est desservie quotidiennement de Paris via New-York par la compagnie TWA qui assure également des liaisons depuis New-York, St-Louis, Washington et Boston, Le voyagiste Jetset propose des vols réguliers à partir de 3 600 F A/R pour Atlanta, point de départ d'itinéraires Géorgie/Louisiane ou Géorgie/Floride. Le sud des Etats-Unis est à l'honneur dans la brochure estivale de ce voyagiste dans les agences et au 42-89-18-00) qui propose notamment divers hôtels à Atlanta (dont le Terrace Garden Inn, 385 F par personne en chambre double) et à Savannah (le Days Inn Historic District, 260 F per personne en chambre double), un système de coupons et divers circuits en voiture, sur les routes du Sud, au départ d'Atlanta. jusqu'à Miami par exemple (2 520 F par personne en chambre double, 7 jours avec hébergement doot 2 nuits à Savannah et voiture en kilométrage illimité) ou en boucle depuis Atlanta (8 jours. 2600 F) avec étapes à Charleston et Savannah.

Annick Cojean

### Guide

03-457-39-08). Un guide excep- Treize Etats, neuf eultans et un roi élu pour cinq ans parmi ces tionnel, Ravindran Menon. demiers, dont la plupart des privilèges ont été supprimés en janvier demier, font de le Maleiale une

A Perie: Maleysien Alrlines (tél. : 47-42-26-00) et ses vols Perie-Kuele-Lumpur (à pertir de 6000 F, A/R, dans les agences de voyages). Office du tourisme de Maiaisie : 29, rue des Pyramides, 75001, Paris, tél. : 42-97-41-71.

Saveurs de la cuisine chinoies, indienne ou malaise dans les plus minuscules gargotes, très propres (l'eau y est bouillie), à préférer à toutes les étoiles. Déguster, dans les Cameron Highlande, le « steam boats (fondue chinoise), un repas que l'on fait cuire à aon rythme dane l'eau bouillante evant de consornmer le bouillon devenu bouillebaisse. A Penang, prendre au moins un dîner à Gurney Drive, eu milieu des carioles des cuiai-

Arôme du thé au Boh Tee Estate, qui cultive le manipuri et le rajghur jats, des variétés de l'As-sam au parfum d'une rara finesse. Le Cemeronian est le meilleur avant le boh et le tiger.

On met du boh dane la théière de Ye Olde Smokehouse : salons Intimistes, fauteuils à oreillettee, cheminées et scones à la crème à défaut d'y loger, y prendre le grande hôtels sur ses plagee. Le

plus beau : le Tanjong Jara Beach Hotel, construit dans la tradition das palais malais, prix d'erchitecture de l'Aga Khan en 1983. A Kuantan, le Hyatt, qui va e agrandir et défigurer la baie. A Penang le E and O (Eastern end Oriental Hotel), colonial, et deux palaces le Penang Mutiara et le Park Royal. A KL, le directeur du Pan Pacific, un agréable 5 étoiles, est français Selon une enquête de Visa International, Kuala-Lumpur est l'une des capitales les moins chères de la région Asie-Pacifique en matièra de dépenses touristiques (notamment les 5 étoiles). Lire. Malaisie, d'Henri Faucon-

nier (Stock, 1946), épuisé. Qui rééditera ca texte somptueux que l'on trouve en angleis à la librairie de l'E end O? Babouin et eutres nouvelles de Malaisie, Olizane, 1991, une sélection significative d'euteurs malais contemporains, Chez la même éditeur, un gulde excellent : Malaisie, de Wendy Moore. Gellimerd publie deux albume de photographles: le Malaisie et la Malaisie vue du ciel. Sur l'univers dea plenteurs : Amok, de Stefan Zweig (Stock); chez Prasses Pocket : lee Noulies de Somersat Maugham et ie Sortilège malais, de Plerre Boulle. ●

Promotion spéciale « vacances de Paques» du voyagiste Sealink sur toutes ses traversées entre la France et la Grande-Bretagne jusqn'au 9 mai. Deux conditions pour bénéficier d'une remise de 30 % : réserver avant le 18 avril et apporter un œuf de Paques à son agent de voyages. Bateaux de croisières et

ferries en vitrine dans le cadre dn I Salon Croisimer, les 14 et 15 mai, de 10 à 19 heures à l'Espace Demours (7-9, rue Pierre-Demours, 75017 Paris). Au menu, conseils et informations, une sélection «Spécial Salna» et une réduction de 5 % lors de la confirmation de la réservation amprès d'une agence de voyages Entrée gratuite.

L'annuaire ces 1993, ce sont plus de 40 000 adresses d'hôtels et de locations de vacances, d'agences de voyages et de compagnies de transport aérien ou maritime. L'édition 1993 s'est enrichie de 8 000 adresses supplémentaires dont 1 000 prestataires culturels (Opéras, festivals) et points d'accueil en lie-de-France. Eo tête, conseils d'utilisation et avantages offerts. En vente par correspondance

(55 F, port inclus) auprès de l'Agence nationale pour les chèques de vacances, 67-69 rue Martre. BP 209, 92112 Clichy

Cedex ou par Minitel 3615

47-30-00-11.

C-Vacances. Renseignements:

TÉLEX

« Les Habsbourg », thème de l'exposition présentée en Autriche iuson'eu 31 octobre an château d'Ambras, dans la région d'Innsbruck. Plus de deux cent inquante œuvres parmi lesquelles des Titien, Van Dyck, Anton Mor, Lucas Cranach et Diego Vélasquez. Une impressionnante galerie de portraits, témoins d'une époque où un simple portrait du futur époux était pour mainte épouse la seule façon de découvrir

le destin fixé pour elle par des négociations purement politiques, caractéristiques de la façou dont la célèbre dynastie régna sur l'Europe au seizième siècle. Renseignements à l'Office du tourisme autrichien, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél.: 47-42-78-57,

> Sélection établie par Patrick Francès

Suite de la page 29

C. Printer The state of the s

- 45 CF

Contract Contracts 10 72 E 5

A: 45.15

 $\mathcal{C}_{n-1} = (2g_{2n})$ 

Contrary.

. State

··· n.. zube. Programme

1 10 17 12

OF STREET

1.2

47.0

. . . . . . . . . . . . .

....

"" :"\u.L:

. > 7.74

A. 850

A North Williams

7. 7

e in the traction

and The State of t

Le 12 janvier, deux employés civils de l'APRONUC ont été més lors de l'attaque, attribuée aux Khmers rouges, d'un campement de l'ONU au oord de la ville de Siem-Reap.

Depnis, les Khmers rouges ont saisi au moins six véhicules de l'APRONUC et refusé de les rendre. Réguliérement, forces de Phnom-Penh et Khmers rouges échangent des tirs d'artillerie. Le 27 mars, ces derniers ont attaqué un autre camp de l'ONU, tuant un «béret blen» bangladais. La veille, des Khmers ronges avaient tué quatre civils et en avaient blessé cinq autres dans un village. Quelques heures plus tôt, des ban-dits armés avaient pillé un marché de campagne, y tuaot trois per-sonnes. Car le banditisme et même l'anarchie prennent des proportions inquiétantes.

Dans l'après-midi du 20 mars, le marché de Siem-Reap a fermé ses portes à la suite d'une panique. La rumeor rapportait que, dans la capitale, le riel, mounaie cambod-gienne, avait brutalement chuté : en échange d'un dullar, disait-on, on obtenuit 8 000 riels alors qu'il n'en fallait que 2 500 trois jours auparavant. En fait, la dégringolade s'était arrêtée à 5 000 riels, moyennant une fermeture du marché de l'or de la capitale et, surtnut, une vigoureuse interventinn du gouvernement, appuyé par cer-tains milieux d'affaires sinn-khmers. Le riel devait même se remettre un peu en se stabilisant, la semaine suivante, aux alentours de 3 500 riels pour un dollar. Le 24 mars, des soldats de l'armée de Phnom-Penh arrivés à bord de deux camions, trouvant les prix inabordables, ont pillé plusieurs échappes du marché de Siem-Reap. La polite a appeté l'armée! au secours et that est rentré assez, vite dans l'ordre. Un soldat de Phnnm-Penh tnuche environ 10 dollars par mois et sa solde peut lui être versée avec deux ou trois mois de retard...

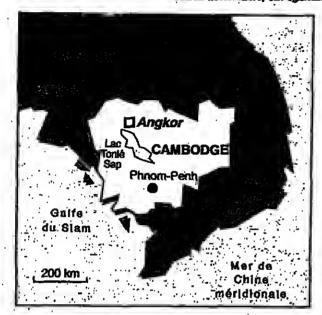
Dans de telles conditions, les touristes se font de plus en plus rares, et les hôteliers d'Angkor certains n'ont ouvert leurs portes qu'au début de l'année – en sont pour leur compte. Ils perdent de l'argent et se mordent les doigts d'avnir parié sur la paix. Des agences de Bangkok avaient envisage, faute d'abtenir l'ouverture d'une ligne acrience Bangkok-Siem-Reap, d'organiser des visites par la route. Depuis que des ingé-nieurs militaires thallandais unt achevé. La pierre, mise à nue, a

qui relient le poste frontalier de Poïpet à la ville cambodgienne de Sisophna, seul le tronçon Sisophon-Siem-Reap (106 kilomètres) demeure, en effet, un cauchemar pour les chauffeurs. Mais cette idée a dû être abandonnée pour des raisons de sécurité.

Les temples ont été moins affectés qu'nn ne l'avait pensé par les combats du début des années 70. Des soldats de tous les bords se sont amusés, e'est vrai, à prendre pour cible des statues. Mais, même après le retrait de l'Ecole même après le retrait de l'Ecole française d'Extrême-Orient, le parc d'Angkor a rarement été le théâtre de combets. Avec le développement du banditisme, do vandalisme et du trafie des objets d'art, la «paix» voulue par la

perdues. Mais certains conservateurs redoutent que les produits chimiques utilisés abiment les monuments. Les Indiens le nient : leurs procédés, affirment-ils, ont été utilisés ailleurs et sont recon-nus internationalement. Plusieurs toitures arrondies des galeries qui relient les cinq tours supérieures se sont néanmoins effritées lors du ravalement. Le plus grave est peut-être que, ainsi mise à one après avoir perdu une protection séculaire, la pierre risque de tom-ber malade, ajoute les critiques. Seul l'avenir le dira.

Des François, de leur côté, ont commencé la restauration de la fameuse terrasse des Eléphants. Des travaux, financés par une fon-dation américaine, ont également

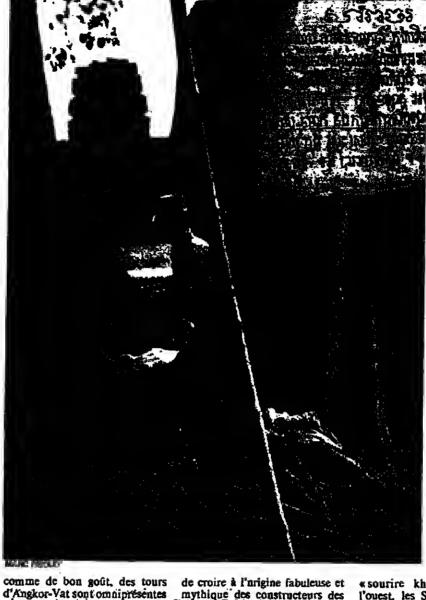


société internationale s'annance une éprense pent-être plus rude. En juin 1990 déjà, la police para-militaire théilandaise a intercepté dnuze superbes figures mises à l'abri à Bangkok en attendant des jours meilleurs. Depuis, beaucoup de monde s'intéresse au trafic des objets d'art, des seigneurs de guerre locaux, de tous bords, aux petits administrateurs, en passant par les bandits de grand chemin.

Alors que l'UNESCO ponrauit ses efforts, qui devraient bientôt aboutir, pour qu'Angknr rejoigne le «patrimoine de l'humanité», des travaux de restauration out lien dans le parc. Entrepris en 1986 par des ingénieurs indiens, le ravalement, très controversé, refait les 46 kilomètres de la RN5 retrouvé des nuances qu'elle avait

été entrepris pour dégager Preab-Khan: L'UNESCO s'efforce, enfin et entre autres thoses; d'élaborer un plan de préservation du site. Mais la revanche des hommes peut être terrible et une nouvelle menace pese sur le parc : la dispa-rition, pure et simple, de la « forêt claire » qui a protégé, an fil des siècles, les temples contre les intempéries. Les ruraux pratiquent, ce qui était interdit autredes majestueux arbres qui domi-nent l'ensemble des temples a été percé et les paysans y ont mis le feu pour en faire sortir la résine, utilisée comme gomme. Ainsi vidés de leur vie, les arbres s'abat-tent au bout de quelques années. Des coupes sauvages ont également été pratiquées.

Les reproductions, de mauvais



A l'entrée d'Angkor-Vat, un tout ce qu'il est interdit de faire sur le site, notamment tirer des coups de

dans l'ebsemble du Cambodge. Elles ornent salons privés, salles de café, restaurants, hôtels, bâtiments publics, emblèmes. Elles figurent même sur le drapeau de l'Etat du Cambodge, le régime au pouvoir à Phnom-Penh. Les hommes accaparent ainsi le souvenir des dieux. Seinn la légende khmère, rapporte encore Solange Thierry (2), Pisnukar, l'Architecte céleste, « d'un seul coup, modela l'ensemble en terre. Puis, grâce à un enduit magique, transforma l'édifice en pierre. C'est pourquoi dans les voltes même des toitures on ne voit ni poutres ni cherrons ». Comme leurs légendes le rappel-

mythique des constructeurs des temples? Fallait-il démontrer, à l'heure des redécouvertes, des recherches, des interprétations, que les grands bâtisseurs du IX: au XIII siècles ne pouvaient être que leurs ançêtres?

Angkur romené au niveau des hommes, la réintégration « historique » s'est faite dans un pays qui, à l'issue des terreurs qu'il vicat de subir pendant plus de deux décennies, ne sait plus à quel dieu se voner. Les Cham, venus de l'est, pillèrent Angkor en 1177, à la veille du règne de Jayavarman VII, monarque déjà de la décadence, ennverti au bouddhisme et au sourire de comlent, les Cambudgiens unt-ils turt passinn et de souffrance, l'éternel

l'ouest, les Siamois envahirent Angkor au lendemain de la mort de ce roi et mirent à sac les temples en 1431, en provoquant l'abandon l'année suivante. Les habitants du lieu n'en perdirent, au fil des siècles, apparemment pas la trace, puisqu'ils en montrerent le chemin aux Français au siècle dernier. Mais peut-être y avait-il eu, entre-tei ture secrète dans l'histnire des Khmers. Et que cette césure a en quelque chose d'irréparable.

> De notre envoyé spécial Jean-Claude Pomonti

(2) Cité par Solange Thierry dans les Khmers (Scuil, 1964).

# Maëstricht est-il encore dans Maastricht?

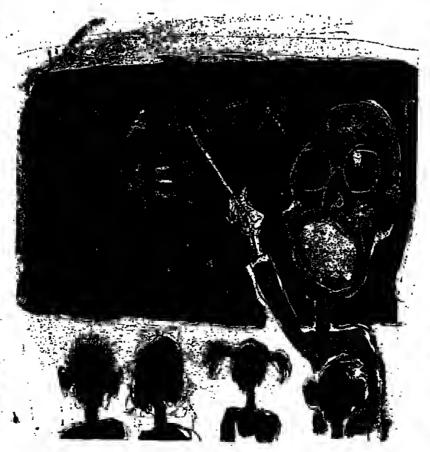
Fant-il gratter l'Arc de triomphe? Nous avons, dans «Le Monde sans visa » du 13 mars, évoqué certains aspects «français» – comme la mort de d'Artagnan – de l'histoire de la ville néerlandaise de Maastricht. Le sujet n'est pas pour autant épuisé, telle la coutroverse à propos de l'orthographe même du nom de la cité-symbole de l'Europe à douze.

E modeste camp romain de Trajectum ad Mosam, « Passage-de-Meuse», devenu l'illustrissime Maastricht que nous connaissons, s'est écrit durant des siècles, en français, « Maës-tricht », comme en témoigne l'Arc de triomphe de l'Etoile à Paris et maints dictionnaires de référence encore en circulation. Maurice Denuzière, dans ces colonnes, en 1973, utilisait la graphie classique avec «aë», à laquelle demeurent fidèles, de nos jours, quelques plumes - stigmatisées comme «nationalistes», - telle celle du président de l'Assemblée nationale. Philippe Séguin, par ailleurs antimaastrichien.

Depuis quelques années pourtant, le Petit Robert, à l'article « Maëstricht » renvoie à « Maastricht ». Une mode orthographique, partie de quelques « spécialistes » hexagonaux et ayant peu à peu gagné presse et administration puis les enntrées francophones limitrophes (Wallnuie, Romandie, etc.), s'est appliquée à remplacer la manière spécifiquement française de transcrire les termes géographiques étrangers par l'orthographe no la sonorité dans la lan-gue du terroir originel : on a ainsi Bei-jing (encore que les fidèles de « Pékio » résistent), Bejaia (Bougie), Antanana-rivo (Tananarive), Belarus (Biélorussie), Istanbul (Istamboul), etc. Sans oublier la ville natale du premier ministre Edouard Balladur, Smyrne, que chacun s'escrime à écrire Izmir, en turc donc... Quand Christiania décida de s'appeler Oslo ou Bône Annaba, on s'inclina évidemment, mais dans le cas de Smyrne, Pékin on Bougie il n'y a aucune raison de renoncer à la graphie française.

Néanmoins, les trains d'Etats francophones ne partent plus pour Aix-la-Chapelle mais pour Aachen, ni pour Venise ou Milan mais pour Venezia, Milano, etc. Le Guide vert Michelin nous parle de Gent (Gand) on Brugge (Bruges), et tel journal sportif annon-cait un match à 's-Hertogenbosch, cité néerlandaise connue en français depuis le Moyen Age sous la plaisante appella-tion de Bois-le-Duc.

Cette tendance ne joue, à propos de la ville du traité européen, que sur une lettre, mais cela a suffi pour que la française Maëstricht cède le pas à la flamiogante Maastricht. Faudra-t-il intimer à l'Arc de triomphe un ordre de



Mais, rétorquent, agacés, certains lin-guo-xénophiles zélés : « Le temps de l'impérialisme linguistique est révolu, il faut respecter maintenant écriture et son des idiomes d'origine. » Dès lors, s'ils ne rednutent pas de se faire éconduire, pourquoi ne demandent-ils pas la réciprocité aux nations étrangères à l'égard du français? Les Chinois devraient done ne plus désigner notre pays sous le terme assez maisonnant pour nous de Faguo, mais dire tout simplement... France. Et les Anglais, enlever cet insupportable «s» final dont ils nat inutilement affublé Marseille...

Ce que o'nnt pas compris les activistes du «retour aux sources» à condi-tinn que ce ne soit pas les nôtres, c'est que le génie – et souvent le charme – d'une langue consiste précisément à fabriquer des noms parfnis très éloignés du mot indigène. Ainsi les Arabes appellent Venise non pas Venezia, mais Bondoukia, et ils y tiennent.

A propos de Maastrieht nu plutôt Maëstrieht, la mini-modification gra-phique s'est accompagnée d'un abaudon, et c'est sans doute plus grave, de la prononciation traditionnelle française du nom du chef-lieu limbourgeois: MASTRIK. En revanche, sans aucune logique on continue de pronon-cer Utrecht UTREK. La aussi il y eut pourtant signature d'un traité fameux (1713-1715), mais il y a également dans cette ville néerlandaise une célèbre étoffe. Le velnurs d'UTRECHE serait bien rêche à l'oreille...

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

# Budapest, cafés froids...

S'il est une chose qui appartient à la mythologie de la Mitteleuropa, c'est bien les cafés. Ils reflètent, dit-on, l'âme et l'esprit d'une ville. Or, si tel est le cas, Budapest, surnommée la « plus belle ville du Danube», fait aujourd'hui petite figure. Explication.

C OMPARÉE non seulement à Vienne, l'éternelle rivale, mais aussi à Prague, la capitale magyare compte peu de cafés pour ses deux millions d'babitants rassemblés dans la plus grande agglomération d'Europe centralc. Ou plutôt, elle compte peu de kavéhaz, comme disent les Hongrois, des établissements plus élégants que les simples bars ou bistrots de quartier.

Ils sont pourtant une référence majeure de l'bistoire contemporaine magyare. La guerre d'iodépendance de 1848 cootre les Habsbourg est partie du café Pilwax de Pest. Soixante-dix ans plus tard, c'est sous les lambris sombres du café de l'Hôtel Astoria qu'une poignée de boleheviks ont donné le coup d'envoi à l'éphémère révolution de 1919. Autre référence, la projection du premier film en Hongric s'est déroulée au café de l'Hôtel Royal en 1896 (1). Sans parler des grandes revues littéraires du début du siècie comme A Hét (la Semaine) et Nyugat (l'Ouest) qui avaient établi leurs quartiers généraux dans les au New York et au Central

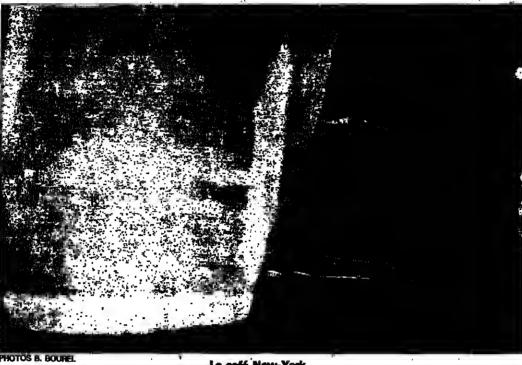
Mais aujourd'hui, point de relève. Si l'apparition de oouveaux cafés est un signe de renouveau social, le résultat ne peut être que décevant. Non sculement leur nombre est assez modeste mais, à quelques rares exceptions près, ils sont faussement branchés, clin-

quants et prétentieux In revenche, les fast-foods font recette. Présents avant la fin de l'ancien régime, ils ont, depuis, poussé comme des champignons à travers la ville. C'est là, et non pas dans les cafés, que les lycéens et les étudiants se retronvent après les cours autour d'un Coca. Budapest est un paradis commercial pour les marchands de hamburgers qui ont réussi à s'implanter à tous les carrefours stratégiques. Le McDonald's de la gare de l'Ouest passe pour l'un des plus beaux du monde, installé dans une annexe de la gare construite par le bureau d'Eiffel à la fin du siècle dernier. Le Burger King, idéalement situé snr les «Champs-Elysées» de Budapest, a investi les locaux de feu le prestigieux café Savoy.

Tout cela décourage Ference Bodor. Historien des cafés, il recucille sans relâche depuis des années toutes les traces (photos, anecdotes, etc.) d'une mémoire en voie de disparition. «Le vrai café de Budapest n'est plus qu'un souve-nir. Seules quelques personnes àgées se rappellent encore l'atmosphère des anciens cafés que les yuppies d'aujourd'hui ne veutent pas recréer, lâche-t-il amèrement. Il faut maintenant aller à Vienne si l'on veut s'asseoir dans un vrai café, voir des serveurs aimables, avoir un verre d'eau sans le réclamer et voir des clients qui discutent entre eux. »

Un verdict cruel teinté de fatalisme très magyar mais qui reflète l'amertume de ceux qui ont connu l'apogée de la «culture des cafés» du Budapest de l'avant-guerre. La plupart des bâtiments qui les abritaient ont été détruits, et quelques-uns transformés en self-service. En fait, seuls deux vestiges témoignent encore d'un passé définitivement révolu, mais pas si loin que ceta.

Il y a d'abord le café New York de l'avenue Elisabeth (ex-Lénine), bijou rococo et baroque à souhait,



Le cefé New-York.

jadis l'un des repaires privilégiés du Tout-Bndapest littéraire. Ce n'est d'ailleurs pas un basard si François Mitterrand a choisi ce lieu pour y recevoir les intellectuels bongrois lors de sa visite, en janvier 1990, recouant ainsi symboliquement avec une tradition que quatre décennies de commnnisme avaient définitivement enterrée, L'autre rescapé, c'est le café de l'Hôtel Astoria avec soo décor partiellement art oouveau et son groupe de vieilles dames dignes, elles aussi rescapées d'un autre age. Elles se retroovent là en fin d'après-midi et surtout les week-ends, coiffées de chapeaux d'un rétes - galette feuilletée - ou

A ce catalogue de souvenirs il faut ajouter les trois grandes pâtisseries de la capitale : le Gerbeaud, sur la place Vörösmarty,

d'un gâteau enrobé de crème.

a été physiquement et spirituelle-

ment anéantie.» Ces quarante dernières années ont également profondément bou-leversé la géographie de Budapest. Les cafés de jadis étaient fortement concentrés dans le quartier Elisabeth autour du septième arrondissement, où se trouvait aussi le siège de combreux journaux. Mais aujourd'hul, le voisinage est différent. Des ghettos de pauvreté, surtout tziganes, côtoient à présent le centre-ville. La clientèle potentielle n'est donc plus la même. Quant à l'absence des innombrables terrasses qui bordaient autrefois les boulevards de la capitale, l'explication est sûrement plus prosaïque : elles ont été chassées par la pollotion qui étouffe régulièrement la ville !

\* Aujourd'hui, il y a un grand mélange sans vraiment de visage, constate Balazs Draveczky, le

du dix-neuvième siècle aux années 30, ils ont été étroitement associés l'essor et au bouillonnement culturel d'un ville, enfin devenue une vraie capitale. Un essor parti-culier puisque Bndapest s'est construit en un temps record, passant do stade de bourgade danibienne, à la fin des années 1860, à celui de la plus jeune métropole d'Europe au tournaot du siècle. Que le casé New York, ouvert en 1894, ait été conçu par le mêmo architecte – Alajos Hauszmann – à qui l'on avait confié la reconstruc-tion du Palais Royal en dit long sur l'importance qu'avaient alors les cafés à Budapest. (1) »

La nouvelle bourgeoisie urba magyare, souhaitant à tout prix se démarquer de l'emprise de Vienne qui a interdit jusqu'en 1873 la réunification des trois villes de Buda, Pest et Obuda pour éviter la

création d'une capitale rivale, -

ont introduit deux nouveautés, le bar américain, autour duquel 00 pouvait s'asseoir, et la machine à café à vapeur, alors que le café turc était encore largement de rigueur (héritage de l'occupation ottomane au seizième et au dixsentième siècle). « Les expressos incarnaient un mode de vie Italien dans un cadre hongrois», ironise Ferenc Bodor. Seul un flot d'établissements a survécu aux ravages de la guerre

et du communisme. Les soirées jazz du café de l'Hôtel Bristof étaient très courues jusqu'à sa destruction, en 1964, pour faire place an paquebot bétonné de l'Hôtel Intercontinental. Il fut un temps où, sur ce même corso, la promenade le long du Danube, il n'y avait qo'unc terrasse continue de cafés entre le pont des Chaînes et le pont Elizabeth. C'est là qu'il fallait se montrer en sirotant un verre au Cariton ou dans le prestigieux jardin d'hiver de l'Hungaria.

A deux pus de là, le café Gresham, à la célèbre façade art nouveau, fut longtemps un repaire favori de la génération du babyboom avant d'être transformé en restaurant chinois et aujourd'bui en casino. « On y mangeait des salades françaises avec de la bière est-allemande en écoutant du rock américain, et on se croyait en Europe, sourit encore Ferenc

Et maintenant? Hormis les animateurs de la revue 2000 qui se réunissent tous les jeudis aprèsmidi au café New York, plus personne o'entretient le flambeau bttéraire de jadis. Cependant, un nombre confidentiel de cafés-librairies n refait surface, de même quelques fantômes comme M- Olga Auguszt qui, après une interruptioo de quarante ans, vient d'ouvrir une petite pâtisserie dans une cour du centre-ville.

« Il est peut-être Impossible de revitaliser les traditions du passé. estime Gabor Gyanyi. La vie sociale a été douloureusement atomisée par l'ancien régime et l'on assiste de nos jours à un repli généralisé vers la sphère privée. De plus, les ambitions de la classo moyenne ne sont plus les mêmes : elle aspire au statut social, qui est incompatible avec unc vie de loisirs.»

Ferene Bodor, le chevalier de la nostalgie, reconnaît lui aussi que les habitudes sociales oot changé. «La continuité a été interrompue et le rythme de la vie s'est accéléré. » Mais il a do mal à se résigner: « Les nouveaux bars et les salles de jeux modernes sont noyés par le brutt des machines à sous et par une musique insipide. Les cafés d'autrefois étaient des lieux humains faits pour se rencontrer et discuter. » Et de lacher, un rien méprisant : e Il n'y a que des jeunes en Adidas qui mangent des pizzas sans gout pour fréquenter des endroits pareils (... »

> De notre correspondant Yves-Michel Riols

(1) Cità dans le remanquable livre de John Lukaes Budapest 1906, éditions Quai Voltaire, 1990, 150 F. A lire aussi, de Ference Bodor, Coffee Mauser, publié par la mairie de Budapest, ainsi que la bro-chure de l'Institut français, les Cafés de Rademer.

fraiches et aux espaces clairs. Ils | La capitale hongroise est célèbre pour ses établissements de bains, et cette réputation est méritée. Bains turcs et folies rococo, niscines baroques et mosaïques art nouveau, tout un patrimoine monumental inséré dans les rythmes de la vie quotidienne.

> RITES d'entrée. On vous rivait déjà proposé des chaussons de feutre pour préserver des parquets bistoriques, ou des sandales de coton pour fouler des tatamis; on vous avait déjà fait porter unc cape de bure sombre avant de visiter une mosquée. Ici on ne vous demanderait rien de plus que d'adopter la tenue - e'est selon d'Adam ou d'Eve. Il convenzit de ne pas se montrer trop timoré de jouer le jeu, et même de se jeter à l'ean si l'on était curieux d'architecture, ou si l'on voulait compreodre ce qui attire, jour après jour, générations mêlées, les habitants de Budapest dans ces temples de Neptune, douces étuves et douches glacées, atmosphères sul-

furées d'un Eden vaporeux. Certains sont vastes, solennels, décorés comme des palais, ceux du début de ce siècle comme les bains Szechenyi, ou le célèbre Gellert; d'autres, plus familiers, fréquentés surtout par le voisinage. Le bain Kiraly, par exemple, l'un des plus anciens, appartient à son quartier, au pied du rocher de Buda, au pied du château. Des 6 b 30 le matin, un jour pour les femmes, un jour pour les hommes, en alternance, la porte s'onvre dans le gracieux bâtiment ajouté au dix-huitième siècle à nn bain ture. Derrière un guichet grillage, une sorte de sœur tourière délivre un ticket contre 100 forints (environ 6,50 francs). Tout est calme, autour du jardin clos. Commence alors un parconrs souplement ponctué d'inscriptions (gösfürdő, bains de vapeur), et, après l'octroi d'une cabine où l'employée notera à la craie votre beure d'arrivée, de haltes à volonté : douches, bains chauds, bains froids, cabines de chaleur sèche, où certaines rougissent en silence, où d'autres continnent la conversation engagée dans le bassin. Jeuoes tiges et silhouettes fourbues de rhnmatismes, murmures ou tapage, chacune ici a ses habitudes. Un dernicr passage, sous nne porte

le bruit de l'eau contribue à l'enfermement. Et ponttant, sous la coupole piquetée de rais de Inmière, sous les étoiles de jour qui transpercent la pénombre et les buées tièdes, plongé dans le bassin octogonal aux antiques proportions, le corps flotte deux fois : dans l'eau et dans l'espace de cette architecture calculée an plus juste. où la vapeur estompe les formes dénoue les réflexes. On pense à une chapelle romane qui autorise-rait l'apesanteur. Etrange espèce d'espace

Espace théâtral sans doute, qui a donné au directeur de l'Institut français de Budapest, Alsin Lom-bard, l'idée de présenter prochai-

volitée : « A mendeceben szappant hasznalni tilos! » (défense d'utiliser du savon dans le bain!)

nement un spectacle chorégraphi-

directeur du Musée de la restaurapuisa une partic de sea symboles dans le répertoire occidental. Outre le New York, les grands

ainsi que le Lukacs et le Muvesz sur l'avenue Andrassy. Avec leurs chandeliers, leurs tables en marbre et leurs décorations velouté elles incarnent ce charme vieillot qui transpire des rues de Budapest. Mais le regard averti de Ferenc Bodor n déjà décelé des entorses sacrilèges aux coutumes, notamment au Muvesz qui vient d'ouvrir après rénovation : les couvercles qui ornaient les tasses à café en porcelaine ont dispara. Des serveurs, et non des serveuses, ont fait leur apparition (une hérésie!) et ici, comme dans les autres pâtisseries, on sert désormais de la bière...

Plus que les changements de décor ce sont les habitudes qui se sont modifiées. Ces établissements-reliques, largement boudés par les Hongrois, et pas sculement pour des raisons financières, sont devenus des ghettos touristiques parsemés de quelques survivants réfractaires. « Le café est une institutinn typiquement bourgeoise, souligne l'historien de l'urbanisme Gabor Gyanyi. Or, la bourgeoisie

tion. Ce n'est pas parce qu'on met un panneau et qu'on sert du café que c'est un café!» Lui aussi a toujours en inémoiré cette période de l'avant guerre où Budapest, moitié moias peuplée que mainte-nant, comptait près de six cents cafés, dont une centaine d'établissements de renom. Avec Berlin, Stalingrad et Varsovie, la capitale magyare a sans doute été l'une des villes européennes les plus détroites par les combats de la Libération. Mais les cafés, accus d'être des viviers du marché noir et de pensées réactionnaires, ont surtout été victimes de l'homogééisation sociale dictée par le régime communiste, soncieux d'étouffer toute trace de la vie bourgeoise. « Dès 1949, les cafés ont progressivement été nationali-sés, mais beaucoap avaient déjà fermė. Toutefois, même dans les

années 50, il y en avait plus qu'au-jourd'hui », affirme Ferenc Bodor. Le communisme a définitive-ment souné le glas de l'âge d'or des cafés de Budapest. De la fin

cafés avaient une prédilection pour les noms étrangers : Japan, London, Philadelphia et, autour du Parlement à l'allure très britan-nique, il y nvait même une caclave française avec Le Blarritz et L'Elysée. Tous ont aujourd'hui « Les cafés de l'époque avaient

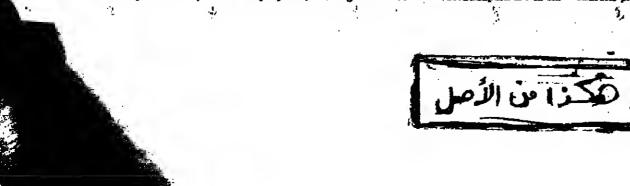
trois caractéristiques, estime Gabor Gyaniyi. C'était des institutions bourgeoises, masculines et équentées par des artistes. Pour l'élité culturelle, le café était un deuxième bureau.» A tout moment, écrit John Lukacs, «on pouvoit s'y procurer du papier gra-tuit, une plume et de l'encre». A cette vague est venne s'ajou-

ter celle des expressos dans les années 30. L'un des premiers, le Quick, porte na nom évocateur. rement destinés à la classe moyenne commerçante qui n'osait pas frequenter le cercle intellectuel pas fréquenter le cercle intellectuel des « grands » cafés, c'étaient des endroits plus petits, aux conjeurs tice Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UNE CROISIÈRE SUR LE NIL

pour deux personnes avec SNVB

**36.15 LE MONDE** 





to the later V--METE. : 2225 277211 232 ----2:::: 2... T:::: - L : 1222 X.72 575 -E----122 TT: 12.  $Z(X_{m,N}) = g^{-1}$ ECTE OF L. - g 22. 7 \* Car :- ... Œ\$2.₹. . S Bern SECTION AND ADDRESS.

12 mg

Special Control

a res

1 to 2 1 ....

\$27 E. . . .

M: U.E.

A 21: --





que de Clande Brumachon dans les thermes Rudas (1), où le bassin d'époque ottomane est plus vaste, entouré de colonnes et la grande piscine bordée d'une double rangée d'arcades. Ce sera nue vraie première pour le publie féminin, puisque cet établissement-là est réservé habituellement aux hommes et qu'il est considéré comme l'un des plus intéressants du style de l'époque, c'est-à-dire le seizième siècle.

in apitale house, relette pour Rich Cente de bring fie

Triblation est a HELD WITH EL PRINT

Sections baroques de A MINOS INS CASE

patrimoine min

Frete dans les pla

S respective de la the Court present

Last located THE WHITE THE

- Enter F

ं विकास

of the con-

15 15 PM 02

Ser in Mar

11 TH 123

HOW PR

144.00 222

1 11 1 12 (**22**)

25 C 17 (5 1282)

177 372

.....

1 7 7 2

10 10 PM \$27

人名英英格兰

111,1514,777

. 71. :

PER 18.

7.7

10000

1 1 1 1 17

1000 1440

11/11/

7.75

- 4.5.

....

27.77

23 X 35

 $x \rightarrow f u U t$ 

57 COM 250

in the District of the 

a vic quotidiente

En ayant accepté cette expérience théâtrale, les autorités qui gerent le patrimoine thermal montrent aussi qu'elles sont conscientes de sa valeur : « Il ne s'agit pas seulement de balgnade, mais également d'émotion esthétique », vantait, en anglais et en allemand, une brochure rédigée par la direction municipale des bains à l'intention des investisseurs étrangers pour les attirer dans des opérations conjointes et assurer la rentabilité de ces ensembles. Hôtels à construire, rénovations à entreprendre, gestion concédée, ces projets font craindre aux plus attentifs que se perde ce qui fait actuellement l'intérêt unique de ces endroits: ils sont fréquentés naturellement par des citoyens ordinaires et non par les seuls curistes internationaux.

comme aux bains Lukacs, d'apposer des ex-voto sur le lieu des bienfaits accomplis on espérés, nul doute que les habitnés qui se diri-gent en boitillant vers l'entrée des thermes Gellert n'attendent le meillear effet du caleinm, du magnésium, des sulfates, sulfures et autres acides carboniques que prodiguent les eaux jaillissantes, ou des bains salés, bains de bone et bains de vapeur, dispensés par l'établissement. Pourtant, quelle façade l Austère, imposante, massive, accolée à celle de l'hôtel, on dirait la poste centrale d'une ville allemande ou une gare de la grande époque.

incoguré en septembre 1918, et complété dans les années 1920 par une piscine extérieure à vagues (fort moderne pour son temps), le bâtiment était vanté à l'époque pour sa « grandeur architecturale ». ses « dimensions classiques avec cependant des détails et ornementations à la hongroise d'effet quelque peu oriental». On serait tenté de ne pas être moins admiratif aujourd'hui, tant l'intérieur de l'édifice, avec son hall néoRenaissance, ses colonnes de marbre, ses statues et ses proportions majestneuses, est un bean préambule aux folies art nonveau à la hon-Sans qu'ils aient eu l'idée, groise des bains proprement dits.

Le revêtement hieu, vert et or des salles ornées de céramiques irisées, les zsolnay, les sculptures, les bancs, les rampes, la générosité des volumes, la précision du dis-positif décoratif, souvent éclairé par des verrières, donnent au lieu une dimension néo-pompéienne, un tour à la fois ludique et majestueux qui résiste au temps. La pis-cine intérieure, aménagée en 1927 à la place d'une serre, bénéficie d'un toit ouvrant, mais on ne sait plus, avec ses halcons unvragés et sa colonnade, s'il s'agit d'un bassin de natation ou d'une salle de bal.

Fréquenté par les grands de ce monde dans les années 30 et jusqu'à la guerre, l'hôtel Gellert proprement dit a malencontreusement été modernisé style «sixties» à l'intérieur. Mais son imbrication avec l'établissement thermal et la vue sur le Dannbe et le pont de la Liberté lui sauvent la

Encore intacts, moins bien entretenus (revêtements décatis, rajouts mal assortis) mais très animés et parfaitement kitsch, les bains Szechenyi, situés dans le grand pare qui accueillit l'exposi-tion du Millénaire de la Hongrie en 1896, sont l'autre attraction monumentale de la ville. Vaste comme le Petit Palais à Paris et construit dans un style rococo 1900 – il a été édifié entre 1909 et 1913, an cœur de cette période heureuse et assez hrève que les Hongrois appellent « le temps de paix», - l'ensemble contient un établissement thermal, moins spectaculaire que le Gellert, et dont les proportions évoquent plus nettement l'architecture hospitalière du dix-neuvième siècle.

Ce qui fait l'intérêt des bains Szechenyi, ce sont surtout les bassins à ciel navert. Entourées d'ane double galerie de cabines et de galeries néoharoques, plusieurs piscines aux formes contournées attirent les amateurs en toutes sai-sons, particulièrement les ama-teurs de chaud et froid qui apprécient d'y nager dans une eau chaude qui fume au contact de l'air glacé, parmi les statues cou-vertes de neige.

Préservés par la stagnation économique du régime communiste, les bains ont été, et sont encore, des lieux où l'on se retrouve, et chacun a son style : plus populaire dans les grandes piscines de Szechenyi, où se rencontrent les joueurs d'échecs aquatiques, plus guindé au Gellert, plus intellectuel aux hains Lukacs, où se retrouvaient écrivains, journalistes et faiseurs d'opinion. Les jeunes ne rompent pas, même s'ils préférent fréquenter des piscines plus modernes, avec cette pratique assez générale dans la société hongroise, et marquée par une étonnante continuité au sein d'une histoire plutôt mouvementée.

Avant guerre, l'Europe bourgeoise allait volontiers prendre les eaux à Budapest, comme à Carls-bad, à Baden ou à Vichy. La répu-tation de ce véritable gisement d'eaux thermales ne date pas d'hier. Déjà, les Romains l'avaient exploité, dénommant Aquincum la ville qu'ils établirent au premier siècle avant notre ère en Pannonie, une de leurs provinces. Les conquérants venus avec Arpad s'installèrent eux aussi près des sources. Les Turcs qui régnèrent snr Buda pendant un siècle et demi apportèrent avec cux « peu de choses durables », note un historien, « si ce n'est les roses et les bains ». 1541-1686 : à part le tombean de Gül Pacha, Budapest n'a de monuments ottomans que des thermes. Mais elle semble y tenir. Au point d'avoir reconstruit fidèlement, après les bombardements de la fin de la guerre, celui de la rue Fo, le bain Kiraly. D'antres ont conservé un bassin, une cou-



pole, des colonnadés, à l'intérieur d'édifices agrandis plus récemment : Rudas, Lukacs, ou les baius Racz, aujourd'hui isolés au milieu d'un échangeur, seul vestige du quartier de Taban, dont les maisons hlanches et basses faisaient sur les pentes du château comme une casbah, quartier de tsiganes assez mal famé pour que la ville le fasse raser en 1937, sans savoir que, deux ans plus tôt, descendant le Danube, un certain Le Corbn-sier l'avait repéré dans son carnet de croquis comme l'unique point d'intérêt de la capitale hongroise... A ses year.

Si l'Orient avoit un Nord, ce serait Budapest. Même si John Lukacs affirme dans Budapest 1900 que « c'était une ville européenne » ct que « nul Viennois n'aurait dit en 1900 ce que Metternich avait suggéré quatre-vingt-cinq ans plus tôt, que la Hongrie appartenait à l'Orient », la capitale magyare a un éclectisme bien à elle : austérité nordique et profusion décorative orientale, tracés haussmanniens et mosaïque sociale de celle qui fut ville-frontière pour les Romains, puis ville de garnison ponr les Ottomans. Capitale étourdie de progrès, d'embellissement de puissance à la fin du dix-neuvième siècie, dans son apothéose 1900, elle

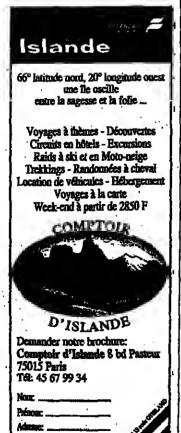
affirma sa grandeur au seuil de la catastrophe, quand la séparation tant attendue d'avec les empereurs-tuteurs d'Autriche allait s'accompagner de la perte des deux tiers du territoire national. Une autre guerre, qui l'épargnerait presque jusqu'à la fin pour mieux la dévaster en quelques mois de l'hiver 1944-1945 (plus un pont, les trois quarts des immeubles touchès), puis la reconstruction, le communisme et la stagnation.

« Il faut faire le bilan des nvantages de notre retard», disent sans relâche les responsables actuels, et uotamment l'adjoint à l'urbanisme, Istvan Schneller, C'est vrai notamment de cet extraordinaire patrimoine thermal conservé dans son esprit d'origine et qui devrait pouvoir résister au capitalisme et

> De notre envoyée speciale Michèle Champenois

(1) Le spectacle de la compagnie Claude Brumachou Sera présenté aux beins Rudes, le samedi 24 avril, par l'Ins-titut français de Budapest, avec l'appui de tion française d'action culturelle (AFAA).

En haut à gauche, le bassin d'époque ottomane des bains Rudas. En haut à droite et ci-contre, les thermes Gellert.





, and

#### LA BELLE DU CASINO

principale est que, pour bien jouer la défense, il faut connaître la techni-que qui pourrait permettre au déclarant de gagner son contrat. Voici un exemple tiré de la plus belle donne lu Tournoi des champions de 1990

♦ ¥86 ♥ ¥ ♦ AR 1093 **₽**D542 O<sub>S</sub>E 0 0 8 3 2 0 0 8 4 0 0 8 4 0 0 8 9 3 ♦R43 ♥D9764 ♦Y7 ♦Y86 ♦ AD 10 9 5 ♥ AR 5 ♦ 652

Ann. : E. don, Tous vuln. Perron Bertens Chemia
passe 1 ◆
2 ♦ passe 2 ◆

Ouest fit l'entame normale d'un petit Cœur, et le Valet de Cœur sec dn mort fit la levée, Le déclarant puis il contre-attaqua le Valet de rièfle resté maître et le 8 de Trèfle pris par le Roi d'Est qui joua le 2 de Cœur. Comment Chemia en Sud a-t-il gagné QUATRE PIQUES con-tre toute désense?

Il semblait y avoir encore un Carrean à perdire, mais Chemia comprit que si Est (qui avait certainement encore l'As de Trèfle second) détenait trois Carreaux, un squeeze «par la coupe» permettrait de faire le reste : après avoir pris avec l'As de Cœur, il tira As, lo de Pique et le Roi de Cœur, a lesquels il jeta un troisième Carreau :

OAR 10 + D5 **◆9**♥R◊652

Le Hollandais H. Bertens est alors condamné. En effet, s'il défausse le 4 de Carreau, Chemla tire As, Roi de Carreau pour faire le 6 de Carreau affranchi (en coupant un Trèfie pour reprendre la main) et, si Est préfère jeter nu Trèfle, Sud coupe le 5 de Trèfle *pour libérer la Dame de Trè*-

La défense ponvait-elle au début empêcher cette fin de coup? Oui, car ce type de squeeze avait besoin de deux reprises au mort, et il suffi-sait que l'adversaire contre-attaque Carreau après le premier ou le second tour à Trèfle pour faire chuter le contrat...

Dans le match des Polonais contre les Israéliens, Lesniewski trouva sa dixième levée d'une façon assez éton-

Cœur, il joua immédiatement le 2 de Trèfle ! Est mit le Roi, et Sud finit

#### LE RÉVEIL DE LA CHINE

Fédération a reçu un accueil extraor-dinaire, mais il a signé un accord avec les dirigeants chinois pour que les Championnats du monde soient organisés en Chine en 1995. On savait que Deng Xiaoping était un excellent joueur, mais les autres diri-geants, parmi lesquels Wang Li, le chef de l'Etat, se sont tous empresses

Cependant, la plus grande contri-bution de la Chine au bridge interna-tional est la participation chaque année de plus de dix mille Chinois au Simultané Mondial Epson. Voici une des données les plus intéres-santes. Elle a été commentée par Omar Sharif dans une plaquette sur ce traypori

♦A85432 ♥AR87 ◊Y3 ♦ 10 6 ♥ 6 ○ RD 19 8 5 4 O E | VD 1095 4R 7982 ♦RD ♥Y432 ♦A62 ♦ADi07

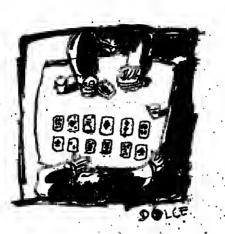
Ann.: N. donn. N-S vuln. Sud Sharif 2 4 4 SA 6 ♥ Nord passe passe passe contre 50

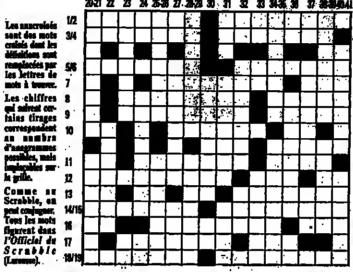
passe 5 passe contre 6 SA... Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, comment Omar a till gagné co PETIT CHELEM A SANS ATOUT coutre toute

défense? Note sur les enchères

«Le barrage à «4 Carreaux», explique Sharif, est exagéré, et le contre de «6 Cœurs» est trop agressif. Sur ce contre, je me replie à «6 SA». En effet, je sais que Nord détient As, Roi à Cœur, mais Nord détient As, Roi à Cœur, mais pas la Dame car, sur mon BW romain à cinq clès, la réponse «moderne» de «5 Trèfles» m'a montré trois clés, c'est-à-dire deux As et forcément le Roi de Cœur (puisque j'ai les deux nutres As). An tour su vant l'enchère de «5 Carreaux» interrogeait sur la... Dame d'atont, et la réponse de «5 Cœurs» montrait que Chemla

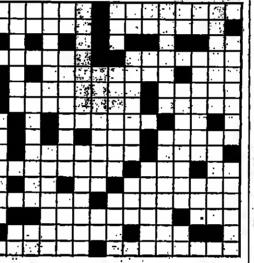
ne l'avait pas... » Philippe Brugnon





3. EINQRUU. - 4. AENNORU. -5. IIORSVV. - 6. AAMORTY. -(+ 1). - 9. ACEEILPS (+ 1). -10. AFGLOS. - 11. EIINSSS. -12. DEEEILNY+R. - 13. EFILOSY (+ 1). - 14. CEEERTT. -15. ADMORSTU. - 16. AEGINSST

20. EOOPQRUY. — 21. AADEORR. – 22. EERSTUY. — 23. EINSRSUV. – 24. EIOOPPST. — 25. EEEIPQU. - 26. EEISTTV (+ 1). - 27. ACENNNOR (+ 2). -28. EFIINSST. - 29. AEGILLI. -30. AEEEGILS. - 31. AEELRV. -



7. MUCILACIE. - 8. LEUCEMIE. - 9. SUR-

PECHES, peche trop intense. - 10. ERMITE (REEMIT...). - 11. ALEZEE, terme d'hémi-

dique. - 12, BIAISEE. - 13. HAUTBOIS. -

14. CLOPINA. - 15. HOPITAL. -16. ARANTELE; toile d'amignée (ALA-

TERNE). - 17. ABJETIN, relatif as sapie. -

16. NERONIENS (ENRENIONS). -

21. MARNAIS (MARINAS, RANIMAS). -

22. BICHONNE (BONNICHE). - 23. UNI-

FLORE (FLUORINE). - 24. GUNITER. -

25. OPERAT (APOTRE, OPTERA, TOPERA). - 26. CARNELE, bordure d'une pièce de monanie (CRENELA...). - 27. SPITANTS, enjoués. - 28. INDIRECTE. - 29. ETALIERE. - 30. SHIATSUS, thérapic

per les doign. — 31. GNETUM. — 32. LOGI-CIEL. — 33. UNANDME. — 34. OULLIÈRE (OUILLERE, ROUILLEE). — 35. MZABITE. — 36. ATARAXIE. — 37. OSBRAIE. —

38. ENTIERE (EREINTE). -39. ASBESTES

Michel Charlemagne

et Michel Duguet

(BETASSES, SEBASTES).

19. EXTASIE. - 20. SWEATERS.

SOLUTION DU Nº 761 1. MAGICIEN. - 2. GLOBALE. -J. AMURANT. - 4. RENARDE. -J. DEGLUANT. - 6. ANTHERE. -

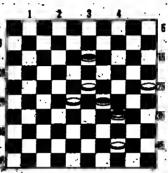
 EEOPPSU. – 2. AABEINOS. AAEIPRT. - 8. EEGNNORT (+ 4). - 17. AEIRTTU. -18. AAELMNS. - 19. AABIRRTU.

VERTICALEMENT

AEEGMNS (+ 6). BEORSU (+ 1). ABNORTY (+ 1). ACEEIRTU. - 36. ACLOO-

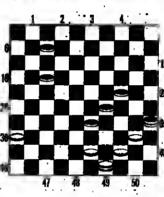
RUU. - 37. AEIRSTV (+ 10). -38. AEEMSST. - 39. DEILOV. -40. AEEERTT (+ 1). - 41. AAMSSU

LE COIN DU DÉBUTANT a Schéma d'une offre double.



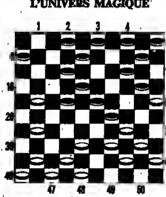
 Les blancs joneut et gagnent : SOLUTION: 44-391 et si: a) (34 x 43...) 23 x 34 (43 x 30) 25 x 34,+. b) (29 x 18) 39 x 36,+.

EXEMPLE D'APPLICATION



Les blancs jouent et gagnent : SOLUTION: 44-391 et si: a) (33 x 44) 43 39 (44 x 33) 36-31 (35 x 44) 49 x 39,...,t. b) (35 x 44) 49 x 22 (33 x 44) 22 x 50,+.

L'UNIVERS MAGIQUE



Au damier parisien, le 27 septembre 1965, entre les maîtres internationaux MOSTOVOY et VERSE

A l'analyse, MOSTOVOY signala que dans la position ci-dessous les Noirs disposaient d'une combinailes procolis du

son de gain avec coup de dame mattendu à la case... 48. N + comme suit: (14-19)! 25 x 14 (29-23) 39 x 17 (18-22) 17 x 28 (23 x 43) 48 x 39 (6-11) 14 x 23 (12-18) 23 x 12 (8 x 48) 1,+.

SOLUTION DU PROBLÈME

nº 453 M. DOUGHON (Daker)

. Blancs : pions à 20, 23, 24, 28, 29, 30, 33, 34, 39, 40, 41, 43, 48. Noirs: pions à 1, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 15, 17, 21, 36.

23-18 (12 x 32) 48-42 (36 x 49) 29-23, 49 x 35, 30-25 (35 x 28) 33 x 4i (15 x 24) 4 x 16,+. Un méca-

---

I L. James 127

----

- A-

1720

....

и.

==

13.25 A

**,** : .

B. ...

Dece \_

T. . . .

DEC YOU

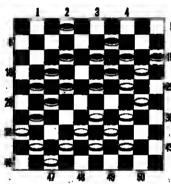
EL JT

0.4

2 to 1

120 ---

PROBLÈME A. KUYKEN 5 prix (c), FFJD, 1963



SOLUTION DANS LA PROGRAINE CHRONIQUE.

Paris, Espace Jemmapes, 116; quai de Jemmapes, du samedi 15 mai au samedi 22 mai 1993, TOURNOI INTERNATIONAL organisé par la Ville de Paris, l'Eurocopter Athletic Club et la Compagnie des caux de Paris. Sous le patronage des fédérations mondiale et française du jeu de dames. Séries pour tous niveaux de force. Démonstrations vidéo pour les scolaires. Inscriptions avant le 5 mai auprès de M. A-Almanza, 55, rue Sedaine, 93700 Drancy. Tél.: 48.31.70.89 (précédé du 16-1 pour la province) ou 48.31.85.84. Se recommander du Monde.

Jean Chaze

# Mots croisés

nº 761 9 10 11 12 VIII

HORIZONTALEMENT HORIZON TALEMENT

I. Hante with paradis artificiel. —
II. Eus à Tall. Plus que vivace. —
III. Fers de Sisterime. Travaille pour l'Europe. —
Stupéfis Panurge. Amussi: — Sisteriminaent. Note. En avion. — Vianteristionale. A tailler. —
VII. Distrait Pair le lien. — VIII. On le juge disgracier. Symbote. — IX. Fis entrer dans le groupe. Exerçai un droit. — X. Pelée. Dispute — XI. Net-

VERTICALEMENT Vedette des films d'horreur. 2. En Moravie. Energie. — 3. Seront sources de conflits. — 4. Pour les tricosources de confitts. — 4. Pour es trict-teuses. Note. — 5. Nous parlé d'elle. Satisfaire corps et âmes. — 6. Bonne-manière. R.A.S. — 7. Un polis som-menté. Pour qui veut faire pennence. — 8. Conjonction. Sa ligna est doffi-nante. Eléments d'impôt. — 9. Justifie

SOLUTION DU N- 760 Horizontalement

1. Dégraissages. — II. Eveille. NATO.

— III. Malte. Cadesu. — IV. On FNE.
Nil. — V. Lei. Essen. Er. — VI Assu.
Tissage. — VII. Scanners. Doc.

VIII. Série. (Buvra. — IX. Englishit.
Bégu. — X. Ut. Anges. Net. —
XI. Redistribués.

Gel. Isard. – 4. Rite. Unirsi.
Alène. Néons. – 6. II. Este. Igf.
Sec. Siroter. – 8. Anesse. Si.
Andins. Uh. – 10. GaEl. Advens. II. Eta. Egorgée. - 12. Soubresants.

#### TOURNOI DES GRANDS MAITRES Lineres, mars 1993 Blancs : L. Lasboeric.

Noirs : A. Karpov. Debut anglais.



a) Le « système des 4 C » donne aux Blancs un large choix entre phisieurs mions : 4, 44 ; 4:43 ; 4.64 ; 4: 83 et 4 43. Cette dernière aute prépaié tran-quitement l'avance d2-d4.

illement Tayanot 02-04. Fb5 ! les Noirs out quelques difficultés, 4. 86 est un pen passif; par exemple; 5. d4, g6; 6. Fé2, Fg7; 7. dxé5, Cxé5; 8. François Dorlet | Cx65, dx65; 9. Dxd8+, Rxd8; 16. b3. 23. Rhl, cxd4.

96; IL Fe3, F5; 12 0-0-0, Re8; 13. tage aux Blancs 4... FE7 cat jourble mais donne facilement aux Blancs eich, d5; 7; cod5, Ocd5; 8. Fb5 l Le coup du texte (4. Fb6) est sans doute le plus populaire et le plus actif.

d Si 5. Cd5, 641; 6. Cal, 00 et al 5. d4, éxid4; 6. Cxid4; 040; 7. Fé2, Cé41; 8. Dç2, Té8. d Ou 5., Pets; 6. Dets, De7; 7. as,

d) Maintenant les Noins ne peuvent plus répondre 6..., 64, comme dans la note 6, à cause de 7. Cadé+, Daté ; 8.

# 7. D05 est intéressat. : 7... 66; 8. Cd6+, pd61; 9. Dh5, d5; 10.43, FB; 11. d4, F66; 12. Fd3, 64; 13. Fc2, C67; 14. Cd2, c6 1; 15. 0-0 avec une position

g Et non 10. 642, 641 N) Ou 41. b4, Fg7; 12. 7b2, D67; 13. O3; Fg4; 14. d3, Cd8 avec use position austique à celle de la partie Epuboevic-Karpov dans laquelle les Noirs n'ont pes de voues difficultés (Miles Nikolac, Beyer-

ij 13. Td1 semble plus logique # Menacant 14..., f5; 15. Fd3, 64. ic) Donc 11, b4 valuit mieux. La straté-ie des Blancs est ausez hésitante.

D Menaçant le pion b7. m) Si 21. d4, C64! n) Si 22. dd, 6xd4; 23. 6xd4, D63+;

p) On remarquera comment Karpov renforce la pression sur son objectif (la case d4) tout en améliorant la position de ses forces jusqu'au vingt-septième coup, contrairement à son adversaire qui, stratégiquement débordé, u'en fiint pas de louvoyer sans but.

g) Retournant à son idée initiale (4. 63 d'avancer le pion d en d4.

r) Karpov passe à la phase d'exécution. Pats) Force, sinon les Noits gagnent la ité après 29. Db2 (si 29. Dd3, 64), O52+; 30. Rhi, Og3+ et 31..., Cefi. \$ Si 30. Fb2, Te2! on Fe5 et les Noirs

ul Forçant la défense g3-f4, après quoi le F66 contrôlera la diagnosie a8-h1. #On 35. Tot2, Tot2 (c 35., Dot2; 36. Td2 ; 36. Td2; Dod2; 37. Dod2.

Ff6; 38, C43 (si 38, Fd1, Fag3 1 et si 38, Diciló, Df3 i), Df3; 39, Cd5, Fag3 ? !; 40, Cd3 (40, Dag3 ?, Fag5 i), Dhi+; 41. Rf2, Doh2+; 42, Rél, Dog3; 43. Rdl, h5; 44. Rg2, h4. w) Si 36. Coél, Toél; 37. Tři, Di31; 38. Toél, Dbi+, 39. Rf2, Dxb2+;

40.Rfl, Dhi+; 41, Rf2, Df3+; 42, Rgi Dog3+; 43. Rfl, Dof4+; 44, R62?, Df3 mit on 44. Rgl, Dod2. of St 38, 6q5, Dhl+; 39, Rf2, Dog2+

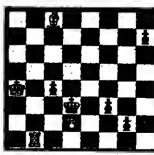
y) Si. 41. Rg1, T62.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N- 1533

A. HILDEBRAND (1983) (Blancs : Ra5, Fb2. Noirs : Rf8, F64, Ca7, Pd6. Nulle.)

1. Rb6, Cc8+; 2. Rc7, Ff5; 3. Fa3, R67; 4. Fb4, Fd7; 5. Fa3, R66; 6. Rd8! (et non 6. Fb42, Ca7 ; 7. Fxd6, Ch5+ arec gain), d5; 7. Fc52, Cd6; 8. Fod6, Rod6.

> **ÉTUDE N- 1534** G. UMNOV (1985)



n b c d e f g h Blanca (4): Ra4, Fc8, Tb1, Pd2. Noirs (6): Rd3, Pa7, c4, f3, g2, h7.

- 1 ·

EJ.

44 118

. . - . 15

frais est, lui anssi, entre autres plats « carnés », un

mets à recommander, et le

chapitre des desserts nous

fait entrer joyeux daos le

Ainsi, avec Crépin et Melkoniao, le « patron » de La Vnile d'nr. M. Jean Lorenzi, peut se dire qu'il a bien de la chance. Les clients aussi.

► LA VOILE D'OR. 31, avenue Jeen-Mermoz à Saint-Jean-Cap-Ferrat (06230). Tél.: 93-01-13-13, t.i.j.

# Les brocolis du scandale

A presse s'est récemment fait l'écho d'un scandale à la Mai-Le brocoli est donc de la «race» des choux Brassico oleraces. Bill son Blanche. En effet, avec l'arri-Clinton, en lui ouvrant les portes vée à la présidence de Bill Clinton, de la Maison Blanche, ne fait que les brocolis (proscrits par George «saluer» les éloges que lm nnt Bush) sont de retour dans les cuiprodigués Horace, Martial, Prosine officielles perce et Carna, assurant, Ini, que A dire vrai, I'nn comprend c'est grâce an chou que durant six moins l'ostracisme du second que cents ans les Romaines purent se l'enthousiasme du premier. passer de médecins. Mais peut-Le brocoli est une variété de ebon-fleur enltivée pour ses pousses florales longues et charnues. Son nom vient de l'italien

des pays nordiques et, à mon goît,

plus solidement sincere. Mais pes-

laient des brocolis cuits à l'bnile

d'olive, vin blanc et ail. Les Chi-

LE CHEF DU MOIS

Un homme

d'azur

TEL patron, tel chef, ai-je.

J'ajooterais pour moo-compte : « Tel cadre, telle

cuisine! » Ou, plus exacte-

ment, c'est ce qui devrait

être. Ce qui est aussi, hélas!

trop souvent vrai lorsqu'il

s'agit d'un cadre à la mode,

j'allais écrire d'un cadre

« m'as-tu vu », sopbistiqué

tout antant que les plats et leur présentation.

Mais it y'a les cas

cootraires. Ce préambole

paraîtra, j'en suis coovaincu;

parfaitement exact en ce qui

concerne La Voile d'or, de

Saint-Jean-Cap-Ferrat. Un

des « derniers refuges de la

douceur de vivre », a-t-on pu

écrire. Ce palace-bijou ottre

en effet à ses clients une ter-

rasse-jardin toute fleurie de

géraniums face au petit port

où quelques yachts se melent

aux bateaux des pêcheors,

ainsi qu'une salle à manger

au clair décor. Et la euisine

de Jean Crépin fait, tout

comme ce talentueux cuisi-

nier, corps avec le cadre.

D'ABORD par la fraîcheur de tout ce qui vient de

la mer, acheté tôt matin aux

pêcheurs locaux. Ensuite par

entenda dire quelquefois.

à l'aigre-doux, paraît-il.

être que le président Bush, son prédécesseur, avait ln certains bromatologistes du début du siècle accusant le chou de favoriser l'apparition des goitres ? Il est vrai brocolo (pousse de chou) et nous le que, plus récemment, des cherdevons à l'arrivée eo France de Catherine de Médicis et de ses cheurs américains (Murrzay, Bass, Stenbock, Evehiem) ont mis en cuisiniers (ce fut, notons-le, la fin de la cuisine purement françue et évidence les effets anti-anémiques gauloise, plus proche des cuisines do chou. Passons donc sur le chou en général, qu'il soit ou non médicament, et venons-en à ces brocosons...). Donc les Romains se régalis du scandale, légumes intéressants dans lesquels tout se mange, tige, feuilles et fleurs. Du reste, les nois bien avant eux les apprétaient diététiciens aujourd'hui le compa-

rent au chou-fleur.

Mais les chefs?

tin avec parmesan.

En notant d'abord qu'Alexandre Dumas, qui le disait fleurissant noir, sauf en Italie, où il fleurit violet, le proposait avec une bonne sauce au beurre ou au gra-

Mais je me souviens qu'no jour

le cher Raymond Oliver (à propos, sa fille Stephane anime l'Auberge de la Belle Aventure à Saint-Légeren-Yvelines, tél.: 34-86-31-35). Raymond, donc, nnus avait préparé des brocolis euits buit minutes à l'eau bouillante salée (al dente, dirait nn Italien), bien égoottés puis servis arrosés d'un peu de jus de viande, avec, à part, une saucière de beurre fondu aromatisé de ciboulette ciselée, Mais dans leurs ouvrages de recettes les chefs n'en parient guère, et vous les trouverez rarement sur les cartes. En Italie non plus. Voici pourtant la recette des brocolis alla romana : chauffer en poèinn de l'huile d'olive. Y jeter deux



gousses d'ail écrasées, puis 1 kg de brocolis en branches. Secouer huit minutes) avant de les servir pour imbiber d'buile, ajouter sel, poivre, vin blane, et mijnter à découvert un quart d'heure.

Pourquoi done n'en parle-t-on pas ? C'est peut-être que leur épluchage est délicat et qu'ils doivent être lavés plus délicatement encore I Ginette Mathiot propose

de les euire à la vapeur (cinq à avec une crème fleurette tiédie. J'ai lu quelque part aussi la recette des brocnlis «à la vendéenne» que voici : cuire en marmite dans 2 litres d'eau 500 grammes de poitrine de pore bien déssalée (une beure et demie après ébullitinn). Ajouter alors I kg de brocolis bien

nettoyés, deux gnusses d'ail écrasées, saler légèrement et cuire un quart d'heure. Egouiter les brocolis et les remplacer par quelques pommes de terre. Durant leur cuisson, hacher grossièrement les broenlis, les mettre en casserole avec 40 grammes de beurce nour les rechausser. Couper le lard en trancbes et les faire durer au

Egoutter les pommes de terre et les couper en rondelles. Disposer sur un plat les brocolis, puis les pommes de terre et cofin les tranches de lard. Arroser des beurres de cuisson et porter au our avant de servir.

#### La Reynière

P.S.: Je viens de me régaler avec des beignets de brocolis sauce fornate. C'est une création de Rubert Daubian, chefaussi pour vous annoncer que cette belle maison «les pieds dans l'eau » sera peut-tere onverte aussi le samedi soir. Le l'un Groß, 2, quai Atlagnier, port Van-Gogh, à Asnières, tél. : 47-91-05-10,

# Puy-de-Dôme gourmand

Ce département de l'Aovernne est celui des volcans éteints et des sources thermales (Mont-Dore, Châtel-Gnyon, Saint-Nectaire, Royat...). Mais aussi, ne l'oublions pas, du Breuil-sur-Couze, fournissant l'hydroxydase, dont les cures à domicile désintoxiquent l'orgaoisme. C'est aussi le pays d'une cuisioe solide et savoureuse. Le Breuil-sur-Couze n'est pas loin de Saiot-Germaio-Lembron et de Nonette, vestiges féodaux où îl y a un quart de siècle les « gastrooomades » (le mot est cher à Curocosky 1) pouvaicot apprécier cette cuisine à La Benugravière du chef Brioudes, aujourd'hui dis-paru. Mais le Puy-de-Dôme reste un département « gourmand ».

mond-Ferrand. Déjà Maupassant (dans Mont-Oriol), fait dire à l'un de ses personnages en cure à Royat : « On va aller diner dans un restaurant de Clermont, ceux de Royat ne valent rien ! » Il est vrai qu'alors o'existait pas, à Royat, La Belle Meunière (25, avenue Vallée, tél.: 73-35-80-17), et donc il ne pouvait point connaître les crèpes aux escargots de Jean-Clande Bon ni son agueao de lait en persillade l Mais Clermond-Ferrand, c'est

Promeoons-oous avec appétit

autour de sa « capitale », Cler-

vrai, est riche en bonnes adresses. Avant de les découvrir, permettez-moi de vous conseiller d'établir votre base, nou lnin, à Cha-malières, à l'bôtel Radio (43, avenue Pierre-Curie, tél. : 73-30-87-83), maisoo de prestige, dont le patron cuisinier, Michel Mioche, soigne la joue de bœuf et sa queue « en velours », les pieds de cocbon aux pois des champs, etc., y compris un pudding auvergnat I (numbreux menus, de 250 à 500 F, et carte; fermé dimanebe

soir et Inndi). A Clermoot même, dant le Michelin n'bonore que Jean-Yves Bath (place du Marché-Saint-Pierre, tél.: 73-31-23-23), même s'il accommode le saumon de funtaine « au tabac de cuisine » (?) Notez aussi Clavé (12, rue Saint-Adjutor, tél.: 73-36-46-30) et son velouté de lentilles vertes aux cuisses de grenouilles (menus à partir de 150 F, compter 350 F à 400 F à la carte), Gérard Anglard (17, rue Lamartine, tél. : 73-93-52-25), disciple de Bernard Loiseau, et son sandre régional au vin de Bnudes (menus 100 F déjeuner semaine et 160 à 280 F, et carte 400 F environ). Et, enfin,

Le Monde **RADIO ELEVISION** 

Chaque samedi

numero date dimanone-lund

la Pardien, tél.: 73-27-74-17, fermé samedi midi et dimanche), aux déjeuners « affaires » à 120 F - menus et carte (175 à 300 F).

De l'hôtel Radio, donc, vons pourrez « rayonner » à l'entour. Passer par les gorges de la Sioule, si pittoresques, et y découvrir le gâteau de pommes de terre; allez à Riom (son église de façade gothique flamboyant et la célèbre « Vierge à l'oiseau » et, si c'est en juin, assister à son « Festival de piano b. Notez aussi ses musées et Les Peilts Ventres (6, rue A.-Dubourg, td.: 73-38-21-65), avec ses petits menus de 100 et 150 F et la carte. Visitez surtout Montpeyroux, village du treizième siè-cle, classé dominant l'Allier, et soo Auberge de Tratume (tél. : 73-96-60-09), ses menus, sa carte (comptez 400 F environ). Enfin, vous irez visiter Saint-Nectaire toot) pour son fromage.

A propos de fromage, o'oubliez pas le pélerinage d'Ambert et son Musée de la fourme. C'est le pays des « fourmes » (du Forez, de Laguiole, du Mézenc, de Salers même, que l'on nomme plus souvent cantal). Je tiens ce persillé au lait de vache, égal au stiltoo britanuique, comme un « grand » des fromages. A Ambert, il y a aussi un musée historique du papier et une bonne petite escale : La Chaumière (41, avenne du Maréchal-Fncb, tél. : 73-82-14-94), aux chambres

coquettes et aux menus bien abor-

dables (de 78 à 180 F). Au fil des heures, peut-être irez-vnus faire de la vnile sur les lacs d'Aydat et de Chambon, les plans d'eau des Fades-Besserves, des Prades et des Hermines. Peut-être découvrirez-vous les tripous, l'andouillette de Mozac, le gigot brayande, la flognarde au dessert. Et si vous devez rester à Paris, VOUS SAVEZ QUE VOUS POUVEZ « TESpirer » un peu de ses gourmandes odeurs à l'Ambassade d'Auvergne (22, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris-3 tél. : 42-72-31-22). Pas de fermeture (compter 250 à 300 F).

Avec un peu de retard, je vous signale le Paris gourmand 1993 de Gilles Pudlowski (mais Gérard Truchenet (rond-point de je ne l'avais point recu). On connaît le genre : l'auteur

«raconte» son Paris gourmand avec franchise, humour, férocité quelquefois. On peut n'être pas toujonrs d'accord, mais du moins ce guide est-il intéressant, sortant de l'immubilisme fastidieux du Michelin, entre autres. Certes, que l'Apicius de l'avenue de Villiers gagne sa troisième couronne, Goumad-Prunier 32 deuxième, onl ne saurait protester. On s'étonners du « recul» de La Barrière de Clichy, de La Cote-d'Amour de la rue des Acacias. On voudrait aussi comprendre l'acharnement que Gilles Pudlowski met à ses mauvais jugements du Bristol alors qu'il semble toute indulgence pour le George-V, par exemple. Passons. Tel quel, c'est le guide à consulter (même si et s'il néglige la banlicue - sauf l'abominable Défense!). On y trouvera aussi un guide des spécialités, les meilleures andouillettes (mais pourquoi omettre celles de La Ferme des Mathurins ou de La Ferme

Saint-Hubert, rue Vignan,

choucroutes, etc. (éditions

diplômées de l'AAAAA ?), les

meilleurs bouillabaisses, boudins,

J.-C. Lattès, 159 F). Et pendant que j'y suis permettez-moi de signaler le Guide du casse-croûte de J.-L. Petitrenaud (Hachette éditeur, 98 F), 460 bistrots, cafés, auberges à travers la France. Sur Paris, vous y retrouverez de bonoes adresses de La Taverne Henry IV (place du Pont-Neuf et « table de Maigret », à Ma Bourgogne (place des Vosges), du tout nouveau Berry's de Patrick Cirotte (rue de Naples) à l'autre Ma Bourgogne (144, boulevard Haussmann, où Louis Prin repoit ses amis de l'Académie Rabelais, verre en

main (et nuvre anssi désormais à

A la Maison des polytechniciens, dans l'ancien

diner).

### MIETTES

bôtel de Poulhry, du pur dix-huitième siècle, se trouvait une salle réservée au club des «X». Désormais, point n'est besoin d'être ancien élève de Polytechnique pour s'y régaler d'un menu-carte à 240 F (chnix entre sept entrées, autant de plats, fromsee et desserts, et vins à petits prix). Chisine d'Yves Mutin, supervisée par François Clerc, de La Vieille Fontaine de Maisons-Laffitte. Notez l'adresse : 12, rue de Poitiers (7\*), tél.: 45-48-41-66. Déjenners seulement de 12 beures à 14 h 30, fermé samedi et dimaoche. - ..

A Genève, Gilles Dupont vient

d'obtenir une étnile au Michelin pour L'Hürel du Rhone et qui est bien méritée, Mais si vous passez par Genève entre le 5 et le 25 avril, notez aussi que le Café Rafael de L'Hotel du Rhone recevra les enisiplers de l'Hôtel Tai Mahal de New-Delhi pour uoe série de repas de cuisine indienne. En avant les tandoori

Anniversaires. Cest du 7 au 9 mai que sera fêté le centenaire de l'Hôtel du Palais, de Biarritz. C'est le 6 avril que les «anciens» du restaurant Greuze, à Tournus, fêteront les soixaote années de cuisioe de son fondateur et toujours alerte animateur Jean

**VACANCES-VOYAGES** 

### HÔTELS

### **Alsace**

68590 SAINT-HIPPOLYTE HOSTELLERIE MUNSCH\*\*\* « An Ducs de Lorraine » Rel. du silence

Pied du Ht-Kænigsbourg. Demi-pension

#### Tél.: 89-73-00-09 - Fax: 89-73-05-46. Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS HTES-ALPES - STATION VILLAGE A 5 km de Saint-Véran HÔTEL LE CHAMOIS\*\* LOGIS DE FRANCE Soleil, calme, toutes rando dans le pare régional du QUEYRAS Tél.: 92-45-83-71.

# Le Monde

PUBLICITÉ VACANCES VOYAGES Renseignements:

46-62-75-31

Paris

SORBONNE

HÖTEL DIANA\*\* 73, rue Saint-Jacques. Chambres avec bains, w.-c Tel. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F Fax: 46-34-24-30. Tél: 43-54-92-55.

### Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS \*\*NN LOGIS DE FRANCE TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE 24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD. Tél.: 53-29-95-94 - Fax: 53-28-42-96.

### TOURISME

### RANDONNÉE

Randonnées et vnyagea à pied, France et étranger, dnc. couleur gratuite à : Chemins du Sud 48110 GABRIAC - Tél.: 66-44-73-54

(Publicité)

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUART

CHAMPS ELYSEES RELAIS BELLMAN, 37, r. Franç.-I.

47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre elég.

COPENHAGUE, 1- étage FLORA DANICA, SUE MA JAMESTA SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Elysées, 44-13-88-26 LE DEY 109, rue Croix-Nivert, 15-Couscous et spécialités algéroises. Menu: 115 F, Taginc du jour: 70 F.

143, c. L.M. Noriman, 13

Spécialités éthiopiennes.

AU CADRE VERT 4, rue Leisain (169) angle rue de l'Annonciation O.T.L.J.

cuisine traditionnelle PONT-NEUF

RELAIS

LOUIS XIII Tel.: 43-26-75-96 F./dim., hundi midi 8. rue des Grands-Augustins, 6 Menu déi. 190 F. Menu din. 350 F (services, taxes et café compris).

LE NEM Tel.: 1700 et dim. 67, rue Rennequin, 17. Soccialités vietnamiennes.

### TRINITE

LE SUQUET, 48, rue de Clichy (9.). Tél.: 48-74-25-66. Cuisine du Sud-Est. F/sam. et dim.

# Sainte-Hélène, l'île-prison

Le vingtième siècle n'a rien changé à sa conditon d'île la pius isolée du moude. Sainte-Hélène, possession britannique, ne doit sa survie qu'an RMS St.-Helena, un cargo mixte dont le coût de fonctionnement est supporté par le gouvernement. Son premier habitant, Fernando Lopez, était un banni portugais, exilé volontaire. Est-ce pour cela que le nom de l'île demeure synonyme de prison?





A CCOUDÉ au bastingage du pont arrière, John regarde les nir ses larmes. Deux ans. Deux ans, il est resté prisonnier sur ce rocher sombre avant que justice lui sont rendue. Embarqué au Cap mécanicien sur un bateau de plaisance hollandais venu des Indes, il ne savait pas que le rafiot était chargé de résine de cannabis. Lorsqu'une avarie de moteur a contraint l'équipage à faire escale à Sainte-Hélène, la police, prévenue par les Snd-Africains, a perquisitionné à bord, trouvé la droe et arrêté tout le monde. John le Ghanéen pleure sur les années perdues et sur cette épave rouillée, battue par les flots, ancrée dans la baie de Jamestown pour l'éternité. Les afficiers da RMS St.-Helena opt compris, une respectueuse fraternité prend corps autour de lui. Dans quinze jours, le cargo mixte se glissera, en jouant des marées, dans les écluses de Cardiff. John prendra un avion et regagnera le Ghana en quelques heures.

Sainte-Hélène. Le nom évoque le destin de l'Aigle déchu. Mais qui sait où placer ce roc sinistre sur la carte des océans? Quelque part en Atlantique sud, entre Brésil et Angola, un dieu furieux a fait merger ces quelques kilomètres carrés de terre noire. L'Angolaise Moçamedes est à près de 2000 kilnmètres, Le Cap. sud inaccessible, à einq jnurs de mer et l'Angleterre, île mére, à 7 000 kilométres. Les hommes pressés traversent en avion les plus vastes continents en quelques heures, Sainte-Héléne impose à ses visiteurs de longs jours de mer avant de dresser devant eux ses hauts murs de basalte noir. Il faiiut deux mois à Napoléon en 1815 pour rejnindre son ultime prison, il fant aujourd'hni deux semaines au RMS St.-Heleno, dernier hatean du Courrier royal, pour transporter passagers, lettres, vivres et tout le nécessaire à la vie refidienne depuis le port gallois. Le relief tourmenté de l'île interdit, jusque-là d'y construire le

« Juna de Nova Castella, navigateur portugais, s'était égaré dans les eaux qui séparent l'Afrique de l'Amérique. En 1502, le 18 août, fête de la Sainte-Hélène, mère du prémier empereur chrètien, il rencontra une île par le 16 de latitude méridionale et le 11 de longitude: il y toucha et lui donna le nom du jour de la découverte. » Laissons à Chateaubriand qui a si bien écrit sur Sainte-Hélène sans y être jamais allé, ce préamhule histori-

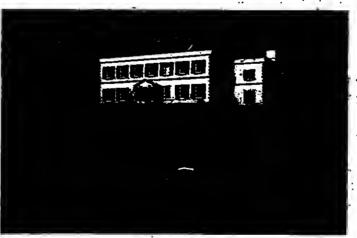
que. Depuis, l'île a conservé sa vocation d'étape pour les navigateurs au long conrs. Les galinns sur la route des Indes qui y falsaient relache et provision d'eau douce ont cédé la place aux plaisanciers venus prendre quelque répit dans teur combat contre l'océan, on à de rares bateaux de eroisière ayant inscrit la halte napoléonienne à leur programme pour attirer le chaland. Et les Héléniens ont cessé de cultiver les citronniers dont les fruits aidaient les marins de passage à lutter contre le scorbut. L'île, dont l'existenee demeure secrète jusqu'en 1588, sera au dix-septième siècle au cœur de la rivalité entre Anglais et Hollandais pour la suprématie sur les mers. Les Bataves ne renonceront qu'avec l'élargissement de leur colnnie du Cap. La Compagnie des Indes orientales, hritannique, installe alnrs des garnisnns de soldats commandées par un gouverneur. La colonie de Sainte-Hélène va naître. La population hlanche, noire, chinoise, mulâtre témoigne des conquêtes de l'Empire. Les Héléniens ont la peau hrune et les yeux bleus, le teint rose nu le regard hride

Héritiers d'une histnire commune, les 5 700 hahitanta de l'île partagent leur destin sans se

tronie du sort, le premier Français à inscrire son nom dans la saga capitaine Pnirier, huguenot en exil, avait été fait gouverneur par la Compagnie des tudes orientales en 1697. Le second donnera à l'île sa rennmmée universelle, malgré elle, et en fera à jamais un synonyme de prison. La guerre qui éclate entre la France et l'Angle-terre en 1803 indiffère les Héléniens qui ne se doutent pas qu'ils verront arriver chez eux, dnuze ans plus tard, le vaincu de l'affrontement final de Waterloo. L'empereur déchu se morfandra Hélène. Personne dans l'île ne s'en frneut. Ni les Briars, ni Longwood House, ses résidences, ni la tombe de Sane Valley nu il fut mis en terre, n'attirent les habitants du caillou. Prenve de ce détache tous ces territoires ont aujourd'hui été cédés à la France. Le drapeau tricolnre fintte sur les domaines français de Sainte-Héléne et Michel Martineau, consul hnnoraire et conservateur, veille à leur entretien. Ce zélé serviteur des manes impériales regrette parfinis l'indifférence de la populatinn. Son père, Gilbert Martineau, pré-cédent titulaire du poste, tntalise

l'ile. La France lui doit la restauration des résidences napoléo-niennes, une patiente collection d'objets et une vingtaine d'ouvrages sur l'Empereur, sa famille et son époque. Père et fils forment la plus petite communauté francaise à l'étranger. Ils vivent dans nne aile de Longwood House, à quelques mètres du salon où l'homme qui faillit dominer le monde rendit son dernier soupir le 5 mai t82t. Pour tromper l'interminable défilé des heures, l'nn écrit, l'antre peint. Les plantes endémiques qui s'épannuissent sous le climat fantasque de l'île inspirent an icune consul les huiles et aquarelles qui enrichis-sent son herbier. Michel Martineau met aussi ses talents de bota-

noires qui entourent Sainte-Héléne, les remparts qui enserrent Jamestown - saignée d'habitations et de commerces entre denx falaises, décorée du titre de ville protègent les iliens alors qu'ils Importe si Sandy Bay, scule «plage» de l'île, n'est que boue et rochers, la mer ne participe guère au quotidien. On lui tourne le dos, on la nie. Seuls les jeunes gens qui emharquent pour quelques mnis on quelques années sur le St.-Helena osent affronter l'océan. Sainte-Hélène, Ténériffe, Cardiff, l'Ascension, Le Cap, puis ils reviendront, à l'écart du hruit et des fureurs du monde, contempler l'immuable Jamestown et son unique artère, Main Street, le sourire et le signe de tête obligatoires à



La maison du Gouverneur.

niste au service du jardin, sans cesse giflé par les vents de l'Atlantique, dont les contours ont été nés par l'Empereur lui-même. « Quand je ne serai plus ici, disait-il an fidèle Bertrand, les voyageurs anglais feront le dessin de ce jardin jait par Napolèon. Il n'en est aucun qui ne veuille le visiter. » La prophétie est restée lettre mnete, et les Français de Sainte-Hélène vivent seuls. Les passagers curieux, descendus quelques heures d'un paquebot, viennent rêver un moment sur les des-tins tragiques et regagnent hien vite le mande des vivants.

La forteresse rend parfois ses prisonniers. Les Héléniens s'en vant travailler à l'Ascensian l'une de ses dépendances - ou aux Falkland. Des contrats de plnsieurs mais sur des bases militaires permettent de gagner un peu d'argent avant de retnumer sur l'île faire admirer un radio-cas-sette dernier cri ou une paire de baskets américaines. Les murailles

chaque pas. Tnut le monde se connaît. An pub de l'hôtel Consulate, la bière coule, et les histoires de marins font rever un instant soir, on fête Isobel et Sarah, vingi ans, cadettes sur le St.-Helena Après leur premier passage à l'École navale en Angleterre, elles se sant retrauvées plusieurs semaines sur un brise-gisce sovié-tique. Revenues sur leur île, elles racontent au milien des rires leurs premiers émois de marin.

Pendant ce temps, Sainte-Héiène, pour une fnis, s'affaire. La pré-sence du bateau signifie qu'il faut se hâter de poster un courrier qui attend dejà depuis longtemps. La pecherie de thon veille su chargement de sa production enfermée dans des conteneurs. On se réunit pour fêter ceux qui demain partiront pour travailler ou étudier nverseas. L'ile balance entre passé et présent, les deux se confondent. On s'en va en bateau mais on téléphonera pour danner des nan-

velles. On enverra des fax, grace tront physicurs semaines pour par-venir à leur destinataire. Ceux qui restent se distrairont en écontant le service mondial de la BBC ou en regardant une nouvelle cassette arrivée ici. Le paradoxe ne s'arrête pas là. Pays le plus pauvre du monde, si l'on s'en tient au PIB, la «colonie», comme la couronne se plaît à le frapper sur la monnaie locale, vit largement de ses quelque 10 millions de livres de sub-

ventions annuelles. Doux ou trois families so partagent commerces et entreprises, les autres cultivent l'indolence propre aux Iliens. Certains ont bien travaillé jusqu'en 1965 pour l'indus-trie du flax, ce lin importé d'Australie dont on faisait cordages et sacs marins, mais l'arrivée du nylon a eu raison de la petite production locale. Depuis, le flax court à flane de collines, vole de la terre aux cultures et fascine le regard en ondulant sous le vent. Demain, le hateau s'en ira. Les plus riches remonteront vers cette partie de l'île qui ressemble à la Suisse et tromperont leur ennui en jouant au golf à Deadwood Plain, en attendant la prochaine réception chez le gouverneur à Plantation House. Les autres retronveront les maisons préfabriquées de Ladder Hill et parleront du prochain match de cricket. Inégaux devant la fortune, les Héléniens le sont aussi devant le climat. Il pleut quatre fois plus à Plantation qu'à Jamestown.

En suivant les facets de l'unique ronte qui contourne l'île, le visiteur se perd dans une végétation à l'insolence tropicale, erre sur des terres lunaires avant de revenir vers une campagne aux accents anglais. Mais si le regard s'égare an-delà de la ligne d'horizon, le grondement de l'océan rappelle hien vite au promeneur qu'il est san prisonnier. Comme ces condamnés qui ne regagnent leur geôle qu'en fin de jnurnée. Le reste dn temps, ils partagent le sort commun, et e'est assez. Descendants d'esclaves nu de repris de justice, hauts fonctinnnaires de la couronne, exilés volontaires, soumis aux caprices du ciel et aux fureurs océanes, ils égrennent le temps comme on purge une peine. Trois ans de mission pour les uns, une vie pour les autres. Hors du temps, oubliée du monde, Sainte-Hélène n'a plus reçu depuis 1984 la visite d'un membre de la famille royale. Encore s'agissait-il da prince Andrew, un marin, venn inaugurer l'école qui porte son

nom. Depais, plus rien. Même les échos de la guerre du Golfe ne sout parvenus iei que très assourdis. L'île tient en échec les théories de McLuhan.

TO BE TO THE BEING CALLUS (EDE: 1811 1711 22 c ~ Decima a const INCHES TO THE DECTAL SE INEL: fe:Eur 

1 5 EES 4 5-

E 4 55

2500

TEN IN

----

SER U

Property in

The second of

- n € 3€

BER SEVEN OF THE

PERSONAL PROPERTY OF THE

E PROPERTY

SE TOTAL ST.

S SEE STATE OF THE SEE

And the con-

Atte by Comment

Address

BIE CARE :

September 19

Leville . .

State In . 1

A 12 ---

TER SET

F1.25 C. 13.34

Quitter Sainte-Hélène... En ontils revé, les Bertrand, Montholon, Las Cases, Gourgaud, compagnons de Napoléon, d'un retour en France après la mort de l'homme qu'ils avaient aimé au point de s'exiler avec lui. Le désespoir de la petite colonie française droguée au mercure, alcoolique, minée par la maladie et la lépression donnera des idées aux Anglais. « L'Empire sur lequel le soleil ne se couche jamais » n'en finit pas de faire la guerre... et des prisonniers. En 1890, le roi zoulou Dinizulu - grand-père de l'actuel chef de l'inkhata, Mangosulhu Buthelezi - est déporté avec femmes et enfants. Il y restera sept ans. A la guerre contre les Zoulous succèdent les affrontements anglo-boers, des milliers d'Afrikaners viendront expier leur défaite sur le rocher maudit. Certains retnumeront en Afrique du Sud a la fin du conflit, d'autres renonceront aux vastes espaces du Transvaal pour s'inventer une vie

sur l'île.

Greg Willis, vingt ans, est leur dernier descendant. Mécanicien à bord du St.-Helena, il profite des escales pour entretenir soigneusement le petit eimetière boer de Knollcombes. Lui aussi restera ici. L'Afrique du Sud qu'il retronve quand le hateau fait relâche au Cap n'est pas celle de ses ancêtres. Prisonniers encore, ces opposants au protectorat britannique sur Bahrein, dans les années 50. De leur passage à Sainte-Hélène ne seste qu'nne maison délabrée à flane de falaise; ceux-là ont retrouvé leur pays. Faut-il se souvenir encore? Faut-il partir? Faut-il rester et se laisser gagner par le parfum dnuceatre qui imprègne l'air et la nourriture ? Près des marches centenaires nu se prennent les barques qui emmènent au bateau, un vieillard reve à voix haute. Il dit avoir cent ans. plus peut-être, mais ses yeux sont ceux d'un ieune homme. Le temps se dilue. Un officier du St.-Helena raconte qu'il a vu une sirène dans les eaux noires de la baic. On le

> De notre envoyée spéciale Geneviève Fidani

